

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
NEUTRALITÉ HOLLANDAISE

DURANT
LA GUERRE D'AMÉRIQUE
(1775-1780)

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à l'Université de Paris

PAR

F. P. RENAUT

Docteur en Droit
Officier de Navigation Aérienne de 1^{re} classe
Fellow of the Royal Historical Society



ÉDITIONS DU GRAOULI

38, Rue de Lourmel, Paris

1924

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
NEUTRALITÉ HOLLANDAISE

DURANT
LA GUERRE D'AMÉRIQUE
(1775-1780)

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à l'Université de Paris

PAR

F. P. RENAUT

Docteur en Droit
Officier de Navigation Aérienne de 1^{re} classe
Fellow of the Royal Historical Society



ÉDITIONS DU GRAOULI

38, Rue de Lourmel, Paris

1924

*11850

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	9

PREMIÈRE PARTIE

LA NEUTRALITÉ HOLLANDAISE

CHAPITRE PREMIER — <i>La Balance navale et coloniale des Puissances en 1776</i>	11
CHAPITRE II. — <i>Les Conséquences navales de la Guerre d'Amérique</i>	28
1. Le Conflit Anglo-Américain.....	28
2. Les Interventions Bourbon.....	31
3. Les Provinces-Unies, arbitre naval.....	37
CHAPITRE III. — <i>Constitution et Situation Intérieure des Provinces-Unies</i>	41
1. Un régime de Conseils.....	41
2. Les Compagnies des Indes et l'Empire colonial.....	53
3. Les partis et l'opinion.....	57
4. La situation économique de la République.....	65
CHAPITRE IV. — <i>Les Fronts d'Attaque de la Neutralité Hollandaise</i>	69
1. Vulnérabilité de la Neutralité Hollandaise.....	69
2. L'Esprit de Neutralité dans les Provinces-Unies.....	80

DEUXIÈME PARTIE

LES ATTAQUES CONTRE LA NEUTRALITÉ HOLLANDAISE 1776-1779

CHAPITRE V. — <i>Premières Offensives Anglo-insurgentes dans les Provinces-Unies (1776-1778)</i>	88
1. L'Affaire de la Brigade Ecossaise et des Recrues germaniques.....	90
2. Les Débuts de la Contrebande.....	109
3. La Propagande des Insurgents.....	120
4. Reconnaissance et Salut au Pavillon.....	131
5. Presse et Prises.....	135

CHAPITRE VI. — <i>Activité des Diplomaties belligérantes (1777-1778)</i>	145
1. Sir Joseph Yorke et la Diplomatie britannique.....	145
2. La Politique française dans les Provinces-Unies : ses représentants.....	154
3. Le Duc de La Vauguyon, introducteur et protecteur des Insurgents.....	171
4. Le Cadre Diplomatique de La Haye.....	183
CHAPITRE VII. — <i>Le Problème de la Contrebande : Saint-Eustache (1776-1778)</i>	189
1. Saint-Eustache et les possessions néerlandaises d'Amérique.....	189
2. Rôle des Antilles Neutres durant la Guerre d'Amérique.....	194
3. Incidents Anglo-néerlandais aux Antilles.....	203
CHAPITRE VIII. — <i>Le Problème de la Contrebande : la Question du Matériel Naval et la Pression française (1778-1779)</i>	217
1. Les Données du Problème : Contrebande et Convoi....	217
2. Les Menaces de Vergennes.....	223
3. Les Arrêts d'Exclusion.....	236
CHAPITRE IX. — <i>Paul Jones au Texel (octobre-décembre 1779)</i>	252
1. La Situation Navale en l'été de 1779.....	252
2. Arrivée de Jones au Texel : octobre 1779.....	258
3. Intervention diplomatique : questions de neutralité....	261
4. Les Dessous de l'Affaire.....	277
CHAPITRE X. — <i>Le Blocus de Gibraltar et ses Conséquences</i> ..	283
1. Les Soucis de M. de Rechteren.....	283
2. Les Résultats de la Prise du <i>Concordia</i> et du <i>Saint-Nicolas</i>	294
CHAPITRE XI. — <i>La Politique Mondiale à la fin de 1779</i>	298
1. Les Grandes Affaires Européennes.....	298
2. L'Influence Russe en Europe et dans les Provinces-Unies.....	302

TROISIÈME PARTIE

LA FIN DE LA NEUTRALITÉ (Janvier-Décembre 1780)

CHAPITRE XII. — <i>L'Attentat de Fielding (décembre 1779-avril 1780)</i>	307
1. Le Départ de l'Escadre Byland.....	307
2. L'Engagement dans la Manche.....	311
3. La Portée de l'Attentat.....	315
4. Les Suites diplomatiques.....	318
CHAPITRE XIII. — <i>Au Cap de la Neutralité Armée</i>	332
1. La Déclaration de Neutralité Armée.....	332
2. Le Débat sur la Neutralité Armée et ses répercussions..	339
3. Garantie coloniale et Incidents antillais.....	360
CHAPITRE XIV. — <i>L'Affaire des Papiers Laurens (septembre-novembre 1780)</i>	367
1. Les Mésaventures d'Henry Laurens.....	367

2. Le « Traité Américano-Hollandais », ses clauses et sa valeur juridique.....	375
3. Les Eclats de Sir Joseph Yorke.....	378
CHAPITRE XV. — <i>La Rupture avec l'Angleterre</i>	390
1. L'Esprit public et la Guerre.....	390
2. L'Accession à la Ligue des Neutres.....	394
3. L'Intransigeance anglaise.....	399
4. La Rupture.....	404
CHAPITRE XVI. — <i>Le Bilan de la Neutralité</i>	409
1. La Vie aux Provinces-Unies durant la Neutralité.....	409
2. Les Conséquences politiques de la Neutralité.....	414
ANNEXES. — I. — Chiffres Statistiques relatifs aux Provinces-Unies pour la période 1776-1780 : Armée, Marine, Finances publiques.....	418
II. — La Brigade écossaise au service des Provinces-Unies (1572-1782).....	420
III. — Tableau Synoptique des ambassadeurs de la République et du corps diplomatique de La Haye.....	422
BIBLIOGRAPHIE.....	423
INDEX. — A. — Noms de personnes.....	429
B. — Faits militaires et navals.....	430
C. — Traités et Actes diplomatiques.....	430

TABLE DES ILLUSTRATIONS

PAVILLONS

Amsterdam.....	188	Horn.....	389
C ^{te} des Indes Orientales... ..	216	Rotterdam.....	306
C ^{te} des Indes Orientales... ..	297	Stathouder.....	144
Etats Généraux (Gironné).. ..	27	Texel.....	417
Harlingen.....	330	Vlieland.....	428
Hollande.....	408	Waterland.....	430

SIGNATURES

Lestevenon van Berkenroode.....	421
Prince d'Orange.....	367
Comte de Welderen.....	282

ABRÉVIATIONS

A. E. Holl. Vol....	Archives du Ministère des Affaires Etrangères de France, correspondance politique, série Hollande, Vol... f°...
A. E. Doc. Vol....	Id. Documents, série Hollande...
A. R. 1776.....	Annual Register, année 1776.
B. M.....	British Museum.
C. O. P.....	Colonial Office Papers (Public Record Office, de Londres).
N. R. A. Engelland, Frankerijk, Spanje	Nederlandsche Rijksarchief, de La Haye, série Angleterre, France, Espagne, liasse...
N. R. A. Resol. Jaarg.....	Id. Resolutie van de Staaten General, année...
P. & O.....	Recueil de Documents sur la Neutralité Armée, de Sir James Piggott and Omond (1921).
S. P. Holl. Vol....	State Papers (Public Record Office, de Londres) série Holland, Vol...
S. P. Spain, Vol....	Id. Série Espagne, Vol...
Vaderlandsche	Annuaire néerlandais de van Wagenaar.
W. II.....	Recueil de la Correspondance diplomatique américaine de 1776 à 1783, publié sur l'ordre du Congrès, par Wharton, volume II.
W. I. C.....	Nederlandsche Rijksarchief, de La Haye, série Compagnie des Indes occidentales.

L'orthographe originale a été conservée pour ces noms dont la forme a varié :

Bleswick,	au lieu de :	Bleiswijk.
Galitzin,	—	Galitzine.
Graaff(de),	—	Graeff (de).
Patiomkine,	—	Potemkine.

AVANT-PROPOS

A l'heure présente, on semble témoigner d'un goût assez vif pour la recherche des responsabilités personnelles et nationales dans les guerres et les événements diplomatiques. Or, nulle phase de l'histoire ne semble plus séduisante pour tenter une telle recherche que celle de la Guerre de l'Indépendance Américaine, en raison des résultats surprenants qu'une étude approfondie peut fournir.

Nulle part, on ne trouve un peuple et un gouvernement aussi attachés à une politique de paix, aussi brutalement jetés dans la guerre; nulle part la responsabilité de l'agresseur ne paraît être aussi atténuée du fait des tierces puissances dont l'influence fut décisive sur le cours des événements. La nation attaquée travailla ardemment à demeurer en paix, elle fut la principale, sinon l'unique victime de la guerre. L'enjeu de la partie — du reste nullement soupçonné à l'époque — était pour elle considérable: indépendance morale, grandeur économique, puissance navale et tout devait sombrer en cette crise. Les Provinces-Unies, ne se doutant point certes de cette solution funeste, s'obstinaient à vouloir demeurer neutres, elles n'eurent que le triste privilège d'être belligérant involontaire et forcé.

Si les causes et les conséquences de la participation néerlandaise à la Guerre d'Amérique seront examinées minutieusement en un tome ultérieur, du moins peut-on déjà dégager la répartition des responsabilités entre l'Angleterre et la France au premier chef, l'Espagne et la Russie au second plan. De responsabilité néerlandaise, on ne saurait réellement parler.

Le sort de ces neutres, contraints à la guerre,

quoique amis de tous les belligérants, dépourvus d'idées belliqueuses et tout acquis aux principes de paix, tenus éloignés de la guerre par les sentiments comme par l'intérêt, ne revêt-il pas de ce fait un caractère tragique. C'est à la tragique épopée de la neutralité hollandaise de 1775 à 1780 qu'est consacré ce premier volume.

*
* *

Il n'est pas inutile de fixer le sens de diverses expressions fréquemment employées au cours de cet ouvrage ; ainsi le mot *Hollandais* s'applique uniquement à la population et aux choses de Hollande, hormis dans l'expression *Neutralité hollandaise*, adoptée par souci de compréhension et maintenue durant tout ce livre à la place de neutralité néerlandaise. L'épithète de *Néerlandais*, par contre, porte sur la population et les choses des Provinces-Unies ; cette attribution entachée de modernisme permet de distinguer nettement entre les questions de la Hollande et celles des Provinces-Unies. L'expression *la République* désigne les Provinces-Unies, le terme d'*Union* rappelle la Confédération des Sept Provinces-Unies tandis que, sous le nom de *Hautes-Puissances* ou de *Messieurs de La Haye*, le pouvoir fédéral des Provinces-Unies est entendu, bien que les Etats de Hollande siègeassent également à La Haye. De même, le gouvernement d'Amsterdam est souvent indiqué par les formules synonymes de : *ces Messieurs d'Amsterdam*, *la Régence d'Amsterdam*. En revanche, *la Couronne* signifie le pouvoir souverain d'Angleterre ; *Insurgents* ou *Américains* servent à désigner les ressortissants au nouvel état formé par les Treize Colonies anglaises d'Amérique (Colonies-Unies, puis Etats-Unis de l'Amérique du Nord). L'épithète de *Novangleterriens*, usitée au XVIII^e siècle, s'applique aux habitants de la Nouvelle Angleterre, par opposition aux Virginiens (Virginie, Maryland, etc.), aux Caroliniens et aux Géorgiens.

LES PROVINCES-UNIES ET LA GUERRE D'AMÉRIQUE

(1775-1784)

CHAPITRE PREMIER

LA BALANCE NAVALE ET COLONIALE DES PUISSANCES EN 1776

Le traité de Paris qui, le 10 février 1763, avait mis un terme à la Guerre de Sept Ans, avait également mis fin à la lutte maritime engagée parallèlement au conflit continental. C'était alors le dernier grand règlement colonial européen.

Au moment où séchait au bas des parchemins la cire des cachets, ne semblait-il pas que l'acte diplomatique, à peine signé, consacrait la suprématie britannique sur les mers, cette suprématie péniblement conçue, mais rapidement réalisée au cours du XVIII^e siècle? De fait, la Grande-Bretagne venait de triompher des deux monarchies bourbon liguées contre elle, et, par là, elle s'affirmait la première puissance navale du monde; n'avait-elle pas, depuis longtemps déjà, exclu de ce rang la marine des Provinces-Unies et éclipsé définitivement les autres états maritimes d'Europe (1)?

1. Ce chapitre et le suivant ne constituent qu'un tableau sommaire de la situation maritime et coloniale, ainsi que des événements coloniaux survenus à cette époque. Le lecteur désireux d'obtenir des détails à cet égard pourra utilement consulter notre ouvrage : *Le Pacte de Famille et l'Amérique* ; I. La Politique coloniale franco-espagnole de 1760 à 1792, particulièrement les chapitres VII à XI. Quant à l'étude technique et approfondie des forces navales en présence de 1776 à 1785, elle sera traitée en un temps ultérieur.

Sa victoire paraissait sinon décisive, du moins écrasante. Elle s'était exercée surtout aux dépens de la France qui, pendant six ans, avait supporté tout le poids de la lutte maritime, n'avait pu, au cours de ces années que rarement prendre l'offensive et n'avait jamais eu la maîtrise des opérations. Militairement, la Cour de Versailles semblait cesser de compter parmi les puissances navales; politiquement, elle perdait presque tout son domaine d'outre-mer, qui, venant s'incorporer à celui déjà possédé par l'Angleterre, procurait à celui-ci un immense empire exotique immédiat ou non.

L'Amérique du Nord relevait désormais toute entière du Cabinet de Saint-James : aux treize anciennes colonies échelonnées de la Floride au Massachusetts, à Terre-Neuve, à l'Acadie, au Labrador, aux territoires de la Baie d'Hudson, avant-poste du Canada, venait se joindre ce dernier, ainsi que la Louisiane Orientale, oblitérant définitivement la domination française dans ces régions, d'autant plus que la Louisiane Occidentale passait aux mains des Espagnols, pour ceux-ci, possession peu enviée et considérée comme précaire, car les Florides avaient été arrachées à la Cour de Madrid, dernière pièce complétant le bloc britannique dans ces régions.

Aux Antilles, le pavillon aux fleurs de lys ne flottait plus que sur la partie occidentale de Saint-Domingue, à la Guadeloupe, à la Martinique, à Sainte-Lucie et sur la portion septentrionale de Saint-Martin. L'Angleterre avait adjoint à son domaine insulaire la Grenade, la Dominique, Saint-Vincent et Tabago, c'est-à-dire des îles riches et dotées des meilleurs ancrages. Sa préoccupation de dominer la Mer des Caraïbes s'affirmait non seulement par la main-mise sur les Petites Antilles, par l'acquisition d'une possession espagnole à portée du Golfe du Mexique, mais aussi par le dédain en lequel étaient tenus les établissements de Guyane. Par contre, l'exclusion des parages du Nord de l'Atlantique américain était soulignée par la résistance des dirigeants

de Londres à conserver à la France des droits de pêche à Terre-Neuve, ainsi que la jouissance des îlots de Saint-Pierre et de Miquelon. Ces derniers ne furent restitués qu'à la condition d'un désarmement absolu.

Si, dans le Nouveau Monde, le Cabinet de Saint-James acquérait de façon directe d'immenses domaines, il ne limitait pas non plus ses ambitions en d'autres parties du monde. C'est ainsi qu'il se faisait livrer tout l'Hindoustan en limitant les domaines de la Compagnie française des Indes à cinq loges disséminées sur le pourtour de la Péninsule, du Bengale aux Circars. Ce terrain d'action restreint ne pouvait guère permettre aux gouverneurs de la compagnie de reprendre une influence considérable sur les rajahs, nababs ou soubabs. Il restait certes sur la route de l'Asie deux points d'escale nullement négligeables, l'île Bourbon et l'île de France, dont le rôle, par l'effacement français dans l'Hindoustan, tombait à peu de chose. Quant aux comptoirs d'Afrique (Sénégal et Guinée), ils étaient saufs, grâce à leur caractère purement mercantile.

Ainsi la Cour de Versailles ne disposait plus, à la fin de 1763, que de débris épars d'un empire colonial, car non seulement les possessions conservées étaient de médiocre valeur ou importance, mais encore elles étaient disséminées sur toutes les mers, sous toutes les latitudes, n'offraient que des proies faciles à la Grande-Bretagne, lors du prochain conflit avec cette puissance.

L'Espagne était en apparence moins maltraitée ; elle, qui avait vu ses deux joyaux coloniaux, Cuba et les Philippines, occupés par les Anglais, les recouvrait au prix bien minime des Florides, une possession dont la valeur, nulle au point de vue économique, était toute stratégique et morale. Elle renonçait à tout droit de pêche à Terre-Neuve et reconnaissait à la Grande-Bretagne le droit de couper du bois de Campêche en Amérique Centrale ; elle admettait vis-à-vis du Portugal le rétablissement du *statu quo ante bellum* tant en Europe qu'en Amérique.

Ces ménagements, si hors de pair avec la position militaire et navale de la monarchie hispanique, n'étaient-ils pas dûs à quelque arrière-pensée du Cabinet de Saint-James, qui, en renonçant à marquer son triomphe, se flattait peut-être de rétablir son influence à l'Escorial comme aux temps, encore tout proches, de Ferdinand VI ? N'escomptait-on point à Londres le résultat de cette modération pour montrer à Charles III de quel côté il devait orienter sa politique pour sauvegarder l'empire d'Ultramar, lui montrer l'avantage de déchirer ce Pacte de Famille, conclu en 1761 avec la France, pour reprendre une attitude de « portugalisation » ? A quoi bon démembler l'Ultramar quand on se flattait d'en disposer économiquement en dominant à Madrid ?

Au fond, c'était là une erreur de tactique de la part des dirigeants britanniques, l'Espagne étant plus durement atteinte par les désastres qu'elle ne le paraissait. Sans doute, Charles III, monté sur le trône de son frère en 1760, avait été imprudent de déplacer subitement, sous l'influence de la lutte franco-anglaise, l'axe de la diplomatie hispanique, de lancer son royaume dans une guerre à laquelle il était mal préparé militairement et économiquement. Mais les échecs subis avaient produit une vive impression dans l'âme espagnole, inspiré à des degrés divers des désirs de revanche, si bien que l'opinion nationale, comme le personnel administratif, étaient prêts à soutenir le souverain dans l'œuvre de réorganisation intérieure en vue de préserver l'Ultramar des atteintes britanniques et de préparer une revanche qui relevât le prestige hispanique et restituât les Florides. L'expérience tentée par Charles III n'avait pas été inutile, en montrant à la fois la vulnérabilité de l'empire du Nouveau Continent et la médiocre valeur des instruments militaires et navals de la monarchie.

C'est pourquoi, bien que l'Espagne eût perdu peu de chose et eût même gagné à participer au conflit

maritime en 1761 (car le don généreux de Louis XV, la Louisiane Occidentale, compensait largement la cession des Florides), elle était plus animée que la France à vouloir une revanche ; nation, administration et souverain communiant, par politique ou orgueil national, dans un même mouvement d'opposition envers l'Angleterre.

La France, certes, se désintéressait fort des conséquences de la paix maritime, des désastres coloniaux, la presque unanimité de l'opinion suivait la Cour et les Bureaux dans la contemplation exclusive des affaires continentales, fait dû aux inclinations personnelles de Louis XV. Seuls, quelques cercles étroits de négociants, d'armateurs, et moins encore de politiques, s'intéressaient aux questions maritimes et coloniales. Sans un ministre actif et intelligent, la Cour de Versailles allait insensiblement laisser consacrer son abaissement naval.

Ce ministre était le Duc de Choiseul, homme énergique, à l'activité et à l'ambition inlassables, à la perception claire des nécessités présentes et surtout futures. Il comprit ce que seraient les conséquences de la paix de Paris et il travailla à réagir contre la prédominance exclusive de la Grande-Bretagne sur toutes les mers. Tâche difficile en raison de l'inquiète vigilance de cette puissance, en raison surtout de l'éloignement du roi et des milieux éclairés pour les affaires d'outre-mer.

*
* * *

Les conditions de la politique coloniale sont singulièrement fallacieuses. L'Angleterre, victorieuse des deux principales puissances navales, maîtresse du plus vaste et du plus solide empire colonial, ayant éliminé la France du terrain colonial, menaçant à tout instant la domination espagnole en Amérique, était en fait en une situation plus précaire que ses deux adversaires.

Cette réalité, en si fort contraste avec les apparences,

résultait de diverses causes parmi lesquelles figuraient la situation économique générale de la Grande-Bretagne, sa politique fiscale, le moral des diverses classes de la société, l'état d'esprit des nations étrangères. Le Cabinet de Saint-James au moment où il concluait la paix de Paris, ne pouvait se dissimuler que, temporairement au moins, la suspension des hostilités était la bienvenue. En effet, le trésor public était des moins remplis, les charges pesant sur la grande majorité de la population étaient peu en rapport avec la capacité de paiement individuelle et il devenait urgent de ramener les dépenses à un taux plus normal, non seulement pour rétablir l'équilibre dans les budgets, mais même pour restaurer le crédit de l'Etat fort compromis par des opérations financières effectuées sous la pression des événements. Le commerce, l'industrie, l'agriculture languissaient à l'envi, hormis certaines branches d'une activité étroitement liée à l'état de guerre, branches qui, hypertrophiées à l'excès, ne constituaient pas pour la nation un sain enrichissement. La détresse économique du pays rendait plus difficile la juste balance budgétaire, plus écrasant le fardeau des taxes anciennes joint à celui des impôts nouveaux.

Le besoin d'argent devait fatalement amener le gouvernement britannique à tirer des ressources de certaines classes qui n'avaient jusqu'alors que faiblement participé aux dépenses publiques. De ces classes il y en avait dans la métropole, plus encore dans les vieilles colonies continentales d'Amérique qui tiraient avantageusement parti du régime de chartes et privilèges pour réduire au minimum leur contribution financière aux besoins de la mère-patrie. A Londres, on devait donc songer à imposer fortement la population coloniale du Nouveau Monde, d'autant plus que — non sans raison — on jugeait ces populations les principales bénéficiaires du traité de Paris : n'avaient-elles plus à craindre le danger d'une invasion française ou de la concurrence française ?

Ces mesures de taxation coïncidèrent avec les manifestations ouvertes d'une politique inspirée par le roi Georges III. Ce dernier visait à instaurer, dans la métropole comme aux colonies, sinon un régime d'absolutisme, du moins un régime où l'autorité royale s'exercerait de façon plus effective et plus fréquente dans l'Etat. Le rôle de protection lointaine à laquelle était réduite la Couronne selon la plupart des constitutions coloniales devait inciter le monarque à opérer par voie administrative des réformes tendant à faire le pouvoir royal un mécanisme essentiel de la vie politique coloniale. En raison de l'esprit libéral des colons, esprit plus libéral que celui de leurs compatriotes d'Europe, de semblables manœuvres ne pouvaient que conduire à un conflit qui affaiblirait la puissance anglaise et peut-être même susciterait une guerre civile.

La nation anglaise elle-même n'avait pu supporter la longue période de guerre maritime s'étendant de 1740 à 1763, coupée de quelques paix à caractère d'armistice, sans subir le contre-coup de cet état de belligérance quasi-permanent. Une véritable psychose de guerre affectait presque toute la population à l'égard, tant des relations avec l'étranger que du fonctionnement du mécanisme économique national. Dans les diverses branches du commerce et de l'industrie, dans l'agriculture, on faisait désormais intervenir la guerre comme facteur essentiel, on s'adaptait aux conditions de guerre, si bien qu'il devenait difficile de revenir aux conditions de paix. On en venait à considérer comme un état normal la lutte avec les puissances étrangères, à faire de la guerre maritime une source de richesse, sinon pour la nation, au moins pour certaines classes ou certains individus.

Le sentiment de la prédominance toujours plus accentuée de l'Angleterre sur les mers se renforçait rapidement dans la nation et contribuait à corrompre celle-ci. Les victoires successivement remportées sur les grands rivaux navals, la France et l'Espagne, la

position de dépendance des Provinces-Unies envers la Grande-Bretagne depuis Guillaume III d'Orange, depuis les traités de 1674 et les alliances subséquentes, inspiraient à la nation anglaise une idée de supériorité maritime définitivement acquise, d'expansion coloniale, de prééminence dans tous les trafics exotiques. Il en résultait que la marine britannique traitait avec des ménagements de moins en moins apparents les marines étrangères, qu'elle agissait en temps de guerre avec une rigueur redoublée contre ses adversaires, avec une sévérité à peine moindre envers les neutres. Les exigences, les violences même de l'Amirauté de Londres frappaient indistinctement tous les Etats maritimes, n'en épargnant aucun, et si les autres belligérants usaient de rétorsion ou de représailles, les neutres, livrés à eux-mêmes, étaient doublement atteints. La conséquence de cette politique draconienne était de susciter en toute l'Europe un mécontentement sourd, mais grandissant, contre les pratiques maritimes de la Grande-Bretagne, mécontentement qui, gagnant des milieux marchands les chancelleries, créait en celles-ci un état d'esprit d'hostilité plus ou moins accentuée envers cette puissance, état d'esprit qui en certains cas renforçait encore les griefs nés de la politique.

*
* * *

Moins de quinze ans plus tard, le Cabinet de Saint-James commençait à payer avec usure les conséquences funestes de sa politique antérieure. Bien que rien ne fût altéré au statut maritime et colonial de 1763, bien que de 1763 à 1770 il eût vu dans tous les incidents coloniaux par lui suscités les deux monarchies bourbon céder en définitive devant la menace de la guerre, il pouvait constater en 1776 toute la fragilité de sa puissance coloniale, de son hégémonie navale.

Au point de vue économique, les treize années qui venaient de s'écouler n'avaient point permis à l'Angle-

terre de restaurer pleinement son commerce, son industrie ou son agriculture. Longtemps encore après la conclusion de la paix de Paris avait prévalu dans toutes ces branches d'activité les conceptions, les systèmes nés de la guerre, et le retour à une économie de paix n'avait guère débuté qu'après 1770. Les effets profonds d'un régime dangereux pour la prospérité nationale persistaient encore. Par suite, la richesse du pays n'avait pu être pleinement reconstituée et la mise en valeur des territoires annexés, des débouchés conquis, des ressources nouvelles n'avait pu se produire encore dans des conditions avantageuses, si bien que la Grande-Bretagne n'avait guère recouvré l'équivalent de son patrimoine antérieur à la période de guerre maritime.

Une conséquence de cet appauvrissement relatif était apparente. C'était le trouble apporté dans la situation budgétaire. En vain l'Echiquier avait-il témoigné de la plus grande ingéniosité à découvrir des matières imposables, à superposer des taxes les unes sur les autres, il ne parvenait point à assurer un équilibre définitif aux finances publiques et son génie créateur était en ce domaine toujours mis à contribution. C'est que non seulement il devait faire face aux dépenses ordinaires de l'Etat, mais il devait, sous peine de compromettre la stabilité de l'Etat même, amortir les dépenses extraordinaires contractées durant la guerre et ce n'était point là tâche facile. Aussi en 1776, s'il était parvenu à liquider une bonne partie des dettes de guerre, il était loin d'avoir pu constituer, en prévision de conflits nouveaux (dont cependant le Cabinet de Londres ne se montrait point ennemi), des réserves importantes, bref, un trésor de guerre.

Ce résultat, tout négatif qu'il fût, avait été obtenu au prix des plus lourds sacrifices fiscaux et au prix de complications coloniales. En effet, l'Echiquier, pressé par la nécessité, avait dû faire appel au loyalisme

financier des colonies, mais dans l'Amérique du Nord cet appel n'avait guère été entendu et la conjonction de ces demandes pécuniaires avec des manifestations de centralisme et d'absolutisme avait ouvert une ère de difficultés dans les relations entre la mère-patrie et les treize anciennes colonies du Nouveau-Monde. Bientôt même les colons étaient passés rapidement de la résistance passive, du refus de payer les taxes, à l'opposition la plus caractérisée, à l'insurrection et finalement à la sécession affirmée par la Déclaration d'Indépendance et la formation des Etats-Unis de l'Amérique du Nord (4 juillet 1776).

C'était une guerre civile qui s'engageait, guerre civile qui, par son caractère colonial, devenait redoutable ; ne fallait-il pas mener des opérations militaires fort loin de la métropole, sans bases immédiates, et, de ce fait, la flotte n'allait-elle pas être immobilisée tant par le transport des troupes, du matériel et du ravitaillement que par le blocus ou la surveillance de ce long ruban de côte, de la Géorgie au Massachussets ? Sans doute, ce mouvement sécessionniste des treize riches possessions américaines était un rude coup porté à l'Angleterre, perdant à la fois des réserves de matières premières et des débouchés toujours sûrs, obligée de consacrer ses forces militaires et navales, ses ressources financières, à peine relevées de la guerre de Sept Ans, à la répression de cette insurrection, mais encore ce conflit était plus grave par les répercussions politiques qu'il pouvait entraîner.

En effet, les monarchies bourbon ne pouvaient longtemps rester spectatrices indifférentes de cette révolte ; vaincues en 1763, menacées à tout propos par leur adversaire victorieux de 1763 à 1770, elles ne pouvaient qu'être heureuses de saisir l'occasion d'une revanche qui se présentait plus sûre en raison du double affaiblissement qui frappait leur rivale. Le cabinet Saint-James ne s'illusionnait point outre mesure sur la possibilité de venir à bout des Américains sans risquer

une reprise de la lutte avec les Cours de Versailles et de Madrid.

La France ne témoignait certes point, en 1776, d'un esprit colonial plus accusé, d'un esprit naval plus répandu que quinze ans auparavant ; la même apathie régnait dans tous les milieux (hormis quelques cercles mercantiles et créoles) à l'égard des questions exotiques. Quant au gouvernement, depuis que le duc de Choiseul ne présidait plus à sa destinée (dès 1770), le relèvement naval était enrayé et les projets d'expansion coloniale étaient définitivement écartés (1). L'arrivée au pouvoir du comte de Vergennes n'altéra en rien le caractère purement continental de la diplomatie de Louis XVI, demeurée conforme à l'esprit de Louis XV. Si le Cabinet de Versailles entrait en guerre contre la Grande-Bretagne, ce ne serait nullement pour réaliser un programme colonial et maritime, mais pour des motifs de prestige et de politique générale. Il ne représentait pas alors, en 1776 une puissance navale de premier rang, ne poursuivant plus que mollement ses programmes d'armements navals, ne s'intéressant plus du tout aux problèmes d'extension dans les territoires tropicaux. A cet égard, la France avait déchu depuis la disparition de Choiseul, et si l'Angleterre n'eût été absorbée par les débats avec ses colonies du Nouveau Monde, la France n'eût pu, sous la direction de d'Aiguillon ou de Vergennes, agir avec l'habileté de Choiseul en présence de ces attaques répétées qui, de 1763 à 1770, avaient marqué le cours des relations franco-britanniques (2). C'eût été assurément, non pas la guerre, mais une capitulation en matière coloniale, un abandon des dernières positions conservées.

L'Espagne, à cet égard, contrastait avec son alliée. Quoique vaincue elle aussi en 1763, elle avait travaillé

1. Après les essais de Guyane et de Madagascar tentés par Choiseul.

2. Affaire des îles Turques, Incidents de Gambie, conflit des Malouines, question du fossé de Chandernagor, toutes attaques plus ou moins communes aux deux Cours bourbon (même celle des millions de Manille).

de 1763 à 1770 à relever sa marine, à réorganiser son régime colonial ; son œuvre n'avait pu être entravée par des intrigues intérieures. Souverain, ministres et nation communiaient dans une même ardeur à vouloir réparer les désastres subis, dans un même zèle à vouloir restaurer la splendeur de l'Ultramar, et, pour ce faire, à rendre formidable la flotte ainsi qu'à constituer un trésor de guerre. Alors que la France abdiquait toute politique coloniale, l'Espagne, sous l'impulsion de Charles III, de Grimaldi, puis de Florida-Blanca, s'attachait à étendre ses domaines soit par des négociations diplomatiques (1), soit par des explorations (2), soit enfin par la guerre.

A ce dernier point de vue, elle était prête à attaquer derechef son ennemi héréditaire, le Portugal contre lequel déjà elle avait lutté avec succès en 1761-1763 pour se voir à la paix de Paris contrainte par l'Angleterre à rétablir le *statu quo ante bellum*. Aussi n'était-elle que plus empressée à rouvrir les hostilités, à renouveler ses triomphes et à les sanctionner par un traité qui amputât le Brésil dans les régions méridionales et qui surtout restituât à ses légitimes possesseurs le San Sacramento, ce Gibraltar de la Plata.

Que ce dût être là l'inévitable conséquence d'un conflit entre les Cours de Madrid et de Lisbonne, on n'en pouvait guère douter, car la puissance navale du Portugal était devenue bien secondaire, la meilleure protection de ce royaume consistant dans l'appui de la Grande-Bretagne. Aussi y avait-il une singulière opposition à voir un état au domaine colonial si étendu et si riche disposer des ressources si médiocres qu'il ne pouvait ni lever des armées, ni entretenir des escadres pour défendre sinon son empire d'outremer, du moins ses territoires métropolitains. Tel était pourtant le

1. Affaire de la délimitation de Saint-Domingue.

2. Expansion dans le Pacifique : 1^o par la reconnaissance des côtes au-delà de la Californie, et 2^o par l'exploration des régions maritimes au large du littoral de l'Amérique du Sud (Tahiti, île de Pâques, etc.).

càs du Portugal malgré les réformes introduites par le Marquis de Pombal.

Quelles étaient les puissances qui, après la Grande-Bretagne et les monarchies bourbon, comptaient en Europe au point de vue naval et colonial ? Était-ce donc les deux royaumes scandinaves ? Tous deux, certes, possédaient une flotte marchande nullement négligeable, mais le rôle de leurs flottes de guerre se bornait pour l'un à menacer la Russie et à protéger la Finlande, pour l'autre à faire la police des détroits et mers avoisinantes, à tenir en respect les républiques hanséates, bref, leur rôle était essentiellement baltique, c'est-à-dire local. De possessions extérieures ils n'étaient point absolument dépourvus, mais de quelle importance mondiale étaient quelques Antilles minuscules échappées à l'avidité de l'Angleterre, quelques comptoirs en Guinée ou en Hindoustan, et ce n'étaient assurément pas les petites escadres de Copenhague ou de Carlskrona qui pouvaient effectivement protéger ces colonies minimes et dispersées contre une agression de la part des grandes puissances maritimes.

L'Autriche avec Joseph II ne se lançait pas encore dans les aventures soit maritimes, soit coloniales ; son souverain se bornait à encourager à Ostende comme à Trieste le commerce avec les pays lointains d'Afrique et d'Asie, non la fondation d'établissements durables. Par contre, la Cour de Berlin travaillait activement à développer sa marine tant marchande que militaire, mais quels que fussent les efforts et l'habileté de Frédéric II, ce souverain ne pouvait viser à faire de ses ports, surtout d'Emden, des centres de commerce exotique ou des bases d'opérations comparables à Londres, Rotterdam, Brest ou Bordeaux. Son influence demeurerait essentiellement baltique. Baltique aussi était jusqu'alors la puissance navale de la Russie. Catherine II s'intéressait fort à la marine ; sans elle, il n'eut point flotté sur les mers de pavillon moscovite, mais tant à Cronstadt que sur les bords de la mer d'Azov ou en Crimée,

il n'y avait pas encore de grands ports militaires, de vastes arsenaux, d'actifs chantiers. Tout était à l'état embryonnaire comme ces escadres qui lors de la guerre turque avaient remporté la victoire de Tchesmé. Ces forces comptaient vis-à-vis de la Sublime Porte ou des khans tartares, non vis-à-vis des états d'Occident.

En Méditerranée, il n'était, en dehors des royaumes bourbon, de puissances navales. Gênes était en déclin, ne pouvant même retenir sous sa domination les turbulents Corses, obligée qu'elle était de recourir à l'assistance des armes françaises pour maintenir une apparence de souveraineté sur l'île. Venise était à peine moins affaiblie ; ses établissements de Morée, de Crète, d'Albanie étaient en pleine décadence et ses flottes réduites en nombre n'alimentaient plus qu'un trafic mesquin et n'intimidaient plus des adversaires que ne tentaient même point ses richesses évanescences. Naples figurait à un plan qui ne surplombait guère les deux vieilles républiques ; elle tenait encore son rang de gardienne des passages de bassin oriental en bassin occidental, mais le fol entêtement du roi Ferdinand à subir la domination de sa femme à l'encontre des volontés de son père valait à la Cour napolitaine le retrait de l'appui espagnol, à elle qui se tenant à l'écart du Pacte de Famille ne bénéficiait plus du prestige bourbon en matière politique. Le royaume sarde jouait au point de vue maritime un rôle de comparse tandis que l'Ordre de Malte, se survivant à lui-même, coopérait péniblement à des actions d'ensemble contre les Barbaresques et entretenait tout au plus quelques croisières pour attester la survivance du pavillon de la Religion.

Toutefois, si toutes ces nations ne comptaient guère au point de vue naval, peu au point de vue du commerce maritime, elles étaient toutes à ressentir vivement les pratiques de l'Angleterre en temps de paix et surtout en temps de guerre. Nulle d'entre elles n'était disposée — même point le Portugal — à reconnaître

formellement l'hégémonie britannique sur les mers et les conséquences pratiques de cette hégémonie. Qu'elles dussent se tenir à l'écart d'une guerre maritime, nul doute à cet égard, mais laisseraient-elles cependant la suprématie anglaise se renforcer et redoubler encore ses exigences.

*
* * *

Cependant, entre les trois principales puissances navales et cette poussière d'états dont l'importance, soit navale, soit coloniale, était purement locale ou secondaire, il y avait une nation qui à la fois par son vaste et riche empire exotique, par sa forte marine marchande et militaire, tenait une place absolument hors de pair : c'était la République des Provinces-Unies. Celle-ci disposait en Europe d'une façade de côtes fort bien aménagée et fort bien située au point de jonction du commerce du Nord et du trafic occidental ; elle avait une longue tradition maritime, une expérience sans pareille tant dans l'art de la construction navale que dans la science du navigateur et dans la technique du négoce. Par suite elle avait une flotte de commerce considérable desservant toutes les mers du globe et les escadres qui, au xvii^e siècle, avaient fait trembler tour à tour la France et l'Angleterre, étaient loin d'avoir disparu.

De vastes possessions en Afrique, en Asie et en Amérique. Sur le continent noir, outre les factoreries de Guinée, il y avait la colonie du Cap de Bonne-Espérance, escale splendide sur la route des Indes. Plus loin, c'était Ceylan, l'avant-poste de l'Hindoustan et de l'Extrême-Orient, base d'opération pour les comptoirs d'Hindoustan. Au delà c'était les îles de la Sonde avec des établissements échelonnés de Malacca jusqu'aux Moluques, centre de production d'épices, de bois précieux, point de concentration aussi pour les relations avec la Chine et le Japon. Dans tous ces

vastes domaines s'exerçait l'activité de la Compagnie des Indes Orientales.

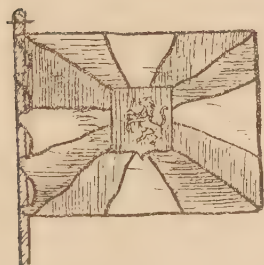
Dans le Nouveau-Monde, apănage de la Compagnie des Indes Occidentales, il y avait, outre quelques Antilles servant de point d'appui, de port de refuge, les îles Sous le Vent en bordure de l'Amazonie et les trois colonies de Guyane, sphère d'action plus restreinte que celle de la Compagnie rivale, mais sphère nullement à dédaigner et susceptible de fournir de beaux profits.

On conçoit dès lors que sous la double influence de la protection de cette flotte marchande éparpillée dans le monde, de ce vaste empire colonial embrassant 200 degrés de longitude, la République ait entretenu avec soin une marine de guerre, afin de défendre ses côtes et aussi afin de sauvegarder en cas de conflits maritimes sa position de neutre vis-à-vis de chaque belligérant. Toutefois, si elle veillait jalousement à maintenir sa situation navale, à conserver ses possessions, en revanche, elle ne paraissait guère animée du désir d'exercer la moindre prédominance maritime, d'étendre encore son administration directe ou son influence à de nouveaux territoires exotiques. En politique coloniale et maritime, elle paraissait essentiellement conservatrice, soucieuse de ne point laisser altérer un *statu quo* qu'elle jugeait satisfaisant. Sans doute estimait-elle suffisant d'avoir à surveiller le domaine qu'elle détenait et prudent de ne se point mêler à la lutte qui, depuis le début du siècle, était engagée entre les Cours de Londres, de Versailles et de Madrid pour l'hégémonie des mers ; elle même se retirait des rangs, préférant occuper sans conteste le premier rang des puissances navales de second plan.

La puissance des Provinces-Unies offrait cette particularité de n'avoir, depuis plus d'un demi-siècle, pas été mise à l'épreuve, grâce à une politique constante de neutralité. Résisterait-elle à l'épreuve d'un grand conflit naval mondial, d'une guerre à laquelle elle

serait directement ou non mêlée ? Telle était la question qui pouvait se poser en présence des forces néerlandaises dont on n'avait pas pu jusqu'alors mesurer l'importance et dont seule l'apparence pouvait être appréciée.

La puissance navale de la République était alors sinon incertaine, du moins mystérieuse, facteur inconnu dans les combinaisons diplomatiques des chancelleries européennes à un même degré que l'orientation politique du gouvernement de La Haye au sein des ambitions rivales tant maritimes que continentales.



Pavillon gironné des États Généraux

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES NAVALES DE LA GUERRE D'AMÉRIQUE

1. — Le Conflit Anglo-Américain.
 2. — Les Interventions Bourbon.
 3. — Les Provinces-Unies, arbitre naval.
-

I. — LE CONFLIT ANGLO-AMÉRICAIN

Le Duc de Choiseul, politique avisé, avait presque au lendemain de la paix de Paris, perçu la possibilité d'exploiter pour la revanche future des monarchies bourbon les difficultés qui, tôt ou tard, devaient mettre aux prises les treize colonies d'Amérique et leur métropole, et il n'était point sans fonder quelque peu son programme d'action contre l'Angleterre sur cette possibilité (1), comme sur la coopération intime et absolue de l'Espagne. Lui disparu, ces projets sommeillèrent dans les cartons des Bureaux de la Marine et des Affaires Etrangères, de telle sorte qu'au temps de Vergennes, celui-ci ne fut pas sans méconnaître la portée de la rébellion de plus en plus accusée des populations novangleterriennes et virginienues.

Cet événement modifiait pratiquement la balance des forces navales telle qu'elle résultait de la paix de 1763, altérait la carte des combinaisons navales éventuelles. En effet, fait jusqu'alors sans précédent, le Cabinet de Saint-James devait diriger toute son attention militaire vers ses anciennes colonies du Nouveau Monde. Sans doute, au cours des guerres anté-

1. Missions secrètes envoyées par lui dans l'Amérique du Nord, 1765-1769.

rieures, il avait eu à s'occuper des champs d'opération américains mais, outre que ces théâtres d'action étaient bien distincts de celui qui s'ouvrait maintenant, étant soit le Canada et ses approches, soit la Mer des Caraïbes avec les accès du Golfe du Mexique ou les eaux antillaises, il n'avait jamais eu à considérer comme objectif essentiel le Nouveau Continent et ses dépendances. Désormais il n'en était plus ainsi, la Grande-Bretagne allait, sous peine de compromettre son empire d'outre-mer, tenter de réprimer l'insurrection, et il lui fallait agir avec toutes ses forces sur ce front mal connu.

Il lui fallait surtout tout improviser, depuis la technique militaire et navale jusqu'au ravitaillement. N'y avait-il point tout à créer, puisque cette éventualité n'avait jamais été envisagée ? Avant la guerre de Sept-Ans, il n'y avait guère de bases navales et militaires dans l'Amérique du Nord ; après l'exclusion — définitive selon toute apparence — des Français, il n'y avait plus nécessité d'en établir. Dès lors, ni le Canada, ni Terre-Neuve, ni les treize colonies elles-mêmes n'offraient de bases d'opération sérieuses. Boston, New-York, Charlestown, à supposer que les forces métropolitaines pussent conserver ces ports, jouaient difficilement ce rôle, n'étant point préparés à servir de redans défensifs contre un adversaire de l'intérieur, pas plus que ne l'étaient les villes du Canada, où les garnisons établies servaient tout autant à prévenir tout mouvement intérieur qu'à empêcher les Insurgents de s'étendre de ce côté et de trouver dans la population française un appui. Quant aux réelles bases navales, elles étaient singulièrement éloignées du théâtre d'action, que ce fût celles des Antilles créées en vue d'offensives contre les Espagnols de Terre-Ferme et du Mexique ou contre les possessions françaises des Antilles — que ce fût surtout les places de la mère-patrie. Ne fallait-il pas faire traverser tout l'Atlantique aux armées, à leur matériel d'approvisionnement, con-

dition bien peu favorable pour mener des expéditions dans un pays qui ne fournissait que peu de choses en denrées de première nécessité et rien en articles de guerre. Non seulement il y avait les dangers de lenteurs et de retards, dûs aux vents contraires ou à la longueur de la traversée, mais les risques de prise par des corsaires insurgents, car les Américains n'étaient pas sans posséder une flotte marchande modeste et efficace qui, montée par des matelots aguerris, pouvait se transformer en instrument offensif susceptible de gêner fort la métropole.

Techniquement, les départements de l'Amirauté et de la Guerre à Londres n'étaient point sans être perplexes, car s'il y avait là des esprits aventureux et aveuglément confiants, il en était d'autres qui prévoyaient obscurément la menace d'une guerre jusqu'alors sans précédent, d'une guerre dont les conditions étaient totalement inconnues. Sur terre comme sur mer, quelles seraient les manœuvres, la tactique employées ? Vis-à-vis d'escadres européennes, comme vis-à-vis d'armées régulières, on ne se troublait pas aisément ; ne connaissait-on pas les règles du jeu de la guerre ? Contre des corsaires, contre des partisans et des milices, on se sentait plus impuissant : des erreurs grossières de tactique, de stratégie ou de conduite militaire pouvaient être commises en toute innocence et conduire à des résultats désastreux, d'une portée incalculable.

Matériellement et moralement, il s'agissait d'un changement de front presque complet. Au lieu de surveiller les marines d'Europe, au lieu de contrôler les mers de l'Ancien Monde, il fallait engager au loin, contre un adversaire mal apprécié, une lutte sans gloire selon des méthodes improvisées, une lutte qui, se terminât-elle par une victoire décisive, ne laisserait les choses qu'en l'état où elles étaient quelques années auparavant. Assurément dans le Cabinet britannique et parmi la majorité de la nation, on se flattait de vaincre les co-

lons insurgés, mais quelle serait la durée de la résistance, quels efforts, quels sacrifices financiers seraient nécessaires pour venir à bout de l'insurrection et, surtout, dans quelle mesure les forces nationales seraient-elles absorbées par cette tâche de répression ?

Grave problème, car le Cabinet de Saint-James, n'étant point sans reconnaître la haine implacable de l'Espagne comme l'hostilité de principe de la France, sentait la nécessité de ne point dégarnir outre mesure son front européen, afin de ne point donner aux Cours bourbon la tentation d'obtenir, en une brève campagne, une revanche éclatante sur un adversaire paralysé par une guerre civile. L'Amirauté britannique n'avait certes pas encore posé l'immuable règle du *double standard*, mais elle prévoyait la nécessité — surtout depuis le Pacte de Famille et les infructueuses tentatives de sa diplomatie pour rompre cette entente — de lutter conjointement contre les Cabinets de Versailles et de Madrid ligüés. Que serait-ce, si cette double attaque se conjugait avec la diversion d'ampleur grandissante des Insurgents ? Alors se réaliserait le rêve de Choiseul, l'écrasement de la puissance maritime anglaise au prix du minimum d'efforts.

Pour parer à cette menace, le gouvernement de Georges III usait également des menaces navales pour impressionner les monarchies bourbon et les faire renoncer à toute pensée d'agression, comme des ressources de la diplomatie, pour paralyser toute intervention, même morale, de leur part en faveur des Américains.

II. — LES INTERVENTIONS BOURBON

L'entrée en guerre des Cours de Versailles et de Madrid n'était, pour l'Angleterre et pour les chancelleries, une éventualité nullement improbable. Si en France, il n'y avait guère de traces d'une politique coloniale et navale, et si les affaires continentales

tenaient obstinément le pas sur les questions maritimes, si même il y avait une tendance marquée depuis 1771, en certains cercles, à ménager un rapprochement franco-britannique, en revanche, il était hors de doute qu'en cas d'occasion propice de victoire facile, de guerre acceptée ou réclamée par l'opinion, Vergennes ne fût enclin, par faiblesse de caractère comme par ambition personnelle, à seconder une politique belliqueuse contre la Grande-Bretagne. L'Espagne était, vis-à-vis de cette dernière, animée d'un esprit d'opposition foncière tel que, selon toute apparence, elle était prête à se lancer dans la lutte dès que son alliée y serait elle-même déterminée. Pouvait-on raisonnablement compter sur le fait que Charles III, après avoir vainement attendu plus de dix ans l'heure de la revanche, renoncerait, sous le poids de l'âge et sous l'influence des conseillers pacifiques, à réaliser ses vœux les plus chers ? En tous cas, la monarchie hispanique était trop partisan d'une politique de relèvement colonial et naval, pour laisser passer l'occasion de compenser ses pertes de 1763, et, sinon par la guerre, du moins par la diplomatie, elle tenterait d'arrondir encore son domaine de l'Ultramar, comme en témoignaient expéditions d'exploration et protection des frontières américaines.

L'Angleterre, pour détourner ces deux puissances de projets belliqueux à son encontre, ne se flattait pas d'employer uniquement des procédés de conciliation ou d'intimidation. Pour retenir la France éloignée des affaires maritimes, n'y avait-il pas lieu de l'engager dans des conflits continentaux susceptibles d'absorber toute son attention — seul moyen praticable, puisqu'elle était presque invulnérable, hors d'Europe, par son domaine colonial microscopique. Par contre, l'Espagne, peu intéressée de par la géographie et la politique dans les questions continentales (1), pouvait être atteinte

1. Même celles d'Italie depuis l'émancipation de la Cour de Naples.

dans son empire d'Ultramar : ne pouvait-on lancer contre celui-ci le Portugal, qui, malgré les efforts de Pombal, demeurait bien inféodé à l'influence anglaise et qui, d'ailleurs, ne demandait qu'à assouvir ses ambitions brésiliennes, aux dépens des provinces platiennes ou liméennes ?

La diplomatie du Cabinet de Saint-James s'employait activement dans ce sens pour prévenir la participation des deux alliés bourbon au conflit, soit de concert avec les Américains, soit pour leur propre compte si ces deux Cours éprouvaient de trop vives répugnances à s'unir à des sujets rebelles envers leur souverain. Mais ne pouvait-elle échouer dans la mise en œuvre de ces moyens indirects ? La France ne ferait-elle point, malgré des complications continentales, une guerre maritime, non dans un but colonial, mais dans l'intention de relever le prestige national, tandis que l'Espagne, tout en combattant son séculaire ennemi de la péninsule, n'hésiterait pas à attaquer son véritable adversaire : l'Angleterre ?

*
* * *

Quelle serait donc la position de la Grande-Bretagne en cas d'intervention franco-espagnole ? Position singulièrement critique de par la diversion américaine. Sans celle-ci, le Cabinet de Saint-James eût tenu tête aux deux monarchies continentales, sinon en se jouant, du moins facilement, car tous ses armements, tous ses plans de campagne étaient dirigés vers ce but : vaincre la France, vaincre l'Espagne, et la nation se fût prêtée à de nouveaux sacrifices financiers pour la réalisation d'un tel programme.

Assurément, la flotte espagnole, après 1776, ne ressemblait plus guère à celle qui avait paru sur les mers en 1761. Charles III, assisté de ses ministres et conseillers, avait mis à profit l'expérience des défaites subies : le haut personnel colonial avait été épuré dans

la plus large mesure possible et des défaillances, comme celle de Cuba ou de Manille, n'étaient plus à redouter. Aux vieux bâtiments démodés et peu manœuvrables, avaient succédé des vaisseaux à l'armement puissant, des frégates mieux équipées, tous navires dressés sur les plans de Gauthier. Les arsenaux étaient remplis d'un matériel perfectionné et de munitions abondantes. Un remaniement considérable avait été effectué dans les états-majors et bien des officiers de valeur figuraient à tous les rangs de la marine. Quant au trésor, il était prêt à subir les charges extraordinaires d'une guerre. Par contre, la vulnérabilité de l'Ultramar n'avait pu être atténuée : certes, des bases d'opération avaient été créées ou aménagées selon les derniers progrès de la technique. Grâce à Cevallos et à O'Reilly, les milices coloniales avaient été équipées, les garnisons métropolitaines renforcées dans toutes les provinces. Néanmoins, l'empire hispanique du Nouveau Monde restait par son étendue une proie facile à un adversaire résolu, que les Florides fussent ou non espagnoles.

Il ne semblait pas que le haut commandement espagnol osât se risquer à une offensive décisive en Europe : fidèle à sa tradition, il tenterait sans doute de protéger les colonies, d'attaquer le Brésil et, avant tout, de reprendre Gibraltar en même temps que Minorque. Ainsi sur l'échiquier naval, le facteur hispanique serait secondaire, parce qu'il aurait un rôle essentiellement défensif et une action purement excentrique. Eût-il par hasard l'intention de mener une offensive, il serait plus ou moins paralysé par la contre-attaque portugaise en Amérique et dans la Péninsule, peut-être aussi par les opérations contre le Maroc, car autour des présidios, c'était depuis 1775 des hostilités constantes retenant certains effectifs sur cette côte.

Le plan français apparaissait plus incertain en raison de l'importance médiocre attachée aux colonies, de la dispersion en celles-ci ; l'éventualité d'une action

européenne n'était pas impossible, à moins que le rôle des flottes françaises fût, outre la protection des dernières possessions et la couverture des convois marchands, l'appui des opérations espagnoles, si ce n'était américaines. Toutefois, même au cas où une attaque directe serait projetée par le Cabinet de Versailles, celui-ci disposerait malaisément de forces suffisantes pour mener des opérations de débarquement de grand style, que, seule, une coopération intégrale des escadres et armées espagnoles rendrait possibles.

Néanmoins, si l'entrée en guerre des deux monarchies bourbon n'était point de nature à menacer directement l'intégrité anglaise, à faire crouler subitement l'hégémonie britannique sur les mers, elle était susceptible d'atteindre très directement le gouvernement de Londres dans son œuvre de répression.

D'une part, elle encouragerait la résistance américaine et amènerait, selon toute probabilité, le succès définitif de l'insurrection des treize colonies, amputation de domaine colonial, réduction de richesse. D'autre part, elle permettrait, grâce à la dispersion des forces anglaises, la reprise ou la conquête de territoires soit dans le Nouveau Monde, soit en Asie. Enfin elle mettrait à néant tous les projets d'expansion britannique sous les tropiques, ajournerait sans doute indéfiniment les projets de démembrement de l'Ultramar, de saisie de la « Région des Isthmes ».

L'Amirauté de Londres, en effet, sollicitée sur des fronts nombreux par trois adversaires, ne pourrait se flatter de résister victorieusement, car voulant paraître partout, elle ne serait nulle part en force, sauf peut-être en Europe, pour tenir en échec ses ennemis et non pour leur imposer ses lois. Elle hésiterait à pratiquer des concentrations trop considérables par crainte, en laissant des positions dégarnies, de donner à ses adversaires la possibilité de prendre des gages dont ils feraient usage à la paix. Assurément, le cabinet

North, le roi Georges pourraient caresser l'idée de sacrifier la répression en Amérique, de faire des avantages considérables à l'Espagne pour désarmer un adversaire, mais outre qu'ils ne pousseraient la rigueur des combinaisons diplomatiques jusqu'à conjuguer deux ordres de sacrifices, ils hésiteraient aussi à accomplir, vis-à-vis des Insurgents comme vis-à-vis de la Cour de Madrid, les gestes nécessaires pour satisfaire des adversaires rendus plus exigeants par la certitude de la victoire. S'il y avait des politiques qui recommandaient cette tactique, il en était d'autres qui se cantonnaient étroitement dans le domaine de la résistance acharnée, au nom du dogme de l'invincibilité de l'Angleterre.

Certes, l'intervention franco-espagnole se produirait vraisemblablement en un moment où la Cour de Saint-James aurait déjà subi les premiers effets militaires, économiques, financiers de la lutte avec ses colonies; elle surviendrait en un moment où les forces britanniques ne seraient plus à l'apogée de leur grandeur, et elle ne se déclancherait sans doute point par stades successifs, permettant à la France, puis à l'Espagne de se faire mettre l'une après l'autre hors de combat, comme tel avait été le cas en 1761, quand le Cabinet de l'Escurial était entré en lice à l'heure où son allié était épuisé et hors d'état d'accomplir un suprême effort.

Néanmoins, n'était-il pas possible que, par le jeu des événements, par la précipitation ou la mésentente de ses adversaires, la Grande-Bretagne pût faire front contre eux tous, les tenir en haleine et prévenir tout avantage décisif? Ce serait là vraisemblablement tout ce que l'habileté technique de l'Amirauté, jointe à l'art de la diplomatie, pourrait assurer au gouvernement de Londres, affaibli par la révolte de ses possessions continentales américaines. Une victoire décisive sur tant d'ennemis apparaissait improbable : le maintien du *statu quo*, la conclusion d'une paix blanche avec les

monarchies bourbon, d'un *modus vivendi* avec les colonies insurgées, semblait déjà un succès pour une puissance assaillie par une telle bourrasque politique en une période de réfection matérielle et morale.

III. — LES PROVINCES-UNIES, ARBITRE NAVAL

La coalition des Américains avec les Français et les Espagnols, n'apparaissait point telle qu'elle dût aisément triompher des forces britanniques et surtout de la ténacité britannique. L'Angleterre ne se résignerait pas aisément à abdiquer ses prétentions à une suprématie qui venait à peine d'être instaurée. Quel que fût son degré de puissance, l'infatuation de ses dirigeants, nul ne pouvait envisager sans crainte la réunion des forces des monarchies bourbon à celles des Insurgents, et, au cas où cette éventualité se réaliserait, il devenait singulièrement avantageux, pour sortir triomphalement de cette embarrassante passe, de se ménager des alliances. Par contre, les Cabinets de Versailles et de Madrid, pour s'assurer de leur côté la victoire, ne pouvaient que songer à gagner ces mêmes alliances, à la fois pour se renforcer et pour affaiblir l'adversaire.

La puissance qui fatalement devait attirer les regards des belligérants d'une guerre maritime, qui devait être l'objet de leurs pressantes sollicitations, était la quatrième puissance navale de l'époque : les Provinces-Unies. Celles-ci, en effet, surpassaient en force navale toutes les autres nations du continent et, à ce titre, elles devaient constituer l'appoint décisif permettant à la victoire de se fixer dans l'un des camps.

Ne possédaient-elles pas une flotte, un siècle auparavant la plus formidable flotte d'Europe ? Cette flotte depuis longtemps ne s'était pas mesurée sur les mers d'Europe avec des adversaires dignes de sa renommée, mais selon les avis et états officiellement publiés, elle était encore formidable, correspondant au rang que

l'Union occupait, par ses richesses et sa diplomatie, parmi les Etats. Cette arme, demeurée défensive depuis longtemps, pouvait devenir offensive, car la nation qui la pouvait brandir, ne paraissait nullement débile. Nation riche et prospère qui pouvait sans peine consacrer à la guerre des sommes considérables, puisqu'elle alimentait presque seule les finances de tous les royaumes et empires, empressés à venir solliciter des emprunts en Hollande ou dans les provinces voisines. Ce ne serait certes pas le manque d'argent qui rendrait impuissante la force navale néerlandaise, non plus que le manque de prévoyance, car dans les ports de la République, les aménagements de toute nature étaient toujours prévus, les arsenaux étaient pourvus et un régime de prudence permettait d'entretenir toujours en état d'armement une partie de la flotte.

Là ne se bornait pas l'ascendant naval exercé par les Provinces-Unies. Ces dernières étaient, en outre, une puissance marchande de premier ordre : elles disposaient d'une nombreuse marine marchande ainsi que d'actifs chantiers de constructions. Par suite, elles pouvaient développer en peu de temps leurs escadres, renforcer de corsaires leur marine de guerre et alimenter incessamment, par le mouvement de leurs bâtiments marchands, arsenaux et chantiers. Enfin elles n'étaient pas sans détenir, sur toutes les routes du globe des colonies, des escales, des comptoirs, avantage précieux dans un conflit maritime qui ne pouvait se borner à l'Europe. C'était autant de bases d'appui, de points de ravitaillement offerts à l'un ou l'autre clan de belligérants. Avantages singulièrement précieux pour les monarchies bourbon, car ces possessions néerlandaises s'étendaient en des régions (Afrique du Sud, Hindoustan, Sonde) qui échappaient complètement à l'influence espagnole, par suite, elles étaient susceptibles de compléter fort bien le domaine de l'Ultramar et de remédier à la pauvreté coloniale de la France aux points de vue tant économique que militaire.

Aussi était-ce là des avantages précieux pour des belligérants que de pouvoir utiliser à la fois les escadres, la flotte de commerce, les chantiers, les arsenaux, les ports exotiques et européens des Provinces-Unies. On juge, dès lors, du prix que, dans les deux camps de belligérants, on pourrait attacher à l'alliance néerlandaise, et combien celle-ci était de nature à constituer l'élément décisif capable au moment opportun de faire pencher d'un côté ou de l'autre la balance d'une lutte presque équilibrée.

*
* *
*

Ce n'était pas seulement au point de vue militaire que les Provinces-Unies étaient susceptibles d'être poussées au premier plan, c'était également au point de vue commercial. L'une des conséquences du conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies, *a fortiori* d'une guerre maritime entre les trois grandes puissances navales, était de mettre soudain en relief les flottes marchandes des neutres, tant à cause de l'appel fait par les Amirautes aux bâtiments de commerce pour le service de guerre (corsaires et transports) ou pour le ravitaillement militaire du pays, qu'à cause des avantages plus ou moins reconnus par les belligérants aux pavillons neutres. Si les grandes puissances navales se trouvaient en conflit, une grande partie de la marine marchande européenne se trouverait, de ce fait, soustraite à son rôle normal et les petits Etats maritimes se trouveraient acquérir tout à coup une activité considérable.

Les Provinces-Unies, avec leur importante flotte de commerce, devenaient un facteur important de la guerre par les facilités de transport qu'elles pouvaient offrir aux belligérants; elles ne pouvaient manquer d'être sollicitées de prêter leur appui sous cette forme, un appui qui n'était point sans être profitable aux armateurs de la République.

Sans doute celle-ci ne tenait point, au point de vue marine marchande, la place un peu exclusive qu'elle occupait comme puissance navale de second ordre. Néanmoins, elle venait encore au premier rang des nations maritimes secondaires, dépassant les royaumes scandinaves, qui, par leur marine et leurs embryons de colonies, étaient susceptibles de jouer un rôle plus discret, quoique nullement négligeable, dans l'économie générale d'une guerre maritime.

*
* *

Nulle autre puissance n'était à même de participer à une telle lutte, soit par l'absence de contact direct avec l'Atlantique, ce champ clos des ambitions maritimes des grandes puissances navales, soit par le caractère secondaire de leurs marines militaire et marchande ou de leurs domaines d'outremer, soit enfin par l'influence des intérêts continentaux détournant et accaparant toute l'attention des dirigeants ou primant dans l'esprit de la nation les intérêts maritimes et coloniaux. Seules les Provinces-Unies, au nom de la tradition comme des intérêts primordiaux, demeuraient un état essentiellement maritime, vivant et prospérant par la mer, intéressé donc au premier chef à prévenir l'instauration d'une suprématie exclusive, soucieux de conserver le principe de la liberté des océans ; en définitive, une puissance qui, soit d'elle-même, soit par des sollicitations étrangères, ne pouvait demeurer absolument indifférente à une lutte d'où devaient dépendre le prochain statut de la navigation des mers et la prochaine répartition des domaines coloniaux.

CHAPITRE III

CONSTITUTION ET SITUATION INTÉRIEURE DES PROVINCES-UNIES

1. — Un régime de conseils.
 2. — Les Compagnies des Indes et l'Empire colonial.
 3. — Les partis et l'opinion.
 4. — La Situation économique de la République.
-

I. — UN RÉGIME DE CONSEILS

La République des Provinces-Unies des Pays-Bas était née du soulèvement des régions septentrionales des Pays-Bas espagnols, régions qui avaient en majorité embrassé la cause du protestantisme, contre la domination de la Cour de Madrid : celle-ci, après une longue lutte de cinquante ans, avait reconnu, lors de la Trêve de 1609, l'indépendance du nouvel état. Ce dernier se ressentait, dans son régime politique, des causes qui avaient présidé à sa naissance, étant à la fois républicain et fédératif. L'esprit local, fort indépendant, avait déterminé l'insurrection et c'était lui qui avait provoqué la formation d'un état où non seulement les provinces, mais les villes exerçaient la réalité du pouvoir. Le système constitutionnel, qui, d'ailleurs, ne reposait que partiellement sur un acte écrit, le Pacte d'Union des Provinces conclu à Utrecht en janvier 1579, était essentiellement collégial pour permettre aux idées libérales et au particularisme de s'exercer dans la mesure compatible à la sécurité de la République. Aussi voit-on à tous les degrés de la hiérarchie administrative, depuis les villes jusqu'à l'Union, régner les principes de collégialité et de séparation

de pouvoirs. Au nom des règles de fédéralisme, la plus grande diversité de régime se manifeste soit entre les villes, soit entre les provinces, mais presque partout le contrôle de la nation s'exerce sur les autorités locales, et, par l'intermédiaire de celles-ci, sur les autorités centrales.

La République — dont le territoire est relativement compact, s'étendant entre la Mer du Nord, l'Empire, les Pays-Bas devenus autrichiens, avec quelques enclaves dans les confins de l'Empire et des Pays-Bas — comprend les éléments suivants : Sept provinces souveraines : le Duché de Gueldre, les Comtés de Hollande et de Zélande, les provinces d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel et de Groningue, avec sa dépendance l'Omme-land (1), de plus le pays de Drenthe également souverain, quoiqu'à un moindre degré ; au dessous, le pays de la Généralité formé de territoires non souverains, enclaves ou zones frontières de Brabant, Limbourg, Flandre, etc. Seuls, les états souverains participent à l'exercice du pouvoir : les Sept Provinces (le Pays de Drenthe n'exerçant sa souveraineté qu'à titre fiscal).

Le pouvoir fédéral siège à La Haye, où résident ses trois organes essentiels : les Etats-Généraux, organe délibératif de l'exécutif, le Conseil d'Etat, agent d'exécution, et la Chambre des Comptes, au rôle financier. C'était dans les Etats-Généraux que se trouvait placée essentiellement l'autorité souveraine, les autres Conseils n'étant que des émanations de cette assemblée. Assemblée composée de plénipotentiaires représentant les Sept Provinces, elle décide à la majorité pour toutes les affaires d'administration, à l'unanimité pour la paix, la guerre, la conclusion de traités, la levée d'impôts ou les armements de terre ou de mer. Le nombre de ses membres peut varier selon les volontés des états provinciaux, mais chaque délégation, si nombreuse fut-elle,

1. Le rang des provinces était le suivant : Gueldre, Utrecht, Hollande, Frise, Zélande, Over-Yssel et Groningue. Le titre officiel de la Hollande était : Hollande et Frise occidentale (Westfriso).

ne représente qu'une voix. Le cas de désaccord au sein de ce Conseil est prévu par le Pacte : s'il y a divergence en toutes les matières requérant l'unanimité, c'est au stathouder qu'il appartient de trancher le débat (article IX); s'il y a conflit entre deux provinces, le corps fédéral intervient, mais si le conflit est général, le stathouder est chargé de régler le différent (article XVI).

La composition des Etats-Généraux est ainsi fixée : *Gueldre*, six députés ; un représentant pour les villes et pour la noblesse de chacun des quartiers (Nimègue, Zutphen, Arnhem) ; *Zélande*, cinq députés à vie, l'un délégué par la noblesse, l'autre par la capitale Middlebourg, et les trois autres par les cinq villes (Goës, Tolen, Flessingue, Veere, Zirieze) ; *Hollande*, sept représentants désignés pour quatre ans, l'un par la noblesse, trois par les villes du Nord et trois par les villes du Sud (le Conseiller-Pensionnaire d'Amsterdam est de droit chef de la délégation) ; *Utrecht*, trois députés, un pour la noblesse, un pour les villes et un pour le clergé ; *Frise*, quatre députés (parfois cinq), les villes ayant un représentant et le plat pays trois ; *Groningue*, six députés, répartis également entre les villes et la campagne ; *Over-Yssel*, quatre députés, répartis également entre la noblesse et les trois principales villes.

Chacune de ces délégations, tant par sa composition que par son esprit, est l'exact décalque du gouvernement provincial. Elle n'a point de volonté propre, se référant toujours dans les cas graves ou imprévus à ses mandants pour en obtenir de nouvelles instructions.

L'Assemblée siège de façon permanente, sa présidence est rotative, attribuée chaque lundi matin à une province nouvelle pour la durée d'une semaine. Si, d'aventure, la majorité est contraire à une motion présentée ou soutenue par l'Etat, à qui revenait la présidence, cet Etat peut céder la direction de l'Assemblée

à son prédécesseur. Si la présidence est par essence temporaire, il est en revanche une fonction essentielle qui est permanente, c'est celle du greffier, véritable chancelier des Etats-Généraux et de la République. A cette époque, le titulaire de cette charge importante était Fagel, un politique habile, versé dans les affaires diplomatiques et économiques, esprit délié, accusé non à tort d'être l'instrument, sinon de la politique stathoudérale, du moins de celle de l'Angleterre.

A côté des Etats-Généraux, se trouve le Conseil d'Etat composé de douze membres. La Hollande est représentée par trois conseillers, la Zélande, la Frise et Groningue par deux, et les autres provinces par un membre. Tous ont un mandat triennal, sauf le représentant de la noblesse hollandaise et les Zélandais qui sont permanents. La désignation des délégués des villes de Hollande a lieu selon un système rotatif qui permet à chaque cité de jouir du privilège de nomination (l'alternance est de dix-huit ans pour les villes septentrionales, de neuf ans pour celles du Midi). Là encore, la présidence est rotative, mais le vote a lieu par tête.

Outre son rôle d'exécution, le Conseil a des attributions propres, surtout au point de vue financier. Il dresse le budget général, procède à la répartition des recettes et dépenses entre les provinces (1), administre fiscalement le Pays de Généralité; enfin, il surveille les affaires militaires sous le contrôle de l'Assemblée, donne son avis sur les armements, etc.

L'administration financière de la République n'était pas une; la cause en était assurément due à l'intérêt très grand qui s'attachait à cette question pour les autorités administratives de tout ordre, et au fait que ces finances fédérales se superposaient à des finances provinciales et locales. Ainsi le Conseil d'Etat préparait le budget et le répartissait, mais à l'Assemblée incombait

1. Selon une proportion fixée *ne variatur*. Voir Annexes.

le soin de prendre les décisions et les Assemblées provinciales se réservaient le droit exclusif de voter les crédits extraordinaires. Les principales recettes de l'Union étaient, outre une contribution prélevée par chacun des états souverains (et la Drenthe y participait) sur leurs propres ressources, des impôts indirects, prélevés sous forme de taxes de consommation, les droits d'entrée et de sortie dans les ports, une somme forfaitaire de la Compagnie des Indes orientales, etc. (1). La Chambre des Comptes vérifiait les recettes, l'emploi effectué par le Conseil d'Etat. Un haut fonctionnaire représentait avec ses adjoints l'organisation financière fédérale, le Trésorier Général (2), qui faisait figure de ministre des Finances comme le greffier jouait le rôle de chancelier et le secrétaire d'Etat, de ministre de l'Intérieur.

Les Provinces-Unies, pays essentiellement maritime, devait entretenir un autre département presque aussi important que celui des Finances : la Marine. L'administration navale était encore moins concentrée que ne l'était celle des Finances, résultat de l'antagonisme relatif entre provinces continentales et provinces maritimes. C'était à ces dernières, principales bénéficiaires du trafic maritime, qu'incombait le soin de veiller à l'entretien de la marine de guerre et de commerce. D'autre part, le principe d'égalité entre les provinces et l'esprit particulariste empêchaient soit une province, soit même une ville à l'intérieur d'une province, de concentrer entre ses mains l'administration de la Marine. Cinq collèges d'Amirautés se partageaient le pouvoir : trois pour la Hollande (Rotterdam, Amsterdam et Hoorn), un pour la Zélande (Middelbourg), un pour la Frise (Harlingen). Les Amirautés les plus importantes étaient celles d'Amsterdam et de Rotterdam en raison

1. Voir aux Annexes le montant des recettes néerlandaises pour une année budgétaire.

2. Nommé à vie et membre du Conseil d'Etat. Ses adjoints sont : le receveur général et les receveurs particuliers de la Généralité.

de la nombreuse population de ces villes, du mouvement d'affaires considérable de ces ports (1). Chacune de ces deux Amirautés se composait de douze membres : à Rotterdam, un représentant de la noblesse, six députés des villes, un délégué de Gueldre, de Zélande, d'Utrecht, de Frise et d'Over-Yssel. A Amsterdam, répartition analogue : un délégué des villes était remplacé par un représentant de la province de Groningue. L'Amirauté de Zélande cédait à peine le pas aux deux collèges hollandais ; elle jouait dans la province un rôle considérable et comprenait neuf membres : six représentants des villes, un député d'Amsterdam, un d'Utrecht et un député partagé entre Rotterdam, Delft et Dort. Quant aux Amirautés de Hoorn et de Harlingen, elles tenaient un rang secondaire et comptaient respectivement onze et dix conseillers.

Les pouvoirs des Amirautés étaient grands, portant non seulement sur l'administration maritime, l'entretien des ports, la protection du commerce extérieur, mais même sur des questions financières liées à l'économie maritime (perception des droits dans les ports, primes à la navigation, etc.). Cependant ils étaient plus limités en matière militaire. Les programmes d'armement devaient être élaborés par le Conseil d'Etat, approuvés par les Etats Généraux, et ce n'était qu'alors que les Amirautés avaient pouvoir pour les exécuter. Si l'armée relevait directement du prince Stathouder, la marine dépendait des Etats-Généraux seuls.

*
* *

Si les sept provinces jouissaient dans l'Union d'un pouvoir constitutif égal, ayant chacune une voix au sein des Etats-Généraux, elles étaient cependant loin d'avoir un rôle, une puissance, une richesse effective

1. On estimait l'importance de l'Amirauté d'Amsterdam à 33 o/o de l'ensemble des collèges, car elle fournissait le tiers et les autres collèges 1/6 des armements de la République.

absolument identiques. La plus grande disproportion régnait même à cet égard, si bien que la Hollande à elle seule disposait d'environ les deux tiers de la richesse nationale, que la Zélande et la Frise, qui venaient au second rang, représentaient le dixième de cette richesse. A l'intérieur de la Hollande, il y avait une ville qui jouait pour la province le même rôle que celle-ci à l'intérieur de la République, c'était Amsterdam, qui valait à elle seule autant que les autres villes et les campagnes. Amsterdam ainsi constituait près du tiers de la puissance néerlandaise.

Ainsi est-il nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les organismes du gouvernement de Hollande et d'Amsterdam. Ce dernier est constitué par un sénat de trente-six membres, parmi lesquels il est douze bourgeois dont à tour de rôle, quatre exercent le pouvoir exécutif et constituent la Régence. A côté du législatif et de l'exécutif, il y a le judiciaire représenté par les neuf échevins et le schout, tous choisis par le sénat. Enfin, représentant l'autorité municipale, le conseiller-pensionnaire est nommé à vie, et à la tête des finances se trouve un trésorier général (1).

La Hollande avait des organes semblables à ceux de l'Union : un Conseil d'Etat, une Chambre des Comptes, une Assemblée délibérante de dix-neuf voix, dont une pour la noblesse et dix-huit pour les villes (2), (toutes les voix étant égales), deux Cours de Justice, etc. Les Etats provinciaux se réunissaient à la Haye dès 1581.

Dans d'autres provinces l'élément bourgeois était, moins prépondérant : tel était le cas de l'Over-Yssel où la noblesse dominait, de la province d'Utrecht où le clergé et la noblesse tenaient en échec la population urbaine, de la Frise et de Groningue où l'élément rural l'emportait sur l'élément citadin.

1. La plupart des villes, tant de Hollande que des autres provinces, avaient une administration et un gouvernement analogues à ceux d'Amsterdam.

2. Haarlem, Delft, Leyde, Gouda, etc.

*
* *

Il était en outre à la Haye deux hauts personnages dont l'influence sur le gouvernement de la République était considérable : l'un était fédéral d'essence, l'autre *de facto*. Le premier était le Grand-Pensionnaire qui, vis-à-vis de l'Etat, jouait un rôle identique à celui des pensionnaires qu'entretenaient maintes villes : si le président des Etats-Généraux était par le système rotatif un personnage dont l'action s'exerçait durant une semaine, le Grand-Pensionnaire était permanent, choisi à vie, représentant envers l'étranger des Provinces-Unies sans que cependant il éclipsât l'Assemblée fédérale et le bureau de celle-ci.

Autant cette charge était de nature fédérale et républicaine, autant l'institution du stathoudérat l'était peu, provinciale qu'elle était en son esprit et monarchique qu'elle tendait à devenir. Le stathoudérat répondait quelque peu comme conception au consulat romain : fonction essentiellement militaire et administrative née en temps de guerre de la nécessité d'avoir une unité de commandement et de direction. Durant l'insurrection contre l'Espagne, les provinces soulevées avaient l'une après l'autre fait appel aux talents du Prince Guillaume d'Orange de la maison de Nassau, puis à ceux de son frère Maurice. Ainsi était née une domination militaire de cette maison, domination que les provinces les plus indépendantes, comme la Hollande, n'avaient pas tardé à rejeter, bien qu'en certaines occasions, comme pendant les guerres contre Louis XIV, on y eut derechef recours.

L'installation d'un prince d'Orange sur le trône d'Angleterre après la révolution de 1688 avait encouragé les espérances de transformer le stathoudérat, fonction redevenue militaire plutôt que politique, en une institution monarchique, et au cours du XVIII^e siècle des efforts étaient faits en ce sens. N'y avait-il pas en effet une véritable cour autour de la famille d'Orange-

Nassau, cour recrutée parmi la noblesse et l'élément militaire; une apparence de parti politique se formait aussi pour soutenir les principes de centralisation et défendre les prérogatives du stathouder. Toutefois les résistances étaient vives en la plupart des provinces, si bien que non seulement le stathoudérat provincial n'avait pas été renouvelé dans toutes les provinces, mais encore la charge d'Amiral-Général avait été supprimée depuis la mort de Guillaume III partout sauf en Gueldre, et en chaque Amiraute il y avait un lieutenant-amiral. Le Stathouder, s'il avait été dépossédé du titre, conservait cependant le commandement effectif des forces navales ainsi que celui de l'armée de terre. A cet égard il exerçait avec une compétence exclusive une activité constitutionnelle pour la partie administrative, car les questions de recrutement et de contingent relevaient des Etats. Mais en matière politique il n'avait nul pouvoir propre et son action, relevant alors du domaine de l'intrigue, était susceptible d'être frappée de suspicion de la part des tenants du fédéralisme, du particularisme et du libéralisme provincial.

On conçoit sans peine que le pouvoir stathoudéral et le pouvoir républicain dussent en bien des cas s'affronter et que cette opposition se traduisit en une rivalité personnelle entre le Stathouder entouré de sa Cour et le Grand-Pensionnaire soutenu par les Etats-Généraux, l'opinion républicaine et traditionaliste du pays.

Or, en 1775 ces deux hautes fonctions étaient occupées par deux personnages aussi dissemblables que possible. Le Stathouder était Guillaume V, alors âgé de vingt-quatre ans, appelé à succéder à son père en bas âge, d'où la régence de sa mère Anne d'Angleterre et, après la mort de celle-ci en 1759, celle de Louis de Brunswick-Wolfenbüttel. Il occupait une position singulièrement difficile, car si son entourage poussait plus énergiquement que jamais à l'éclosion d'un régime monarchique à mesure que vieillissait la constitution

des Provinces-Unies, la période de régence avait été mise à profit par les autorités provinciales pour réagir contre les tendances de centralisation et de despotisme. Situation d'autant plus difficile que le Prince était d'une intelligence moyenne, dépourvu de larges vues et surtout de tout esprit de décision : d'ailleurs, eût-il été un homme résolu, il se fût heurté à l'action de l'ex-régent, car le Prince Louis entendait bien ne point perdre son influence et dans ce but avait fait signer l'Acte de Consultation du 3 mai 1766 qui aboutissait en fait à prolonger indéfiniment la Régence. Non seulement il continuait à jouer un rôle dans l'administration militaire, mais encore il contribuait à faire échec aux tendances anglophiles du Stathouder et de sa Cour, étant hostile à la Cour de Saint-James et désireux de tenir la balance égale entre les grandes puissances. Ainsi intervenait dans les affaires de la République à titre officieux et à l'arrière-plan (en réalité de façon importante grâce à l'esprit vacillant du Stathouder) un prince allemand à titre de conseiller tout puissant, tandis qu'une actrice apparaissait également sur la scène politique : la Princesse Wilhelmine de Prusse (nièce de Frédéric II) qui en 1767 avait épousé Guillaume V.

Ce dernier était donc dominé par son entourage : par sa femme qui désirait vivement trouver dans les Provinces-Unies une couronne souveraine, par le Prince Louis soucieux de conserver son rôle, par ses courtisans avides de se partager places et revenus. Traditionnellement régnait dans ce milieu des sympathies anglaises remontant à l'avènement de Guillaume III sur le trône britannique et aux traités d'alliance conclus avec la Cour de Londres ; toutefois depuis quelques années, un autre courant d'attirance se faisait sentir, attirance vers l'Est, vers la Prusse par l'intronisation à La Haye d'une princesse de la maison de Hohenzollern sous les auspices du Prince Louis de Brunswick.

En face de ce groupement relativement restreint, disposant dans le pays d'une influence propre médiocre et ne valant que par son chef, le Stathouder, se trouvaient dans les provinces et à La Haye de nombreux hommes politiques foncièrement néerlandais d'aspiration, soucieux de maintenir une balance politique à l'extérieur et de sauvegarder la prospérité nationale ainsi que les libertés nationales à l'intérieur. Parmi ceux-ci, se trouvait van Bleswick, le Grand-Pensionnaire, un homme à l'intelligence vaste, tempérée par un esprit de prudence et de circonspection. Bleswick, par sa présence même, contribuait à neutraliser le penchant anglophile et stathoudérien du greffier Fagel.

Quelques lignes empruntées à une dépêche de l'ambassadeur espagnol définissent nettement la position de ces divers acteurs sur la scène politique de La Haye : « Le Stathouder a été, est anglais d'inclination ainsi que le greffier Fagel, mais jusqu'à présent, le Pensionnaire ne le paraissait pas et ce ministre ayant plus de capacité, plus de nerf et plus d'intelligence que les deux autres et que tous ceux qui composent les Etats, il fera entrer les autres dans sa façon de penser par l'ascendant inévitable qu'ont les âmes fortes sur les faibles... » (1).

*
* * *

Le corps diplomatique était en général constitué par des conseillers qui, après avoir vieilli au sein des débats de politique intérieure, allaient blanchir à l'étranger au milieu des affaires de commerce et de navigation qui mettaient aux prises les Provinces-Unies avec les autres puissances. Rarement les ambassadeurs des Hautes-Puissances passaient d'un poste à l'autre et rarement les Etats-Généraux décidaient leur

1. La Herreria à Florida Blanca, 25 mars 1778, A. E. Hollande.

rappel au bout de quelque temps ; aussi passaient-ils de longues années dans des cadres fort étrangers aux habitudes nationales, et si cette pratique permettait aux représentants de la République de connaître les ressorts intimes des chancelleries, elle contribuait à leur faire perdre souvent le contact avec le pays natal. Il n'était point exceptionnel qu'ils séjournassent dix ou vingt années en leur poste, ce qui n'était pas sans aider au conservatisme de la politique extérieure néerlandaise.

Tel était le cas pour la plupart des grandes ambassades : le comte de Rechteren à Madrid, le comte de Welderen à Londres, ce dernier en Angleterre depuis près de vingt ans. A Paris, le baron Lestevenon van Berkenroode (1), n'était pas plus neuf en son poste qu'il occupait depuis 1749 (2). Toutefois ces diplomates ne jouaient guère de rôle dans l'Etat, étant surtout des agents de transmission, tout au plus des conseillers, et à cet égard ils ne se différenciaient point des hauts fonctionnaires de la République. L'influence était tenue principalement par les administrateurs les plus actifs des villes riches et prospères, parfois par des nobles ayant dans leur province une large clientèle ; mais toute influence dérivée d'un ascendant exercé dans un conseil était sujette à varier selon la composition du conseil, tandis que celle due à la popularité exercée dans une ville était singulièrement durable. De là le rôle joué par les pensionnaires et bourgmestres des grandes villes hollandaises, surtout d'Amsterdam. Le pensionnaire d'Amsterdam, van Berckel, était une véritable puissance ; d'une large intelligence, d'un esprit fort adapté aux conditions politiques ; il avait su, par un riche mariage à Amsterdam, changer sa position d'homme de loi à La Haye contre celle de premier personnage d'Amsterdam. Actif, énergique, il se mon-

1. Né à Amsterdam en 1719, secrétaire d'Amsterdam en 1734, grand veneur du stathouder Guillaume IV, nommé ambassadeur à Paris le 29 juillet 1749.

2. Cf. aux *Annexes* le tableau des ambassades.

tra bientôt rallié aux vues de la politique particulière d'Amsterdam et compta dans les rangs des patriotes. Son action, toute récente en 1778, devait au bout de quelques années déterminer la formation d'une véritable parti patriote par son habileté à grouper les hommes politiques sous sa direction et à choisir des lieutenants dignes de lui. Les pensionnaires de Haarlem, de Dort et d'autres villes tenaient une place importante dans la politique provinciale, sinon nationale, et se tenaient volontiers dans le sillage d'Amsterdam.

Le chef du corps des nobles de Hollande, Boetzelæer, peu après appelé à la présidence du collège des conseillers députés, disposait d'un crédit tout local et tout personnel. Par contre, le comte Wassenaer van Obdam était parmi les nobles de Hollande un esprit éminent. Quoiqu'assujéti à la routine administrative et à la technique juridique, néanmoins il disposait, par lui-même et par son cousin Wassenaer van Stahremburg (ancien ministre à la Cour Sarde, qui avait plus de caractère tout en étant moins travailleur), d'une réelle influence. En Gueldre, on remarquait un député important par ses talents oratoires, sa science juridique, l'avocat Brantsen, à l'esprit fin et instruit mais à la conduite légère ; en Over-Yssel, le Baron van der Capellen était l'un des personnages avec lequel tout pouvoir devait compter. De même un délégué d'Utrecht aux Etats-Généraux, le baron Heckeren van Brantzenburg, ne se laissait point reléguer à l'arrière-plan, tant par son action dans sa province que par les postes qu'il avait tenus, comme l'ambassade de Madrid, ou qu'il occupait encore, comme chambellan du Prince Stathouder.

II. — LES COMPAGNIES DES INDES ET L'EMPIRE COLONIAL

L'Empire colonial néerlandais n'était nullement dû à l'initiative de l'Etat, ayant été constitué à des

époques différentes par des entreprises purement privées qui le possédaient, l'exploitaient presque entièrement à leur guise. La forme de la petite colonisation privée avait peu à peu disparu, bien que des traces en subsistassent jusqu'en 1770, et une concentration s'était opérée qui mettait toutes les possessions de la République aux mains de deux compagnies commerciales : la Compagnie des Indes Occidentales et la Compagnie des Indes Orientales. Néanmoins, c'était toujours de Hollande ou de Zélande qu'étaient nées les entreprises coloniales, dont l'origine remonte à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle (1), et c'était ces deux provinces qui s'intéressaient toujours le plus vivement aux affaires coloniales.

La Compagnie des Indes Orientales était la doyenne des grandes entreprises coloniales de Hollande ; fondée par octroi du 20 avril 1602, son capital était alors de 6 millions et demi de florins, sa flotte comptait quatorze bâtiments.

Elle avait vu son régime administratif varier fort peu au cours de ses deux siècles d'existence. Tout en étant soumise au contrôle des Etats-Généraux, elle jouissait de prérogatives souveraines, faisant la paix et la guerre, disposant de fonctionnaires, d'une flotte de guerre, etc. Au point de vue financier, elle était soumise à deux sujétions légères : payer une redevance lors du renouvellement de ses privilèges, verser aux Amirautés une somme forfaitaire (564.000 florins) pour être exempté de droits d'entrée et de sortie.

L'intervention gouvernementale se traduisait encore par le fait que le Stathouder était Gouverneur et Suprême Directeur de la Compagnie, qu'il percevait le trente-troisième des dividendes et qu'il choisissait sur une liste triple les directeurs.

Sauf ces limitations minimales, la Compagnie était libre de se régir à sa guise. Sa constitution était non

1. Cf. *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens : Néerlande et Danemark*, par G. de Launay et H. van der Linden. Bruxelles, 1911.

moins collégiale que ne l'était celle de la République : six chambres administraient le domaine, réglaient les opérations : les Chambres de Middelbourg, de Delft, de Rotterdam, de Hoorn, d'Enkhuysen et d'Amsterdam. Des membres de celles-ci, se constituaient deux conseils centraux : l'Assemblée des XVII et l'Assemblée des X. De la première, qui se réunissait trois fois par an (pendant six ans à Amsterdam et deux ans à Middelbourg), dépendaient les nominations et venaient les décisions préparées par le second Conseil.

Hors d'Europe, le même système prévalait : à Batavia, le grand centre administratif de la Sonde, deux assemblées (le Conseil des Indes pour les affaires politiques et le Conseil de Justice) assistées d'un Gouverneur Général et d'un Directeur Général, de huit Gouverneurs locaux dans les principaux postes (4), ailleurs de simples agents d'exécution.

Les territoires relevant de la Compagnie étaient vastes et disséminés de l'Atlantique Sud au Pacifique : le Cap de Bonne-Espérance, Ceylan et les comptoirs de l'Hindoustan (côtes de Coromandel et du Bengale, Surate, Ternate), des établissements sur le golfe Persique, en Birmanie (Pégu), au Siam, sur le détroit de Malacca, toutes les îles de la Sonde, des Moluques, de Bornéo jusqu'à Timor ; des factoreries à Moka, au Tonkin, voire en Chine et au Japon.

Sur cet immense espace, un nombre de fonctionnaires relativement restreint, des forces militaires peu importantes, douze bâtiments de guerre en station. Tout était sacrifié au commerce, plus de 180 navires marchands circulaient, entre la métropole et les colonies, chargés d'épices, de bois précieux, de coton et cotonnades, de soie et de soieries, de diamants et de porcelaines. Le chiffre moyen des ventes de la Compagnie s'élevait à 16 ou 17 millions de florins et les

1. Amboine, Malacca, Ternate, Banda, Ceylan, Coromandel, Macassar et le Cap. A Amboine seulement il y avait un Conseil de Régence, un Conseil de Justice et un petit Conseil indigène.

dividendes distribués aux actionnaires atteignaient 12 1/2 0/0, chiffre inférieur à celui obtenu jusqu'alors (20 0/0 environ de 1750 à 1770).

*
* *
*

La Compagnie des Indes Occidentales était alors la seconde du nom, ayant ressuscité en 1674 avec un capital de 7.200.000 florins. Elle fonctionnait selon un système identique à celui de l'autre Compagnie, avec ses cinq Chambres (Amsterdam, Rotterdam, Nord-Hollande, Zélande et Groningue) et son Assemblée des X. Le Stathouder était également Gouverneur et Directeur Suprême, disposant de pouvoirs assez illusoires, tandis que les Etats-Généraux avaient un contrôle assez peu effectif sur les agissements même purement administratifs de cette Société.

Les temps n'étaient plus où celle-ci tentait de fonder un vaste empire dans le Nouveau-Monde et encourageait la fondation de comptoirs et établissements privés relevant de son autorité. Dans l'Amérique du Nord, la Nouvelle-Néerlande avait disparu, absorbée par les établissements anglais, alors que les territoires du Brésil avaient été récupérés par le Portugal. Il restait encore un domaine mi-continental, mi-insulaire avec les provinces guyanaises de Suriname, de la Berbice, de Demerary, d'Essequibo, provinces soumises à des autorités différentes au sein de la Compagnie, mais toutes colonies d'exploitation rurale, avec les Iles Sous le Vent de Curaçao et de ses dépendances, avec les Antilles : Saint-Eustache, Saint-Martin et Saba, qui servaient presque exclusivement de place de commerce, d'entrepôt ; de base d'opération pour un trafic plus ou moins licite avec la Terre-Ferme ou les possessions des autres puissances.

La Compagnie, de plus, avait joui autrefois d'un monopole exclusif pour le commerce des côtes d'Afrique et si elle continuait à entretenir des factoreries en bien

des points du littoral du continent noir, elle avait vu son monopole peu à peu réduit jusqu'à sa disparition en 1730. Elle n'en maintenait pas moins un fort mouvement d'échange avec le Sénégal et les parages du Golfe de Guinée pour la traite des nègres, de la gomme, de l'ivoire et de la poudre d'or.

*
* * *

Ainsi les deux Compagnies des Indes constituaient deux petites puissances indépendantes placées sous la suzeraineté de la République, deux puissances pour lesquelles le régime collégial et le système de multiplicité d'autorités administratives se révélaient néfastes en prévenant toute réforme, en paralysant toute activité gouvernementale. Même à un point de vue économique, elles subissaient le contre-coup de la crise d'affaiblissement qui minait la République.

III. — LES PARTIS ET L'OPINION

Les institutions se révélaient vétustes en un temps où presque partout se faisaient sentir dans les nations européennes un esprit nouveau, dans les chancelleries des conceptions politiques nouvelles. Elles ne constituaient plus guère une sauvegarde de l'existence de l'union ou du maintien des Compagnies coloniales si l'opinion publique ne travaillait à les amender ou à les faire évoluer dans un sens plus conforme à l'intérêt général.

Or il n'en était guère ainsi et la vie intérieure de la République, en dépit de l'existence doublement séculaire de celle-ci, de la paix soigneusement conservée depuis plus de soixante ans, était singulièrement troublée. Non qu'elle le fût beaucoup plus qu'à d'autres périodes, mais les rivalités endémiques de province à province et de ville à ville se perpétuaient au lieu de

s'éteindre et de s'atténuer ; ainsi ces dissensions intérieures étaient-elles une cause d'affaiblissement permanent quoi qu'elles ne se tradussent plus par des conflits apparents.

De parti on ne pouvait guère parler au sens anglais comme au sens moderne du terme, du fait même de ce particularisme provincial et local qui, fatalement, devait prévenir tout groupement politique plus ou moins important et permanent à l'intérieur de la République. Il existait certes des tendances politiques, des courants d'opinion, non une aggrégation plus ou moins homogène de citoyens ou d'hommes politiques ; et ces tendances, ces courants étaient eux-mêmes privés de toute action décisive par leur multiplicité, leur enchevêtrement, par la réaction des intérêts locaux sur les intérêts provinciaux et nationaux,

Ainsi subsistait la rivalité traditionnelle des provinces maritimes et des provinces continentales : celles-ci s'intéressant aux affaires de l'Empire ou des Pays-Bas, s'occupant du trafic par voie de terre avec leurs voisins ; celles-là faisant du commerce maritime et colonial, de la navigation le pivot de leur politique. Il y avait la rivalité entre les provinces rurales et les provinces commerciales : dans celles-là le plat pays dominait et avec lui la noblesse terrienne, parfois le clergé : les questions agraires y avaient le pas et le régime social avait faiblement évolué au point de ne pas laisser grande place à un régime démocratique ; dans les autres, au contraire, l'élément essentiel résidait dans les villes ; la bourgeoisie contenait la noblesse, et par sa prospérité fondée sur le négoce ou la banque donnait une tournure plus libérale et plus républicaine au régime. Qu'on ne croie point toutefois que les provinces maritimes se ligussent automatiquement contre les provinces continentales, ou que les districts ruraux s'unissent pour lutter contre la prépondérance des villes. A l'intérieur d'une province comme d'une ville, on ne pouvait guère parler de

coalition politique et si, d'aventure, quelque union s'établissait, le lien était fragile et tôt dénoué.

Aux deux extrémités de la balance politique se trouvaient les stathoudériens et les patriotes. Les premiers constituaient l'entourage du Stathouder, ses partisans animés du désir de restaurer l'influence acquise à certaines époques par la maison de Nassau sur la plupart des provinces, et de se servir de cette influence pour faire évoluer l'Etat vers une forme monarchique. Les patriotes, par contre, soutenaient les principes républicains, c'est-à-dire la décentralisation et la fédération, le maintien des libertés locales et un régime quasi-représentatif. La Hollande fournissait un fort contingent de patriotes, mais on en trouvait dans la plupart des autres villes de l'Etat, et si Amsterdam, de son côté, constituait le principal foyer d'action de ce groupe, elle n'exerçait à ce titre aucun monopole dans la province dont la noblesse professait souvent des idées conformes aux notions stathoudériennes.

Toute une gamme de nuances politiques s'étendait des stathoudériens aux patriotes : nuances politiques qui, dans un pays comme les Provinces-Unies étaient fortement entachées d'intérêts économiques. C'est ainsi qu'il y avait dans les ports un parti commerçant attaché à faire prospérer le trafic maritime et à entretenir de cordiales relations à l'extérieur, tandis que la classe noble des provinces terrestres inclinait à défendre les vues agrariennes et à soutenir un régime de protectionnisme. Plus nettement politiques étaient les groupes qui s'affrontaient sous la bannière du centralisme et du fédéralisme, deux groupes qui en étant distincts des partis stathoudériens et patriotes, faisaient dans ceux-ci de fréquentes recrues, car des stathoudériens étaient souvent partisans du renforcement central, tandis que les adversaires de la Cour stathoudérale se faisaient les champions du particularisme.

Toutes ces opinions ne se recrutaient ni dans une

région, ni dans une classe ou un milieu particuliers ; on voyait des nobles parmi les patriotes et des bourgeois ou artisans parmi les stathoudériens. De plus, il n'y avait point de frontières tranchées entre ces multiples groupements dont l'existence autonome était nulle, car, par un fait caractéristique, aucune de ces opinions n'avait déterminé la formation réelle d'un parti, sinon dans la nation, du moins parmi le monde politique. Dans les Conseils locaux comme aux Etats-Généraux, il n'y avait que des individualités qui s'unissaient selon le moment pour former une majorité. Ce fait était dû peut-être pour partie au remplacement fréquent des délégués, au rôle presque diplomatique de ceux-ci, aux mesures prises pour éviter l'ascendant d'un homme ou d'un groupe d'hommes sur les Assemblées. Aussi les votes, même dans les corps fédéraux, ne pouvaient-ils jamais être acquis d'avance et la part de l'imprévu restait grande.

Ce régime essentiellement collégial n'était pas sans permettre à l'opinion publique de s'exercer plus ou moins librement, plus ou moins directement par un contrôle sur les dirigeants immédiats de la nation, grâce à cette échelle de pouvoirs allant des villes à la République elle-même.

Cette opinion publique existait dans les Provinces-Unies : non une opinion publique formée comme en France dans certains milieux fermés, dans des salons, mais une opinion réellement nationale en raison de la participation de la nation à une vie publique soit nationale, soit surtout locale, mais le passage de l'une à l'autre se pouvait faire aisément en raison des intérêts étroitement liés des villes ou des campagnes et ceux de la République. Celle-ci n'avait-elle pas une existence essentiellement commerciale, et par suite les questions de négoce touchaient directement toutes les classes de la population.

Les manifestations de l'esprit public ne se saisissaient pas seulement dans les réceptions privées ou

dans les lieux publics nombreux dans toutes les villes : elles apparaissaient encore dans les gazettes, car les Provinces-Unies étaient, à la différence des autres puissances européennes, pourvues d'une presse périodique dont l'influence se faisait sentir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, transmettant nouvelles politiques et informations commerciales. A côté des *Gazettes de Hollande, de Leyde*, il y avait des organes plus proprement nationaux, le *Nederlandsche Mercurius*, *De Post van den Needer Rhyn*, etc.

Outre les périodiques, il y avait toute une floraison d'écrits plus ou moins éphémères distribués par les presses toujours actives des imprimeurs néerlandais : tantôt brochures, tantôt pamphlets ou feuilles volantes, parfois ouvrages, ils répandaient dans la masse de la nation maintes idées de politique intérieure et étrangère, contribuant ainsi à entretenir dans l'esprit public le goût des affaires, incitant à participer, même indirectement, à la vie politique nationale. Ainsi se formait toute une catégorie d'écrivains politiques attachés à soutenir les idées patriotes, les visées stathoudériennes, les intérêts commerciaux ou coloniaux de telle Compagnie ou de certaines villes, écrivains qui, traitant tour à tour des questions diplomatiques ou constitutionnelles, des sujets d'économie publique ou de politique locale, tenaient les esprits en éveil et les forçaient à se mêler ainsi à la vie publique. L'action de ces brochures répandues à bas prix dans toutes les classes de la société (1) était considérable et contribuait à entretenir l'allure démocratique de ce qui était surtout une vaste oligarchie.

Une des conséquences de ce régime était de permettre l'immixtion étrangère dans les affaires de la République : soit par une action directe sur l'entourage stathoudéral ou sur les membres des Conseils, soit par la création de courants d'opinion à l'aide

1. Exception faite de la basse classe populaire fort illettrée. La petite bourgeoisie comme l'artisanat participaient ainsi aux affaires et s'y intéressaient.

de la presse, des écrits occasionnels, etc. Toutefois cette influence ne pouvait que difficilement être décisive et dominer les destinées de la République : le régime collégial obligeait à faire des efforts considérables pour s'assurer une majorité dans les Conseils et il suffisait de quelques voix de conseillers dissidents pour faire échouer une manœuvre savamment préparée. D'autre part, les contremaines entre puissances étrangères étaient toujours possibles, et le jeu des chancelleries aboutissait plus à un résultat négatif de contrarier l'action d'adversaires qu'à un résultat positif. Enfin, n'était-il pas difficile d'acheter les dirigeants d'une puissance riche, d'une nation qui prêtait à tous les États et qui néanmoins ne pouvait être aisément attaquée ou dominée ? Ne faut-il pas compter aussi sur l'esprit profondément indépendant des Néerlandais, cet esprit qui avait toujours fait rejeter les tentatives les plus séduisantes de suzeraineté ou de protectorat ?

De fait, la République n'était liée par aucun engagement étroit ou intime avec ses voisins ou avec de grandes puissances : elle restait libre d'orienter sa politique comme bon lui semblait. Une seule restriction à sa liberté était le fait que sur le trône d'Angleterre avait passé un stathouder, celui-là même qui avait renversé la dynastie des Stuarts, en 1688. Ce fait avait non déterminé, mais resserré les liens qui existaient entre la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies. Les traités de commerce, d'amitié, d'alliance conclus en 1674, en 1678, avaient été renouvelés (1) et ils étaient maintenant consacrés par près d'un siècle d'existence : la communauté d'action lors de la paix d'Utrecht contre la France (1715) n'avait pas été entamée par un seul conflit, et sous la dynastie hanovrienne, les Néerlandais avaient continué à vivre en excellents termes avec les Anglais : jamais, au cours

1. En 1685 par Jacques II, en 1689, par Guillaume III, en 1701, en 1716.

du XVIII^e siècle, la clause du *casus foederis* de 1678 n'avait été invoquée de part et d'autre ; il ne semblait guère que ces antiques traités fussent appelés à entrer en vigueur après cent années révolues.

L'alliance anglaise était d'essence théorique et les évènements n'avaient jusqu'alors jamais donné l'occasion de l'appliquer. D'autre engagement il n'existait pas, car l'accord de 1731 entre Zinzendorf, Chesterfield et Slingelandt n'avait pu survivre aux conditions du moment et le fameux traité de la Barrière, s'il était toujours en vigueur, n'avait plus qu'une valeur théorique, les subsides autrichiens n'étant plus payés et les contingents néerlandais n'étant plus maintenus dans les places des Pays-Bas que par prestige. Ce n'était pas que les voisins immédiats de la République et les grandes puissances ne continuassent à s'intéresser souvent de façon très manifeste aux questions intérieures néerlandaises. Les rapports du Stathouder avec le Cabinet de Saint-James étaient traditionnellement étroits ; mais la Cour de Prusse n'était pas seulement voisine des Provinces-Unies, elle venait de fournir une princesse au Stathouder. L'Autriche s'occupait des débouchés maritimes de ses Pays-bas et de l'expansion commerciale de ses ports flamands, questions qui intéressaient les Néerlandais, et il n'était pas jusqu'à la France qui ne pût trouver aisément une clientèle.

En effet, les éléments de la population qui redoutaient les progrès d'un centralisme stathoudéral par particularisme, libéralisme ou par esprit économique, devaient fatalement chercher un appui qui pût contrebalancer l'action soit anglaise, soit prussienne ; or, parmi les grandes puissances, il n'en était guère qui pût jouer ce rôle. Le Cabinet de Vienne était écarté d'office, de par son caractère d'adversaire national, et il ne restait en somme que la Cour de Versailles pour assumer la fonction de protectrice des libertés néerlandaises. Sans doute, ce rôle politique n'était pas contraire aux traditions de la diplomatie française, mais il ne semble

pas que depuis 1750 on se fût dans les Conseils de Louis XV, et plus tard ceux de Louis XVI, beaucoup préoccupé d'exercer une influence dans les Provinces-Unies, ce pays ne jouant aucun rôle dans les combinaisons de l'Europe Centrale et Orientale qu'affectionnait le Roi Très Chrétien. Quant aux relations commerciales franco-hollandaises, il n'y avait aucune action gouvernementale qui s'exerçât sur elles, tout étant laissé à l'initiative privée. Aussi n'était-il point surprenant que dans la République il y eût des cercles qui se préoccupassent beaucoup plus de l'amitié française et qui prissent plus à tâche d'entretenir avec l'ambassadeur de France quelques relations, que le Cabinet de Versailles de nouer des liens plus ou moins intimes avec les représentants des diverses factions existant au sein des Hautes-Puissances. Il n'y avait eu jusqu'alors aucune réciprocité entre les sentiments des patriotes ou des libéraux envers la France et ceux de la monarchie bourbon envers les Provinces-Unies. Le gouvernement de La Haye, tout en travaillant à vivre en bons termes avec cette puissante Cour, ne cherchait point, en raison de son système d'effacement et de sa politique éminemment mercantile, à nouer des alliances politiques vers le Sud ; tout au plus songeait-il à user éventuellement de l'aimable indifférence de cette puissance envers lui pour contenir aux Pays-Bas toute action de Joseph II contraire à ses propres intérêts.

En définitive, l'Angleterre inclinait à soutenir les vues stathoudérales, la Prusse à protéger le Stathouder contre toute mesure imprudente et à affermir sa position, l'Autriche cherchait l'occasion de mettre la main sur les places de la Barrière, d'ouvrir l'Escaut à son commerce et de rogner les frontières de la Généralité, la France, elle, se désintéressait des affaires néerlandaises, observant la plus parfaite neutralité — sinon indifférence — envers tous les groupes politiques, bien que patriotes comme adversaires de toute centralisation recherchassent son appui.

IV. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE

Les Provinces-Unies étaient un pays essentiellement commercial, mais ce commerce était principalement dû aux entreprises de commission et de transport, non aux exportations propres de la République. Celle-ci, en effet, à la fin du xviii^e siècle, voyait ses industries périlcliter à des degrés divers, mais nulle n'était épargnée par la décadence. Était-ce cette industrie des tissages qui remontait aux époques médiévales : la draperie hollandaise suffisait à la consommation intérieure et n'alimentait guère les marchés de l'étranger, car la Hollande, ne produisant pas suffisamment de laine, devait l'acheter à l'extérieur à des prix qui ne laissaient aux produits fabriqués aucune marge pour lutter contre la concurrence de Liège, de Juliers, des régions françaises ou anglaises. L'ancienne spécialité des toiles peintes n'avait pu résister à la lutte acharnée des manufactures des Pays-Bas autrichiens qui maintenant l'emportaient décidivement ; les faïenceries de Delft vivaient péniblement, sans grands débouchés par suite des prix inférieurs auxquels se vendaient les articles de fabrication anglaise. Une autre industrie bien spécifiquement néerlandaise languissait par suite de la rivalité victorieuse que lui faisaient les entreprises similaires de France ou des Pays-Bas : c'était la librairie et l'imprimerie, autrefois véritable monopole des villes hollandaises.

Les industries alimentaires ne résistaient guère mieux : le raffinage des sucres était atteint par la concurrence des Pays-Bas, de Hambourg, tandis que les brasseries, quoique se maintenant sans rivales, perdaient de leur importance à mesure que se répandait l'usage des infusions, surtout du thé et du café.

Même l'activité due à la puissance maritime de la République : les constructions navales, n'était plus florissante comme autrefois, et les chantiers dimi-

nuaient progressivement d'ampleur à mesure que se fermaient les corderies, les fabriques de goudron, etc.

Le trafic purement colonial se ralentissait lui aussi : non pas qu'on cessât de vendre des épices, du thé, du café, du sucre, du tabac sur les places néerlandaises, mais celles-ci constataient à regret qu'elles ne jouissaient plus d'un monopole et que de nombreux ports leur faisaient une concurrence nouvelle à laquelle elles résistaient mal. Ce commerce cessait de plus en plus d'être l'apanage de quelques puissances possédant un vaste domaine d'outremer et une forte flotte pour l'exploiter.

Le commerce néerlandais se transformait : il cessait d'être direct pour devenir un commerce de commission, une mise en valeur plus systématique des forces navales et des ports. La nation se faisait ou courtier ou transporteur des autres pays et elle y trouvait son avantage.

Elle devenait aussi le banquier attitré de l'Europe : à cet égard elle avait retrouvé un monopole exercé sans conteste. S'il fut des époques où le trafic d'argent était aux mains des Italiens ou des Juifs, il était alors aux mains des Néerlandais qui lançaient des sociétés par actions, des emprunts, qui opéraient de vastes compensations de change et qui se livraient à des transactions à terme dans des proportions parfois scandaleuses. Le marché d'Amsterdam fixait pratiquement la cote des effets publics et des monnaies pour l'Europe. C'était là pour la nation une immense source de profits, mais — et il importe de le souligner — ce n'était point là un instrument de politique soit économique, soit diplomatique. L'emprunt ou le change conservaient dans les Provinces-Unies leur valeur uniquement économique et ils ne servaient point à exercer des pressions sur des gouvernements étrangers.

Si la République trouvait à sa décadente industrie une large compensation en matière maritime et financière, elle inaugurerait la mise en œuvre d'une branche

d'activité nouvelle étroitement liée au négoce maritime : le régime des assurances. Non certes qu'il fût l'apanage exclusif des Provinces-Unies, mais il était en ce pays perfectionné à un point tel que les entreprises néerlandaises étaient préférées à toute autre. Il existait dans les diverses provinces des Chambres d'assurances constituant des Compagnies ; naturellement, Amsterdam jouissait là encore d'une véritable primauté et tirait d'importants bénéfices du service des primes.

Enfin une autre richesse naturelle n'était nullement négligée : c'était celle des pêcheries. A coup sûr, la grande pêche avait perdu de son attrait et les manufactures de spermaceti ne travaillaient plus comme à la fin du xvii^e siècle. Néanmoins l'Etat s'intéressait fort au maintien de la pêche à la baleine et aux phoques, encourageant l'armement des flottilles pour le Groenland et les mers arctiques. La petite pêche elle-même était relativement en déclin : il n'y avait plus 3.000 bâtiments appareillant des ports de la République comme au xvii^e siècle, déjà vers 1750 on n'en comptait plus que 200 par an et en 1773 ce chiffre tombait à 170 (1). Les Etats-Généraux et les provinces n'étaient point sans s'alarmer de la réduction des armements et ils stimulaient le zèle des patrons pêcheurs, des armateurs par un système de primes. Toutefois la pêche demeurerait encore un élément important de la richesse nationale.

*
* *
*

Les Provinces-Unies avaient évolué dans le domaine économique : leurs sources de prospérité n'étaient plus les mêmes ; à celles qui s'étaient taries ou qui étaient en voie de décroissance s'en substituaient d'autres, mais la puissance économique de la République n'en semblait pas atteinte. Pourtant la situation, quelles que fussent les apparences, était changée, et ce changement n'était pas imputable au remplacement de la

1. La valeur de ces chiffres n'est pas absolue du fait de la concentration progressive de l'industrie de la pêche (*Vaderland*).

richesse du commerce national et colonial par le développement des banques, des entreprises d'assurances ou de commission. La faute en était imputable au vieillissement de la nation elle-même, à l'impossibilité pour un Etat de s'adapter à un régime économique nouveau en conservant intacts ses institutions, son mode d'existence, sa position internationale. Des facteurs imprévus surgissaient, des concurrences auparavant inconnues se faisaient sentir, les routes de trafic se déplaçaient, le jeu du crédit se développait, bref, les conditions extérieures et internes des opérations économiques n'étaient plus les mêmes et les Néerlandais n'y pouvaient remédier.

Pouvait-on également prévenir l'évolution morale provoquée par une expansion commerciale plus que séculaire? Le développement des bourses de commerce et de valeurs, la multiplicité du papier de commerce et des effets publics avaient pour conséquence une recrudescence de spéculation qui, tout autant que la pénétration de la richesse dans toutes les classes, pervertissait l'esprit national. Les tendances combattives, l'esprit d'aventure, le goût de l'épargne s'épuisaient, disparaissaient, tandis que la crainte du risque normal s'affirmait, nullement compensée par l'avènement d'un appétit de lucre et de spéculation qui contribuait à ébranler la stabilité mentale, le flegme de la nation, à faciliter la formation sinon de paniques, du moins de mouvements désordonnés de hausse et de baisse aux moindres symptômes troublant l'horizon politique et économique.

En même temps que le ressort du moral national se détendait en matière commerciale et financière, s'accusait de plus en plus une confiance imprudente dans l'ascendant des capitaux, dans l'emprise sur les marchés mondiaux due aux placements de l'épargne nationale, confiance illustrée par le fléchissement de la puissance militaire tant sur mer que sur terre de la République.

CHAPITRE IV

LES FRONTS D'ATTAQUE DE LA NEUTRALITÉ HOLLANDAISE

1. — Vulnérabilité de la neutralité hollandaise
 2. — L'esprit de neutralité dans les Provinces-Unies
-

I. — VULNÉRABILITÉ DE LA NEUTRALITÉ HOLLANDAISE

Dès l'instant où au conflit d'ordre local entre la Grande-Bretagne et ses colonies se substituerait par l'entrée en ligne de la France et de l'Espagne la lutte pour la domination des mers, la neutralité des Provinces-Unies se trouverait en danger. Tous les facteurs possibles, tant politiques qu'économiques ou moraux, concourraient à menacer singulièrement cette neutralité, ou tout au moins à la rendre constamment précaire si elle réussissait à traverser les péripéties de la guerre; tous les éléments essentiels de la diplomatie s'uniraient pour rendre désirable, sinon indispensable, à chacun des belligérants l'alliance de la République, et ce pour des raisons diverses, parfois opposées.

*
* * *

Il n'était point jusqu'à sa position géographique qui ne fût pour la République une source de péril. En effet, par son essence maritime comme par sa proximité de l'Angleterre, par la présence de nombreux ports de guerre ou de commerce sur la grande route de mer unissant le Nord de l'Europe à l'Ouest et au Levant, par la position même de ces bases d'opération faisant

face aux côtes britanniques, elle devait constituer pour les adversaires de la Cour de Saint-James une alliée précieuse s'il s'agissait de mener une offensive hardie contre les redans maritimes de la Grande-Bretagne, de menacer Londres ou de ruiner le commerce britannique, La seule possibilité de réaliser un tel dessein constituait une arme redoutable au cours de la lutte, car elle était susceptible de paralyser l'activité militaire anglaise sur les théâtres lointains de la guerre. La défense du Pas-de-Calais ne devenait-elle pas vaine dès le jour où les Provinces-Unies se prononceraient contre l'Angleterre, car celle-ci serait prise à revers par les forces néerlandaises, ou contrainte à tout le moins de diviser ses forces pour observer à la fois le front de la Manche et le front de la Mer du Nord, situation difficile et périlleuse pour elle qui, déjà obligée par les interventions bourbon de disperser ses escadres, avait en Amérique deux terrains principaux d'opération : l'un purement naval aux Antilles, l'autre mi-terrestre, mi-maritime sur le continent. Ainsi le gouvernement de Georges III se trouvait amené à vouloir faire de son voisin un second, sinon un comparse dans la lutte qu'il avait à soutenir afin de s'affranchir de la crainte d'une attaque de flanc : il était, par la force de la géographie, contraint de menacer ou surveiller la neutralité de ce voisin pour assurer sa propre sécurité.

A un autre point de vue, la géographie imposait aux Provinces-Unies de redoutables dangers : c'était au point de vue de la sauvegarde de son indépendance commerciale, de l'intégrité de son trafic maritime. En effet, par le seul fait d'une guerre à laquelle participait l'Angleterre, de graves entraves étaient mises au commerce néerlandais. Les routes que devaient fatalement emprunter les navires sortant des ports de la République pour les destinations les plus variées — que ce fût l'Europe Occidentale, les mers du Levant ou les colonies des deux Indes — toutes ces routes ne passaient-elles point en pleine zone d'hostilité, à

proximité des ports belligérants d'où sortaient des corsaires non moins nombreux qu'avidés, à travers des réseaux de croisières organisées par chacun des adversaires ? Dès lors ne faudrait-il pas d'extraordinaires concours de circonstances pour que les bâtiments marchands hollandais ayant à traverser de bout en bout la Manche ou l'Atlantique pussent échapper au contrôle des marines française, anglaise, voire espagnole ? sans compter le risque de se heurter soudainement à quelque corsaire ou corvette isolée susceptibles de donner au droit de visite et au régime de la contrebande des interprétations imprévues, mais néfastes pour les intérêts neutres.

Quelle sujétion n'apportait à la marine marchande de la République cette guerre navale, Fallait-il renoncer à transporter des objets de contrebande ? mais n'était-ce pas réduire dans de notables proportions, l'ampleur du trafic néerlandais ? Même au prix de tels sacrifices ; on ne serait guère immunisé contre les vexations des belligérants. L'expérience des guerres antérieures — notamment de celle de 1756 à 1762 — l'attestait, montrant combien la notion de contrebande de guerre était comprise de façon singulièrement vague par certaines puissances, combien les limites arbitraires que fixait chaque gouvernement à cette notion étaient peu respectées dans l'application faite par leurs propres nationaux. Les actes de brigandage naval n'étaient point rares et s'il advenait que sous la pression réitérée de véhémentes réclamations diplomatiques, justice fût rendue et que les navires avec leur cargaison fussent restitués, il n'en subsistait pas moins des dommages immédiats dûs au déroutement et à la confiscation temporaire, aux frais des longues actions judiciaires, dommages pour lesquels nulle indemnité ou compensation ne pouvait être espérée.

On voit par là que la menace du contrôle vraiment bien effectif des belligérants sur le trafic, sur la marine marchande des Provinces-Unies n'était nullement

négligeable, et que c'était là pour une puissance neutre une lourde rançon payée à cette position géographique qui faisait de la République une puissance maritime placée au carrefour des routes commerciales de mer.

*
* * *

Le commerce maritime néerlandais offrait donc la possibilité de faire pression sur les Conseils et sur l'opinion publique de la République d'une manière vraiment efficace : des frictions étaient inévitables entre les Cabinets belligérants et le gouvernement des Provinces-Unies par le seul fait que l'essentielle industrie du pays consistait à transporter les produits du monde entier et que les navires marchands hollandais étaient contraints de traverser, même pour les voyages les plus innocents et les plus licites les zones d'opération. Un jeu savant de réglementation navale de la part des belligérants suffisait à faire peser une pression bientôt intolérable sur toute la vie économique de la République en vue d'amener celle-ci soit à se départir ostensiblement de la neutralité, soit à faire de cette dernière un simple masque sous le couvert duquel elle favoriserait les desseins politiques ou économique d'un groupe de belligérants. L'existence même de la nation hollandaise n'était-elle pas liée de façon intime à l'expansion ou au maintien de ce commerce maritime multi-séculaire et traditionnel ? Du jour où les ports de Hollande et de Zélande seraient bloqués ou désertés, l'activité nationale se trouverait tout entière paralysée, non seulement le négoce serait directement atteint par la suspension des importations et des exportations, par le ralentissement du transit et de toutes les opérations commerciales, mais encore les marchés bancaires d'Amsterdam, de Rotterdam, etc., seraient frappés de façon effective : plus de prélèvements de commissions, plus de paiement de frets, les lettres de change s'accumuleraient soudain, le crédit des banques

serait menacé, alors que la rentrée des intérêts provenant des emprunts extérieurs deviendrait l'unique et fort instable source du revenu national. Le taux des assurances maritimes monterait subitement, contribuant encore à entraver toute opération de commerce sans procurer le moindre profit aux entrepreneurs spécialisés dans cette branche d'activité. D'autre part, les chantiers ralentiraient leur activité ou même suspendraient toute construction nouvelle, la main-d'œuvre navale trouverait difficilement à s'employer, soit par l'arrêt absolu de toute navigation mercantile, soit par l'accroissement des risques professionnels. Sans doute, on trouverait encore dans la grande et la petite pêche, dans le cabotage la possibilité de fournir un emploi aux marins débarqués de la marine de commerce, mais serait-ce suffisant, et d'ailleurs que deviendraient les capitaines et les états majors des bâtiments désarmés ? Verrait-on alors les vaisseaux de la République contraints pour naviguer de passer sous un autre pavillon susceptible de les mieux protéger ? Singulière humiliation pour un pays qui comptait par sa marine de guerre et de commerce parmi les grandes puissances navales.

Ainsi le commerce, le crédit des Provinces-Unies pouvaient être fort aisément atteints par les belligérants, puisque ce commerce, ce crédit dépendaient d'une activité maritime qu'il était possible de suspendre à l'aide de réglemens et d'édits sans même prétendre agir hostilement le moins du monde à l'égard des Hautes-Puissances. Mais toute offensive dirigée contre ce trafic pouvait avoir des effets d'une ampleur singulièrement grande. En effet, la paralysie de la vie économique au sein des Sept Provinces pouvait être telle que le retour de la paix ou la cessation du régime d'obstruction ne suffirait point à ramener le cours normal de l'existence dans ces provinces profondément troublées : les débouchés fermés ne se rouvriraient peut-être point et les courants commerciaux nés de la guerre pourraient survivre à celle-ci. Bien plus, la

répercussion de cet étranglement de l'activité de la marine marchande pourrait se faire sentir dans les domaines politiques et coloniaux. De fait, ne risquerait-on pas, en pesant lourdement sur les destinées des relations commerciales de la République, de dénouer les intérêts des deux provinces purement maritimes, Hollande et Zélande, de ceux des autres provinces plus terriennes, ne serait-ce point comme un coin pénétrant dans le bloc de l'Union néerlandaise pour susciter rivalités et jalousies, affaiblir en somme la puissance néerlandaise ?

En outre, le fait de rendre difficiles et précaires les relations entre les deux Indes et la métropole ne permettrait-il point de porter atteinte à la domination des deux Compagnies ? Le ralentissement des rapports entre les Gouvernements coloniaux et les Chambres directrices d'Europe, la saisie de convois expédiés en Europe ne porteraient-ils pas à la fois atteinte au crédit des Compagnies et ne laisseraient-ils pas — plus encore que dans le présent — ces possessions lointaines sans défense, exposées impuissantes à la moindre agression d'un rival jaloux ? Les Compagnies avaient depuis plusieurs décades manifesté nettement leur intention de réduire les armements au strict nécessaire, de songer, au point de vue militaire, plus à faire œuvre de police qu'à veiller à la sécurité de leurs établissements. Assurément la guerre de 1756 à 1762 n'avait point causé le naufrage de l'empire asiatique ou américain des Provinces-Unies, mais il n'y avait point alors cet embrasement des mers, ni ce paroxysme de lutte qui poussaient les puissances maritimes à user des mesures les plus draconiennes pour emporter la victoire et s'assurer la domination des mers.

Dès lors, les belligérants pouvaient faire état de ces considérations commerciales, politiques et coloniales pour amener dans leurs rangs les Provinces-Unies, les décider à se départir de leur neutralité, ouvertement ou de façon déguisée.

Quels intérêts pouvaient pousser les Cabinets entrés en guerre à brandir comme des menaces redoutables aux yeux des paisibles Hollandais l'interruption de tout trafic, le blocus de fait des côtes néerlandaises, la saisie des colonies ? N'y avait-il que le facteur géographique qui poussât la Grande-Bretagne à se prémunir contre une attaque de flanc et les monarchies bourbon à y avoir recours ? Point, la marine de guerre, la marine marchande, le crédit de la République, tels étaient les enjeux que devaient fatalement se disputer les gouvernements en lutte pour la suprématie navale.

*
* * *

Sans doute les temps de de Ruyter étaient révolus et le pavillon de la République avait cessé de faire la loi sur les océans, mais il n'en figurait pas moins honnêtement après ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne. Assurément une longue période de paix, presque un siècle, avait attiédi l'ardeur militaire des équipages et des états-majors, avait rouillé la technique de la guerre navale ; des facteurs politiques nombreux étaient intervenus pour réduire l'importance des escadres, la force des bâtiments, les réserves des arsenaux. Néanmoins la flotte néerlandaise, en dépit de ces éléments d'infériorité, n'était point un facteur négligeable et la force des traditions autant qu'une forte éducation navale étaient de nature à réveiller des talents somnolents ou à susciter une fièvre belliqueuse chez les descendants des redoutables adversaires de l'Espagne et de l'Angleterre.

Par suite, la puissance navale des Provinces-Unies ne pouvait manquer de provoquer chez les belligérants le désir d'une alliance, afin de porter à l'adversaire un coup décisif et de lui ravir l'hégémonie des mers. Peut-être il y avait aussi dans ce désir d'alliance quelque arrière-pensée sordide : celle de ne point permettre lors de la paix, une paix qui laisserait tous les belligé-

rants épuisés à tous les points de vue, de ne point permettre à la quatrième puissance navale d'Europe de demeurer intacte et, par suite de l'affaiblissement général, de se trouver automatiquement placée à un rang supérieur, de ne point permettre à cette puissance de pouvoir, en disposant de forces fraîches, jouer le rôle d'arbitre et de recouvrer — ne fût-ce que momentanément — un ascendant qui depuis plus d'un demi-siècle, était en pleine éclipse. De même en ce qui concernait les colonies et le trafic exotique, on pouvait désirer, sinon voir ruiner les établissements lointains de la République ainsi que son commerce d'épices ou de denrées coloniales, du moins ne le point voir se développer tout à coup, profiter de la décadence française et anglaise; peut-être même pensait-on, au cours des règlements de paix, procéder à un remaniement qui ne laisserait point à l'écart l'empire néerlandais d'outre-mer et qui permettrait de le reléguer bientôt à l'arrière-plan ou de le menacer d'un démembrement imminent.

*
* * *

Mais sans nul doute, la marine marchande néerlandaise offrait plus que les flottes de guerre matière à désir chez les belligérants. Ceux-ci n'avaient-ils pas en effet vu leurs propres bâtiments de commerce en partie détournés de leur destination primitive par l'armement de nombreux corsaires ou l'équipement de transports? Si la Grande-Bretagne avait des troupes à transporter et à ravitailler en Amérique, la France et l'Espagne feraient de même, l'une pour venir au secours des Insurgents, défendre ses Antilles et ses comptoirs, l'autre pour assurer la protection de l'Ultramar. Tous les bâtiments occupés à ces besoins devenaient indisponibles pour le commerce, et si l'on y joint les pertes de mer, on conçoit le lourd déficit des marines marchandes nationales à l'heure où le ravitaillement des métropoles et colonies devenait une matière de grave nécessité.

Il fallait donc faire appel, pour combler ce vide, à la marine marchande néerlandaise. Double avantage : soulager la marine nationale et tirer parti du pavillon neutre. Toutefois, cet avantage n'était pas sans présenter quelque contre-partie : il suffisait d'un prompt ou subit revirement politique, d'un incident imprévisible, pour que le secours fourni par les vaisseaux d'un pays fût soudainement retiré, ou tout au moins fortement réduit. Quel avantage ne serait-ce pas, somme toute, pour les belligérants que d'incorporer à la flotte marchande nationale une puissante marine neutre, directement ou indirectement par voie d'alliance. Ce serait se débarrasser d'un grave souci : celui du transport des articles de contrebande et des produits illicites.

*
* * *

Au point de vue financier, n'était-il pas encore de l'intérêt des belligérants d'attirer en leur alliance les Provinces-Unies ? Celles-ci n'exerçaient peut-être point une domination absolue sur les marchés de l'argent, mais elles jouissaient, en fait, d'une situation hors de pair comme bailleur de fonds des puissances européennes. Elles étaient en effet sollicitées par les Cours les plus importantes d'accorder un emprunt à des termes avantageux, et la Hollande, plus encore que les autres provinces, décidait sans appel des demandes présentées par souverains et républiques. Aussi était-ce pour les états jeunes ou nouveaux une véritable consécration de leur indépendance, de leur stabilité économique que de se faire admettre au rang de débiteur d'Amsterdam ou d'autres villes de la République. A ce moment même, la Tsarine venait de remporter un brillant succès mi-politique, mi-financier en obtenant sur les places néerlandaises le placement d'un emprunt destiné à alimenter son trésor (1).

1. Emprunt de 2 millions de florins à 5 o/o consenti par la maison de Smeth en mars 1774. Le total des emprunts russes en Hollande s'élevait alors à 9 mil-

On conçoit dès lors sans peine, qu'au cours d'une guerre mettant aux prises les grandes puissances occidentales, le concours des financiers et banquiers de Provinces-Unies fût considéré comme un appoint précieux aux ressources nationales mises en œuvre dans ce conflit. Attirer le gouvernement de la Haye dans l'un des clans belligérants, serait pour ce dernier se réserver l'utilisation presque exclusive du marché financier néerlandais et empêcher l'adversaire de tirer parti de ce même marché : double avantage encore et non des moindres. Seule, l'Espagne, faisant peu appel au crédit extérieur, était susceptible, en cas de participation à un conflit, de n'attacher à cet aspect d'une alliance néerlandaise qu'un intérêt médiocre. Par contre, la France, dont les ressources étaient notoirement insuffisantes pour faire face aux exigences d'une lutte navale, devrait inéluctablement recourir à l'emprunt étranger pour couvrir ses dépenses extraordinaires ; pour elle, la main-mise sur le crédit hollandais était une condition de succès et le Cabinet de Versailles, s'il avait des intentions belliqueuses, devait aviser de bonne heure aux moyens de se concilier les finances des Provinces-Unies.

La Grande-Bretagne n'était nullement insensible ou indifférente à cet aspect de la guerre, car, elle aussi, avait besoin, pour assurer l'équilibre de sa trésorerie, de faire appel au concours des capitalistes de l'extérieur, et la République, de par les relations commerciales et les traditions politiques, apparaissait comme le banquier naturel de l'Echiquier. Non seulement l'ébranlement financier causé par la guerre de Sept Ans n'avait été que péniblement effacé, mais encore le conflit avec les colonies américaines avait contribué à désorganiser un régime fiscal demeuré quelque peu instable, et il était utile de ménager à tout prix les intelligences que la *City* pouvait avoir dans le monde de la banque en Hollande et en Zélande. L'importance

lions de florins (*S. P. Holland*, Vol. 542). Le Danemark était débiteur de banques hollandaises pour 2 millions de florins à 5 o/o.

des capitaux engagés par ces provinces en Angleterre paraissait un sûr garant de l'appui éventuel des prêteurs néerlandais, mais ne devait-on pas prévoir que ceux-ci, attentifs à leurs intérêts, pourraient, le cas échéant, loin de permettre de nouvelles avances, ne plus renouveler leur engagements et même retirer subitement les fonds placés dans le royaume ? Par suite, dès le début des affaires d'Amérique, le gouvernement de Saint-James s'ingéniait-il, par des manœuvres privées ou de discrètes interventions officielles, à influencer favorablement le marché des changes et celui des valeurs — ainsi que celui des marchandises — dans les diverses villes de la République, d'abord pour soutenir ses fonds publics et son papier de commerce, aussi pour ne point détourner les financiers néerlandais des opérations faites avec les maisons britanniques.

Il n'était point jusqu'aux Insurgents pour lesquels il n'existât aussi un problème financier intéressant les Provinces-Unies. Pour eux, n'était-il pas urgent d'obtenir d'importants emprunts, ou tout au moins des prêts gagés ou des avances, car le nouvel état américain ne disposait que de médiocres ressources budgétaires et l'appui de la Cour de Versailles était insuffisant pour le tirer d'embarras, tout en suscitant au Congrès bien des inquiétudes quant à l'influence que le gouvernement de Louis XVI pourrait exercer sur les Treize États ? Aussi, dans certains groupes politiques, préconisait-on la conclusion d'emprunts en Hollande, mesure destinée à remplir le trésor public, à dégager l'Union de toute emprise étrangère et à effacer dans l'opinion européenne l'effet funeste de dons accordés à titres divers par les monarchies bourbon (1).

Toutefois, la difficulté de traiter directement avec la République, avec les grands banquiers hollandais, ne permettait guère d'ouvrir immédiatement cette campagne de persuasion financière : les États-Unis n'étaient

1. Cf. *La politique de Propagande des Américains*, tome II, C. VI.

pas reconnus en Europe, ils ne le seraient que difficilement par les Hautes-Puissances, et pouvait-on admettre que les sujets de celles-ci pussent impunément, malgré la neutralité et les liens amicaux avec l'Angleterre, soutenir à beaux deniers la révolte américaine ? Par ailleurs, la cause insurgente devait faire bien des progrès pour décider les capitalistes de Hollande et Zélande à avancer des fonds à un état dont la viabilité était douteuse, la prospérité incertaine, les ressources presque inexistantes, à un état qui ne pouvait gager sur de bons revenus, sur des marchandises en stocks ou sur des monopoles les emprunts qu'il prétendait conclure.

Ainsi pour tous les belligérants, l'assistance financière, et en somme l'alliance des Provinces-Unies, étaient également précieuses, étaient pour chacun d'eux un gage de succès. La balance militaire, comme les conditions économiques et les besoins financiers, semblaient si fort équilibrés entre les puissances maritimes engagées dans une guerre, que l'intervention néerlandaise paraissait constituer l'appoint décisif pour chaque parti.

II. — L'ESPRIT DE NEUTRALITÉ DANS LES PROVINCES-UNIES

S'il était dans la République des divergences souvent profondes d'opinion, soit à l'égard des relations extérieures, soit au sujet de la politique intérieure et des rapports inter-provinciaux, il n'était en revanche qu'unanimité en ce qui concernait l'observance d'une stricte neutralité dans les conflits maritimes et plus particulièrement dans la guerre d'Amérique et ses conséquences européennes. L'esprit de parti cédait le pas à l'esprit de neutralité.

Ce dernier, inspiré par des vues économiques, prévalait ouvertement parmi les dirigeants comme au sein de la nation, en toutes les provinces et dans toutes les

classes de la société. Les causes qui provoquaient un tel état d'opinion étaient diverses, mais également profondes ; elles ne résultaient point de circonstances passagères ou d'impressions du moment, elles répondaient en réalité à la nature de l'Etat néerlandais autant qu'à la mentalité de la nation néerlandaise.

L'existence des Provinces-Unies, presque à un même degré que leur prospérité, dépendait de l'essor de leur commerce et de la sécurité de leur système bancaire et financier. Or leur commerce étant naval, leurs relations de banques et de prêts publics s'adressant à de grandes puissances, il leur était indispensable de demeurer à l'écart de toute lutte où participeraient les grandes puissances, car non seulement toute participation à une guerre porterait atteinte à leur marine marchande, à leurs comptoirs exotiques et à leurs colonies, au service régulier des effets de commerce et au service des emprunts, mais encore la neutralité leur assurait des bénéfices supplémentaires en leur permettant de suppléer, dans le domaine du trafic maritime et de la banque, les belligérants. Il n'était de nul avantage de se mêler aux querelles des grands états, d'autant plus que ces querelles se règlent ordinairement au détriment des puissances secondaires. Or les Provinces-Unies se savaient puissance secondaire, puissance dont le rôle était essentiellement commercial, maritime et financier.

La République n'aurait donc à participer à un conflit que quand son existence même serait menacée. Aussi depuis la mort de Louis XIV, elle avait observé avec sagesse, une attitude pacifique et elle ne s'était mêlée à des combinaisons diplomatiques que dans le but de conserver la paix et de maintenir l'équilibre politique, gage de cette paix (1). Elle n'ignorait point qu'elle n'était et ne pouvait être une puissance militaire, que par suite elle était vulnérable sur terre si sur

1. Cas des Doubles, Triples et Quadruples Alliances conclues avec la participation néerlandaise en 1704, 1715, en 1717-18 et en 1731.

mer elle tenait encore fièrement son rang. Cette considération l'obligeait à éviter avec un soin jaloux toute cause de conflit extérieur qui pût permettre la conjonction d'une guerre continentale et d'une guerre navale, conjonction qui eût fatalement entraîné sa ruine. De là une politique circonspecte et le souci de conserver le *statu quo* jugé avantageux.

Le plus grand adversaire de la République sur le continent n'était plus la France, mais bien l'Autriche, car l'avènement du turbulent et ardent Joseph II avait fait naître aux Pays-Bas plus d'une source de conflits. Le nouveau souverain supportait avec peine la servitude des Places de la Barrière, servitude pourtant dirigée contre la Cour de Versailles, il subissait avec moins de résignation encore la fermeture de l'Escaut qui entravait l'essor d'Anvers, essor cher au cœur d'un prince qui voulait développer à tout prix le commerce maritime et colonial de ses états (1) ; enfin il avait des ambitions territoriales qui le poussaient à vouloir arrondir partout ses domaines, et bien qu'il fût prêt à troquer les provinces belges contre la Bavière, il envisageait des annexions aux dépens du Brabant ou du Limbourg néerlandais.

Cette politique envahissante du nouveau gouvernement de Vienne était le principal point noir à l'horizon des Provinces-Unies qui, nulle part, ne rencontraient d'hostilité à leur égard et qui, si elles trouvaient dans l'Angleterre un rival maritime, commercial et colonial, étaient préservées d'attaque trop brusque par les liens d'amitié et les traités remontant à 1674. Néanmoins les craintes que suscitaient les visées de l'Empereur étaient de nature à engager les Hautes-Puissances à observer une attitude réservée et pacifique tant dans les affaires intérieures de l'Empire que dans les règlements européens. A La Haye on ne songeait nullement à contrebalancer l'action autrichienne par des rappro-

1. A Anvers, Ostende, Trieste, Fiume.

chements, des engagements avec des princes allemands hostiles à Vienne, en particulier avec la Cour de Berlin, car on n'était pas sans redouter des velléités d'envahissement de la Prusse, du côté de ses possessions rhénanes ou frisonnes. Les dirigeants néerlandais, tout en suivant avec attention le développement des contestations et rivalités de l'Empire pour veiller au maintien de la balance, évitaient de provoquer le moindre reproche ou de susciter le moindre mécontentement. Ne savaient-ils pas aussi qu'ils détenaient par l'embouchure du Rhin et de l'Escaut des débouchés maritimes qui mettaient en leur dépendance la navigation des provinces belges et rhénanes, d'où la nécessité pour eux d'avoir des rapports dominés par la prudence avec les princes d'Empire riverains de ces fleuves et de leurs affluents.

Cette tactique était souvent interprétée par les chancelleries et les diplomates étrangers comme un effet de pusillanimité ou d'impuissance. Les gouvernements des grandes puissances regardaient volontiers cette politique d'abstention comme l'effet soit de la décadence militaire et navale de la République, soit des discordes intérieures, du régime fédératif qui empêchaient un parti de dominer dans l'Etat et de donner à la politique extérieure nationale une impulsion vigoureuse. A voir la République sinon se désintéresser des affaires européennes, du moins éviter systématiquement d'y prendre une part active pour n'être point entraînée dans un conflit, ils en venaient à conclure qu'elle serait incapable de se défendre contre des adversaires résolus à lui faire violence pour le mieux de leurs intérêts et ils se persuadaient sans peine que cet état qui ne tenait nullement à faire parler de lui était un état secondaire dont le rôle dans les affaires mondiales était de nulle importance, dont toute l'utilité était presque économique.

De telles conceptions n'étaient pas sans apparaître sous la plume de diplomates accrédités auprès des

Hautes-Puissances, de diplomates qui, n'ayant que peu d'activité à déployer, tenaient en piètre estime ce gouvernement de conseils aux délibérations lentes et prudentes. Aussi n'était-il point surprenant que dès l'ouverture de la lutte entre l'Angleterre et ses colonies révoltées, et en présence de l'éventualité d'une participation française à ce conflit, le représentant du Cabinet de Versailles, Béranger, écrivit à Vergennes, le 24 mars 1778 : « Je persiste à croire qu'ils [les Néerlandais] ont plus besoin que nous leur accordions la « neutralité que nous n'avons de la leur faire adopter. « Ils ne sont pas seulement embarrassés de se ménager entre l'Angleterre qu'ils craignent et la France « qu'en général ils n'aiment pas, ils prévoient encore « avec inquiétude que l'Amérique leur demandera de « reconnaître son indépendance et que, s'ils s'y refusent, « ils n'auront point de part à son commerce et qu'au « contraire s'ils s'y déterminent, ils se brouilleront « avec la Grande-Bretagne... » (1).

Cette opinion fort dédaigneuse à l'égard des Néerlandais était des plus répandues parmi les chancelleries qui, habituées au régime monarchique, comprenaient mal un système constitutif où se mêlaient en proportions inégales fédéralisme, oligarchie et démocratie, système qui, dans ses manifestations politiques, devait fatalement apparaître hésitant, sinon incohérent, timide sinon lâche, lent sinon stagnant — comprenaient plus mal encore qu'un état pût résolument, en se renfermant dans une attitude de neutralité et de réserve, éviter tout conflit, mais aussi se résigner à ne jouer aucun rôle actif parmi les puissances.

De fait, la République ne rencontrait des possibilités de friction qu'avec l'Autriche en matière territoriale et économique, qu'avec l'Angleterre en matière navale, et se tenant obstinément à l'écart ne pouvait donner la mesure de ses ressources. Les cabinets

européens ne préjugeaient-ils donc pas fort de la diplomatie ou des forces néerlandaises en attribuant à une faiblesse innée, à une décadence invincible la politique de neutralité si invariablement suivie ; pouvaient-ils savoir si les divisions de province à province ou les dissensions à l'intérieur d'une province ne cesseraient pas immédiatement si les Provinces-Unies étaient attaquées sur leurs fronts oriental par la Prusse, ou méridional par l'Autriche, sur leur front de mer par la Grande-Bretagne, si même dès qu'un des intérêts économiques de la République serait lésé par l'étranger, toutes les provinces continentales ou maritimes ne s'uniraient point en un seul bloc pour défendre la prospérité nationale contre l'adversaire du moment ? Pouvait-on savoir si l'armée ou la marine néerlandaises avec leurs cadres réduits n'offrant pas les éléments suffisants pour fournir par une mobilisation des ressources nationales une arme redoutable, si elles ne se développeraient pas rapidement au cas où l'Union serait menacée de ruine, alors que les forces de terre se bornaient à un service de garnison et que les forces navales servent de convoyeurs en temps de guerre ou se livraient à des hostilités contre les Barbaresques.

Attribuer le souci de la neutralité à la faiblesse, à l'impuissance ou à la pusillanimité des Néerlandais était méconnaître l'esprit de ces derniers tout autant que de l'attribuer au jeu des factions. Sans doute, grâce au régime constitutif des provinces et de l'Etat, il n'était pas impossible que des influences ne pussent s'exercer, dominer même certains groupements politiques, mais par contre, à l'inverse des régimes auto-cratiques, ces influences n'étaient jamais absolues et surtout elles ne pouvaient jamais dominer les affaires publiques en raison de la réaction des groupes dissidents. Tout au plus l'action de l'étranger pouvait-elle paralyser quelque temps le cours de la vie nationale, mais non l'entraver ou la diriger à son gré. Les inté-

rêts personnels et locaux n'apparaissaient jamais tels qu'ils pussent primer les intérêts généraux, surtout grâce au fait que les intérêts particuliers à chaque province n'étaient point identiques et qu'on ne voyait guère de coalitions interprovinciales pour faire prévaloir certaines vues.

La cause fondamentale de la neutralité si fidèlement pratiquée dans les Provinces-Unies était l'esprit à la fois pacifique et commerçant de la population. Celle-ci répugnait à la guerre, ne la faisait que sous l'empire d'une obligation absolue pour la défense de l'intégrité des droits nationaux ; elle ne voyait pas dans la guerre une source de bénéfices économiques, d'avantages moraux, et elle croyait au profit certain de la paix. Elle y croyait d'autant plus qu'elle était essentiellement adonnée au commerce sous toutes ses formes : trafic local ou colonial, opérations d'exportation, de transit ou d'importation, entreprises de transport maritime, d'assurance ou de banques. Aussi concevait-elle le trouble irrémédiablement apporté à cette activité qui faisait la vie et la prospérité du pays par la participation à une guerre ; elle le concevait d'autant plus volontiers qu'elle plaçait ses capitaux disponibles dans tous les états, prêtant tantôt à des gouvernements, tantôt à des compagnies ou à des particuliers.

L'ambition de la nation néerlandaise était de maintenir son crédit, d'accroître ses richesses et, par là, de conserver puissance et influence en Europe. L'ambition du gouvernement néerlandais était de veiller à assurer le maximum d'expansion aux forces productives de la population dans les branches où elles s'exerçaient le mieux, et par la prospérité de chaque citoyen consolider l'existence et la grandeur toute relative de l'Etat. Dans les cercles officiels comme dans les milieux privés on ne visait ni à absorber de nouveaux territoires, tant en Europe que sous les tropiques, ni à exercer d'influence sur le continent ou d'hégémonie sur les mers, ni à dominer les marchés ou à exercer un

monopole financier. On se contentait de vouloir bien vivre et surtout de vivre en paix et sans soucis.

*
* * *

Les rivalités des puissances européennes, la passion des annexions qui mettaient en danger l'existence de la Pologne comme de l'empire Ottoman, qui menaçaient de dislocation l'Empire devenu le champ clos de la Prusse et de l'Autriche, les visées d'hégémonie maritime et coloniale de la Grande-Bretagne suscitant les résistances de l'Espagne et même de la France n'étaient alors nullement de nature à assurer une longue ère de paix en Europe. La neutralité des Provinces-Unies pourrait-elle résister à ces bourrasques diplomatiques venues des quatre coins du compas. La question pouvait d'autant mieux se poser alors que l'instabilité du statut politique dans l'Ancien-Monde paraissait telle que la plupart des cabinets se préoccupaient de rechercher à tout prix des alliances, s'inquiétaient de voir des puissances même secondaires demeurer à l'écart des conflits. Aussi la notion de neutralité stricte semblait sinon se confondre, du moins confiner à celle d'hostilité et on considérait dans les chancelleries la neutralité sous le visage singulièrement trompeur de la neutralité bienveillante, alliance incomplète et déguisée.

La neutralité hollandaise risquait donc d'être mise en danger dès qu'une grande guerre mettrait aux prises puissances continentales ou puissances maritimes, surtout ces dernières, car la République, étant d'essence maritime, risquait de se trouver entraînée dans l'orbite des belligérants. Un conflit d'apparence extérieur à l'Europe — tant par la géographie que les conditions politiques — comme celui engagé entre l'Angleterre et ses colonies insurgées allait dès son origine, avant même toute extension aux cours de l'Ancien Monde, mettre en jeu la question de la neutralité hollandaise.

CHAPITRE V

PREMIÈRES OFFENSIVES ANGLO-INSURGENTES DANS LES PROVINCES-UNIES

1775-1777

1. L'Affaire de la Brigade Ecossaise et des Recrues germaniques.
 2. Les débuts de la Contrebande.
 3. La Propagande des Insurgents.
 4. Reconnaissance et Salut au Pavillon.
 5. Conséquences des opérations d'Amérique : *Presse et Prises.*
-

Les relations entre les Provinces-Unies et la Cour de Londres n'avaient cessé depuis maintes décades d'être fort cordiales. Aussi l'ambassadeur britannique à La Haye pouvait-il à juste titre considérer son poste comme étant de tout repos, poste dont le rôle essentiel était tout d'observation à l'égard des pays du continent (notamment des régions rhénanes et des pays baltiques).

De fait, au cours d'un séjour de plus de vingt années, ce diplomate n'avait guère eu d'affaires graves à traiter et son activité se bornait en 1774 à régler des litiges coloniaux d'importance minime. C'était la négociation ouverte depuis l'automne de 1773 au sujet de questions africaines relevant des accords de 1700 et de 1713 (monopole de trafic de la Compagnie des Indes avec les navires portugais relachant en Guinée au retour du Brésil (1), possession du district d'Apollonia sur ces côtes). C'étaient les pourparlers suscités par des frictions subitement survenues en Hindoustan durant l'été de 1774 entre la forteresse néerlandaise de Negapat-

1. Port d'Elmina, Question de la traite du tabac.

nam et le poste anglais voisin de Saint-Georges. Questions purement locales incapables de passionner les deux nations, questions d'un intérêt secondaire permettant ces majestueuses et lentes discussions conformes aux traditions et aux habitudes de la République (1).

Celle-ci paraissait vouloir demeurer à l'écart de tout conflit possible car elle observait une sage abstention dans le débat hispano-portugais en dépit des efforts du Cabinet de Lisbonne pour obtenir son appui au moins moral.

Le roi Georges III, le Cabinet North, la majeure partie du Parlement comme de la nation britannique, avaient été surpris par l'ampleur que prenait la guerre d'Amérique. Non pas qu'aucun Anglais fût dans l'ignorance absolue de l'existence du conflit grave qui divisait les autorités métropolitaines et les populations des Treize Colonies, mais nul Anglais, même les pires détracteurs des coloniaux, ne pouvait aisément concevoir ce fait atroce : la rébellion envers la Cour. Que là-bas, dans le Nouveau-Monde, il y eût quelque agitation politique, qu'on y évoquât dans l'ardeur oratoire le spectre de la sécession, qu'il y eût dans les villes agitation populaire, voire même émeutes, c'était possible, mais qu'une partie importante des colons rejetât toute allégeance envers le roi, prît les armes contre les forces royales et fit appel au secours pécuniaire ou commercial de l'étranger, c'était là un crime grave, difficilement admissible dans les Iles Britanniques, un crime qui démentait les sages principes de la culture anglo-saxonne. Aux temps de Culloden, il y avait un souverain de droit qui affrontait une souveraineté de fait, et il fallait remonter aux temps de la Confédération pour trouver un exemple de révolte qui d'ailleurs s'inspirait de passions religieuses dont les Américains étaient fort exempts.

En 1775, les Treize Colonies se séparaient de fait de

la Cour d'Angleterre, menant contre celle-ci une lutte ouverte. Le Cabinet de Saint-James était pris au dépourvu politiquement et militairement (1). C'en'était plus d'opérations toutes locales de police dont il s'agissait ; c'était une véritable guerre coloniale qui s'engageait, bien qu'on n'en perçut pas encore toute l'ampleur ; guerre à fronts multiples, loin de bases d'opérations. Aussi l'arme redoutable dont disposait la métropole : la flotte, devenait presque inutilisable, susceptible d'être employée pour une guerre d'usure (et c'était une notion qui ne pouvait encore se présenter à l'esprit des ministres de Georges III) elle n'était de nulle efficacité contre les Insurgents, ne pouvait les contraindre à se soumettre. Il fallait donc recourir aux armées, en créer plutôt, car les forces régulières stationnées dans la mère-patrie pouvaient alimenter les garnisons du Canada, de Nouvelle-Angleterre et des Antilles (toutes garnisons singulièrement renforcées au cours des dernières années), mais non constituer à elles seules des corps expéditionnaires dirigés sur les divers fronts de l'insurrection. Volontaires et recrues levés dans le royaume ne formaient qu'un appoint insuffisant pour former ces régiments qu'on envoyait sur-le-champ en Amérique. Il fallait donc faire appel à des concours extérieurs à l'Angleterre (2).

A cet égard, la Cour de Londres allait fatalement être appelée à se heurter à la neutralité hollandaise dès cette première phase de la lutte engagée contre les insurgents, et ce du fait tant de la constitution militaire que de la position géographique des Provinces-Unies.

I. — L'AFFAIRE DE LA BRIGADE ECOSSAISE ET LES RECRUES GERMANIQUES

La population néerlandaise qui, dans sa lutte contre la domination espagnole et dans ses guerres reli-

1. Corresp. des frères Howe (*Pub. Rec. Off.*).

2. Etats militaires (*Pub. Rec. Off. B. M. Add. Mss.* 17. 142).

gieuses, avait fait montre d'un esprit guerrier remarquable, qui, dans les circonstances graves de l'agression de Louis XIV avait pris valeureusement les armes pour défendre le territoire national, témoignait au contraire d'un médiocre esprit militaire. Autant elle était prompte à prendre du service sur mer, autant elle répugnait à la vie de garnison. Si le recrutement des cadres d'officiers était relativement facile, celui de la troupe l'était moins, et de bonne heure, les dirigeants de la République durent faire appel pour constituer une forte armée permanente à des corps étrangers servant côte à côte avec des corps nationaux. Ils avaient dans ce but souvent conclu des capitulations avec des états ou souverains, ou, dans les périodes de troubles ils avaient favorisé l'enrôlement d'exilés, d'émigrés ; ils disposaient ainsi de régiments germaniques, de régiments suisses.

Il y avait parmi ces contingents une brigade écossaise (1) (conséquence de la vie politique agitée de l'Ecosse et du tempérament aventureux de ses habitants) brigade dont l'origine remontait jusqu'à 1570. A cette époque, des compagnies autonomes s'étaient constituées d'émigrés écossais ayant pris service aux Pays-Bas contre les Espagnols. De ces éléments, était sortie une brigade qui, selon les circonstances, comprenait 2, 3, 4 régiments (2). Malgré la paix profonde dont jouissait alors la République, elle formait un ensemble de 3 régiments. Le gouvernement de Londres, étant à la recherche de troupes, songea de bonne heure à reprendre — ne fût-ce que temporairement — à son service cette brigade qui, toute constituée, pouvait rendre les plus grands services en Amérique, et qui pourrait aisément être incorporée à l'armée britannique. Cette idée avait germé vers le mois de mai 1775 en l'esprit des ministres de Georges III, lesquels entendaient alors mener à bon compte et facilement

1. Trois régiments, environ 6.000 hommes en 1775.

2. Cf. *Annexe*.

les opérations de répression dans le Nouveau-Monde ; Elle fut conçue d'autant plus aisément que le besoin de troupes exercées était plus grand pour l'expédition de Nouvelle Angleterre, que cette brigade suivait tous les usages de l'armée britannique, que, de plus, une sorte de précédent existait déjà : en effet, ces régiments écossais avaient suivi le stathouder Guillaume III dans son entreprise contre les Stuart et étaient demeurés dix ans durant au service de l'Angleterre contre la France (1690-1700). Sans doute, ce précédent était de nature spéciale, exceptionnelle — il ne servit point d'ailleurs d'argument au Cabinet de Saint James — mais il permettait à celui-ci d'envisager comme possible l'emploi en Amérique de cette brigade, projet qui ne tarda pas à recevoir son application lorsque la question du recrutement en Allemagne pour l'armée anglaise parut en pratique une mesure à la fois longue et malaisée (1).

Sans doute, le roi de Grande-Bretagne avait l'avantage, en sa qualité d'électeur de Hanovre, de pouvoir disposer dans une certaine mesure de ses troupes électorales, et il pouvait surtout exercer une action pressante auprès des princes secondaires et médiats d'Empire, en vue de faciliter le prélèvement, ou plutôt l'achat de leurs sujets pour le plus grand profit des cadres régimentaires britanniques et le plus grand avantage pécuniaire de ces princes. Toutefois, s'il n'était pas toujours nécessaire de recourir à une pression politique trop énergique sur ces princes pour obtenir la cession de corps entiers, en revanche, il était malaisé de procéder à un recrutement trop intense sans éveiller l'attention et le déplaisir des autorités impériales et des grands souverains d'Allemagne, qui pouvaient légitimement — du fait des questions de passage au travers des territoires soumis à leur obéissance — intervenir, dans ces affaires d'ordre intérieur en principe.

1. *S. P. Holl*, Vol. 245, L'ambassadeur britannique à La Haye centralisait les informations relatives à cette question pour les territoires d'Empire.

C'est pourquoi, il apparaissait plus simple, en un moment où le besoin d'hommes se faisait vivement sentir, de prendre au service d'Angleterre brigades et régiments *in globo*. C'est pourquoi dès le mois d'août 1775, tandis qu'on négociait en Hesse l'envoi de corps hessois en Amérique, l'ambassadeur britannique à La Haye s'occupait activement à sonder le terrain en vue de l'emploi de la brigade écossaise dans le Nouveau-Monde. Sir Joseph Yorke, profitant des facilités d'accès qu'il possédait auprès du stathouder et des dirigeants provinciaux, mena une campagne de persuasion pour amener les Hautes-Puissances à prêter cette brigade : ce serait là service d'ami, de bon voisin ; le Cabinet de Saint-James se refusait énergiquement à vouloir invoquer des titres formels pour obtenir cette mesure, il n'entendait pas faire état de l'alliance de 1674. Le roi Georges même, voulant aplanir toute difficulté d'ordre matériel, proposait de prendre à sa charge les frais de recrutement des troupes de remplacement. Bien plus, la République ne cesserait point en principe d'être maîtresse de ces troupes et elle aurait le choix à l'issue des opérations d'Amérique de laisser la brigade en Angleterre ou de la rappeler sur le continent.

Le Stathouder, commandant en chef, fut promptement acquis aux suggestions de Sir Joseph ; peu lui importait de se dessaisir de trois régiments, à conditions toutefois que ceux-ci fussent remplacés, (car la brigade écossaise représentait près du sixième de l'effectif total des armées de la République) (1) ; ne serait-ce pas, en ce cas, rendre à bon compte un service éminent à la Cour de Londres dont il entretenait l'amitié ? Par contre, le prince de Brunswick, peu anglophile de sa nature, voyait sans enthousiasme la demande présentée par cette cour et il eût préféré l'éluder, ne voulant point décliner formellement (2). Parmi les

1. Environ 35 à 40.000 hommes à cette époque.

2. S. P. Holl., Vol. 547, *Hardwicke Papers* (B. M.).

membres des Etats-Généraux, la propagande était relativement aisée ; s'il s'était agi de toucher le moins du monde à l'intégrité ou à l'affectation de la flotte, des protestations se fussent promptement élevées, mais le domaine du militaire n'était point considéré avec un zèle aussi patriotique que celui de la marine, et puisqu'il était possible de procurer à la Grande-Bretagne une aide indirecte qui ne fût nullement préjudiciable à la République, voire même de s'assurer éventuellement à ce prix des compensations, soit par des facilités de commerce, soit par le relâchement de la surveillance du trafic antillais, il était peu de députés qui ne songeassent à procurer à leurs compatriotes ou concitoyens des avantages aussi signalés à de telles conditions (1).

C'est pourquoi l'ambassadeur britannique vit ses propositions facilement accueillies. Quand il rencontrait quelque résistance, il savait aisément en venir à bout, montrant l'utilité qu'auraient les Néerlandais à jouir de la sympathie anglaise sans compromettre leur sécurité militaire et sans engager leur responsabilité. Il n'allait point sans faire valoir habilement que la neutralité morale (car on ne pouvait, vis-à-vis des rebelles, parler de neutralité juridique) ne serait nullement compromise : ne s'agissait il pas, somme toute, de permettre à des sujets du roi Georges de servir leur souverain en abandonnant temporairement leur maître, et n'y avait-il pas en l'urgent besoin de troupes anglaises une légitime excuse à user de la brigade écossaise.

Pourtant un certain malentendu ne tarda pas à se manifester entre Sir Joseph et le Stathouder. Ce dernier, soit par désir de ménager les sentiments des membres des Etats, soit par amour-propre personnel, soit par souci de ne point compromettre la sécurité nationale, avait mis en avant l'idée de faire remplacer la brigade écossaise par un contingent équivalent, prélevé sur

1. Résolution du 20 novembre 1775 (mise à l'étude de la question). *S. P. Holland.*, Vol. 547, N. R. A.

sur l'armée hanovrienne et il avait introduit devant l'assemblée cette suggestion comme étant d'origine anglaise (lettre du 25 décembre 1775). L'ambassadeur protesta dans le particulier mais, par crainte de faire échouer la négociation, renonça à donner au Prince un démenti officiel tout en signalant l'incident à son ministre. Aussi de Londres vint un veto à la mise au service temporaire de la République des troupes électorales (1).

Pourtant l'affaire étant d'importance, le Cabinet de Saint-James ne pressait-il point trop son ministre d'en hâter la conclusion, car le Landgrave de Hesse et le Duc de Brunswick mettaient sur-le-champ à sa disposition de forts contingents aussitôt dirigés vers l'Amérique. Yorke avisait le ministère du danger de présenter la requête sans en avoir préparé l'acceptation. Il pouvait signaler que, grâce à ses efforts, la plupart des provinces se ralliaient à ses vues, mais il était hors d'état de provoquer de promptes délibérations en tous les conseils provinciaux et régences de villes, lesquels examinaient et délibéraient à loisir sur un problème dont l'urgence n'existait guère pour eux, mais dont l'importance résidait en le fait de se concilier la bienveillance de l'Angleterre.

Au début de l'année 1776, près de la majorité des provinces inclinait à l'adoption du mémoire présenté en octobre précédent par Sir Joseph. Gueldre, Frise, Groningue approuvaient la cession temporaire de la brigade écossaise, et l'Over-Yssel tendait à suivre cet exemple. Toutefois la Hollande témoignait d'un certain esprit de résistance, non pas que la noblesse ne fût prête à déférer aux vœux de l'Angleterre, mais dans les villes, dans les ports on voyait d'un œil hostile une telle mesure. L'opinion publique hollandaise à ce égard faisait preuve de la plus grande réserve, étant mue non par des sympathies idéalistes pour la cause

1. S. P. Holland., Vol. 550 et *Hardwicke Papers* (Add. Mss. B. M.).

américaine, non par des considérations juridiques comme le sens d'une brèche faite au principe de neutralité, mais par le souci de ne se point engager, même fort indirectement, en une querelle où ni la Hollande, ni les Provinces-Unies n'avaient à intervenir (1). Assurément, ce souci était en grande partie dicté par l'intérêt : ne serait-ce point déplaire fort aux Insurgents que de permettre le renforcement de leurs adversaires, et les relations commerciales ébauchées avec eux secrètement et par la voie détournée des Antilles ne seraient-elles pas compromises ? C'était aussi sans doute le désir de se venger indirectement et sans éclat, mais de façon effective des entraves que l'Amirauté de Londres avait déjà multipliées autour du commerce avec le Nouveau-Monde, des interventions de Yorke en faveur de l'interdiction de transporter de la contrebande de guerre (2).

Ces tendances se faisaient jour dans les débats des Etats où une coalition d'hostilités plus ou moins ouvertes et plus ou moins aiguës contre la proposition de Yorke se constituait. La majorité ainsi formée d'éléments divers n'était point pour le rejet catégorique, moins encore pour l'acceptation. Après de longs débats, on eut recours au procédé favori d'amendements successifs au projet initial, amendements qui aboutissaient à rendre illusoire l'emploi de la brigade dans la guerre d'Amérique : non seulement le roi Georges devait subvenir à l'entretien de cette troupe, mais il devait s'engager à faciliter le recrutement en Ecosse après le retour de la brigade dans les Province-Unies (afin de combler les vides éventuels dans les cadres) et surtout il devait promettre de n'employer jamais la brigade hors d'Europe (3). Cette dernière clause rendait pratiquement inutile l'éloigne-

1. Cf. Pamphlets néerlandais de cette époque, notamment celui de van der Capellen contre la cession de la brigade.

2. Cf. *infra*, p. 123 et ss.

3. *S. P. Holl.* Vol., 552. *N. R. A. Resolut. Jaarg.* 1776.

ment des trois régiments écossais (16 février 1776).

D'ailleurs l'un des moyens très efficace pour neutraliser plus encore tout effet d'assistance indirecte était de retarder par des ajournements habilement conçus la décision définitive des Etats Généraux à ce sujet. Le régime délibératif de la République se prêtait fort à cette manœuvre qui permettait à la fois de ne déplaire, ni à l'Angleterre, ni aux Insurgents, qui permettait de laisser les négociants intéressés au commerce d'armes et de poudres poursuivre leurs opérations, qui permettait enfin aux gouvernants d'attendre quelque événement décisif survenu en Amérique pour adopter la thèse du refus ou de l'acceptation. Une telle demi-mesure ne pouvait manquer d'être agréée volontiers par les membres des Etats ; les conseils provinciaux discutant périodiquement cette question ne se hâtaient de prendre une résolution officielle dont les Etats-Généraux ne pressaient point l'élaboration.

Cependant, au printemps de 1776, il semblait hors de doute que tôt ou tard la brigade écossaise dût quitter la République. L'assemblée de La Haye venait de voter le 5 avril une résolution autorisant ce départ, mais aux conditions posées par la Hollande. La limitation de l'emploi des régiments écossais avait été adoptée avec empressement au nom de la neutralité ; peut-être la facilité avec laquelle elle fut acceptée résultait-elle de bruits répandus dans l'opinion par les factions anti-anglaises : on disait, en effet, que les suggestions de l'ambassadeur britannique avaient surtout pour but de favoriser une manœuvre du Cabinet North, lequel éprouvait des difficultés à obtenir du Parlement les pouvoirs et crédits nécessaires au recrutement ou plutôt à l'achat de contingents étrangers. On dénonçait ce procédé pour obtenir un renforcement important de l'armée anglaise, et on laissait

entendre qu'accorder l'emploi de la brigade en Amérique était le meilleur moyen d'être entraîné dans le conflit avec les Insurgents ou avec toute puissance européenne qui jugerait l'occasion propice pour attaquer le Cabinet de Saint-James. De tels avis ne pouvaient qu'impresionner les dirigeants de la République toujours prudents et les inciter à se rallier à la notion hollandaise.

La résolution du 5 avril fut accueillie courtoisement à Londres : en fait, elle provoquait la plus vive désillusion, car ce n'était point pour renforcer les garnisons d'Angleterre, voire celles d'Irlande, que Lord North avait suggéré de faire appel à ces contingents néerlandais. Le roi Georges remercia ses alliés, fit savoir qu'il ne manquerait de faire usage de la brigade écossaise au moment opportun. Lorsque cette communication qui contredisait fort les demandes faites l'année précédente dut être notifiée aux Etats-Généraux, Yorke ne pouvait que ressentir le plus violent dépit : quel insuccès couronnait sa campagne de propagande. Sans les réserves hollandaises, jamais les Etats généraux n'eussent songé à altérer en fait la portée de la demande britannique de façon à la rendre inutile ; sans la motion de février, l'esprit de prudence, voire de timidité, n'eût triomphé de l'action des anglophiles, de la bienveillance avouée du stathouder (1). Sir Joseph devait être d'autant plus marri de cet échec qu'il l'avait moins prévu et qu'il pouvait difficilement l'attribuer soit à des intrigues, soit à l'intervention ouverte et décidée de politiques néerlandais. La France, représentée par l'abbé Desnoyers, était restée à l'écart du débat ; les Insurgents pouvaient difficilement avoir gagné les membres influents des Conseils d'Amsterdam, de la Haye. Chose plus fâcheuse encore, le stathouder semblait accueillir sans le moindre mécontentement le maintien du *statu quo*, que le Prince de Brunswik acceptait fort allègrement.

1. *S. P. Holl.*, Vol. 551-553.

L'absence de la brigade écossaise du front américain n'était point sans être préjudiciable aux opérations menées en Nouvelle-Angleterre; peut-être fut-elle responsable de l'indécise bataille de Bunker's Hill et de l'évacuation en mars de Boston et du Massachussets. Toute l'activité des agents britanniques, toute l'habileté de l'ambassadeur ne pouvaient empêcher les gazettes de recueillir parfois des bruits fâcheux pour les armes du roi Georges, alors que dans les milieux du négoce et de la banque, des rumeurs souvent pessimistes circulaient. En fait, la jactance dont les communications officielles de la Cour de Londres faisait preuve, s'adaptait mal aux résultats militaires obtenus, et la persistance de cette discordance finissait par rendre sceptique la population des Provinces-Unies.

La campagne de 1776 se révéla assez promptement infructueuse. Les Insurgents, loin d'être battus, dispersés, réduits à la soumission, tenaient bon sur tous les points et contre toutes les velléités d'offensive de l'adversaire. Surtout, fait imprévu, leurs armées ne se débandaient point malgré les raisonnements des ministres britanniques, et si le général Washington, ainsi que ses lieutenants, avaient quelque difficulté à prévenir le retour des miliciens dans leurs foyers, peu de choses perçait en Europe de cette situation délicate. Dès la fin de l'été, on faisait malicieusement remarquer dans des pamphlets et des petits écrits, plus encore dans les conversations, combien impuissants étaient ces corps expéditionnaires formidables dirigés vers l'Amérique, et, non sans ironie, on tirait parti des rapports officiels de l'amiral Howe et du général son frère pour démontrer qu'il y avait là-bas non 80.000 hommes de troupe (chiffre officiel), mais 25 à 30.000 hommes peut-être (12 à 15.000 dans les colonies, 10 à 12.000 au Canada (1).

En réalité, l'obstacle dirimant pour l'Angleterre

1. *S. P. Holl*. Vol. 553. Cf pamphlets dans coll. B. M.

était la crise des effectifs. Le Cabinet de Saint-James avait souffert du refus déguisé contenu en la résolution du 5 avril, mais, par orgueil national, par souci de préserver le prestige de la Couronne, il avait affecté de n'y attacher qu'une importance secondaire, et s'était tourné plus activement que jamais vers le recrutement d'hommes en Allemagne. Diplomatie anglaise et diplomatie électorale avaient été mises en mouvement pour amener princes et principicules de l'Empire à consentir plus encore qu'en 1775 à l'exportation de leurs sujets moyennant bons ducats. Le Landgrave de Hesse et plusieurs de ses voisins restaient sensibles aux arguments présentés par les résidents et agents britanniques ; il en avait été de même dans des états plus éloignés : Anspach, Anhalt-Zerbst : aussi les officiers recruteurs s'étaient, dès le printemps de 1776, mis promptement à l'œuvre pour préparer les cadres. Or, se posait la question de savoir si ces recrues pourraient traverser le territoire néerlandais pour gagner l'Angleterre : grand embarras pour la République toujours soucieuse de ménager les deux parties en présence et de ne laisser porter atteinte à sa neutralité.

Mais il était dans l'Empire des puissances qui voyaient ces agissements sans bienveillance : la Prusse tout d'abord qui gardait rancune au Hanovre des fruits de l'alliance passée, l'Autriche qui s'inquiétait à la fois de l'intervention britannique et du rôle que la Prusse, malgré ses défaites, entendait toujours jouer dans le corps germanique. S'il n'était guère possible de faire trop nettement pression sur les Princes de Hesse et leurs voisins, il était possible de neutraliser, d'empêcher indirectement l'action de recrutement anglaise : il suffisait aux autorités impériales ou prussiennes d'interdire le passage des recrues sur leurs territoires respectifs, ce qui se produisit : les contingents, qu'ils fussent hessois ou nassoviens, qu'ils vinssent du pays de Hanau ou du margraviat d'Anspach, étaient concentrés dans la vallée du Rhin et acheminés par ce fleuve

vers les ports de Hollande ; ils devaient donc fatalement passer par le pays de Clèves, possession prussienne. Or, il advint que les autorités de l'électeur de Trèves, libérèrent au passage des recrues sujets du Prince et s'élevèrent contre ce mouvement d'hommes fort anormal, tandis que le Gouverneur de Wesel, agissant d'après les ordres de Berlin, refusa net de laisser tout contingent franchir la frontière.

Nulle nouvelle ne pouvait être plus agréable aux Etats-Généraux qui avaient été à deux reprises en février 1776 saisis à ce sujet de mémoires par Sir Joseph Yorke, lequel sollicitait l'autorisation pour une brigade hessoise, un contingent d'Anspach et le corps des chasseurs de Hanau de traverser le territoire de la République pour aller s'embarquer à Amsterdam ou dans les ports voisins (1). Il ne s'agissait pas là de quelques groupes isolés se rendant à leur destination, mais bien de corps tout constitués ou de formations massives : les chasseurs de Hanau représentaient 3 à 4.000 hommes, les recrues d'Anspach environ deux mille hommes, les Hessois quelques milliers d'hommes. C'était presque une invasion, invasion temporaire certes, mais fort peu agréable pour les populations de la vallée du Rhin et des ports hollandais.

Néanmoins, il eût été difficile aux Hautes Puissances de décliner formellement le droit au passage : sans doute, en temps de guerre, c'eût été une atteinte à la neutralité, mais le conflit d'Amérique n'était pas à proprement parler une guerre, puisque les rebelles ne jouissaient pas encore du privilège de la belligérance. D'autre part, le souci de ménager la Grande-Bretagne, la nécessité de lui donner satisfaction au moment où, pour la brigade écossaise, on écartait courtoisement la requête présentée, la crainte aussi de voir invoquer de façon formelle non plus les devoirs de l'amitié, mais les obligations formelles des traités d'alliance,

1. Memorandum du 17 février 1776 pour les troupes d'Anspach, du 23 février pour les Hessois *S. P. Holl.* Vol. 552.

tous ces éléments rendaient difficile un refus qu'on eût volontiers prononcé.

Aussi fût-ce avec le plus grand contentement intime qu'on apprit à La Haye, à Amsterdam et dans les autres capitales le veto formel opposé par Frédéric II au passage des recrues anglaises à Wesel : le problème était tranché sans que les Provinces-Unies eussent eu à intervenir ou à se prononcer, même de manière indirecte (1).

Certes, toute latitude était laissée, comme par le passé, aux officiers recruteurs anglais de traverser la République ou de faire passer par petites fractions les recrues faites : mouvement imperceptible qu'on pouvait aisément tolérer, tout différent du passage de 8 à 10.000 hommes en quelques semaines (2).

Le gouvernement de Londres, toujours pressé par la pénurie d'effectifs militaires, avait également songé — faisant flèche de tout bois — à se procurer des recrues germaniques non seulement en Allemagne, mais encore dans les Provinces-Unies. En effet, il avait jeté son dévolu sur deux régiments waldeckois au service de la République dont la capitulation venait à expiration et il avait ouvert dans ce but des négociations avec le prince souverain. Ce dernier, non moins soucieux de ses intérêts pécuniaires que ses cousins de Hesse ou d'Anspach, avait écouté avec bienveillance les propositions faites, et y avait donné les mains à condition toutefois que les Hautes-Puissances n'y fussent point contraires et n'altérassent pas le jeu du renouvellement de la capitulation.

L'affaire devait donc en définitive se traiter à La Haye et Sir Joseph ne doutait point d'enlever sans peine l'adhésion des Etats à la combinaison. Il joua cependant de malheur et ses prévisions optimistes transmises à Lord North ne se réalisèrent point : les Etats-Généraux déclinerent de ratifier l'entente entre

1. Le cas se reproduisit derechef en 1777 ; cf. *infra*, p. 117.

2. *S. P. Holl.*, Vol. 553.

l'Angleterre et le Prince de Waldeck, faisant valoir les termes précis de leur capitulation avec ce Prince. Ils estimaient non sans raison que de se prêter à la moindre transgression — surtout pécuniaire — de leurs accords militaires eût été un fâcheux et dangereux précédent. Ils se prononcèrent donc sans hésitation pour le maintien du *statu quo*, le stathouder adhérant lui-même à ce sage point de vue (1).

L'ambassadeur, à dire vrai, ne se trompait guère dans ses appréciations, mais il omettait un élément : le temps. Il oubliait que, depuis six mois, les conditions politiques changeaient aux Provinces-Unies comme ailleurs, que l'opinion publique en l'été de 1776 n'était plus la même qu'en l'automne de 1775, surtout en ce qui concernait l'attitude vis-à-vis des affaires d'Amérique. La position des Insurgents semblait se consolider (l'évacuation du Massachussets n'en était-elle pas la preuve ?) tandis que le Cabinet de Saint-James témoignait à l'égard du commerce avec le Nouveau-Monde d'un esprit mesquin et autoritaire, tatillon et inquiet dont les manifestations atteignaient plus directement les intérêts mercantiles des Hollandais et de leurs confédérés. A l'indifférence ou même à la sympathie un peu traditionnelle, souvent platonique, envers le grand voisin de l'Ouest, succédait peu à peu une légère irritation contre les procédés maritimes britanniques (visite de navires, *presse*) à laquelle se joignait quelque déconsidération pour une puissance incapable de triompher de ses colons révoltés. Cette déconsidération d'ailleurs, en certains milieux politiques et commerciaux, se muait volontiers en dédain, mépris ou haine de l'Angleterre.

C'est pourquoi il devenait avec le temps de plus en plus douteux que la République se prêtât avec empressement à coopérer indirectement à la répression des Treize Colonies en prêtant de ses troupes ou en per-

mettant même la récupération pour un service de garnison d'ex sujets de la Couronne de Grande-Bretagne.

Pourtant le besoin de porter au complet les effectifs prévus pour l'Amérique, besoin rendu urgent par les médiocres succès remportés autour de New-York et les échecs subis à Boston, détermina vers la fin de l'été 1776 la Cour de Londres à réveiller la discussion relative à la brigade écossaise. Sir Joseph devait, s'il était en son pouvoir, ramener non le stathouder, mais les députés influents des Etats (notamment ceux des provinces terrestres, voire ceux de Hollande) à des vues jugées plus sensées en Angleterre ou du moins, s'il ne pouvait obtenir la faculté de transporter ces troupes dans le Nouveau-Monde, faire mettre en application la résolution du 5 avril précédent, mais comme un échec diplomatique à cet égard pourrait avoir des effets considérables, il devait s'assurer à l'avance du succès de sa demande par des démarches, des ouvertures auprès des principaux dirigeants(1).

La campagne de sondage, ouverte vers la fin de septembre, ne fut pas, au bout de quelques semaines, sans révéler que la résistance souple et insidieuse des Hollandais s'affermissait : non pas qu'on refusât net les propositions venues de Londres, mais les objections se multipliaient comme par enchantement et il était souvent malaisé d'y répondre. Depuis le 5 avril 1776, un événement diplomatique était survenu, altérant quelque peu la question d'Amérique : c'était la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis publiée le 4 juillet et connue en Europe au milieu de l'été. Des faits d'ordre militaire venaient se joindre au précédent pour en atténuer un peu la portée : une offensive anglaise se développait autour de New-York, mais l'expérience prouvait combien grandes étaient les vicissitudes de semblables campagnes, tandis que la

rupture entre les colons et leur métropole apparaissait définitive, irrémédiable. Enfin il semblaient Néerlande imprudent d'affaiblir l'armée au moment où sur la frontière méridionale des difficultés pour des affaires de commerce, des question de délimitation surgissaient et les relations du gouvernement de La Haye avec ceux de Bruxelles et de Vienne n'étaient point d'une cordialité à toute épreuve. La frontière orientale de la République ne devait pas être négligée non plus : Sa Majesté Prussienne armait, disait-on, et il y avait une activité légèrement suspecte dans les forteresses de Clèves, en Frise et Gueldre prussiennes : ce n'était peut-être qu'exercices et manœuvres, mais les Hautes Puissances étaient prudentes et ne voulaient point s'en remettre au hasard.

La résistance s'étendait aussi : la Hollande se prononçait en majorité pour le rejet déguisé, les attermoïements. Soudain, l'Over-Yssel, jusque-là douteuse, se prononce avec éclat pour l'ajournement sous l'influence du Baron van der Capellen. Celui-ci est l'homme politique le plus influent de la province ; déjà en 1773, il avait sur des questions militaires — domaine cher au stathouder — mis ce dernier en échec, et cette fois encore il s'élève contre le départ de la brigade écossaise, contre tout passage de troupes. Il défend la neutralité et se fait l'avocat indirect des Insurgents, n'hésitant plus à prendre position envers eux depuis la Déclaration d'Indépendance : sa parole décisive l'emporte dans les débats et entraîne la résolution de la province.

Peut être l'ambassadeur de Georges III, luttant contre l'impression que donnent ces symptômes tirés des délibérations provinciales, exprime-t-il encore à Lord North, à Lord Hillsborough l'espoir que les 6.000 Ecossais seront mis à la disposition de l'Angleterre. Citera-t-il comme indice favorable le fait que les trois régiments dans le tout récent remaniement du tour de garnison se voient affecter des postes voisins

de la mer, prélude possible d'un embarquement prochain ? (1). S'il y a dans ces mutations de corps une intention quelconque, elle émane assurément surtout du stathouder qui contrôle l'état-major, et le stathouder n'est-il pas désireux d'être agréable à la Grande-Bretagne ? Au reste, si les députations ont été consultées, elles se sont ralliées à cette mesure qui ne saurait nuire et qui aurait l'avantage d'entretenir les illusions britanniques.

En tout cas ces illusions seraient bien tenaces, car en décembre les pronostics relatifs à une délibération officielle sur une demande formelle de la brigade sont fort sombres. La Hollande, prenant les devants, a décidé l'ajournement de la discussion, l'Over-Yssel est acquise à l'opposition grâce à van der Capellen, même en Frise et Zélande, dans les provinces d'Utrecht et de Groningue, on ne pouvait se flatter d'acquérir des votes affirmatifs. Quant à l'unanimité au sein des Etats-Généraux, elle était définitivement compromise (2).

On se rendit compte à Londres de l'inopportunité de solliciter l'emploi de la brigade écossaise ; celle-ci, au reste, serait dans les Iles Britanniques de si peu d'utilité qu'il eût été imprudent, pour un si mince avantage, de courir à un échec diplomatique si on avait recours à la seule persuasion ou de subir les fâcheuses conséquences d'une pression politique si on usait de menaces. La question tomba donc dans l'ombre, sinon l'oubli, et nul politique des Provinces-Unies ne songea à l'en faire sortir, car en tous les Conseils on était fort heureux de n'avoir eu ni à refuser, ni à accorder cette mesure peu avantageuse pour les intérêts de la République.

1. Les deux bataillons du régiment Dundas étaient venus à Berg-op-Zoom, ceux du régiment Houston à Nimègue (venant d'Ypres, de Stenbergen). Le régiment Stuart restait cantonné à Zutphen. Les déplacements de garnison avaient dans l'armée néerlandaise un caractère presque périodique.

2. *S. P. Holl.* Vol. 554. *A. E. Holl.* Vol. 529.

*
* *

Pourtant, malgré ces insuccès persistants, le Cabinet de Saint-James renonça difficilement à ses intentions de faire recruter en Allemagne, et transiter ses renforts à travers les Provinces-Unies. En 1777, encore, il souleva cette question et Yorke, ne se tenant point pour battu, revint encore à la charge en octobre pour obtenir des Etats-Généraux l'autorisation de faire passer des recrues d'Anspach et de Hesse. Sans doute se flattait-il de triompher cette fois des répugnances hollandaises, faisant valoir qu'il ne s'agit plus de corps, mais d'éléments dispersés.

L'accueil fait à de telles propositions n'était rien moins qu'enthousiaste, et le renvoi par l'Assemblée de La Haye aux Conseils provinciaux annonçait de longs délais. Mais pouvait-on exclure de la décision à prendre les autorités locales intéressées ? L'état de l'opinion publique était depuis 1775 devenu bien peu favorable aux prévenances gratuites envers l'Angleterre. Néanmoins la confiance était à Londres si grande que malgré les enseignements des deux années passées on poussa activement les préparatifs pour l'embarquement des recrues par Nimègue et Dort. Le Général Thinsberg était déjà sur place pour surveiller les opérations de passage quand on apprit à la mi-novembre 1777 par une note de l'envoyé prussien à La Haye, le Baron de Thulemeyer, que Frédéric II interdisait formellement la traversée de son territoire aux contingents destinés à l'armée anglaise, que le gouverneur de Wesel avait fait rebrousser chemin aux hommes d'Anspach et celui de Minden aux Hessois.

Les délibérations en Gueldre et Hollande se trouvèrent donc interrompues par l'annonce du veto prussien et on peut supposer que les gouvernants provinciaux et les Hautes Puissances n'attendaient que cette nouvelle pour donner une conclusion négative

aux ouvertures anglaises. Derechef les Provinces-Unies pouvaient refuser à l'Angleterre le passage de façon indirecte, sans se compromettre, en rejetant sur la Cour de Berlin toute la responsabilité du refus.

L'esprit public néerlandais était nettement contraire aux moindres complaisances de ce genre envers la Grande-Bretagne et il se prononçait presque ouvertement contre la traversée du pays par les recrues germaniques. La Vauguyon, ambassadeur de France, pouvait, dans une dépêche du 17 octobre, rappeler un bruit qui circulait, selon lequel le Margrave d'Anspach n'était nullement fâché de l'interdiction prussienne et qu'il était même d'accord avec Frédéric II pour éluder de cette manière ses engagements avec l'Angleterre. Si le Prince allemand était satisfait, les dirigeants de la République et ceux des sept provinces l'étaient tout autant (1).

*
* * *

Les Provinces-Unies avaient assurément quelque peu déçu les espoirs britanniques en ce qui concernait les facilités d'ordre militaire apportées à la répression de l'insurrection coloniale. Toutefois elles ne pouvaient être accusées de mauvais vouloir envers la Cour de Londres. N'était-ce pas un rôle purement passif qu'elles avaient joué au sujet du passage des recrues d'Empire, rôle dépendant de l'attitude de la Prusse ? Était-ce à propos des régiments de Waldeck ? mais elles avaient entendu ne point déroger aux capitulations conclues avec le Prince de Waldeck et elles ne pouvaient être blâmées de cela. Enfin elles ne s'étaient point opposées au départ de la brigade écossaise et avaient seulement voulu régler les conditions de l'emploi de ces troupes conformément aux règles de neutralité, et c'était sur ce *modus utendi* que l'accord n'avait pu se faire en temps opportun, si bien que le

gouvernement britannique avait dû de lui-même renoncer à demander cette troupe.

Les ministres de Georges III eussent dû s'adresser les plus vifs reproches, car c'était à leur incompréhension de la situation, à leur obstination et leur intransigeance qu'était dû cet échec. Le temps avait à cet égard travaillé à l'encontre des intérêts de la Couronne, car fort probablement à la fin de 1775, les Hautes Puissances eussent admis la requête britannique et jusqu'après la résolution du 5 avril 1776, elles eussent accepté le service en Angleterre ou en Irlande de la brigade écossaise. Le Cabinet de Lord North fut imprudent de ne point prendre alors au mot ces Messieurs de La Haye.

Mais ce n'était pas seulement le temps qui avait contrecarré les projets anglais ; c'était surtout la politique commerciale et maritime de l'Angleterre, les pratiques de l'Amirauté britannique qui plus que les facteurs continentaux ou la Déclaration d'Indépendance Américaine avaient fait évoluer l'opinion néerlandaise vers l'indifférence ou la froideur envers la Cour de Londres.

II. — LES DÉBUTS DE LA CONTREBANDE.

Le côté militaire des rapports anglo-néerlandais était, somme toute, quelque peu secondaire aux yeux mêmes du Cabinet de Londres qui voyait là surtout un moyen de tâter l'opinion publique des Provinces-Unies et de se rendre compte de la valeur de la neutralité hollandaise. On ne songeait point sérieusement à Londres à impliquer indirectement ce pays au point de vue militaire dans l'aventure américaine, moins encore à faire valoir la séculaire alliance de 1674.

Toutefois il était un point sur lequel les Hautes Puissances pouvaient prêter de façon effective aide et secours à la Grande-Bretagne et ce en respectant

scrupuleusement — aux yeux de l'Angleterre — cette neutralité dont, en Hollande, on faisait si grand cas. Il s'agissait simplement pour la population néerlandaise de s'abstenir de tout trafic direct ou indirect avec les « rebelles ». C'était là une assistance particulièrement précieuse, car la marine marchande néerlandaise était l'une des plus nombreuses d'Europe, fournissait le plus grand nombre de *tramps* au commerce international. Or, les Insurgents, s'ils possédaient une flotte marchande nullement négligeable à un point de vue colonial, n'étaient guère en état de pouvoir longtemps assurer avec leurs propres bâtiments un ravitaillement tant militaire que civil toujours grandissant. En effet, une partie de cette flotte se transformant en corsaires était soustraite à toute activité commerciale ; nombreux aussi étaient les bâtiments perdus de façon plus effective par voie de capture. En outre, n'était-il pas plus avantageux d'user du pavillon neutre pour faire parvenir à bon port tous les produits dont on était si fort démuné en Nouvelle-Angleterre et dans les états voisins ?

Les Insurgents devaient fatalement se tourner vers les armateurs européens : l'Espagne, pour des raisons politiques autant que pour des causes techniques, ne pouvait leur fournir le moindre secours : la France, par contre, pouvait les aider plus efficacement, mais les Provinces-Unies, disposant dans leurs principales villes et ports d'immenses entrepôts, des marchés de commission les plus actifs d'Europe, d'un mouvement d'affrètement considérable, offraient des perspectives singulièrement avantageuses à qui songeait à établir des rapports commerciaux réguliers et sûrs avec l'Europe : de plus, les possessions de la Compagnie des Indes Occidentales constituaient des escales et des places d'entrepôt également profitables.

En revanche, si la Cour de Saint-James n'était guère en position de faire pression sur une puissance aussi redoutable que la France, elle se sentait plus à l'aise

pour exercer une pression sur les Provinces-Unies, rendues plus dociles à ses suggestions à la fois par leur voisinage, leur faiblesse, les liens d'alliance d'un passé point trop lointain, enfin par l'existence d'un parti anglophile gravitant autour du stathouder. Aussi de ce côté, elle était susceptible de porter atteinte aux forces encore naissantes des Insurgents en les privant des articles indispensables pour continuer la lutte.

Les treize colonies soulevées, en effet, n'avaient — en raison du système colonial pratiqué par l'Angleterre à l'égal des autres nations — aucune grande industrie : les tissages à peine introduits ne s'étaient guère développés, les fonderies étaient inexistantes, seules les industries alimentaires dues à la pêche et aux cultures vivrières avaient acquis un certain essor. Il manquait donc aux Insurgents les moyens de créer un outillage militaire, de l'augmenter et de l'entretenir ; il leur manquait des munitions et les moyens d'en fabriquer ; il leur manquait aussi toutes les fournitures nécessaires à des campagnes. Par suite, il leur devenait nécessaire pour conduire la guerre contre la métropole de se procurer matériel, munitions et articles de guerre, et ce d'une façon continue en bravant les croisières établies dans le but même d'intercepter ce commerce.

Les dirigeants britanniques avaient immédiatement vu le grand intérêt qui s'attachait à empêcher un tel trafic à la source même, s'il était possible. Ne pouvant que difficilement dès l'origine du conflit obtenir de la Cour de Versailles l'interdiction réelle de semblables relations avec les Insurgents, ils songeaient au moins à priver ces derniers de l'assistance hollandaise. Cette assistance n'était pas sans se manifester dès l'année 1774 de façon minime mais fâcheuse pour des esprits anglais. Sir Joseph Yorke signalait dans sa dépêche du 5 août un envoi de poudre fait par la maison Crommelinck à destination de Nantuckett à bord du *Polly* et le 26 août, avec plus d'indignation encore, il précisait

que le chargement incriminé était de 300.000 livres de poudre (1) (chiffre sans doute bien amplifié par les espions de l'ambassadeur).

Ainsi l'attention du Cabinet de Saint-James était attirée sur ce commerce plus ou moins régulier entre ports insurgents et ports néerlandais, commerce doublement illicite par sa nature et sa destination. Par suite, le gouvernement britannique fit rappeler aux Etats-Généraux que la navigation de bâtiments américains sans escale préalable dans un port anglais demeurerait illicite.

Comme au mois d'octobre 1774, d'après les bruits courant à Amsterdam, le *Smack* (capitaine Page) de Rhode Island allait mettre à la voile portant des armes et de la poudre, Sir Joseph manda aussitôt le fait à sa cour et obtint des autorités locales la visite du bâtiment et l'interdiction de sortie pour un tel chargement. L'Amirauté britannique envoya même un cutter le *Wells* (capitaine S. Walton) surveiller le départ des navires soupçonnés porteurs de contrebande. La présence de ce bâtiment de guerre, la menace d'une visite en haute mer incitèrent Page à faire hiverner son bâtiment léger sur rade tandis que les autres armateurs aux intentions peu pures renonçaient — au moins provisoirement — à leurs projets. La plupart des négociants d'Amsterdam s'alarmèrent de cette attitude de l'Angleterre si menaçante pour la liberté du trafic hollandais avec les Antilles et l'Amérique du Nord. A Londres on se souciait peu de cette agitation.

L'ambassadeur ne se borna pas à ce succès *de facto*, il s'employa activement à la fin de 1774 auprès des membres influents des Conseils en vue d'obtenir une prohibition légale de transporter tout article de contrebande de guerre dans les colonies insurgentes. Il fit valoir combien il serait contraire aux principes du Droit des gens de fournir une assistance aussi directe

à des sujets rebelles contre leur souverain, combien une semblable assistance serait déplacée de la part d'une nation qui était unie à la Grande-Bretagne par des liens séculaires d'amitié et d'alliance (1).

De tels arguments ne pouvaient que faiblement impressionner les Hautes Puissances. Pourtant l'opinion publique des diverses provinces suivait avec quelque indifférence les événements d'Amérique, ne manifestait aucune sympathie pour la cause insurgente. A cette époque, le mouvement insurrectionnel n'avait guère pris d'ampleur, on y voyait volontiers des manifestations locales ne différant point d'émeutes. Pourtant le principe de la liberté de commerce pour autant qu'il n'y avait pas blocus devait être respectée.

Le gouvernement britannique ne tarda pas à insister de façon significative. Avant même le printemps, l'activité reprenait dans les ports de Hollande. En février 1775, on parlait du départ prochain pour les Antilles et peut-être l'Amérique du Nord de nombreux bâtiments : l'*Adrian en Jan*, le *Johanna en Catarina*, le *Vrow Judith*, etc. A Londres, on décide l'envoi d'un second cutter dans les eaux d'Amsterdam (le *Greyhound*, capitaine Baisley) ; des instructions, signées de Lord Rochford le 20 février, ordonnaient la confiscation des cargaisons suspectes ; bientôt même on établit une zone de blocus en avant des côtes insurgentes et le vice-amiral Perry a mission de saisir dans cette zone tout bâtiment se dirigeant vers un port non tenu par les forces royales. Enfin, à la fin de février, une véritable division volante sous les ordres du capitaine Pearson observait les rivages de la République (2).

De telles mesures n'étaient certes pas sans impressionner les Conseils, sans donner du poids aux avis de Sir Joseph. Aussi quand celui-ci présente le 27 février 1775 un memorandum condensant ses demandes anté-

1. *S. P. Holl.* Vol. 543.

2. *S. P. Holland*, Vol. 543.

rieures (1), les Etats de Hollande y accédèrent-ils le 15 mars, les Etats-Généraux le 20 mars en votant une résolution qui interdisait pour six mois toute exportation à destination des colonies anglaises de l'Amérique du Nord de poudre, balles, canons, fusils ; toute infraction à cette décision était punie de la confiscation des marchandises incriminées et, en sus, d'une amende de 1.000 florins (2).

Cette prohibition, utile en son principe pour la cause anglaise, aurait été cependant d'une efficacité réduite si elle eût été limitée à la domination européenne des Hautes Puissances ; elle fut donc étendue aux possessions du Nouveau-Monde par des injonctions adressées à la Compagnie des Indes Occidentales, à la Société de Surinam, à l'administration de Berbice et autres établissements.

Ainsi le cercle de ravitaillement des Insurgents allait se trouver limité : ne restait-il pas, du reste, à leur disposition les Antilles françaises, surtout Saint-Domingue, et ne restait-il pas aussi la ressource que s'effectuât, grâce à la myopie des autorités coloniales néerlandaises, tout un trafic de contrebande ? Néanmoins, la docilité avec laquelle l'Assemblée des Provinces-Unies avait déféré au vœu de Sir Joseph était d'un bon augure et d'un exemple avantageux pour la propagande diplomatique de la Grande-Bretagne. Sans doute la résolution avait un caractère purement temporaire — la prohibition n'étant acquise que pour une durée de six mois — assurément ce caractère provisoire avait entraîné le vote des Etats-Généraux qui, en s'engageant pour une si brève période, voulaient se réserver la liberté d'adopter une attitude nouvelle envers les Insurgents au cas où ceux-ci seraient soumis ou triomphants. De plus l'application de l'interdiction ne pouvait être con-

1. *S.P. Holland*, Vol. 552 (par erreur à l'année 1776).

2. Naturellement, étaient exempts de la prohibition les quantités nécessaires aux besoins des navires ou des possessions néerlandaises. Cf. *N.R.A.S. G. Resol. Jaarg 1775. S.P. Holland*, Vol. 546.

duite avec une rigueur bien extrême dans les domaines de la Compagnie, et, même en Europe, d'heureux accommodements ne pouvaient manquer de s'établir entre compatriotes au détriment de la puissance étrangère bénéficiaire exclusive de cette restriction fort gênante pour la liberté du commerce national.

Le gouvernement anglais se félicitait du résultat obtenu et il n'hésitait pas à exprimer officiellement au Stathouder et aux principaux membres des Etats sa satisfaction, ne doutant point qu'il ne réussit à faire renouveler le placard de prohibition. De fait, la résolution du 20 mars venant à expirer en septembre 1775, il fit intervenir Yorke dès le milieu de l'été afin de n'être point pris au dépourvu si, d'aventure, une résistance imprévue se produisait au sein des Etats (1).

Dans l'intervalle, la situation en Amérique ne s'était guère altérée, les deux partis en présence subissant des échecs ou remportant des succès qui n'avaient encore aucun caractère décisif. Aussi quand l'ambassadeur de Georges III présenta le 8 août un nouveau memorandum en vue d'obtenir le renouvellement ainsi que la consolidation pour une plus longue période du placard de mars, il ne se vit point opposer un refus, et même, l'Assemblée faisant diligence, vota le 18 août une résolution qui étendait à un an l'interdiction de transporter la contrebande à destination des colonies rebelles (2).

C'était donc un succès à la fois pour la diplomatie et pour la politique de son pays : durant toute l'année 1776, les Provinces-Unies allaient à cet égard se faire le surveillant de son propre commerce pour le compte de l'Angleterre, débarrassant celle-ci du souci de contrôler les exportations des ports hollandais et des possessions néerlandaises du Nouveau-Monde. Toutefois dans ce rôle elles ne pouvaient mettre une extrême ardeur. Aussi qu'on ne s'exagère pas la por-

1. *S. P. Holl.*, Vol. 546-547.

2. *N. R. A. Resol. Jaarg.*, 1776. *S. P. Holl.*, Vol. 547.

tée des motions successivement adoptées par les Hautes Puissances; certes, par ces décrets la spéculation, la contrebande se trouvaient limitées, contraintes à la prudence, mais non supprimées intégralement, ni même découragées. On ne pouvait empêcher armateurs et négociants dotés d'un esprit aventureux ou d'une soif de lucre de courir le risque de saisies conjuguées avec des amendes dans l'espoir de réaliser de larges profits: c'était simplement provoquer par une majoration des prix l'augmentation des bénéfices en cas de réussite (1). Nombreux étaient les artifices qu'on pouvait employer pour déjouer les prescriptions légales: faux papiers de bord, fausse destination, transfert de cargaisons en pleine mer ou dans des ports neutres par exemple. Devait-on blâmer des nationaux d'un pays, étranger au conflit entre colonies et métropoles, de ne point vouloir renoncer à des profits, alors que des maisons anglaises se faisaient, sans aucune pensée politique, les ravitailleurs de concitoyens luttant contre le gouvernement légal? N'était-ce point à des Hollandais de préférence que s'adressaient ces entreprises anglaises pour trouver à la fois un transporteur et un faux pavillon couvrant la marchandise? C'est pourquoi, nonobstant les placards prohibitifs, bien des cargaisons de thé, de riz, de farine partaient à destination des Antilles ou même de l'Amérique du Nord, la farine étant faite de poudre à canon, les grains de riz étant de plomb et les caisses de thé contenant des balles, sinon des armes.

Yorke n'était point sans avoir parfois connaissance de ces opérations illicites par des délations ou des rapports d'espions, mais qu'y pouvait-il? Souvent il s'imaginait que ce trafic occulte avait une impor-

1. Yorke dans ses dépêches (23 mars, 2 avril, 30 avril 1776) signalait le rôle de la maison Crommelinck dans ce trafic et estimait à 120 o/o les bénéfices réalisés par elle sur la poudre. Selon lui, Saint-Eustache aux Antilles servait de grand entrepôt pour ce commerce illicite, le prix de la poudre qui en Hollande était de 42 florins le cwt ou de 8.25 stuyver la livre s'élevait dans cette colonie à 230 florins ou 46 stuyver.

tance plus considérable qu'il n'avait en réalité, et il ignorait que le plus souvent ses propres compatriotes trempaient dans ces opérations de contrebande quand ils n'en étaient point les instigateurs. (1)

En l'été de 1776, la prohibition venait derechef à échéance, serait-elle renouvelée une seconde fois ? On ne se dissimulait pas à Londres — en dépit d'un optimisme réel — qu'il n'y aurait point de tacite reconduction, mais on se flattait d'obtenir le maintien de l'interdiction pour une nouvelle période d'un an. Toutefois à un an de distance la situation s'était grandement transformée militairement et juridiquement : la Déclaration d'Indépendance était connue à la fin d'août, événement susceptible de modifier le point de vue des puissances européennes envers le conflit d'Amérique. Un état nouveau faisait son apparition dans le Nouveau Monde et tout en n'étant point officiellement reconnu, il altérerait par sa seule existence le caractère de rébellion qui entachait au début le mouvement insurrectionnel.

Dès lors le ministère britannique devait se livrer à des efforts nouveaux de persuasion auprès des Etats Généraux pour amener ceux-ci à rendre un nouveau placard de prohibition. Lord Suffolk, le Secrétaire d'Etat du Nord, était d'accord avec l'ambassadeur (2) pour faire le moins possible intervenir dans le débat le traité de 1674, ce traité qui posait le principe « vaisseau libre, marchandise libre » tout en exceptant de ce régime la contrebande, traité qui ne mentionnait pas sous la rubrique contrebande maints articles que la Grande-Bretagne en 1776 voulait incorporer à la liste des produits prohibés : notamment tout le matériel de construction navale afin d'empêcher les Insur-

1. Cf. à ce sujet les rapports d'un observateur désintéressé, — le Baron de Thulemeyer, ambassadeur de Prusse à La Haye — qui signalait à sa Cour ce trafic illicite et en soulignait la faible importance relative en 1778, c'est-à-dire à un moment où les Hollandais étaient disposés à aider les Insurgents.

2. Cf. en particulier la dépêche du 6 août adressée par Yorke à Suffolk. *S. P. Holland*, Vol. 553.

gents de pouvoir construire ou équiper des bâtiments de guerre ou de commerce (1).

Durant tout le mois d'août, Yorke eut une correspondance active avec son chef, il multipliait aussi les démarches auprès des députés, tâtant avec prudence l'opinion de la Hollande. Il sentait un courant d'opposition au renouvellement de la résolution de septembre 1775: les provinces maritimes, surtout la Hollande, entendaient ne point subir une limitation si préjudiciable au mouvement maritime, elles jugeaient que c'était là s'engager dans une voie funeste qui permettrait à l'Angleterre de contrôler peu à peu tout le commerce d'exportation (2).

Sir Joseph avait cependant confiance dans le succès final de ses efforts; néanmoins ce ne fut que le 17 septembre 1776 qu'il présenta un memorandum pour le renouvellement et le renforcement du placard de l'année précédente. A ce moment, la Déclaration d'Indépendance Américaine était lue et commentée dans les gazettes, dans les milieux politiques. Aussi les Etats Généraux ne montraient plus comme en 1775 le moindre empressement à accueillir les demandes britanniques. Il fallut le 1^{er} octobre un nouveau mémoire de l'ambassadeur qui, profitant de l'occasion, protestait contre l'admission des navires insurgents dans les ports de la République et rappelait le renouvellement de l'interdiction de transporter de la contrebande de guerre dans l'Amérique du Nord (2).

Le Cabinet North voyait en les mesures qu'il pressait les Hautes-Puissances de prendre un légitime corollaire de la législation interne britannique. Il avait promptement travaillé à interdire toute relation entre la métropole et les colonies insurgées; mais, en raison

1. Cependant l'Impératrice et Reine avait édicté dans les premiers jours de mai 1776 une prohibition d'expédition d'armes et de munitions à destination de l'Amérique du Nord (Archiv. Roy. Bruxelles, Secrét. d'Etat) (cf. *infra*, chapitre VIII).

2. *S. P. Holl.* Vol. 553.

3. *S. P. Holl.* Vol. 554. — *A. E. Hollande.* Vol. 529, ^{re} 95. — Cf. p. 147, n.

du régime constitutif et des règles juridiques de l'Angleterre, ce n'était que par l'*Act* du 2 mai 1776 qu'une codification des décisions prohibitives avait eu lieu. Des Instructions rendues à la même date avaient été immédiatement adressées à tous les officiers de l'Amirauté et aux corsaires. Cette réglementation devait d'ailleurs être complétée par l'*Act* du 20 février 1777 et les Instructions du 27 mars suivant, puis par d'autres textes appropriés aux circonstances nouvelles après 1777 (1).

L'Assemblée se résigna à voter le 10 octobre une résolution qui rendait encore une fois valable pour un an la prohibition par deux fois accordée; elle estima avoir par là suffisamment déféré aux désirs de la Grande-Bretagne et elle observa un profond silence sur la question des navires insurgents. Ce vote était à dire vrai surtout une démonstration diplomatique (2). En Hollande, on se montrait fort mécontent de la condescendance manifestée envers l'Angleterre, on s'élevait contre cette prétention de vouloir réglementer le commerce d'exportation néerlandais au détriment des intérêts de commerçants et d'armateurs. La députation hollandaise se fit dans une large mesure l'interprète des sentiments de ses compatriotes, et on put douter que les autorités hollandaises témoignassent d'une vigilance bien grande à prévenir le départ de cargaisons d'armes ou de poudre pour l'Amérique. Cela d'autant plus que d'autres nations neutres se livraient à ce trafic sans encourir l'intervention des agents britanniques dans leurs affaires intérieures. Quelque part semblait avoir été faite dans la résolution aux résistances hollandaises, car les Etats Généraux, écartant les suggestions de Sir Joseph, évitaient de renforcer les sanctions prévues et ne se hâtaient point de déjouer les ruses et artifices qui pouvaient être employés pour tourner les dispositions légales.

Pour la majeure partie de l'année 1777, le régime de

1. Cf. P. & O.

2. N. R. A. S. G. *Resolut. Jaar.*, 1776. — A. E. *Hollande*, Vol. 529, f° 105.

prohibition de contrebande à destination de l'Amérique du Nord devait fonctionner au moins ostensiblement et légalement, mais non plus dans les mêmes conditions qu'en 1775 et 1776 (1). Une portion de plus en plus grande de la nation ressentait l'ingérence britannique à cet égard et s'alarmait de voir le gouvernement de Londres réclamer chaque année un renforcement de précautions contre le trafic de poudre et de munitions. Les dirigeants néerlandais, soit de leur propre mouvement, soit sous l'influence de l'opinion publique, percevaient l'intervention anglaise, prenaient conscience, à mesure que le conflit du Nouveau Monde se transformait en guerre véritable, des dangers que la neutralité nationale allait courir à se faire ainsi les complaisants de la Grande-Bretagne d'abord en des affaires secondaires, puis maintenant en des questions vitales pour la République.

III. — LA PROPAGANDE DES INSURGENTS

Avant la Déclaration d'Indépendance, l'opinion néerlandaise n'attachait guère d'importance politique aux événements d'Amérique : il avait fallu les démarches réitérées de Yorke auprès des Etats-Généraux, les placards de prohibition pour attirer de façon fugitive l'attention du public sur les affaires du Nouveau Continent. Même les milieux de spéculateurs et de commerçants ne se passionnaient guère à ce sujet et ne se livraient point à des opérations de grand style sur les marchés de denrées coloniales ou d'articles de contrebande. Certes, armateurs et négociants n'hésitaient à

1. En 1777, la prohibition devait être renouvelée encore une fois pour un an par la résolution du 3 novembre, précédée par la motion hollandaise du 29 octobre. Ces deux actes officiels prévoyaient aussi la protection efficace du commerce licite par l'organisation de convois et les considérants insérés n'étaient point sans atteindre les pratiques britanniques. Cf. ci-dessous, p. 158.

A. E. *Hollande*, Vol. 531, f° 71 (requête), f° 102 (motion hollandaise) N. R. A. *Resolut. Jaarg.*, 1777.

profiter de la lutte dans le Nouveau-Monde pour faire passer quelque cargaison d'armes et de poudre vers Boston, Newport, etc. ; mais il n'y avait point là un courant régulier de trafic, et nul parmi les intéressés en ce commerce n'avait recours à des manœuvres ardues et insidieuses pour déjouer les prescriptions légales. Le gros des actionnistes préférait agir sur les marchés de valeurs. Même quand la naissance de la Confédération Américaine fut connue, on ne percevait point dans les Provinces-Unies comme en France d'ardentes sympathies, d'engouement pour la cause américaine dans les cercles cultivés et les salons. Le tempérament national paisible et réfléchi, réfractaire au goût d'exotisme, dépouillait la cause américaine de ces charmes qui séduisaient les Français et cependant les milieux intellectuels de la République eussent pu éprouver quelque légitime attirance pour la cause insurgente tant par l'analogie avec le soulèvement des Pays-Bas contre l'Espagne que par les souvenirs de la Nieuw Nederland fondée au début du xvii^e siècle sur les rivages de l'Amérique du Nord. Ils eussent pu se souvenir que si Nieuw Amsterdam s'était muée en New-York, bien des colonies hollandaises fidèles aux traditions nationales subsistaient dans la Nouvelle Angleterre mais ces facteurs semblaient oubliés et eussent-ils été invoqués, ils n'eussent guère ému la nation et moins encore les dirigeants.

Toutefois si les Hollandais observaient avec calme, sinon indifférence, les affaires d'Amérique, n'y voyant que l'occasion de faire quelque opération financière, les Insurgents en général tournaient souvent leurs regards vers les Provinces-Unies : c'est que l'intérêt les poussait à tirer parti des ressources néerlandaises.

Les dirigeants du nouvel état américain constituaient un milieu fort peu homogène : le Congrès était une Assemblée où les éléments représentatifs des diverses colonies ne fusionnaient guère. Il n'y avait point de parti à proprement parler. Pourtant il y eut

bientôt en matière de politique extérieure deux groupes principaux de députés : l'un soutenait un programme de propagande active à l'étranger : selon lui, ne fallait-il point obtenir aussitôt que possible la reconnaissance de la Confédération, n'y avait-il pas avantage à se créer des alliances formelles, ou au moins se concilier l'appui des puissances hostiles à la Grande-Bretagne, ne fallait-il pas s'assurer un trafic d'importation, des emprunts ? Or, pour parvenir à ces fins, il fallait se faire connaître, démontrer l'utilité de ce secours à fournir, l'avantage qu'il y avait à ravitailler la Confédération, à lui avancer des fonds. C'était la thèse dite expulsive (1).

L'autre parti tout en étant d'accord sur l'intérêt qui s'attachait à conquérir reconnaissance ou alliance, à ouvrir des relations économiques et financières, se montrait contraire à toute offensive à outrance sur le terrain diplomatique : il voulait non pas qu'on assaillît de requêtes, de demandes, d'offres tous les gouvernements européens, mais qu'on procédât graduellement, insensiblement. La propagande ostensible, ostentatoire même, menée partout à la fois lui paraissait plus nuisible qu'utile, plus susceptible d'effrayer les chancelleries que de les rallier. Il voulait une action lente sans doute, mais sûre, une propagande insidieuse et efficace. C'était le programme des constructeurs.

Les Adams et les Lee étaient les coryphées du parti expulseur, donnant à ces idées l'appui de leur fougue et de leur ferveur, programme bien adapté à ces hommes ardents, doutant aussi peu de la cause nationale que de leurs compétences ou de leurs légitimes ambitions. Franklin, par contre, préconisait l'autre méthode faite de patience, mais donnant aussi des résultats plus durables et plus effectifs.

Si pour les Insurgents les Cours de France et d'Espagne par leur rivalité séculaire avec l'Angleterre,

1. Cf. Francis P. Renaut. *La Politique de propagande des Américains durant la guerre d'Indépendance*, tome I, 1922.

par leurs récents désastres maritimes et coloniaux qu'avait consacrés la paix de Paris en 1763 étaient susceptibles de fournir appui financier, aide militaire, éventuellement assistance diplomatique, les Provinces-Unies, pour de tout autres raisons, ne devaient point être négligées dans les projets des *leaders* expulseurs. Les Provinces-Unies apparaissaient pour les Anglais, pour les Insurgents (hier encore colons anglais) comme des alliés traditionnels vers lesquels le Cabinet de Saint-James pouvait en toute sécurité se tourner à l'heure du danger. Dès lors il apparaissait naturel aux politiques de Philadelphie qu'en cette occurrence les ministres de Georges III songeâssent à faire appel aux sentiments des Néerlandais, sinon aux accords formels conclus avec eux, pour obtenir une collaboration morale et économique dans l'œuvre de répression des Treize Colonies, collaboration effective et non exécution militaire et diplomatique d'un traité d'alliance.

Un tel point de vue hantait volontiers l'esprit des délégués au Congrès Continental qui certes par les nouvelles venues d'Europe et par les gazettes de Hollande constataient bien que les Hautes-Puissances ne se faisaient point les seconds ou les auxiliaires de la Grande-Bretagne, mais qui n'en redoutaient pas moins l'éventualité d'une action commune anglo-néerlandaise, que ce fût dans le domaine économique par un embargo sévère et la fermeture des ports et marchés, ou dans le domaine diplomatique par une ignorance systématique ou même une hostilité flagrante. En particulier, ils s'inquiétaient de cette possibilité au cas où eux-mêmes auraient obtenu — ce qui était le but lointain ou rapproché de leurs efforts, selon qu'ils étaient expulseurs ou constructeurs — une alliance plus ou moins formelle avec des états européens, avec les monarchies bourbon. En cette hypothèse, le traité de 1674 jouerait-il ? Eux-mêmes en étaient persuadés, et ils cherchaient à se prémunir contre les conséquences d'une semblable complication politique.

Adams et ses amis, soucieux d'essaimer auprès de toutes les chancelleries, ambassades ou délégations, ne manquaient point d'invoquer de tels arguments pour justifier la présence d'un représentant des Etats-Unis à La Haye. Ils ne songeaient point toutefois dès 1775 à accréditer auprès des Hautes Puissances un envoyé particulier — moins encore à entretenir auprès d'elles une députation. Même lorsque des commissaires furent désignés pour se rendre à Paris (1), ils n'intervinrent point violemment dans les débats pour faire en sorte que l'un des commissaires fût spécialement chargé d'intervenir auprès des Hollandais ou auprès des Etats Généraux. Par contre, ils désiraient vivement suivre les événements intérieurs de la République afin de se prémunir contre les dangers de l'exécution de l'alliance de 1674 ou même seulement contre les risques que des complaisances trop avouées envers l'Angleterre pouvaient faire courir aux relations commerciales naissantes entre ports hollandais et ports insurgents. Ce qu'ils voulaient surtout avoir dans les Provinces-Unies, c'était sinon des agents politiques, du moins des agents de commerce et de propagande, des hommes susceptibles de faire pénétrer les nouvelles favorables à la cause américaine, de les répandre, de les commenter, de les amplifier afin de rendre familiers aux Néerlandais personnages et événements d'Amérique, des hommes susceptibles de travailler l'opinion des dirigeants de façon discrète et sûre, des hommes aussi qui fussent capables de veiller au ravitaillement des populations et des armées américaines en stimulant le zèle ou la cupidité d'armateurs et de négociants.

Evidemment, pour ce rôle, il fallait soit des Néerlandais, soit des hommes qui fussent fort au fait des habitudes politiques et commerciales du pays. Le hasard servit admirablement les intérêts des Etats-Unis en suscitant la candidature pour ce poste éminemment

1. Deane et Franklin, puis 1777 J. Adams.

délicat d'agent d'observation et d'action, de Dumas.

Charles-Guillaume-Frédéric Dumas était originaire de Suisse, mais ayant quitté de bonne heure son pays natal, il était venu se fixer en Hollande où il exerçait la profession d'homme de lettres, profession toute naturelle, importante autant que lucrative, en un pays d'imprimerie, en un pays qui fournissait abondamment les Etats d'Europe en gazettes, pamphlets, brochures et ouvrages de toute nature (1). Nulle personne ne pouvait être mieux désignée pour jouer le rôle d'informateur et d'agent occulte de propagande, car Dumas avait accès dans tous les milieux, sa réputation littéraire n'était ni artificielle, ni récente; n'avait-il pas, en effet, publié en 1770 une édition de Vattel qui avait valu à son auteur quelque notoriété et qui lui assurait des entrées dans les milieux dirigeants?

D'autre part, ce n'était ni un engouement subit et irrésistible, ni une fantaisie passagère qui poussait Dumas vers les Etats-Unis. Dumas avait eu l'occasion de fréquenter Franklin quand ce dernier avait séjourné dans les Provinces-Unies; il s'était lié avec ce personnage qui déjà sous le philosophe, le savant ou l'homme d'affaires laissait percer l'homme politique, et il avait pu ainsi s'initier tout à la fois au mécanisme des institutions américaines et aux aspirations de certains groupes coloniaux. Esprit libéral lui-même, il était naturellement enclin à soutenir énergiquement en sa seconde patrie la cause des Insurgents, cause qui lui était familière, cause qui mettait en relief de ses amis. Comme, de plus, il était d'un naturel actif, comme il ne répugnait pas à tenir dans les événements politiques des deux mondes un rôle, il devait être amené à proposer au Congrès par l'intermédiaire de son ancien commensal de devenir l'agent d'observation et de propagande du nouvel état.

Suggestion présentée à la fin de l'année 1775 au

1. W. tome I., *N. R. A. Dumas Inventaris*, 1918.

moment où les Insurgents obtenaient leurs premiers succès et où la lutte contre la métropole semblait définitivement engagée. Suggestion promptement accueillie par l'Assemblée de Philadelphie puisque Franklin s'en faisait le promoteur, et, en avril 1776, Dumas recevait notification qu'une commission lui était attribuée pour agir au mieux des intérêts des Etats-Unis sous la direction, l'autorité des Commissaires chargés des relations en Europe. Il répondait immédiatement par des témoignages de gratitude (30 avril) et il n'avait d'ailleurs pas attendu ce moment pour se mettre absolument à l'œuvre (1).

Œuvre qui n'était point sans être pénible et ingrate. De rétributions peu ou point, mais des compliments distribués assez parcimonieusement. Quelle tâche que de susciter en dépit de la placidité flamande quelque enthousiasme dans les Sept Provinces. Le meilleur terrain de propagande était celui des opérations commerciales pour le compte des Insurgents, mais ne fallait-il pas s'adresser à des esprits aventureux chez qui l'amour du risque l'emportait sur la prudence ? Certes, d'attachement à la politique britannique on n'y pouvait trop compter en matière de négoce, mais n'y avait-il pas ces placards d'interdiction édictés par les Hautes Puissances et — menace plus directe — les saisies bien effectives des croisières et corsaires anglais ?

Au reste, la propagande pour le compte des Américains se heurtait à forte partie, car le représentant de Georges III à La Haye n'était pas un diplomate à être pris au dépourvu en la matière. Sir Joseph Yorke connaissait l'art de faire manœuvrer la cavalerie de Saint-Georges et il connaissait tout autant le terrain politique néerlandais. Par son long séjour, il n'était pas sans influence à la Cour stathoudérale et il n'était pas sans être au courant des combinaisons et mouvements sur tous les marchés de Hollande. Il disposait, en outre,

1. W. Cf. N. R. A. Dumas Brieven.

d'informateurs qui savaient déceler les intrigues nouées en quelque province que ce fût. Pour échapper à ce service de surveillance, il fallait être singulièrement délié, particulièrement prudent. C'est pourquoi un nouveau venu débarqué de Boston, de New-York ou de Philadelphie eût promptement échoué, se fût rapidement « brûlé » et se fût fait pratiquement exclure du territoire de la République. Dumas échappait à ces dangers ; ne faisait-il pas partie du cadre familial d'Amsterdam ou de La Haye et ses agissements pouvaient ne pas trop attirer l'attention du ministre d'Angleterre. Pourtant son rôle avait été percé à jour par ce dernier qui le 17 septembre 1776 annonçait à Lord Suffolk l'existence de l'agent américain, bien que ce dernier eût eu soin de ne correspondre avec l'Amérique du Nord que par la voie de Paris ou de Saint-Eustache (1) et que dans sa correspondance il évitât de signer ou se bornât à l'emploi du pseudonyme de *Concordia* (2).

C'était donc là une utile recrue pour la politique insurgente. Il est vrai que l'action de cet agent secret n'était pas de nature plus à susciter l'enthousiasme du Congrès, surtout des expulseurs, qu'à encourager outre mesure le zèle de cet agent lui-même, car que de déboires, que de démarches infructueuses, et quelle piètre moisson de renseignements ou de résultats pouvait être transmise à la députation de Paris. Les avances faites par la Trésorerie américaine (plus exactement par la cassette de Franklin qu'alimentait la France) compensaient-elles les résultats obtenus ? Il faut dire que sans un zèle soutenu pour la cause insurgente, Dumas se fût promptement lassé de ce rôle ingrat qui ne pouvait guère satisfaire certains esprits exigeants ou impatientes de succès.

1. Par l'intermédiaire, à Paris de Franklin ou de Deane ; à Saint-Eustache, de Van Biber (qui jouait le rôle d'agent officieux des Insurgents), de Cornélius Stevenson et de Hendrik Godet (négociants en relation avec la Nouvelle Angleterre) ; à Curaçao d'Isaac Gouverneur (Corr. de Dumas dans W.).

2. S. P. Holl, Vol. 554.

La propagande de Dumas se faisait surtout de manière indirecte : elle visait d'abord à susciter un état d'opinion anti-britannique plutôt qu'un état d'opinion favorable aux Insurgents. Certes, il était plus aisé de soulever graduellement l'esprit public hollandais et même néerlandais contre les agissements de la Cour de Londres que déterminer des courants de sympathie envers les colons, bien que les rapprochements ingénieux entre l'insurrection américaine et celle des Pays-Bas contre l'Espagne fussent souvent présentés dans la conversation. La politique de lord North et la raideur du Général Yorke ne contribuaient-elles pas également à éloigner les Provinces-Unies de la Grande-Bretagne ?

Dumas, du reste, n'était pas seul à agir en ce sens : il était secondé, sans plan préconçu d'ailleurs, par des membres de la noblesse provinciale et de la bourgeoisie. Les uns par tempérament libéral, les autres par relations d'amitié avec des Américains, certains par esprit politique ou par combinaison commerciale se faisaient volontiers les avocats des Insurgents. Tantôt c'était le fougueux baron van der Capellen qui, en Over-Yssel, se faisait indirectement leur champion en attaquant l'Angleterre ; tantôt c'étaient les frères de Neufville qui, à Amsterdam, encourageaient les relations commerciales avec les anciennes colonies anglaises, qui faisaient de véritables conférences sur l'avantage d'un trafic permanent avec les ports insurgents, tantôt c'était au sein de la régence d'Amsterdam ou de Rotterdam que s'élevaient quelques voix prônant des relations indirectes avec les Américains et contestant l'utilité des placards de prohibition de contrebande (1).

C'était donc surtout sous ces deux aspects que se faisait, par les soins des Néerlandais eux-mêmes, cette propagande pour les Insurgents : au point de vue poli-

1. Le bourgmestre Van Berckel à Amsterdam notamment.

tique à l'aide d'attaques contre la domination maritime de l'Angleterre — au point de vue économique par les avantages d'un commerce intense avec l'Amérique septentrionale.

Dumas dans ses dépêches expédiées soit à Paris, soit à Saint-Eustache notait ces deux terrains d'action possible et il signalait les efforts accomplis en ce sens (1). Si l'évolution était lente à se faire, n'en fallait-il pas accuser le caractère national si pondéré et ne pouvait-on pas admettre que le fait d'entreprendre des opérations de contrebande ou de trafic peu licite n'impliquait nullement d'ardentes sympathies pour les bénéficiaires immédiats de cette contrebande et de ce trafic ?

* * *

Au reste, les Américains eussent été mal venus de se plaindre. Leurs craintes de voir les Provinces-Unies faciliter la répression ou plus encore songer à une exécution du traité de 1674 étaient totalement dissipées en 1776. L'accueil fait aux propositions britanniques relatives à la brigade écossaise et au passage des recrues germaniques témoignait d'un véritable esprit de neutralité, d'un désir intense de neutralité ; n'était-ce point ce même esprit qui poussait les Hautes Puissances à adopter les suggestions britanniques en ce qui concernait la prohibition de contrebande ?

Quant à la possibilité d'un commerce intensif, d'un secours pécuniaire, il n'y fallait guère songer, car c'eût été se compromettre, risquer des navires, des marchandises, des capitaines et même les Hollandais, amis des Insurgents, se montraient peu enclins à diriger de ce côté l'activité de leurs compatriotes.

Ce n'était pas que le Congrès, cédant aux instances du parti expulseur, aux représentations des Adams et des Lee, n'eût permis de donner quelques coups de

1. N. R. A. Dumas *Inventaris*.

sonde. A partir de l'été de 1776, il fut question d'envoyer aux Provinces-Unies des missionnaires chargés d'étudier cette question de commerce et d'emprunts. Dumas devait naturellement être le « cornac » de ces visiteurs.

Deane, l'un des commissaires de Paris, fut chargé de cette enquête ; il devait partir au cours de l'été de 1776, mais il ajourna son départ d'août à septembre, puis à octobre, et finalement il renonça à visiter les Pays-Bas. A sa place parut William Carmichaël, un de ces secrétaires qui papillonnaient autour de la délégation. Il était chargé d'inspecter les ports hollandais et zélandais, ceux de Gueldre prussienne (1), en vue de voir s'il était possible d'y établir des entrepôts et des bases de ravitaillement. Arrivé en Hollande à la mi-octobre, visitant Amsterdam et La Haye, Carmichaël agita cette idée ainsi que celle d'un emprunt gagé sur des traites et des billets d'Etat. Déconcerté sans doute par le peu d'empressement de ses interlocuteurs, interdit par le contraste qui existait entre les populations bataves et celles de France en ce qui concernait l'enthousiasme envers la cause insurgente, il n'insista guère et revint assez promptement de son voyage d'exploration, aussi peu satisfait de la Prusse que des Provinces-Unies. Néanmoins, dans ses dépêches adressées au Congrès, il soutenait son plan d'emprunt, bien que nulle part au cours de ses pérégrinations, il n'eût trouvé auprès des Néerlandais amis de l'Amérique l'assurance d'une prompte et complète couverture des souscriptions.

Le fait que la Hollande constituait alors le grand banquier des Etats belligérants contribuait à tourner vers ce pays les regards des apprentis financiers du Congrès. Non seulement Carmichaël, mais encore Deane songeaient à un emprunt à Amsterdam ; pour ce dernier une avance de huit à dix millions de livres eût suffi à

1. En particulier Emden à l'embouchure de l'Ems.

couvrir les frais de la guerre jusqu'à sa conclusion. Mais les avis de conseillers compétents à Paris et la sagesse de Franklin déterminèrent les commissaires à renoncer à ce séduisant mirage, et, qui plus est, à tenter de dissiper les illusions de leurs compatriotes en montrant par la dépêche du 12 mars 1777 l'impossibilité d'amener les capitalistes des Provinces-Unies à consentir le moindre prêt sans garanties sérieuses (1).

Qu'ils le voulussent ou non, les Insurgents étaient contraints de s'en remettre pour leur propagande auprès des Hautes Puissances à l'action de leur agent secret Dumas et de ses collaborateurs bénévoles, seul moyen à employer de leur part, étant donné que les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale n'étaient pas encore reconnus comme Etat indépendant par ces Messieurs de La Haye.

IV. — RECONNAISSANCE ET SALUT AU PAVILLON

Cette question de la reconnaissance des Etats-Unis comme Etat indépendant était à juste titre tenue pour importante au sein du Congrès : ce dernier n'était-il pas composé en grande partie de juristes, d'hommes de loi, de citadins nourris des principes coutumiers, des actes législatifs et des chartes provinciales, par suite fort aptes à comprendre tout l'intérêt qui s'attachait à la reconnaissance ? C'était au point de vue juridique un pas aussi grand, sinon plus décisif même, que celui qui avait été accompli par la sécession irrémédiable, par la déclaration du 4 juillet 1776. Jusqu'alors seule la volonté d'une assemblée, d'un groupe important de citoyens déterminait l'existence du nouvel Etat américain que ni la métropole, ni les chancelleries d'Europe ne voulaient connaître. De là une situation qui politiquement, commercialement, militairement, était singu-

lièrement désavantageuse. Tant que persisterait cet ostracisme, les Insurgents ne seraient théoriquement rien de mieux que des rebelles et, par suite, ils ne pouvaient s'attendre à avoir officiellement accueil de la part des gouvernements de l'Ancien Monde, ils ne pouvaient négocier, par suite obtenir faveurs ou avantages, ils demeuraient hors la loi des Etats, toute leur action diplomatique ou économique devait être conduite de façon secrète, officieuse, par voie privée afin que ne fussent point compromis les dirigeants des puissances étrangères.

Si à Philadelphie on s'était flatté de pouvoir forcer ce blocus d'indifférence officielle en s'attaquant aux Provinces-Unies, si on avait cru pouvoir trouver auprès d'une République une voie d'accès facile vers la reconnaissance, on se fût lourdement trompé. Sans doute on avait redouté au début les conséquences de l'alliance de 1674, mais quand on eut reconnu grâce à Dumas les intentions profondément neutralistes de la nation néerlandaise, on se laissa aller à penser que peut-être le gouvernement de La Haye inclinerait à reconnaître les Etats-Unis. J. Adams et ses amis n'étaient pas sans nourrir quelque espoir de la sorte (1).

En réalité, nul dans les Assemblées provinciales comme aux Etats Généraux ne se souciait beaucoup de reconnaître les Etats-Unis. La Déclaration d'Indépendance avait été reçue avec surprise, indifférence ou satisfaction selon qu'il s'agissait du parti stathoudéral et anglophile, du clan neutraliste ou des patriotes. On constatait que le mouvement de résistance envers l'Angleterre s'affermissait, mais on jugeait prudent de ne point s'engager à la légère en une affaire où le mécontentement de la Grande-Bretagne apparaissait dangereux pour les intérêts nationaux.

Aucune illusion n'était permise à ce sujet. Toute manifestation tendant à une reconnaissance des Etats-

1. W. II. N. R. A. *Dumas Inventaris*.

Unis fournirait matière à un *casus belli*, Sir Joseph Yorke avait formellement laissé entendre que tel était le sentiment de sa Cour. A quoi bon dès lors se hasarder à heurter le Cabinet de Saint-James alors qu'à propos de questions comme celles de la brigade écossaise, des recrues germaniques, du trafic colonial, le ton des notes anglaises se faisait volontiers sévère ou impérieux ?

Dumas, ses amis, les partisans de la cause insurgente ne pouvaient se dissimuler qu'il n'y aurait rien à gagner pour la République à une reconnaissance des Etats-Unis, qu'un éventuel traité de commerce, si avantageux fût-il, ne compenserait pas les dangers d'une guerre. Au reste, la nation ne voulait nulle difficulté, nul débat avec le gouvernement de Londres, *a fortiori* la perspective d'un conflit armé.

Pourtant si la question de reconnaissance officielle des Etats-Unis ne se posait guère, il en était une autre qu'on ne pouvait écarter : c'était celle de la reconnaissance partielle, de la reconnaissance de la belligérance. En effet, dans les Provinces-Unies, on ne pouvait absolument faire abstraction du conflit sévissant dans l'Amérique du Nord et le Cabinet de Saint-James se chargeait d'en rappeler l'existence par ses demandes ou ses notes. Du côté insurgent, on le pouvait rappeler aussi par des raids de corsaires insurgents à proximité des côtes de Hollande ou des possessions antillaises, par des saisies ou par la présence de bâtiments (marchands ou non) insurgents dans les ports de la République.

Pouvait-on assimiler tout bâtiment insurgent ou seulement tout corsaire de ce pays à un pirate, leur interdire l'accès des eaux territoriales, ou pouvait-on les admettre au bénéfice de la belligérance ? Grave problème, car si Amirautés et Conseils politiques se fussent volontiers et ouvertement prononcés pour la seconde solution, l'intervention du ministre britannique était inévitable ; si, en revanche, le premier point

de vue était adopté, ne risquait-on pas des représailles possibles, au moins dans les eaux de la Mer Caraïbe, de la part des Insurgents? Les Hautes Puissances pouvaient délibérément interdire le commerce de contrebande à destination des pays insurgents, elles étaient alors dans leur droit, dans l'esprit d'une sage neutralité, mais pouvaient-elles refuser d'admettre le pavillon insurgent ou celui des treize colonies dans leurs domaines?

A dire vrai, ces Messieurs de La Haye n'avaient jamais songé à interdire le commerce licite avec l'Amérique du Nord et ils n'estimaient pas plus être de leur devoir d'interdire l'accès des ports aux bâtiments battant pavillon du Massachussets ou pavillon des Etats-Unis. Par souci de ménager la Grande-Bretagne, ils estimaient préférable de ne pas permettre ostensiblement la présence de tels navires. Pourquoi ne pas fermer les yeux sur ces incidents, les tenir pour inexistants? (1)

Il est vrai que la présence de bâtiments insurgents dans les ports européens ou américains de la République soulevait la difficulté du salut au pavillon. Les Américains salueraient l'emblème de la République et ne leur rendrait-on pas le salut? Mais, si on le leur rendait, et si ce salut s'appliquait à la bannière étoilée, n'était-ce point une reconnaissance tacite d'indépendance? Derechef les dirigeants néerlandais se résolurent à adopter une attitude de sage réserve n'interdisant point le salut et ne l'autorisant pas.

Les Amirautés, pressenties sur ce point par officiers de port, gouverneurs, etc., se tirèrent en général d'embarras en exprimant verbalement la tolérance d'un

1. Yorke, dans son memorandum du 1^{er} octobre 1776, protestait contre l'admission des bâtiments insurgents et réclamait pour le passé des sanctions, pour l'avenir des engagements, car cette conduite était contraire à l'amitié anglo-néerlandaise. Les Etats Généraux firent la sourde oreille et dans la résolution du 10 octobre ne soufflèrent point mot de cette question, s'occupant uniquement de la prohibition de la contrebande à destination de l'Amérique du Nord. Cf. *supra* p. 128. *S. P. Holl.* Vol. 554. *N. R. A. Resolut.* Jaarg. 1776.

salut. (1) Mais cette mesure ne pouvait, même sous cette forme, manquer de susciter de vives réclamations de la part de l'Angleterre, toujours prête à soupçonner une reconnaissance déguisée de l'indépendance de ses colonies révoltées. Aussi était-il à désirer que les bâtiments virginiens ou bostoniens qui tenaient à fréquenter les parages de Hollande ou des possessions néerlandaises se camouflassent durant leur séjour dans ces eaux de manière à éviter toute difficulté.

*
* *
*

En définitive, l'opinion publique et les gouvernants des Provinces-Unies étaient d'accord pour ne point se hâter de procéder à la reconnaissance des Etats-Unis, n'y trouvant nul avantage et préférant laisser à d'autres Cours, surtout à celle de Londres, le soin de les précéder à cet égard, mais ils ne voulaient pas, en refusant de reconnaître la belligérance des Insurgents, nuire le moins du monde à leurs intérêts commerciaux et maritimes.

V. — CONSÉQUENCES DES OPÉRATIONS D'AMÉRIQUE : PRESSE ET PRISES

Les opérations militaires qui se poursuivaient en Nouvelle-Angleterre, en Virginie, en Caroline ou en Géorgie n'étaient pas en réalité sans affecter dans une certaine mesure la vie économique normale de la République — laissant en dehors de celle-ci les trafics plus ou moins illicites que pouvaient mener armateurs et négociants dans les ports de Hollande ou dans les possessions de la Compagnie des Indes Occidentales. Ce genre d'affaires, en effet, n'atteignait que très indirectement la grande masse de la population que lais-

sait également indifférente la question du salut des pavillons insurgents : qu'importait aux bourgeois d'Amsterdam, aux citoyens de Groningue ou de Delft que le marché des poudres ou des armes à feu se ressentit de la demande soutenue des Américains ? que leur importait les interventions diplomatiques françaises ou britanniques relatives aux agents de ce lointain Congrès ? Tout au plus étaient-ils intéressés à suivre les fluctuations des consolidés anglais, les variations du cours de la livre, qui étaient commandées par les besoins d'argent de la Trésorerie britannique, et s'ils lisaient dans les gazettes comptes-rendus officiels ou lettres particulières sur les événements de Virginie ou de Boston, c'était par pure curiosité.

En revanche, deux ordres de faits résultant de cette guerre coloniale et interne venaient, en exerçant une influence sur la vie nationale maritime, leur en rappeler l'existence : ces deux ordres de faits concourraient, dans des proportions d'ailleurs différentes, à rendre la navigation commerciale et la pêche également difficiles, c'est-à-dire à paralyser partiellement l'activité de deux branches du ravitaillement et de la prospérité nationale.

Le plus grave de ces faits était la *presse* exercée sans vergogne par les autorités britanniques sur les équipages néerlandais. La *presse* était ce « droit » que les commandants anglais s'arrogeaient, quand ils avaient des vides à combler dans leurs équipages, de récupérer tous les matelots de leur nationalité rencontrés à bord de navires marchands étrangers ou nationaux. On conçoit sans peine à quels abus pouvait donner lieu l'exercice de ce « droit » en un temps où les actes d'état civil n'existaient pas, où les marins ne portaient point toujours sur eux un acte de baptême bien authentique et où le régime de l'inscription maritime ne fonctionnait pas. Les capitaines anglais étaient toujours ardents à recourir à cette pratique (1).

1. Pourtant peu efficace en raison des désertions plus nombreuses dans la

Or celle-ci sévit dès l'année 1775 et elle prit bientôt une ampleur telle que des protestations unanimes éclatèrent, forçant les gouvernements continentaux à adresser à Londres des plaintes motivées, mais si, à la suite d'incidents particulièrement scandaleux et de réclamations diplomatiques énergiques, une atténuation à ce régime survenait, elle n'était que toute temporaire, et dans tous les cas où un retentissement quelconque pouvait être esquivé, la *presse* était mise en vigueur. C'est que la Grande-Bretagne manquait de marins pour mener sa lutte contre les Insurgents : il avait fallu, tout en mobilisant littéralement la majeure partie de la flotte marchande, compléter subitement les effectifs de la marine de guerre, et il avait fallu aussi constituer des corps expéditionnaires sans affaiblir outre mesure les garnisons de la métropole et celles des colonies du Nouveau-Monde (notamment du Canada et des Antilles).

La marine néerlandaise était appelée à être l'une des principales victimes des excès britanniques, car non seulement elle était relativement nombreuse tant pour le cabotage que pour la grande navigation, mais encore son activité s'exerçait surtout dans un rayon proche des côtes anglaises métropolitaines ou coloniales. La conséquence de l'enlèvement de matelots à bord de bâtiments néerlandais fut de rendre peu à peu les armements difficiles dans les Provinces-Unies tant par manque de main-d'œuvre que par élévation des paies consenties. Ce n'était pas seulement la navigation commerciale qui souffrait de cet état de choses, mais aussi la pêche, petite ou grande.

Pourtant les dirigeants de La Haye s'efforçaient de réveiller l'ardeur des populations côtières à poursuivre cétaqués et poissons de séchage. Dès 1775, ils avaient voté une résolution pour encourager à l'aide de primes la pêche du hareng, et, l'année suivante, on avait pu

marine que dans l'armée. Cf. les statistiques des années 1774 à 1780 dans A. R. 1781.

constater une légère augmentation du nombre des bâtiments qui se livraient à cette pêche. Un effort gouvernemental plus considérable était fait pour prévenir la décadence des expéditions annuelles dans les mers polaires, pour stimuler patrons morutiers et baleiniers. Deux résolutions prises en 1777 concourraient à ce but : l'une du 23 janvier allouait une prime de 30 florins par matelot embarqué à bord de baleinier, tandis que l'autre du 12 mars accordait pour deux ans, une somme de 400 florins par bâtiment s'adonnant à la chasse des cétacés (1). Ces dépenses extraordinaires représentaient plus d'un demi-million de florins pour la période 1777-1779. Surcharge fiscale qui retombait assez lourdement sur la nation, plus lourdement encore sur la population hollandaise, et on conçoit que ce fardeau rendu plus lourd par les conditions d'insécurité maritime ne contribuât pas à entretenir la sympathie envers la Grande-Bretagne.

En effet, ces mesures gouvernementales pour stimuler les entreprises de grande pêche risquaient de demeurer infructueuses ou de ne point avoir leur plein effet, si le manque persistant de main-d'œuvre navale prévenait l'armement de goëlettes ou de brigantins (2), ou si la crainte de la *presse* retenait les équipages dans les eaux territoriales. Les représentations diplomatiques faites par le Comte de Welden à ce sujet à Londres se heurtaient à la volonté bien nette des ministres britanniques de n'altérer en rien une pratique constante, profondément entrée dans les mœurs de la marine britannique et d'ailleurs tout à l'avantage de

1. On estimait à 180 le nombre des bâtiments, à 45 celui des matelots par bâtiment ; la prime s'élevait donc à $180 \times 45 \times 30 = 243.000$ florins.

Durant la campagne de 1777, on comptait au Groënland, 75 bâtiments rapportant 6.454 barils, dans le Détroit de Davis, 42 bâtiments rapportant 7.967 barils. Deux ans plus tard, il y aurait eu 304 bâtiments dans ces parages ramenant 16.700 barils (d'après le *Vaderlandsche*).

2. L'une des conséquences de cet état de choses était de contrarier l'armement de forts bâtiments car sur de petites embarcations, la *presse* sévissait moins. Mais l'emploi de petits bâtiments était désavantageux en raison du faible rendement de pêche ou de chargement et du médiocre rayon de navigation.

celle-ci. Les promesses vagues fournies par les Secrétaires d'Etat du Nord ou du Sud constituaient un palliatif illusoire et vain, conçues qu'elles étaient dans le but de décevoir les Néerlandais ; d'instruction stricte sur ce point, il ne fut jamais donnée par l'Amirauté et les dirigeants de la République n'avaient même point la ressource d'user de rétorsion en la matière, non plus que de représailles. Quant à prévenir par la force ces actes de violence, on n'y pouvait songer sérieusement, et il fallut que gouvernement comme armateurs se résignassent à subir sur ce point la loi du plus fort (1).

*
* * *

Une autre conséquence du conflit engagé entre la Grande-Bretagne et ses colonies d'Amérique était la guerre de course menée par les Insurgents. Déjà la marine marchande des Provinces-Unies avait à souffrir des visites ou du contrôle des croisières anglaises en ce qui concernait le trafic de contrebande possible entre l'Europe et les ports des Treize Etats, mais elle n'était pas non plus, exempte des agressions que l'autre partie en cause pouvait exercer à son égard. Dès 1776, en effet, les Insurgents avaient lancé un certain nombre de corsaires dans l'Atlantique pour harceler beaucoup plus que pour intercepter ou gêner le commerce de la Grande-Bretagne, corsaires activement pourchassés par les Anglais, réduits de ce fait à ne tenter que des raids rapides, à éviter de signaler leur présence par des prises trop nombreuses dans des eaux trop rapprochées. L'activité navale de ce belligérant se manifestait donc dans les mers d'Europe, de façon subite, spasmodique, et elle se trahissait pour les neutres par la levée d'un tribut relativement léger sur leur commerce.

Il advint par bonheur que les bâtiments marchands de la République échappèrent longtemps à l'atteinte

des corsaires insurgents, circonstance avantageuse, car ces derniers, en dépit des instructions du Congrès et des recommandations des Commissaires établis à Paris, faisaient volontiers main basse sur les cargaisons qui, à un titre quelconque, pouvaient paraître suspectes, et le recours que les chancelleries pouvaient former contre d'illégales saisies était fort incertain, d'autant plus incertain qu'elles ne reconnaissaient pas en les Etats-Unis une puissance indépendante.

On ne saurait guère citer plus de deux cas typiques de captures effectuées par les Américains au détriment du pavillon hollandais et ce au cours de l'année 1777. Ce fut en mai l'arrestation par le fameux Conyngham d'un paquebot faisant le service entre Helvoetsluys et Harwich, le *Prins van Oranjen* (1), ce fut en novembre la prise du sloop *Chester* en plein Atlantique par deux corsaires de Charleston, le *Fair American* et l'*Experiment* (2). Dans les deux cas, les Etats Généraux firent des démarches actives par l'intermédiaire du Duc de La Vauguyon pour obtenir la libération des bâtiments et la restitution des marchandises.

D'ailleurs la Cour de Versailles s'empressa de donner satisfaction aux demandes néerlandaises et britanniques, car Conyngham s'étant réfugié avec ses prises à Dunkerque, les bâtiments furent restitués par ordre de Louis XVI à leurs légitimes possesseurs et le corsaire lui-même fut arrêté, pour être relâché peu après. Vergennes fit hautement valoir que son gouvernement agissait de la sorte par respect des règles de la neutralité et non par désir de se concilier le Cabinet de Saint-James. Néanmoins il y eut en Angleterre grande joie en apprenant le traitement infligé au corsaire insurgent, et dans les Provinces-Unies on exprima également une vive satisfaction, car la perspective de raids américains dans la Mer du Nord avait vivement

1. *A. E. Holl.*, Vol. 531.

2. Dépêche des Commissaires au Congrès, 30 novembre 1777, Wharton.

alarmé négociants et banquiers. Le trafic d'or et de matières précieuses d'Angleterre en Hollande avait été suspendu pendant quelques semaines et le change britannique s'en était immédiatement ressenti, tandis que le taux des assurances s'élevait subitement. La restitution des prises permit le rétablissement des relations maritimes et le retour des opérations financières aux conditions normales, ainsi que la fixation des cours à des taux plus normaux.

L'une des causes de cette situation relativement privilégiée de la marine néerlandaise résidait en le fait que tout le trafic direct entre Provinces-Unies et Angleterre — le seul qui pût légalement faire l'objet de saisie par les Américains — se faisait par la Mer du Nord, c'est-à-dire en un trajet fort court, à l'abri des attaques insurgentes derrière les croisières fermant la Manche et le Pas-de-Calais. C'était par l'intermédiaire de la métropole que se faisaient les échanges entre les colonies néerlandaises et l'Angleterre, tandis que les relations entre celle-ci et ses propres possessions étaient pratiquement réservées au pavillon national. Enfin si des *tramps* hollandais se chargeaient de cargaisons espagnoles ou françaises à destination des ports britanniques, c'était aux Cours de Versailles et de Madrid qu'incombait le soin de faire libérer les chargements.

Toutefois, sous un autre aspect, l'action des corsaires insurgents dans les mers européennes pouvait mettre en délicate posture la République, tout en ne lésant point directement ses intérêts économiques. C'était le cas de prises américaines amenées dans les ports de Hollande ou de Zélande et vendues ouvertement. Là encore la position géographique des Provinces-Unies leur évita le cruel embarras de trancher ce point délicat de Droit des Gens : les ports hollandais étaient trop éloignés du champ d'opération des corsaires et, de plus, ils en étaient séparés par la Manche, le Pas-de-Calais et la Mer du Nord où four-

millaient croisières et bâtiments armés en course.

Néanmoins, sous une forme légèrement différente le problème se posa au début de décembre 1777 : des bâtiments venant de Nantes mouillèrent à Rotterdam et à Amsterdam, apportant des denrées coloniales (sucre et café). Or, Sir Joseph Yorke, à peine informé de leur présence, les réclama successivement auprès des Etats Généraux, alléguant qu'il s'agissait là de marchandises anglaises capturées par des Américains. Les autorités hollandaises examinèrent avec soin connaissements et papiers de bord ; elles purent se convaincre que les bâtiments étaient bien français et que les cargaisons venaient bien de Nantes. L'ambassadeur de Louis XVI, de son côté, protesta contre les dires de son collègue britannique et, quoiqu'il sût pertinemment que ces sucres et cafés provinssent bien des Antilles anglaises et eussent été capturés par des Insurgents, puis transférés en pleine mer au large de Nantes à bord de bâtiments français, il sut amener sans peine les fonctionnaires hollandais à se convaincre du caractère français de ces marchandises en acceptant comme véridiques les chartes-parties et papiers de bord. Dans sa correspondance avec Vergennes, il se félicitait de l'heureuse issue de l'incident et applaudissait à l'habile stratagème qui ne compromettait ni la France, ni le gouvernement de La Haye (1).

Par bonheur, cet expédient ne se renouvela pas, car il eût pu s'user rapidement, du fait de la redoutable vigilance de Sir Joseph qui n'eût pas été longtemps sans déceler les points faibles de cette ruse. Les dirigeants de la République purent sans difficulté se tirer de l'incident des trois cargaisons coloniales, incident dont ils étaient en fait absolument innocents. Ils estimaient payer un assez lourd tribut à la neutralité en subissant l'enlèvement des matelots par la marine

1. *S. P. Holl.*, Vol. 558, 561. *A. E. Holl.*, Vol. 531-532.

anglaise, le contrôle du commerce colonial par la marine anglaise, etc.

Il y avait aussi les saisies faites par les croiseurs britanniques : saisies sous le prétexte de contrebande ou de reprise de capture faite par les Insurgents. Tel fut le cas du *Hendrik en Alida* arrêté le 7 août 1777 dans les mers antillaises par Lord Mulgrave et conduit à Portsmouth. Il semble bien que ce fût là une prise américaine vendue à Saint-Eustache et équipée pour le compte des Insurgents, portant des passagers destinés au service des Insurgents : c'était donc un bâtiment suspect en dépit du pavillon hollandais. Les Etats de Hollande furent mis en mouvement et le Comte de Welderen intervint à Londres pour obtenir la libération du navire (6 novembre 1777) (1).

A dire vrai, le débat dépassait la portée du fait lui-même ; ce qui était en jeu, c'étaient les règles de saisie de l'Amirauté britannique, ces règles qui légitimaient la prise du *Pandore*, la capture de deux bâtiments hollandais allant de Saint-Eustache à Middelbourg en 1777, celle du *De Twee Bræder* (2), en 1776, etc., car à la fin de 1777 on estimait à 80 le nombre des navires capturés par l'Angleterre. Sir Joseph présentait un mémoire justificatif des pratiques britanniques en se fondant sur la nécessité d'interdire le ravitaillement des Insurgents, sur l'impossibilité d'invoquer les articles du traité de 1674 en cette matière ; l'ambassadeur allait même jusqu'à dire qu'au début de chaque guerre maritime on devait établir de nouvelles règles applicables aux conditions particulières de cette guerre (3). Les Etats Généraux ne l'entendaient point ainsi et ils répondirent avec énergie

1. *N. R. A. Engelland*, 7003. *S. P. Holl.*, Vol. 558.

2. Bâtiment allant de Rotterdam à Saint-Eustache, commandé par Ter Horst, Hollandais naturalisé Américain, conduit à Falsmouth en octobre 1776, relâché peu après.

3. Mémoire du 4 mars 1778. *S. P. Holland*, Vol. 560. Cf. *Hardwicke Papers* (B. M.).

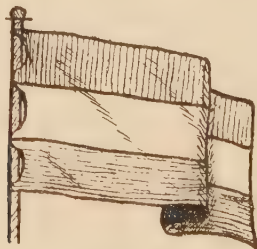
aux déclarations de Yorke et aux conclusions de J. Marriott du Collège des Avocats.

L'Amirauté britannique n'avait pas été sans doute sans recevoir des instructions de la Secrétairerie d'Etat ; on lui dut enjoindre de ménager quelque peu les Hollandais en vue d'obtenir en matière de prohibition de contrebande ou de passage de troupes quelque facilité de la part des Hautes Puissances (1). Les bâtiments saisis furent restitués, mais sans indemnité, car ils avaient des chargements ou des destinations suspects, ce qui ne permettait pas de faire jouer le traité de 1667. En outre, on promit à Londres de ne plus inquiéter les navires qui ne porteraient « ni munitions de guerre, ni objets ou matières propres à la « construction maritime » (Déclaration du 13 octobre 1777) (2).

A La Haye on n'avait guère de satisfaction en constatant que le respect des règles les plus élémentaires du droit de la mer, le respect de la neutralité constituaient des faveurs insignes. En vérité, la guerre d'Amérique n'était pas sans atteindre bien directement toute l'activité économique du pays.

1. La résolution renouvelant l'interdiction du trafic de contrebande est du 3 novembre 1777. *N. R. A. Jaarg.* 1777.

2. *S. P. Holl.*, Vol. 558.



Pavillon du Stathouder

CHAPITRE VI

ACTIVITÉ DES DIPLOMATIES BELLIGÉRANTES

1777-1778

1. Sir Joseph Yorke et la diplomatie britannique.
 2. La politique française dans les Provinces-Unies: ses représentants.
 3. Le Duc de La Vauguyon, introducteur et protecteur des Insurgents.
 4. Le cadre diplomatique de La Haye.
-

I. — SIR JOSEPH YORKE ET LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE

La position diplomatique de l'Angleterre avait singulièrement évolué de 1776 à 1778 ; sa situation morale à l'étranger s'était transformée non moins profondément. Le Cabinet de Saint-James en 1776 pouvait penser à juste titre limiter le conflit avec ses colonies d'Amérique, lui donner les proportions d'une question de politique purement interne, et il pouvait se flatter de trouver sur le continent sinon de la sympathie, du moins de l'indifférence, grâce à laquelle il pourrait terrasser la révolte.

En 1778, il ne pouvait plus méconnaître s'être trompé à cet égard. La France, en reconnaissant les Insurgents, en s'alliant avec eux, en rendant inévitable sa participation à la guerre, prouvait que les intérêts nationaux comme l'orgueil national étaient suffisamment forts pour vaincre toute répugnance envers la cause américaine. Fait plus grave, ce n'était pas la Cour de Versailles seule qui ressentait de tels sentiments ; ce n'était pas la vaincue du traité de Paris qui seule saisissait l'occasion d'une revanche, mais c'était dans toutes les chancelleries du continent que régnait cet état d'esprit d'hostilité envers la Grande-Bretagne

qui perceait plus ou moins distinctement au travers de la neutralité adoptée par ces chancelleries. Les premières manifestations diplomatiques, conséquences de la guerre d'Amérique, démontraient à l'envi, que sur le continent il n'était point de gouvernement qui ne songeât que l'heure était propice de limiter, si ce n'était de briser cette hégémonie maritime britannique, ou plutôt cette prétention à l'hégémonie que l'Amirauté britannique affirmait et dont elle faisait découler toutes les conséquences possibles. Que ce fût la Prusse ou l'Empire au sujet du passage des recrues germaniques, que ce fût la Suède ou le Danemark pour des questions de contrebande ou de navigation, partout surgissait sous les arguments empruntés au Droit des Gens, sous le respect de la neutralité, la même hostilité qui s'affirmait à mesure que se prolongeait l'état de guerre, à mesure que s'accroissait la violence dont l'Angleterre, impuissante à venir à bout de la révolte, faisait preuve envers les neutres. L'entrée en ligne de la France ne pouvait que rendre plus difficile et plus pénible la condition des neutres en irritant plus encore le gouvernement de Londres, en augmentant le nombre des belligérants, en étendant la zone des opérations navales. Désormais les mers européennes qui de 1776 à 1778 n'avaient été qu'occasionnellement le théâtre de raids insurgents, allaient à partir de l'été de 1778 devenir le champ d'action des marines française et britannique.

Si le Cabinet de Saint-James constatait avec peine que l'opinion des chancelleries continentales lui était ou lui devenait peu favorable, il voyait avec quelque stupeur que les Provinces-Unies témoignaient également d'un esprit de réserve ou d'indifférence. De par la géographie, la politique et la diplomatie, il croyait pouvoir compter sur l'aide morale et quelque peu matérielle des Hautes Puissances, mais après deux années d'expérience, il ne pouvait plus se leurrer d'illusions en voyant les Néerlandais se cantonner de

bien stricte façon en une neutralité qui risquait de devenir offensante pour lui. Leur demandait-on vraiment de participer à la répression des colonies rebelles soit avec leurs forces militaires et navales, soit avec leur or ? Nullement. On se bornait à escompter quelques menues faveurs compatibles avec une neutralité bienveillante, telles que le réemploi de la brigade écossaise, le passage des recrues germaniques, l'interdiction de commerce avec les régions insurgées. Mais le gouvernement de la République ne s'avisait-il pas de se réclamer avec insistance des privilèges comme des obligations de la neutralité pour éviter de déférer aux sollicitations anglaises ? Bien plus, ne tolérerait-il pas en dépit d'une législation de pure façade mille opérations de contrebande destinées à assurer la prospérité des ports hollandais et des îles antillaises de la Compagnie des Indes, contrebande qui s'effectuait sous un pavillon qu'on se plaisait à considérer à Londres comme ami.

Ainsi les Provinces-Unies, loin d'être un allié, un second dans la lutte dirigée contre les Américains, n'apparaissaient même plus comme une puissance inoffensive, mais bien comme une puissance dont il fallait, sinon se défier, du moins surveiller soigneusement les agissements. L'évolution qui se faisait sentir à la Cour de France, l'évolution qui allait amener Vergennes à reconnaître les Insurgents, à s'allier avec eux en février 1778, cette évolution allait rendre plus nécessaire que jamais la surveillance diplomatique des Provinces-Unies, car puisque celles-ci se révélaient ami si incertain dans le conflit anglo-américain, que seraient-elles alors en cas de guerre anglo-française ?

Ce contrôle diplomatique n'était pas à dire vrai chose nouvelle : il existait d'une manière ténue avant les affaires d'Amérique. L'Angleterre, en effet, se fondait sur les liens intimes existant depuis la fin du ^{xvii}^e siècle entre les deux pays, sur les traités d'alliance et de commerce, sur les rapports commer-

ciaux étroits et constants, estimait de son droit comme de son devoir de s'intéresser tout particulièrement aux affaires intérieures de la République, et sans s'immiscer directement en celles-ci, de tenir néanmoins une place importante dans l'Etat par son influence sur l'entourage stathoudéral ainsi que sur les membres des Conseils provinciaux et fédéraux. Hors du monde officiel, elle jouait encore un rôle considérable sur tous les marchés néerlandais, que ce fût ceux des denrées coloniales, celui de l'armement ou celui de l'argent, grâce à son propre trafic exotique, à son activité maritime intense, à ses emprunts fréquents, à l'intervention mutuelle des banquiers et des actionnistes. L'Angleterre tenait un rang privilégié dans la République, politiquement et économiquement, socialement aussi.

Que le roi Georges et ses ministres eussent confié le poste diplomatique de La Haye, poste important en temps de paix, essentiel en temps de guerre, à un diplomate de second plan, à un membre quelconque de la petite *gentry*, et les avantages que l'Angleterre tirait des traités, de la tradition et des relations commerciales ou financières pouvaient être soit compromis, soit inutilisés.

Tel n'était cependant pas le cas avec le représentant de la Couronne britannique à La Haye. Sir Joseph Yorke, alors âgé de cinquante-trois ans (1), occupait dans la société anglaise un rang qui n'était nullement négligeable, tant par sa naissance que par ses fonctions et ses talents. Fils puîné du premier Earl of Hardwicke qui fut Lord Chancelier (2), il était apparenté à l'aristocratie de cour — frère de Charles Yorke, membre du Parlement, mort lui-même Lord Chancelier en 1770 ; frère de Philippe Yorke, second Earl of Hardwicke, qui avait été pressenti pour le Département du Nord, il tenait étroitement au personnel ministériel — lui-même appartenait tout à la fois à l'armée et à

1. Né le 24 juin 1724 (*National Biography*).

2. Mort en 1764.

la diplomatie. Débutant dans la carrière militaire en avril 1741 en qualité d'enseigne, il avait quatre ans plus tard obtenu le grade de lieutenant-colonel et fait les campagnes de Flandre et de Hanovre, assistant aux batailles de Fontenoy et de Culloden. Promu aide de camp du roi en 1749, il avait alors bifurqué vers la diplomatie, et après un court séjour à Paris avec Lord Albermale en 1749, avait été désigné comme ministre à La Haye en 1751. Ainsi, il occupait un haut rang dans l'administration et l'armée : ambassadeur depuis avril 1761, lieutenant-général depuis décembre 1760, il venait d'être promu général en septembre 1777. Les honneurs ne lui manquaient pas, car son souverain l'avait fait Chevalier du Bain en mai 1761. Enfin, son influence s'étendait dans le domaine politique, car en 1751, il avait été élu membre des Communes, et à chaque renouvellement du Parlement, il avait toujours trouvé un siège prêt à le recevoir, que ce fût la *constituency* d'East Grinstead qu'il avait représentée dix ans durant (1), ou celle de Douvres qu'il avait tenue treize ans (2) ou enfin celle de Grampound pour laquelle il siégeait alors (3).

Ainsi Sir Joseph, bien titré, allié à de hautes familles, en rapport direct avec le monde ministériel et parlementaire, officier général, était un ambassadeur représentant dignement son pays, jouissant auprès de son gouvernement d'une influence naturelle, à laquelle se joignait celle qu'il devait à ses propres talents. Homme actif, avisé, imbu de l'importance de sa tâche et de la grandeur de son rôle, il avait compris promptement ce que devait être le poste qu'il remplissait : poste d'observation et d'écoute sur le continent autant que poste d'action envers le gouvernement près duquel il était accrédité. Et ce n'était point une tâche légère que d'agir avec efficacité et doigté auprès de ces multiples

1. De 1751 à 1761.

2. De 1761 à 1774.

3. De 1774 à 1780.

gouvernements, de cette hiérarchie compliquée d'autorités provinciales, locales et fédérales, administratives, techniques et politiques dont l'action s'enchevêtrait dans la République. Vingt-cinq ans d'un séjour ininterrompu dans les Provinces-Unies, vingt-cinq ans d'une étude continue et d'une activité soutenue avaient permis à l'ambassadeur d'Angleterre de tenir dans le corps diplomatique une place hors de pair, une place due tout autant à la situation de son pays qu'à sa propre action.

Le personnel diplomatique de la Cour de Saint-James n'était point à cette époque composé de personnages secondaires : le baron Grantham à Madrid, Sir James Harris à Saint-Pétersbourg, M. de Laval à Copenhague ou Lord Stormont à Paris constituaient une redoutable phalange d'hommes d'action merveilleusement dressés à leur rôle et le général Yorke ne déparait nullement cette troupe d'élite.

L'ambassadeur à La Haye avait su créer tout un organisme à la fois actif et passif qui enserrait les Sept Provinces. Passif pour recueillir toutes les informations politiques et économiques, actif pour exercer là où il convenait l'influence de la Cour de Londres. Non seulement il avait libre accès près du prince stathouder et des conseillers de celui-ci, mais encore il était en rapport direct avec le personnel permanent des Etats Généraux, notamment avec le greffier Fagel près duquel il rencontrait une vive sympathie, mais encore il avait noué d'utiles relations avec les diverses députations provinciales, avec les principaux membres des Conseils particuliers, des Amirautés et des régences locales. Hors du domaine politique, il connaissait le monde du négoce et celui de la banque, il connaissait les armateurs, il connaissait les directeurs et les principaux conseillers des diverses Chambres de chaque Compagnie des Indes. Il était renseigné sur les mouvements de fonds, les opérations de bourses, tandis que, reçu dans les salons,

il trouvait accès près des milieux littéraires, près des milieux pamphlétaires (1).

Après un quart de siècle de séjour dans la République, il avait vu passer bien des fortunes et il avait assisté à l'ascension progressive des personnages au pouvoir, il avait vu grandir le stathouder et s'il n'avait pu triompher du prince Louis de Brunswick au sujet du mariage du prince, il n'en exerçait pas moins une influence considérable sur la petite cour orangiste.

Sir Joseph disposait donc d'un cercle fort étendu de commensaux, d'amis plus ou moins intimes dont il ne se privait point d'user au moment opportun pour transmettre en une assemblée ou dans l'entourage stathouderal tel avis ou telle recommandation. En dehors de ces armes puissantes dans la société, il pouvait avoir recours à une organisation nullement négligeable, organisation traditionnelle dans la diplomatie britannique : c'était le service secret de renseignement, service composé d'agents bénévoles ou d'informateurs spécialement recrutés et salariés, véritable réseau d'espionnage qui fonctionnait dans les ports, dans les grandes villes de Hollande et de Zélande, dans les capitales provinciales et à La Haye même.

Avec la guerre d'Amérique, ce système un peu relâché durant la paix avait repris toute son activité, les cadres d'informateurs s'étaient de nouveau remplis et des crédits spéciaux, relativement considérables, mis à la disposition de l'ambassadeur pour travailler à écarter l'opinion hollandaise et néerlandaise de la cause insurgente, pour prévenir l'intervention des agents du Congrès. Quand survint la tension, puis la rupture avec la France, la tâche de Yorke ne pouvait que s'accroître, le poste de La Haye prendre plus d'importance à la fois comme position d'observation et comme position avancée protégeant l'Angleterre du côté du continent (2).

1. D'après *S. P. Holl.*, années 1778 et antérieures.

2. *S. P. Holl.*, corr. de Yorke et de Walters (entreprise d'espionnage).

Si de 1776 à 1777, les dirigeants de Londres pouvaient se borner vis-à-vis des Provinces-Unies à désirer l'obtention de menues faveurs peu compromettantes, faveurs militaires ou commerciales, ils ne ressentait aucune crainte de la part des Hautes Puissances, ils ne pensaient point qu'une contre-attaque en faveur des Insurgents pût venir de ce coin de l'horizon diplomatique, tout au plus pouvaient-ils redouter ne trouver que peu de complaisance à poursuivre la répression dans le Nouveau Monde, et ce n'était pas là un fait susceptible d'influer — à leurs yeux du moins — sur l'issue de la lutte contre les révoltés : ce serait seulement permettre une certaine prolongation de la résistance des colonies.

Avec l'entrée en lice de la France, la situation changeait. Il fallait pour la Grande-Bretagne se prémunir contre la possibilité d'une propagande française en Hollande, contre la menace d'une attaque de flanc, il fallait non plus seulement affirmer la neutralité néerlandaise, mais amener la République, à se prononcer, indirectement ou non, en faveur de la cause britannique, à pratiquer une neutralité bienveillante qui assurât à la Grande-Bretagne le maximum d'avantages qu'elle pouvait tirer de cette neutralité.

N'était-ce pas dès lors une situation dans laquelle la personnalité de Yorke devenait précieuse ? Nul plus que Yorke n'était versé en la connaissance approfondie des rouages constitutifs de la République autant que du mécanisme de l'opinion néerlandaise ; nul, plus que lui n'était familier avec le personnel politique de la République, nul plus que lui n'avait su organiser ce réseau de mines et contre-mines par lesquelles on pouvait intercepter les nouvelles les plus secrètes ou répandre les bruits opportuns et favorables à l'Angleterre, nul plus que lui n'avait su faire de la spéculation une arme politique en s'alliant aux hommes de négoce et de finances, témoin le banquier portugais Isaac de Pinto qui passait pour son principal agent, sinon son

ami (1), le jeune Van Citters, son confident, etc.

C'était là assurément des éléments de succès, mais n'avaient-ils pas leur contre-partie ? Le général ne s'était-il pas trop accoutumé à remporter en temps de paix des succès en matière de bagatelle, ne comptait-il pas trop sur l'excellence de son système et de ses méthodes en d'autres temps et d'autres conditions, et ne se refusait-il pas à les vouloir adapter à la situation présente, conséquences d'un trop long séjour à La Haye ? Sa hauteur, sa confiance naturelles ne s'étaient-elles pas renforcées à ce contact prolongé avec un régime un peu vieilli, avec un personnel politique aux idées étroites et à l'esprit traditionnel autant que prudent ? Il allait devoir en tout cas mettre en œuvre tous ses talents pour amener la République à adopter une conduite conforme aux désirs du Cabinet de Saint-James.

Tâche difficile, car ce dernier entendait tirer parti de la neutralité hollandaise d'une façon absolument unilatérale, sans égards pour les principes de la neutralité non plus que pour les intérêts néerlandais. Il voulait s'assurer pratiquement la collaboration des Hautes Puissances pour le blocus de son adversaire : il n'avait pu que difficilement obtenir l'adhésion des Etats Généraux au blocus (au point de vue de la contrebande seule), des ports insurgents, allait-il obtenir cette même adhésion en ce qui concernait les ports de France, ports avec lesquels les Hollandais entretenaient un trafic dix fois plus considérable qu'avec l'Amérique du Nord ou même les Antilles ?

Les Insurgents n'avaient pu pratiquement riposter aux manœuvres britanniques sur le terrain néerlandais puisqu'ils n'avaient pas réussi à se faire reconnaître. La Cour de Versailles n'était nullement en cette position passive, elle était susceptible de se défendre et de contre-attaquer, elle ne manquerait certes pas de

1. Touchant une pension de 500 livres sterling.

profiter de ses avantages. Un duel diplomatique franco-anglais était donc inévitable à La Haye — comme d'ailleurs dans les autres capitales neutres — mais en raison de l'importance qu'attachaient les belligérants à l'alliance ou à la neutralité hollandaise ce duel acquèrerait là fatalement une ampleur et une violence toutes particulières.

II. — LA POLITIQUE FRANÇAISE DANS LES PROVINCES-UNIES SES REPRÉSENTANTS

L'ambassadeur du Roi Très Chrétien aux Provinces-Unies était en l'année 1776 aux mains d'un diplomate de second plan, l'Abbé Desnoyers, qui en apparence jouait le rôle d'interimaire depuis le départ du Marquis de Noailles en août 1775, mais qui en fait continuait à gérer les affaires de France comme il le faisait depuis 1771 en raison des séjours courts et intermittents du Marquis à La Haye. Sans doute ce fut la préoccupation d'un conflit éventuel avec l'Angleterre, qui décida Vergennes à pourvoir ce poste d'un titulaire définitif susceptible de tenir tête à Yorke. A la fin de 1776, la nomination du Duc de La Vauguyon était résolue.

Paul-François de Quélen de Stuer de Caussade, duc de La Vauguyon, était un homme jeune encore, trente-deux ans à peine (1). D'expérience diplomatique, il n'avait que peu, et par sa carrière antérieure toute militaire, il n'avait pu encore donner de ses talents la juste mesure. Au reste, grand seigneur, fort bien apparenté aux meilleures familles du royaume et de ce fait capable de rivaliser avec l'ambassadeur britannique, une large fortune susceptible d'éblouir ou de séduire la société néerlandaise, du savoir-faire autant que du savoir-vivre, jeune marié en outre, tel était le personnage qui allait dans le champ clos de la République devenir le champion de la Cour de Versailles.

1. Né le 30 juillet 1746.

Sa grande noblesse et aussi son esprit vif et pénétrant n'avaient certes pas été sans attirer l'attention du ministre de Louis XVI sur lui, mais son père n'avait-il pas été précepteur du roi, et sa qualité d'ancien menin du roi avait contribué à cette subite élévation, car jusqu'alors il s'était contenté de servir à l'armée sans obtenir, malgré sa parenté, de commandement important (1) (le brevet de brigadier d'infanterie devait tarder jusqu'en 1781). Il est vrai qu'à vingt-deux ans il avait débuté dans la carrière littéraire par quelques écrits politiques.

La Vauguyon, lorsqu'il arriva à La Haye en décembre 1776, trouvait évidemment ce poste diplomatique peu en état de rivaliser avec l'organisation britannique due à Yorke. Non pas que la faute en fût due à l'Abbé Desnoyers, nul n'était plus propre que ce dernier à gérer l'ambassade en temps de paix, à se bien renseigner sur les agissements politiques et économiques dans les dix provinces, mais à ce rôle purement passif il se devait borner. Agent de propagande il ne pouvait guère l'être, tant par son caractère, son tempérament, que par les conséquences d'un long état de choses. En effet le poste de La Haye avait été longtemps négligé, se fondant sur la médiocre utilité de la République dans les grandes combinaisons diplomatiques de l'Europe centrale et orientale chères au feu roi. Nombreux avaient été les titulaires : huit ambassadeurs ou chargés d'affaires s'étaient succédés en dix ans sur cette scène politique et la plus grande partie d'entre eux sous le précédent règne avaient été tiraillés entre la politique secrète du roi et la politique ostensible du ministre, ce qui n'avait point contribué à relever leur rôle. Or brusquement, sous la pression des événements et sans qu'aucune volonté intervint de la part de Vergennes, l'ambassade reprenait une importance nouvelle. Aussi était-ce tout à créer derechef pour en faire un poste d'action, d'influence sur le monde politique

1. Colonel d'infanterie en 1776.

néerlandais, car seules les traditions subsistaient de rapports entre la Cour de France et les partis adverses du stathouder : les républicains, les patriotes.

Les instructions du 28 novembre 1776 étaient singulièrement vagues ; elles se bornaient à mettre le nouvel ambassadeur au courant des mœurs politiques néerlandaises, à l'inviter à favoriser la politique de neutralité de la République et à soutenir, le cas échéant, les adversaires du stathouder pour empêcher celui-ci de gagner trop d'ascendant dans l'Etat. Assurément on ne croyait pas à Versailles que les Provinces-Unies fussent appelées à jouer un rôle sur la scène politique européenne (1). On n'estimait même point nécessaire pour se concilier les Hollandais de faire revivre le traité commercial de 1739 ou de lui substituer un autre accord (2).

Par ailleurs, le duc, d'esprit vif et ardent, comprenait le rôle qui lui allait incomber si la rupture entre les Cours de Versailles et de Londres se consommait. C'est ainsi qu'il travaillait à renouer des rapports plus intimes et plus cordiaux que par le passé avec les hommes politiques qui traditionnellement inclinaient par hostilité envers le stathouder à se rapprocher de la France, notamment avec les Hollandais, les patriotes des diverses provinces. L'entourage stathoudéral paraissait acquis soit à l'Angleterre, soit à la Prusse ; l'Autriche était considérée avec méfiance en raison des affaires litigieuses des Pays-Bas. Il ne restait donc que la France qui pût servir de contrepoids à l'action de Yorke et de la Cour stathoudérale. C'est pourquoi en quelques mois, d'une manière insidieuse, La Vauguyon parvint à grouper autour de lui quelques « fortes

1. *A. E. Holl.*, Supp. Vol. 20, n° 136-152. *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, t. XXIII (Hollande, III, 1730-1788), octobre 1924, p. 333.

2. Le traité de commerce franco-néerlandais de 1739 avait été annulé par la France en 1745 en représailles des bons offices de la République à l'égard des adversaires de la Cour de Versailles. Depuis 1748, les pourparlers, en vue de conclure un nouvel accord, traînaient en longueur et La Vauguyon ne reçut point, lors de sa nomination, mission de réveiller cette affaire.

têtes », notamment à Amsterdam, et il sut trouver des canaux sûrs par lesquels il pouvait transmettre, sans crainte d'être découvert et sans avoir à paraître officiellement, les désirs et les demandes de son gouvernement (1).

Il ne négligeait pas non plus d'étudier sur place le mécanisme délicat des institutions néerlandaises, de juger des ressources financières de la République et de sa puissance navale ; il examinait également avec soin le fonctionnement des divers marchés, notamment celui du change. Toutefois si dans d'autres domaines il était capable de rivaliser avec Yorke, là il était hors d'état de songer à se mesurer sérieusement avec lui. Jamais l'ambassadeur de Louis XVI ne put exercer d'actions les moins directes dans les bourses de valeurs ou de marchés ; jamais il ne put disposer dans le monde de la banque et des armements maritimes de confidents et d'agents dévoués. C'était là une infériorité due en partie à la puissance d'attraction de la place de Londres (puissance bien supérieure à celle de Paris), une infériorité due aussi au peu de capacité du duc en matière de négoce et de finances.

*
* * *

Durant toute l'année 1777, la politique française sur la scène des Provinces-Unies parut ne point jouer un rôle plus décisif que durant les années antérieures. Ce n'était pas que l'ambassadeur dût étudier son rôle ou qu'il fût absorbé par les préparatifs d'une action ultérieure ; c'était que le Cabinet de Versailles évitait d'intervenir trop vivement dans les affaires maritimes, les affaires d'Amérique. Il s'efforçait en effet de maintenir encore le masque de la neutralité, de concilier les devoirs d'une neutralité ostensible avec l'assistance la plus discrète donnée aux Insurgents : il déplorait

1. Cf. dépêches de La Vauguyon de l'année 1777 et son rapport de fin d'année *A. E. Holl.*, Vol. 529-531.

hautement les agissements de certains spéculateurs qui expédiaient des ports de France à destination des Antilles ou de l'Amérique du Nord des cargaisons, souvent exclusivement composées de contrebande ; il promettait de sévir, de s'opposer dans la limite des lois françaises à cette activité illicite. Il ordonnait la restitution des prises faites par le corsaire insurgent Conyngham et amenées à Dunkerque, il signalait l'arrestation du corsaire lui-même et faisait ressortir toute la correction de son attitude envers la Grande-Bretagne. Cependant que sous main, il donnait des encouragements aux émissaires insurgents, tolérait en fermant les yeux achats et recrutements effectués par les Commissaires du Congrès, n'interdisait pas à ceux-ci de mener leur propagande auprès de l'opinion publique, dans les salons et presque à la Cour.

Aussi devait-il rester témoin indifférent des démarches de Yorke en faveur du réemploi de la brigade écossaise, du passage des recrues germaniques ou de la prohibition du commerce de contrebande. Du reste, à quel titre fût-il intervenu dans ces débats anglo-néerlandais ? Même officieusement, le Duc de La Vauguyon se gardait de donner avis ou conseils ; tout au plus se permettait-il d'exprimer en son privé le désir personnel de voir ces demandes ne point aboutir, et tout au plus applaudissait-il à l'heureuse solution trouvée à ces débats conformément aux principes de la neutralité.

Ce n'était point que la Cour de France ne fût point l'objet de sollicitation de la part de dirigeants néerlandais. Si Vergennes, dans l'éventualité d'une guerre contre l'Angleterre, tenait compte du facteur néerlandais, en revanche dans les Provinces-Unies on envisageait également l'hypothèse d'une extension de la lutte maritime et on tenait compte du facteur français. De là, un double jeu de tractations qui se menait à La Haye ou à Amsterdam, souvent en dehors des Etats-Généraux ou de leur représentant à Paris, M. de Ber-

kenroode, taxé par Vergennes d' « absurde anglo-mane » (1).

Il était dans la République de nombreux politiques qui n'envisageaient pas sans inquiétude soit la prolongation de la lutte entre l'Angleterre et ses colonies, soit surtout son extension par la participation de puissances européennes : la France ou l'Espagne, les deux vaincues du traité de 1763. Pour eux, les demandes formulées jusqu'alors par Yorke n'excédaient pas absolument les limites de la neutralité, mais elles étaient aussi l'annonce de nouvelles demandes plus impérieuses, plus gênantes pour les intérêts nationaux au cas où la guerre se prolongerait ou s'étendrait. L'expérience était là aussi pour se mettre en garde contre les dangers qui pouvaient menacer la République; celle-ci n'avait-elle pas durement souffert des pratiques maritimes britanniques de 1756 à 1762, n'avait-elle pas déjà subi à cette époque la surenchère de vexations des deux belligérants : France et Grande-Bretagne, n'avait-elle pas dû, après trois années de protestations, de rappels inutiles au Droit des Gens, recourir à l'*ultima ratio* des nations et armer en guerre, elle aussi, à partir de 1759 pour protéger à coups de canons ses bâtiments marchands? Que serait-ce si, dans un futur mais prochain conflit, il y avait en présence non plus deux belligérants mais trois ou quatre, principalement ces Etats-Unis d'Amérique qui pourraient venger leur non-reconnaissance par les chancelleries neutres en frappant le commerce neutre sans égard au droit naturel, au Droit des Gens?

Aussi, dès l'été de 1777, les personnages de la Régence d'Amsterdam et des Etats de Hollande avec lesquels La Vauguyon venait d'entrer en relations, sondaient-ils prudemment le terrain en vue de protéger la navigation de la République à la fois indirectement contre l'Angleterre et directement contre la France. Hommes

1. Vergennes à La Vauguyon, 9 avril 1778. *A. E. Holl.*, Vol. 532.

de négoce, hommes de mer, hommes de banque autant qu'hommes politiques, ils se préoccupaient fort de l'éventualité d'un conflit franco-anglais susceptible de menacer tant la neutralité que la sécurité commerciale des Provinces-Unies. Par suite, ils estimaient prudent de lier éventuellement à l'avance la Cour de Versailles pour prévenir de celle-ci toute tentative de représailles envers la Grande-Bretagne aux dépens des marines neutres, et au cours de conversations avec l'ambassadeur, on suggéra l'idée de faire revivre le traité de 1662, ou mieux encore ce traité de navigation et de commerce conclu en 1739 et mort-né du fait de sa non-application par la France. Non seulement la résurrection de cet acte diplomatique était susceptible d'être avantageuse pour les deux parties, même pour la France en les circonstances nouvelles nées de la guerre d'Amérique, mais les patriotes hollandais attachaient tellement d'importance à la consolidation (*in petto*) et à l'extension ostensible des relations commerciales franco-néerlandaises qu'ils étaient prêts à acheter ces concessions de la Cour de Versailles par des démarches actives aux Etats-Généraux en faveur des intérêts économiques français. La députation hollandaise (menée en grande partie par les délégués d'Amsterdam) proposaient de présenter des motions en faveur d'un rapprochement officiel franco-néerlandais (1).

Durant tout le mois de septembre 1777, La Vauguyon communiqua à Versailles ces données et il insistait discrètement — avec l'ardeur d'un néophyte — pour que suite fût donnée à ces projets. Vergennes inexorablement réduisit à néant cette espérance : pour lui, nul espoir de faire jamais revivre traité de 1662 ou traité de 1739, surtout ce dernier si désavantageux aux intérêts du Roi, et pour quel avantage politique souscrire à des demandes si humiliantes ? Au reste, ajou-

1. A. E. Corr. de La Vauguyon.

tait-il dans ses instructions du 18 septembre, « le défaut de traité n'empêche point les Hollandais de jouir paisiblement dans nos ports des avantages accordés aux autres nations privilégiées et ils continueront d'en jouir aussi longtemps qu'ils ne donneront pas au Roi de justes sujets de mécontentement... (Vous pourrez dire confidentiellement aux Hollandais) que Sa Majesté est disposée à donner aux Provinces-Unies en cas de besoin tout l'appui qui sera en son pouvoir pour les maintenir en l'état de tranquillité et de neutralité où ils se trouvent... Cependant quoique nous ne soyons pas dans le cas de prendre avec la République des liaisons politiques bien étroites et qu'elle n'a que de faibles sujets de compensation à nous offrir pour un traité de commerce, il serait imprudent d'ôter aux Hollandais toute espérance d'en obtenir un... » (1).

Prudente réserve, car moins de cinq mois plus tard le ministre de Louis XVI prenait l'initiative de suggestions relatives aux Provinces-Unies. Le temps avait marché depuis septembre 1777, et en janvier 1778, Louis XVI en son conseil avait accepté de s'allier aux Etats-Unis, c'est-à-dire de déclarer à bref délai la guerre à l'Angleterre malgré les complications continentales de la succession de Bavière. C'est pourquoi Vergennes s'entretenait avec son représentant à La Haye, M. de Béranger (chargé d'affaires (2) en l'absence du duc en congé depuis décembre pour assister aux couches de sa femme) de l'opportunité de s'assurer du pavillon hollandais ou néerlandais pour le ravitaillement de la France en denrées alimentaires, en articles de constructions navales. L'heure n'allait pas tarder à sonner où il serait fort avantageux de voir les ports du royaume fréquentés par les bâtiments de la

1. *A. E. Holl.* Vol. 531, fo 33.

2. Mentor diplomatique donné au jeune ambassadeur, étant né en 1728, à Bernac en Bigorre, ancien avocat au Parlement, entré dans la diplomatie vers 1759, secrétaire et chargé d'affaires à Saint-Petersbourg, Vienne et Naples. *Rec. Instr. Amb. Holl.*, III.

République chargés de contrebande ou de marchandises licites, et il n'était que temps de songer à jeter les bases d'un accord avant que la France devenue belligérante ne fût plus en état de négocier utilement sur une base de réciprocité avec une puissance fermement résolue à demeurer neutre et exposée de plus aux sollicitations pressantes de l'Angleterre.

Le 29 janvier 1778, Vergennes évoquait la formation d'une entente tripartite entre les Provinces-Unies, la France et l'Espagne pour assurer et défendre les relations maritimes mutuelles : il pensait présenter ce projet sous les auspices d'une protection efficace de la navigation neutre contre les attaques des Insurgents et il engageait à parler de la conclusion d'accord en commun avec les représentants du Congrès. Etrange ouverture : Béranger, qui n'était pas sans avoir quelque connaissance de l'opinion hollandaise, fit discrètement remarquer au ministre que de tels projets sentaient fort la guerre et que ces Messieurs d'Amsterdam et de La Haye étant des plus chatouilleux quant à leur neutralité ne manqueraient pas de saisir cet indice, d'en inférer une rupture prochaine entre la France et l'Angleterre, de s'abstenir dès lors prudemment, par crainte légitime de s'aliéner la Grande-Bretagne sans motifs comme sans avantages par la signature d'une telle convention.

Ces représentations, quelque justes qu'elles fussent, n'en produirent pas moins nul effet à Versailles. Vergennes, loin de se décourager, persista à caresser son programme, y voyant la meilleure voie pour se procurer l'appui d'une marine marchande neutre ; tout au plus se laissa-t-il impressionner par les objections de son chargé d'affaires en admettant qu'on ajournât la communication officielle jusqu'après avoir officieusement sondé les principaux dirigeants de Hollande qui fréquentaient indirectement l'ambassade. Tel était le sens de ses nouvelles instructions en date du 12 février 1778 (1).

L'instant était déjà passé où pareille manœuvre pouvait impunément être pratiquée sans donner lieu à trop de soupçons. Les principales places de Hollande commençaient à s'émouvoir par suite d'opérations imprévues pratiquées sur le marché des denrées coloniales. Certaines maisons achetaient tous les produits exotiques en quantités plus fortes qu'à l'ordinaire ; notamment la cochenille, l'indigo, les bois de teinture, le café (tous articles provenant du Nouveau-Monde, surtout des Antilles). C'est que par le canal de la grande maison de banque et de commission Hope le bruit commençait à se répandre qu'un accord venait d'être conclu entre Louis XVI et les Etats-Unis (1). Nul parmi ces négociants ou ces banquiers ne doutait que la seule reconnaissance du nouvel état américain par la France n'entraînât la guerre entre cette puissance et la Grande-Bretagne ; tous en conséquence se hâtaient de se couvrir par des achats importants en vue de pouvoir faire face aux livraisons prochaines malgré l'interruption, ou au moins la perturbation inévitable des relations entre l'Europe et les colonies.

Toutefois, quelque tardive que fût l'intervention en vue de conclure un accord de navigation franco-néerlandais, Bérenger ne pouvait se soustraire à l'obligation d'agir et de sonder prudemment les dispositions des dirigeants les plus favorables à la Cour de Versailles. Il s'adressa donc au Grand-Pensionnaire et lui présenta à la fin de février l'idée mise en avant par Vergennes comme lui étant personnelle, et il parla avec chaleur en faveur de son adoption. Bleswick accueillit cette proposition sans déplaisir comme sans enthousiasme ; officiellement il assura tenir grand compte d'une telle suggestion, mais, dupe ou non du stratagème du chargé d'affaires, il parla aussitôt de la nécessité où il était d'en référer au stathouder avant

1. Le 6 février 1778 avait été signé un double traité d'amitié, de commerce et d'alliance entre la France et les Etats-Unis, mais ces actes étaient tenus secrets et la ratification n'en avait pas encore eu lieu à la mi-février.

de répondre à ce sujet. Il laissa entendre que le Prince serait assurément moins enclin que lui à donner son approbation. Au reste, il estimait que le moment le plus opportun pour discuter utilement un tel programme serait celui où les ambitions anglaises, la politique anglaise en viendraient à léser directement les intérêts de la marine néerlandaise. Quant à présent, on n'en était point encore là ; le conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies ne touchait encore que légèrement le trafic européen de la République ; par suite on trouverait malaisément dans les Conseils, aux Etats Généraux une majorité empressée à conclure un accord qui mécontenterait l'Angleterre sans assurer à la République des avantages bien immédiats (1).

C'était là une fin de non-recevoir presque catégorique. Le Grand-Pensionnaire n'était point sans se douter des arrière-pensées de Vergennes et il tenait quant à lui trop à la neutralité, il connaissait trop l'opinion générale, profondément neutraliste des provinces pour ne point décourager *ab ovo* toute tentative pour attirer les Provinces-Unies dans le conflit qui paraissait imminent. On ne pouvait longtemps dissimuler la tension anglo-française qui allait chaque jour s'accroissant. Le 12 mars Bérenger recevait notification officielle de la conclusion du traité franco-américain ; il transmet selon les instructions de Versailles, la nouvelle aux Hautes Puissances sans indiquer ni la date de la signature, ni la teneur de cet acte diplomatique qu'il ignorait également. Cependant il fit répandre dans les milieux fréquentant l'ambassade l'assurance que dans la convention aucun avantage exclusif n'était stipulé en faveur du commerce ou de la navigation française. Six jours plus tard, il adressait par une note verbale au Grand-Pensionnaire, au Baron de Pallandt, président de semaine, et au greffier Fagel une déclaration élaborée par Vergennes qui annonçait le traité franco-américain et

réitérait l'assurance qu'aucun protectorat économique n'était accordé à la France (1).

Cette nouvelle officielle qui suivait à près de cinq semaines d'intervalle le bruit officieux déjà répandu dans les Puissances-Unies, suscita dans l'opinion de ce pays une vive émotion. D'une part, il y avait désormais une brèche dans le blocus moral qui frappait les Etats-Unis : ces derniers étaient reconnus par une grande puissance. D'autre part, ce défi manifeste envers l'Angleterre annonçait des intentions belliqueuses, et toutes les promesses multipliées par les agents français ne pouvaient empêcher la menace d'une guerre navale européenne de planer et d'inquiéter les paisibles Néerlandais. Ceux-ci voyaient leur commerce maritime gêné, entravé par les pratiques des deux belligérants, tandis que les bourses devenaient nerveuses, étaient tout-à-coup le théâtre de spéculations à la hausse et à la baisse. C'était le début d'une désorganisation économique.

Bérenger ne dissimulait pas à son ministre qu'en présence de l'agitation qui saisissait le monde politique néerlandais, toute idée de conclure une convention de navigation dût être abandonnée. Vergennes obstinément se cramponnait à son projet ; il parlait bien du danger qu'une telle convention eût fait courir à la neutralité hollandaise, mais il n'en tenait pas moins à s'assurer le bénéfice de la marine marchande néerlandaise, et il ne voyait pas de moyen plus sûr pour cela que de signer une telle convention. Le 26 mars, huit jours après avoir notifié officiellement l'existence du traité franco-américain qui équivalait à une déclaration de guerre à la Grande-Bretagne, il songeait à la convention relative au commerce maritime réciproque et il envisageait la possibilité de concilier cet accord avec une neutralité absolue des Provinces-Unies. Il invitait La Vauguyon, revenu à son poste le 25 mars,

1. Cette déclaration adressée aux diverses chancelleries était conçue en termes presque identiques pour chaque gouvernement. *A. E. Holl.* Vol. 532.

à faire des démarches en ce sens, démarches prudentes il est vrai, mais démarches pressantes aussi, car l'heure approchait où la France allait cesser d'être neutre : ne pouvait-on à tout instant recevoir un ultimatum ou une déclaration du gouvernement de Londres se considérant comme attaqué par le traité du 8 février 1778, traité dont les termes étaient ignorés, mais dont, certes, l'esprit ne pouvait l'être (1).

A La Haye et dans toutes les villes de la République on s'attendait à la rupture entre les Cours de Versailles et de Saint-James ; on ne doutait pas que les complications continentales subitement surgies par la succession de Bavière et l'intervention énergique de Joseph II dans l'électorat fussent impuissantes à retenir Louis XVI et ses ministres loin du conflit maritime. On savait qu'en Angleterre l'esprit public ne répugnait pas à une guerre contre l'ennemi traditionnel. que le Cabinet North envisageait même cette guerre comme une utile diversion susceptible de reformer l'unité d'opinion en sa faveur. Ne savait-on pas aussi que Yorkes'agitait fort, dénonçant les perfides menées de Vergennes, et ne commentait-on les répliques récemment échangées entre les représentants des deux couronnes à une réception à l'Hôtel d'Angleterre. « Vous violez ma fille, avait dit Yorke, faisant allusion aux rapports entre la France et les colonies insurgées. — « Je ne la viole pas, Monsieur l'Ambassadeur, « avait répondu Béranger, elle était émancipée. — Les « Français ne font que ce qui plaît aux dames. — J'en « suis fâché. » Et la malignité publique colportait ce dernier trait dû à l'irascible et énergique général : « Vous ne vous contentez pas d'enlever ma fille, mais « vous en faites une p... en la prostituant à tout le « monde... » (2)

A la fin de mars, on assurait ouvertement que le gouvernement britannique allait prendre l'initiative de

1. *A. E. Holl.* Vol. 532.

2. Béranger à Vergennes, 22 mars 1778. *A. E. Hollande*, Vol. 533.

la rupture : en fait s'il n'y avait pas encore déclaration de guerre, le rappel simultané des ambassadeurs était un symptôme alarmant pour la paix de l'Europe. Il advint que M. de Berkenroode eut à prêter ses bons offices à Lord Stormont pour faciliter le départ de Paris de cet ambassadeur.

En raison de l'imminence du conflit, l'alarme était grande sur les marchés, tandis que dans les milieux politiques de la République, on étudiait les moyens de préserver la neutralité. Nulle circonstance n'était moins propice à l'exécution du projet de Vergennes. La Vauguyon, à peine de retour, travailla à ramener le ministre à des vues plus sages et il s'abstint avec prudence de faire des démarches qui eussent été mal interprétées. Il fit valoir surtout que le stathouder se servirait des demandes françaises comme d'une arme en faveur de l'Angleterre, car celle-ci avait jusqu'alors demandé peu de choses aux Hautes Puissances, bien qu'elle pût arguer de traités d'alliance et d'amitié. D'autre part, ces mêmes demandes seraient susceptibles de faire échouer les demandes de convoi pour les ports français par crainte d'éviter toute suspicion de la part de la Grande-Bretagne.

Quant à la neutralité absolue, Vergennes estimait que les Provinces-Unies demandassent à la France de rester neutres, ou que la France offrit de considérer comme neutres les Provinces-Unies, deux voies également impraticables, car qu'avait la France à faire à l'égard de la neutralité hollandaise ? Avait-elle à solliciter, à réclamer cette neutralité qui en principe devait être une manifestation spontanée de la part des Hautes Puissances ? De telles démarches n'étaient-elles pas aussi ridicules que hors de propos, car les Etats Généraux de même que les Etats provinciaux étaient fermement résolus à adopter une attitude de neutralité et ils n'avaient nul besoin qu'on leur imposât cette attitude que leur commandaient leurs intérêts maritimes et que les circonstances survenues dans l'Empire

rendaient plus nécessaires. En effet, par une conséquence des mesures prises par Joseph II en Bavière, la Prusse armait-elle aussi. La République ne devait-elle pas dès lors surveiller sa frontière méridionale et orientale à l'égal de son front de mer ?

La Vauguyon s'abstint de toute activité ou pression sur les dirigeants de La Haye : durant les trois ou quatre mois qui s'écoulèrent entre le rappel des ambassadeurs et l'ouverture des hostilités, il se borna à répondre aux accusations lancées par Yorke contre la politique de Vergennes envers les Insurgents et il se garda de vouloir mêler les Provinces-Unies à aucune difficulté avant que la situation internationale se fût précisée par l'explosion d'une guerre inévitable. Il savait trop combien précieuse serait l'aide de la marine marchande néerlandaise pour son pays pour vouloir la compromettre hors de propos, soulever l'inquiétude de l'Angleterre et déterminer celle-ci à une contre-action ou à des représailles avant que fût venue l'heure d'utiliser les bâtiments néerlandais.

Le Duc employa activement ce répit de durée incertaine avant l'ouverture des hostilités à jeter les bases d'un service de renseignements relatifs à l'Angleterre. Il pensait avec raison que la Hollande était susceptible de servir de base d'opération : aussi recrutait-il des agents pour les envoyer dans des rades comme celles de Plymouth, Portsmouth, Douvres, etc., pour les installer à Londres même, et il organisait un service de correspondance par bateaux pêcheurs entre Scheveningen et la côte anglaise (surtout Southwold). Tâche délicate et minutieuse qui exigeait de la dextérité et de la prudence, tâche que l'ambassadeur accomplissait avec beaucoup d'ardeur, s'efforçant d'amener son chef à se convaincre de l'utilité d'un tel service et de la nécessité d'y consacrer des fonds abondants (1).

1. Cf. dépêches de La Vauguyon du mois d'août 1778.

*
* *
*

Il était encore deux domaines où devait s'exercer l'activité de l'ambassadeur, activité accrue par le fait de la guerre prochaine : l'un était financier, l'autre naval.

Les Provinces-Unies, et principalement la Hollande, disposaient de chantiers maritimes importants qui travaillaient fréquemment pour le compte d'armateurs et même de gouvernements étrangers. Or il n'était point indifférent au Cabinet de Versailles de tirer parti de ce fait pour accroître ses forces navales. A cette date, l'Espagne allait incorporer à sa flotte deux bâtiments du type corvette provenant de ces chantiers et le ministre de la Marine de Louis XVI, Sartine, faisait travailler à la construction d'un vaisseau, l'*Indien* (1), au Texel. La grosse difficulté serait, après la déclaration de guerre, de faire sortir cette unité d'un port neutre. Divers subterfuges avaient déjà été élaborés dans ce but et des préparatifs avaient dès 1778 été poussés en vue d'assurer l'armement de l'*Indien* et son convoiement par deux frégates. Des difficultés techniques, notamment en ce qui concernait le tirant, devaient rendre vaines l'ingéniosité des bureaux (2).

Le département de la Marine n'était pas sans avoir en Hollande un représentant spécial distinct de l'ambassade quoique travaillant de concert avec elle : le titulaire de ce poste important avait changé en avril 1777; à Maillet du Clairon avait succédé le Comte de Lironcourt qui, lui-même assisté de plusieurs agents subalternes, faisait preuve d'une grande activité pour se renseigner au point de vue des armements de la

1. Vaisseau de guerre bien que navire ostensiblement destiné à la Compagnie française des Indes.

2. Voir correspondance de La Vauguyon avec Sartine, *A. E. Hollande*, Vol. 539.

République et du mouvement de la navigation. Son rôle politique était fort secondaire, mais il avait l'avantage de représenter la Cour de France à Amsterdam de façon permanente comme l'ambassadeur la représentait à La Haye : c'était deux sources de renseignements qui restaient cependant toujours distinctes, car M. de Sartine ne communiquait pas toujours les rapports de son subordonné à M. de Vergennes, et vice-versa.

Au point de vue financier, la France avait plus besoin encore des Provinces-Unies, cette puissance essentiellement capitaliste. Elle n'avait point une situation financière fort saine et à l'approche d'une guerre elle sentait le besoin de placer sur un marché étranger un fort emprunt. A Versailles on escomptait, en octobre 1778, avoir besoin de quatre-vingts millions de livres et ce n'était certes point par des impôts qu'on pouvait trouver pareille somme : les Parlements ne faisaient-ils point une opposition acharnée à la levée de nouvelles taxes ou à l'augmentation de celles déjà en existence ?

Il était important de se concilier l'opinion néerlandaise, d'abord pour permettre le lancement de l'emprunt, ensuite pour en assurer le succès, car la concurrence était rude non seulement de la part de l'Angleterre, mais des Cours continentales. La Russie, la Prusse, l'Autriche sollicitaient à l'envi les prêteurs des Provinces-Unies et offraient les conditions les plus favorables.

La Vauguyon avait donc à agir énergiquement et là, malheureusement son action était limitée et il se heurtait à l'opposition savante de Yorke et des banquiers anglophiles. L'emprunt français d'octobre 1778 eut peu de succès (1), mais ne fallait-il pas redoubler d'efforts pour permettre de nouvelles tentatives à mesure que la guerre se prolongeant, les besoins d'argent de la monarchie se feraient plus pressants ?

*
* *
*

Au fond la politique de Vergennes vis-à-vis des Provinces-Unies était simple; voire même simpliste. Le ministre de Louis XVI entendait tirer jusqu'à l'excès tous les avantages de la neutralité hollandaise sans en subir le moindre inconvénient : il voulait faire de cette neutralité une véritable alliance invisible qui assurât de par la neutralité, sous le couvert de cette neutralité, une coopération bien effective au ravitaillement de la France, au développement des flottes françaises ainsi qu'à leurs opérations, coopération qui par une alliance ostensible eût été rendue impossible, ou au moins fort entravée. Il pensait soulager la marine marchande française du rôle de transporteur, tandis qu'il comptait disposer des ports neutres de Hollande pour y faire relâcher ses bâtiments, y conduire des prises. C'était en somme déformer la neutralité, en faire un instrument de la politique française pour le plus grand bien de cette politique, mais c'était en somme reprendre sous une forme moins nette, moins catégorique, les intentions mêmes de la Grande-Bretagne à l'égard des Provinces-Unies, envers la neutralité hollandaise.

Ainsi l'un et l'autre belligérant s'attaquaient à cette malheureuse neutralité, mais tandis que l'un désirait presque une alliance ouverte ou au moins une assistance formelle au nom des traités séculaires, l'autre cherchait, par une contradiction anti-juridique, une alliance déguisée sous le couvert et sous le bénéfice de la neutralité.

III. — LE DUC DE LA VAUGUYON INTRODUCTEUR DES INSURGENTS

De la fin de 1777 à celle de 1778 la cause insurgente n'avait fait que peu de progrès dans l'esprit public

néerlandais ; cependant deux évènements importants étaient survenus : la capitulation de Burgoyne à Saratoga et la conclusion d'un traité d'alliance franco-insurgent (6 février 1778). La nouvelle du grave échec subi dans l'Amérique du Nord par les forces anglaises était parvenue aux Provinces-Unies durant décembre 1777, mais elle n'avait que peu influé sur l'opinion publique, au moins en faveur des Insurgents. Nul intérêt nouveau ne poussait les citoyens de la République à se rapprocher des colons rebelles, nul fait nouveau ne les incitait à prendre parti dans le conflit et ce n'était pas un succès remporté par l'armée de Washington qui pouvait faire départir les Hautes Puissances d'une attitude de sage réserve. Par contre, une certaine émotion était provoquée par cette nouvelle en ce qui concernait la position de l'Angleterre. Que les Insurgents pussent être considérés définitivement comme vainqueurs à la suite de cette victoire, on n'y pouvait raisonnablement songer, mais que le Cabinet de Saint-James fût par cet échec mis hors d'état de terminer promptement son œuvre de répression, qu'il fût contraint de mener plusieurs campagnes pour triompher des Etats-Unis, on n'en pouvait douter, et de ce fait la confiance dans le gouvernement de Londres fléchit. Cette impression se traduisit sur le champ grâce aux actionnistes par une baisse des fonds britanniques qui, en un mois, passèrent de 81.25 à 76.50, cependant que le taux d'escompte s'élevait rapidement.

En février suivant, on apprenait la signature de l'accord entre le Cabinet de Versailles et les Commissaires du Congrès. On en conclut aussitôt que la guerre était probable entre la France et la Grande-Bretagne, armateurs et négociants prirent immédiatement leurs précautions en vue de l'éventualité de ce conflit, tandis que les spéculateurs achetaient et vendaient fièvreusement actions et marchandises, que les banquiers relevaient le taux des avances et de l'escompte, lequel atteignit désormais 5 à 6 0/0 au lieu de 1.75 à 2.25 comme au temps

où les affaires d'Amérique naissaient à peine. Mais que de cet événement diplomatique considérable, que de la reconnaissance des Etats-Unis par une vieille monarchie, il y eût un mouvement de sympathie pour la cause insurgente en Hollande comme dans les autres provinces, nulle apparence encore.

Les éléments qui se montraient favorables aux Américains demeuraient étroitement limités à certains groupes du monde politique ou de la belle société ; il n'y avait pas dans la masse même de la nation, dans la bourgeoisie, dans les milieux officiels de la République un courant manifeste pour faire pression sur le gouvernement en faveur de la reconnaissance ou d'une assistance à donner aux Insurgents. Des sympathies de principe, des combinaisons politiques, et aussi d'avantageuses opérations commerciales, telles étaient les causes qui poussaient des Hollandais, des Néerlandais à se départir d'une indifférence et d'une froide réserve qu'observaient la plupart de leurs compatriotes.

Pourtant, si jusqu'au début de 1778 l'action des Insurgents dans les Provinces-Unies ne pouvait se traduire de façon bien efficace, si elle s'exerçait par l'intermédiaire d'agents bénévoles dont le zèle et l'entendement étaient grands, mais non l'influence politique (et ce n'était pas la rapide visite de Carmichael ou l'apparition de quelques émissaires américains de notoriété douteuse qui pouvaient relever beaucoup le prestige des Etats-Unis), il n'en allait plus de même après la conclusion de l'acte du 6 février 1778. La monarchie de Louis XVI, en s'alliant avec le nouvel état américain, assumait quelque obligation morale de mettre tout ou partie de sa puissance diplomatique à la disposition de son allié, de faciliter l'accès de celui-ci auprès des chancelleries étrangères. N'était-ce pas d'ailleurs l'intérêt de la Cour de Versailles de préconiser la reconnaissance des Etats-Unis à la fois pour faire pièce à la Grande-Bretagne et pour n'être pas l'unique puissance

ayant reconnu l'existence du gouvernement indépendant du Nouveau Monde ? C'est pourquoi aux Provinces-Unies le Duc de La Vauguyon allait désormais se faire, quelque peu discrètement, le protecteur, le guide, le conseiller des agents insurgents. Ce n'était pas, semble-t-il, sur les instructions de Vergennes, ni sur les suggestions venues d'autres quartiers, notamment de Paris, que l'ambassadeur se résolvait à jouer ce rôle ; c'était bien plutôt de sa propre autorité, car ne tirait-il point du traité du 6 février les conséquences légitimes au point de vue du Droit des Gens et des manœuvres diplomatiques ? Il considérait en outre que si sa Cour ne pouvait à cette date manifester la moindre activité diplomatique en liaison avec les projets de guerre sans trahir ces derniers, il pouvait, par l'intermédiaire des agents insurgents, sous le couvert d'intérêts insurgents, présenter aux patriotes ou aux amis de Hollande des projets qui s'inspiraient directement de la guerre maritime. Tel était à tout le moins le plan que, sous une forme voilée, il révélait à Vergennes dans sa dépêche du 17 avril, plan qui était avantageux à la France et qui pouvait être profitable à la cause américaine du fait du patronage de la France : peut-être les Provinces-Unies se décideraient-elles à ne plus tenir à distance les Etats-Unis et à les reconnaître, nouvelle marque d'éloignement envers l'Angleterre et de rapprochement vers la France (1).

A Versailles, le ministre des Affaires Étrangères ne parut goûter que médiocrement cette suggestion ; sans émettre un veto formel, il recommande avec une insistance bien marquée la plus grande prudence, une marche circonspecte pour que les Etats Généraux ne soupçonnent point la connivence de la monarchie en ces tractations (instruction du 26 avril (2)). Le Duc ne se tient point pour battu et il revient à la charge le

1. Cf. Document *A. E. Holl.*, Vol. 532 f° 343.

2. Cf. Documents. *A. E. Holl.*, Vol. 532, f° 363.

28 avril, montrant que son but est double : obtenir la neutralité hollandaise et la reconnaissance des Etats-Unis. Sur le premier point, il n'a vraiment pas à agir beaucoup ; aussi se tourne-t-il avec plus d'empressement vers le second et il signale avec complaisance ses discours favorables à la cause insurgente. Le représentant du Roi Très Chrétien vante à l'envi les avantages de nouer des rapports officiels avec les Etats-Unis, rapports officiels destinés à consolider les relations commerciales ; il fait un tableau enchanteur à ses amis de Hollande des profits qu'on peut retirer du trafic avec l'Amérique du Nord, ce trafic qui est soustrait à l'Angleterre et qui paraît destiné à revenir aux amis des Etats-Unis, amis de la première heure s'entend. A titre de contre-partie, il trace en un pendant plus sombre la concurrence de toutes les puissances maritimes, soucieuses de se concilier les Insurgents pour se ménager des débouchés durables dans le Nouveau Monde : la Prusse avec Emden, l'Autriche avec Ostende, les Scandinaves avec leurs ports de la Mer du Nord. Les Hautes Puissances, la Hollande surtout, seraient-elles bonnes dernières dans cette course à la conquête du commerce de l'Amérique Septentrionale ? La France, elle, ne peut que se louer de son propre traité, encore qu'elle ne veuille point jouir d'avantages exclusifs en cette matière (1).

C'était là une propagande qui doublait celles de Dumas, de van der Capellen, et qui avait singulièrement plus de poids que ces dernières. Ce n'était plus seulement l'exemple de la Cour de Versailles, c'était aussi les encouragements formels de celle-ci à agir de même. Encouragements présentés sous une forme particulièrement accessible aux esprits néerlandais : que pouvait-on promettre de plus que des avantages de négoce dans les villes hollandaises ? Aussi ces discours n'étaient pas sans portée auprès des familiers

1. Dépêche du 28 avril 1778 ; *A. E. Holl.*, Vol. 532, n° 373.

del'ambassadeur ; or, ne comptait-on pas au nombre de ces derniers des membres de la Régence d'Amsterdam ?

La Vauguyon ne se bornait pas à agir dans ce sens à La Haye, à Amsterdam. Il agissait aussi à Paris auprès des délégués insurgents. Il avait de bonne heure su qu'il existait dans les Provinces-Unies un représentant officiel du Congrès et il avait entretenu avec Dumas des relations indirectes ; depuis février 1778, il avait rendu ce contact plus immédiat et il lui avait bientôt suggéré l'idée de notifier aux Etats Généraux pour le compte du Congrès l'existence du traité franco-insurgent : démarche parallèle à celle que lui-même (1) avait faite au nom de Louis XVI. Ainsi il faisait sonder à ce sujet Franklin qui accueillit cette proposition et adressait à Dumas le 10 avril un projet fort anodin de communication au Grand-Pensionnaire : on y annonçait à Bleswick qu'un traité avait été signé entre les Etats-Unis et la France, on lui en donnait copie et on y exprimait l'espoir que les relations entre les Provinces-Unies et les Etats-Unis deviendraient bientôt intimes et profitables aux deux nations (2).

L'ambassadeur toutefois eut vite crainte d'alarmer Vergennes et le 1^{er} mai il s'attachait en une longue dépêche à calmer les appréhensions du ministre, à assurer qu'il agissait avec toute la circonspection possible, et il réduisait presque à rien ses initiatives bien réelles. Il ne négligeait pas, pour satisfaire l'esprit incertain de son chef, de lui affirmer que les ouvertures et communications de Dumas avaient été reçues avec « enthousiasme par les vertueux républicains ». Le Duc ne jugeait pas inutile d'amplifier les manifestations de joie et de colorer agréablement le tableau qu'il retraçait dans ses notes. Quinze jours plus tard, il revenait à la charge : il protestait énergiquement avoir calmé les ardeurs de Dumas, avoir répété partout que

1. Ou plutôt que Béranger avait faite le 18 mars.

2. Wharton, 10 avril 1778 (texte français dans *A. E. Holl.*, Vol. 532, f° 416).

celui-ci agissait en son propre nom, de son propre mouvement, mais la déclaration américaine ayant été remise la veille (14 mai), il ne se lasse point de vanter l'accueil fait par le Grand-Pensionnaire à cette manifestation diplomatique et de noter que les amis d'Amsterdam sont « enchantés de la tournure que prend « cette affaire et se flattent du plus heureux succès ».

La manœuvre du duc fut suivie d'effets immédiats : Vergennes, rassuré, approuvait entièrement le 21 mai la conduite tenue par son représentant. En fait, La Vauguyon, et lui seul, avait réussi à établir un premier contact officiel entre le Grand-Pensionnaire et les Commissaires Insurgents. Il ne se dissimulait point les heureux effets de son initiative et nonobstant la timidité du ministre, continuait à mettre la main à ses tractations. En juin, Dumas reçoit copie du traité du 6 février, afin de la communiquer aux Hautes Puissances suivant avis de l'ambassadeur. Celui-ci se réserve un rôle essentiel dans l'affaire, et tout en protestant vouloir rester passif, amène Vergennes à lui donner carte blanche : « Si vous le jugez convenable, « vous pourrez permettre qu'on donne lecture du traité « à M. le Grand-Pensionnaire et à l'ami d'Amsterdam » lui est-il mandé de Versailles (1) et il profite de la permission, de la latitude à lui laissée, si bien que toute la Régence d'Amsterdam prend connaissance du document diplomatique au début de juin, puis la rupture avec l'Angleterre devenant fait accompli et le traité étant ratifié par le Congrès, les Etats Généraux en ont communication à leur tour à la fin de juillet (2).

La Vauguyon ne se borne point à cette notification aux conséquences fort platoniques, il travaille activement, et sans l'avouer au Cabinet de Versailles, à convaincre les Hollandais, la Régence d'Amsterdam surtout, à prendre parti pour les Américains. Il s'efforce

1. Instruction du 21 juin et dépêche de La Vauguyon du 12 juin. *A.E. Holl.*, Vol. 533, f° 15-26.

2. Dépêches des 19 et 28 juillet, *idem*, f° 112-146 (Cf. f° 72).

de démontrer tout l'avantage que les ports de cette province tireraient du ravitaillement direct du Massachusetts, de la Virginie, et il n'est point sans penser que c'est là pour la France, l'alliée des Insurgents, une aide indirecte, mais utile pour ses escadres, si celles-ci participent aux opérations du Nouveau Monde (1). Il trouve d'ailleurs auprès du Grand-Pensionnaire d'Amsterdam et des bourgmestres de cette ville un terrain d'activité des plus propices. Van Berckel répond officiellement au nom de la Régence aux Commissaires insurgents de Paris, les remerciant de la communication faite du traité et les assurant de la bonne volonté des Hautes Puissances en faveur de la cause américaine et du peu de désir de la nation néerlandaise d'aider les Anglais dans leur œuvre de répression (23 septembre) (2).

Hors du domaine officiel, les progrès avaient été plus rapides et La Vauguyon, quoiqu'ayant présidé à la mise en marche du mouvement, n'en pouvait plus suivre les effets. La Régence d'Amsterdam où figuraient nombre de patriotes, d'hommes libéraux également enclins à considérer avec faveur l'émancipation américaine et les relations commerciales qui pourraient s'établir avec l'Amérique du Nord, la Régence qui était en contact intime avec l'ambassadeur de France, n'avait pas été sans être impressionnée par le patronage si manifeste du duc en faveur des Insurgents. Pouvait-elle deviner que le Comte de Vergennes qui avait signé le traité d'alliance franco-américain se montrait réfractaire à soutenir ostensiblement cette même cause insurgente près des chancelleries?

Les dirigeants d'Amsterdam étaient donc désireux d'assurer à leur ville une place prééminente dans le trafic avec les anciennes colonies anglaises devenues

1. Précaution sage, car ce ravitaillement devait être jusqu'à la fin de la guerre une source de difficultés et une cause d'échec.

2. Annexe à la dépêche de La Vauguyon du 6 octobre 1778. *A. E. Hollande*, Vol. 533, f° 377.

indépendantes et ils avaient encouragé les conversations officieuses avec des Américains par l'intermédiaire d'un négociant amsterdamois, Jean de Neufville, lequel se rencontrait sur les bords du Rhin non avec les Commissaires du Congrès, mais avec les agents gravitant dans l'entourage des Commissaires. L'idée de la Régence était de jeter les bases d'un accord essentiellement économique entre la République et les Etats-Unis, de dresser un projet qui au moment opportun — c'est-à-dire lorsque les Etats Généraux auraient reconnu l'Etat américain (vraisemblablement après que la Grande-Bretagne eût donné l'exemple) — pourrait être promptement adopté par ces Messieurs de La Haye. Le but poursuivi par ces entretiens était donc de gagner du temps en accomplissant avant toute reconnaissance un travail préliminaire qui, s'il était fait après cette reconnaissance, en atténuerait les effets.

Les entrevues de Neufville avec William Stockton en juillet à Aix-la-Chapelle parurent porter des fruits, car bientôt William Lee, le frère du troisième Commissaire de Paris, prit part au débat et à Francfort, puis derechef à Aix, eurent lieu de discrètes conférences qui aboutirent le 4 septembre à un schéma de traité aussitôt transmis aux Commissaires à Paris, puis à la mi-octobre au Comité chargé des affaires étrangères au Congrès (1).

La Vauguyon n'était nullement tenu à l'écart des projets d'Amsterdam ; il signalait dans sa dépêche du 1^{er} septembre l'entrevue de Francfort, parlait de la « négociation préliminaire » en louant Franklin d'avoir choisi Lee et en affirmant qu'il y aurait grand soin d'y présider avec la plus grande discrétion et prudence. Il revenait sur cette question le 6 octobre, soulignant fort la répugnance de ces Messieurs de la Haye à reconnaître le nouvel état américain, et il montrait à Vergennes que les pourparlers de Neufville avec Lee

1. Voir l'accusé de réception des Commissaires en date du 16 septembre, Wharton.

avaient simplement pour but de préparer un texte provisoire sur lequel les Etats Généraux discuteraient le moment venu afin de gagner du temps (1). Les membres de l'Assemblée étaient non moins prudents que ne l'était le ministre de Louis XVI qui à cet égard pouvait être rassuré. L'insistance de l'ambassadeur sur le caractère tout platonique du plan dressé par Lee et Neufville n'était pas inutile, car les commissaires, et surtout leur entourage, semblaient vouloir attacher la plus grande importance à ce projet, y voir une sorte de traité formel entre la Hollande et les Etats-Unis, soit par ignorance ou vanité, soit par intention d'entraîner, de compromettre les Provinces-Unies malgré elles. Van Berckel s'était hâté de démentir ces rumeurs d'ailleurs discrètes, de rectifier les assertions répandues par sa lettre du 23 septembre 1778 à Dumas ; il signifiait même qu'il n'y aurait aucune chance de discuter un tel traité tant que l'Angleterre n'aurait pas reconnu l'indépendance américaine (2). Ce dernier point fut contesté par Franklin et ses collègues qui cependant dans leur réponse du 16 octobre se rangèrent aux vues du Grand-Pensionnaire d'Amsterdam et l'assurèrent que lui seul était le meilleur juge de la conduite de la Hollande en cette matière (3).

A côté de cette campagne diplomatique menée en Hollande, il y en avait une autre qui se poursuivait à la Haye. La communication du texte *intégral* du traité franco-américain aux Etats Généraux se fit par l'intermédiaire de Dumas et sous le patronage de La Vauguyon au cours d'octobre. Vergennes louait fort son représentant de sa dextérité à suivre, encourager et modérer tout à la fois l'action des agents insurgents. Il ratifiait pleinement tout ce qui avait été fait depuis plusieurs mois.

1. Dépêche du 6 octobre (La Vauguyon à Vergennes) *A. E. Holl.* 533 f° 377.

2. *W. t.* II, 738.

3. *W. t.* II, 798. Cf. *infra* le chapitre XIV avec la discussion relative à la valeur de l'acte du 4 septembre 1778 et l'étude de sa teneur.

Toutefois le *statu quo* était maintenu à l'égard des Etats-Unis. Les Hautes Puissances observèrent une attitude réservée, accueillirent avec une satisfaction officielle les communications de Dumas; Bleswick exprima son contentement et insista pour que les lenteurs que la réponse de l'Assemblée pourrait souffrir, fussent considérées non comme un symptôme de défaveur, mais seulement comme une conséquence des formalités constitutionnelles. Les Etats votèrent des remerciements aux Commissaires du Congrès, mais s'abstinrent plus que jamais de compromettre leur neutralité en reconnaissant les Etats-Unis ou même en accueillant officiellement un représentant de cette République.

Les démarches ostensibles de Dumas et de La Vauguyon à La Haye n'avaient pu échapper à l'attention de Yorke qui était aussitôt intervenu pour montrer que la Grande-Bretagne verrait dans la moindre velléité de reconnaissance des Etats-Unis un acte d'hostilité de la part des Provinces-Unies. Ce point de vue était trop conforme aux intérêts des dirigeants de la République pour qu'il y eût la moindre chance qu'on n'en tint point compte. L'ambassadeur de Georges III estimait assurément que l'esprit de neutralité de la nation et du gouvernement néerlandais était suffisamment fort pour empêcher toute intervention politique en faveur des Américains. Il devait, s'il était juste, admettre que ce même sens d'intérêt poussait les Néerlandais à ne point s'opposer à une intervention commerciale discrète en faveur des Insurgents.

Commerciale et non financière. En effet, Dumas, Franklin, Lee, reprenant les idées de Carmichaël, d'Adams, avaient tenté de lancer en octobre 1778 un emprunt américain dans les Provinces-Unies (1). Sans doute ils jugeaient que les circonstances étaient alors plus favorables, militairement, économiquement, diplo-

matiquement, qu'en 1776 ou en 1777; ils pensaient assurément que l'alliance de la monarchie de Louis XVI devait donner une soudaine plus-value aux actions du Congrès. Toutefois les Néerlandais ne pensèrent point faire un excellent placement en confiant leurs capitaux au Congrès. S'ils retiraient discrètement leur argent d'Angleterre, s'ils déclinaient d'avancer des fonds à la France, ce n'était certes pas pour les risquer dans l'aventure américaine, sur la puissance qui paraissait la plus fragile.

La maison Horneca, Fizeaux et Compagnie d'Amsterdam offrit des titres de 1.000 florins à 5 0/0; elle avait reçu 208 de ces titres, mais il ne semble pas que l'appât d'un coupon de 50 florins incitât beaucoup de Hollandais à souscrire. Par ailleurs, cette firme n'était que peu considérée sur la place et l'échec d'un tel placement ne fut point pour surprendre (1). Van der Capellen avait, bravement mais vainement, payé de sa personne et de sa poche en sacrifiant 20.000 livres à souscrire au profit d'Horneca, Fizeaux et C^{ie}. Son exemple ne stimula pas l'ardeur de ses compatriotes et ne créa pas un courant d'achat en faveur des titres américains (2).

Sir Joseph avait avisé dès le 16 octobre son gouvernement de cette tentative des Américains de se procurer des ressources et il relata avec la plus intime satisfaction la fin misérable de l'initiative des commissaires insurgents.

*
* * *

En définitive, le patronage de la France, libéralement accordé par La Vauguyon, n'avait procuré nul profit à la cause insurgente qui, à la fin de l'année 1778, restait en même posture qu'au début de cette année. Nul progrès n'était effectué en dépit de l'active intervention

1. Le texte du titre et du coupon, d'après les S. P. (dépêche de Yorke du 16 octobre) *S.P. Holland*, Vol. 562.

2. Voir la lettre du Baron en date du 6 septembre 1778. *A. E. Vol. Holl.* 542, f° 317.

de l'ambassadeur du Roi Très Chrétien, et à tout prendre il y avait plutôt régression. En effet, avant cette intervention, on pouvait dans les cercles favorables aux Etats-Unis se flatter que l'appui moral du Cabinet de Versailles permettrait de rompre cette banquise de froideur officielle qui protégeait les Hautes Puissances contre les entreprises américaines. L'expérience prouvait qu'il n'en était rien, et une arme puissante avait été utilisée en vain.

Les démarches quasi-officielles de Franklin, de Dumas, démarches appuyées dans l'ombre par La Vauguyon, révélaient l'esprit profondément neutraliste et prudent de ces Messieurs de La Haye. Le refus de reconnaître l'Etat américain avait été catégorique, tout courtoisement enveloppé de formules qu'il fût ; l'échec de tout emprunt américain avait été complet et de ces offensives franco-insurgentes il n'était résulté que les risées de Yorke et du Cabinet anglais, car on ne saurait tenir pour résultat bien tangible le projet de traité esquissé entre de Neufville et Lee, projet qui n'intéressait ni les Provinces-Unies, ni la Hollande, simple mesure de précaution prise par les bourgmestres d'Amsterdam pour l'éventualité encore lointaine où la Cour de Saint-James reconnaîtrait les Etats-Unis. Il est vrai que, tout officieusement et par instructions verbales, les Amirautés admettaient le salut du pavillon insurgent !

La Vauguyon se tirait cependant fort bien de cette initiative personnelle ; il n'avait remporté là aucun succès, il n'avait pas réussi à ébranler la position de son collègue britannique, mais aussi il n'avait point compromis sa propre position ni auprès des Etats Généraux, ni auprès du prudent Vergennes.

IV. — LE CADRE DIPLOMATIQUE DE LA HAYE

Pour les affaires maritimes, le duel diplomatique dans les Provinces-Unies était limité aux représentants

de France et d'Angleterre. Ce n'était pas que l'Espagne, la troisième puissance navale d'Europe, ne fût point représentée à La Haye, mais le vicomte de la Herria n'avait point de rôle essentiel à jouer ; simple observateur chargé de régler les petits litiges de navigation ou de contrebande coloniale qui pouvaient s'élever avec la République, il demeurait à l'arrière-plan ; du reste, nouveau venu à La Haye, car en 1778 il ne résidait en cette capitale que depuis trois années, étant arrivé en 1775 directement de Saint-Petersbourg (1). Nonobstant le Pacte de Famille devenu bien caduc depuis la chute de Choiseul, il ne tenait point auprès de La Vauguyon la place de second : son pays ne restait-il pas en 1778 neutre dans le conflit franco-anglais et Charles III ne comptait-il par esprit pacifique se faire le médiateur entre les deux belligérants ?

La politique continentale, au contraire, mettait en relief et opposait l'un à l'autre deux ambassadeurs : ceux de Prusse et d'Autriche, tandis qu'au second plan figurait le ministre du Roi Très Chrétien. L'envoyé impérial, représentant de l'Autriche, avait un rôle difficile à jouer en raison des intérêts opposés des Pays-Bas et des Provinces-Unies : question du port d'Ostende et de sa Compagnie coloniale, question de la navigation de l'Escaut, question des places de la Barrière étaient autant de points irritants entre les deux Etats voisins. Le Baron de Reischach résistait admirablement à la tâche écrasante qui lui incombait en évitant de se jeter à corps perdu dans tous les litiges mesquins et nombreux nés du voisinage : il s'attachait surtout au côté représentatif, travaillait à prévenir les froissements trop directs et pratiquait vis-à-vis d'une nation essentiellement neutraliste une tactique de parfaite neutralité qui n'était pas toujours pour plaire à son souverain. Pour lui, moins on parlait de l'Autriche, de l'Empereur, et plus grande était sa satisfaction.

1. Où il fut remplacé par le Comte de Lascy. Lui-même eut pour successeur à La Haye le Marquis delle Torre qui arriva en avril 1781.

Depuis le temps du Comte de Vergennes, la liaison autrichienne de la Cour de France était moins intime, moins parfaite, moins sûre. Il n'y avait plus guère de concordance entre les vues des deux chancelleries encore alliées et il n'était point surprenant qu'à La Haye plus qu'ailleurs le représentant de Louis XVI prêtât aide et secours à son collègue impérial ou reçut de celui-ci une efficace assistance. Le Duc de La Vauguyon n'eut guère à cette époque de rapports étroits et utiles avec le Baron de Reischach et il ne favorisait nullement celui-ci plus que son collègue de Prusse.

Le Baron de Thulemeyer représentait Frédéric II ; à la différence de son collègue autrichien qui se bornait à un rôle passif, il s'agitait et tenait une large place dans le monde politique. N'était-il pas au fond ministre de famille à La Haye ? Il avait ce rang à la Cour stathoudérale (1), non auprès des Hautes Puissances, et c'était là une différence nullement négligeable. Néanmoins il se croyait tenu à se mêler quelque peu à la politique interne, à guider les stathoudériens. En ce qui concerne la guerre maritime, il n'avait guère à intervenir, car son maître tenait pour une réelle neutralité, non une neutralité ostensible et factice. N'ayant point à se louer du roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, ressassant des griefs nés des alliances antérieures, le Roi de Prusse n'était nullement disposé à prendre parti pour la Grande-Bretagne et les conseils qu'il pouvait faire passer aux Etats Généraux étaient bien en faveur de la neutralité la plus stricte (1).

*
* *
*

Les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et d'Autriche constituaient dans le corps diplomatique des constellations de première grandeur ; après eux venaient, en une seconde catégorie, le repré-

1. La Princesse, femme du Stathouder, était la propre nièce du roi.

2. Affaire des recrues germaniques.

sentant de l'Espagne et ceux des puissances scandinaves. Ces derniers, en dépit de la proximité relative de leur pays, en dépit des flottes marchandes et militaires battant le pavillon national, jouissaient dans les Provinces-Unies d'une considération secondaire, car ni le Danemark ni la Suède ne comptaient beaucoup aux points de vue maritime, commercial et financier, seuls points dignes d'intérêt pour les Néerlandais quand il ne s'agissait point de voisins.

Le Danois, M. de Saint-Saphorin, n'avait en temps normal que peu d'affaires à traiter ; la guerre d'Amérique entre Angleterre et Insurgents, puis l'intervention de la France dans ce conflit lui avaient procuré quelque travail du chef de la neutralité de la Cour de Copenhague, du trafic de contrebande qui s'effectuait en Norvège à destination des ports insurgents, du fait enfin de l'importance relative que prenait aux Antilles l'île de Saint-Thomas. Tous ces points n'étaient pas sans intéresser les dirigeants de la République soucieux de savoir comment le Roi Christian et ses ministres se tireraient d'embarras devant les réclamations du ministre de Grande-Bretagne, M. de Laval. Quant au Suédois, au Baron Nolken (1), il paraissait encore moins sur la scène diplomatique, car même la lutte maritime engagée dans le Nouveau Monde, puis en Europe, était insuffisante à mettre en relief sa position à La Haye.

A cet égard il en était presque de même de l'ambassadeur de Russie. Le Prince Galitzin n'avait en somme que peu d'activité à déployer, car quels rapports étroits existait-il entre les Provinces-Unies et l'empire moscovite ? Rôle de pur apparat, de pure courtoisie diplomatique, semblait-il. Certes, mais l'existence même d'un représentant de la Tsarine à La Haye ouvrait le champ à bien des possibilités. Catherine II n'aurait-elle pas en effet à intervenir en souverain

1. Remplacé par le Comte Ehrenswärd lors de sa nomination à Saint-Pétersbourg (été de 1780).

déparditeur, en arbitre dans les litiges politiques de l'Europe Centrale et Occidentale ? Dès lors, le Prince Galitzin apparaissait comme un observateur attentif de la politique européenne en même temps que de la politique néerlandaise, et il pouvait se faire le porte-parole des déclarations de la Tsarine, l'agent ou le champion des déclarations de cette souveraine. Déjà dans les affaires d'Empire, cette question de la succession bavaroise, il avait discrètement à agir au nom de la Cour de Saint-Petersbourg ; n'aurait-il pas encore à développer quelque activité dans la guerre maritime franco-anglaise ? Car la Russie, même si elle n'était que puissance maritime secondaire, ne pouvait se désintéresser d'un tel conflit intéressant directement le statut de l'Europe Centrale et celui de la Méditerranée, domaines nullement indifférents à Catherine II.

Au delà ne brillaient plus dans le firmament diplomatique de La Haye que des constellations de dernière grandeur : ministres plénipotentiaires ou résidents de puissances secondaires ou d'états dont les rapports avec la République étaient occasionnels ou peu intimes. Qu'importait aux intérêts néerlandais la politique polonaise ? Quel rôle pouvait jouer à La Haye l'envoyé sarde quand avec un royaume maritime comme le Portugal les relations étaient peu suivies. Lorsque M. da Cunha présenta le 18 septembre 1776 ses lettres de rappel on ne sentit guère l'absence d'un représentant de la Cour de Lisbonne jusqu'à l'arrivée en mai 1777 de son successeur, da Horta.

*
* *
*

Au reste, le rôle du corps diplomatique était à La Haye plus réduit qu'en tout autre capitale, car là point de Cour somptueuse et brillante, point de cercle diplomatique à date périodique, point d'intrigue d'antichambre ou de corridor. Ce n'était point l'entou-

rage stathoudéral qui pût compenser l'absence d'une Cour. D'autre part, le régime politique de la République par son essence collégiale, par la multiplicité de ses Conseils, rendait difficiles les manœuvres des agents officiels étrangers en reléguant à l'arrière-plan les personnalités et en donnant le pas aux « partis », aux majorités sur les hommes. C'était donc un rôle tout particulier qui incombait à ces agents. Au lieu de circonvenir souverain, ministre ou favori, voire même courtisans, il fallait s'attacher à gagner l'opinion d'un parti ou des chefs nombreux d'un groupe régional, si ce n'était même l'opinion d'une classe (armateurs, négociants coloniaux, banquiers, etc.). Les conditions étaient donc étrangement différentes de celles existant dans les autres pays et à cette tactique spéciale le ministre d'Angleterre semblait, par son long séjour, mieux préparé que son rival de France. Néanmoins, de ce duel d'influence dont l'assistance néerlandaise était l'enjeu, l'issue paraissait incertaine en raison même des multiples moyens d'attaque contre la neutralité néerlandaise.



Pavillon d'Amsterdam

CHAPITRE VII

LE PROBLÈME DE LA CONTREBANDE SAINT-EUSTACHE 1776-1778.

1. Saint-Eustache et les possessions néerlandaises d'Amérique.
 2. Rôle des Antilles Neutres durant la Guerre d'Amérique.
 3. Incidents anglo-néerlandais aux Antilles.
-

I. — SAINT-EUSTACHE ET LES POSSESSIONS NÉERLANDAISES D'AMÉRIQUE

Si la longue chaîne des îles antillaises enserre de façon ininterrompue la Mer des Caraïbes au Nord et à l'Est, elle est formée de deux branches différant tant par la nature de leurs éléments que par leur orientation : or, au point où la branche septentrionale orientée d'Ouest en Est et formée de grandes masses insulaires vient se joindre à la branche orientale qui se recourbe du Nord au Sud et est formée d'une série d'îles moyennes, il y a toute une constellation d'îlots et d'îles minuscules : le groupe des Vierges qui, en 1776, se trouvait présenter cette particularité de n'avoir été revendiqué par aucune grande puissance colonisatrice. Ni l'Espagne, ni la France, ni l'Angleterre n'avaient jeté de regards avides sur ce petit archipel que des nations de second plan avaient pu se partager à l'aise et qui, au cours de la guerre d'Amérique, allait être appelé à jouer un rôle important, sinon de premier plan.

Par 17°30' de latitude Nord et 65°20' de longitude Ouest se dresse un double piton d'origine volcanique ; de ces sommets faits de tuf et de ponce, le plus élevé

se dresse à 594 mètres au-dessus de la mer, servant d'amer aux navigateurs. Entre les deux cônes règne une dépression orientée du Nord-Nord-Ouest au Sud-Sud-Est, tandis qu'à l'alentour du massif, faute de plaine côtière, un mince cordon littoral enserre la base même des deux mornes. Cette île aux dimensions restreintes (7 kilomètres sur 5 kilomètres), d'une superficie qui n'excède pas 21 kilomètres carrés, c'est Saint-Eustache ; île minuscule qui, dédaignée des conquérants, allait, à l'égal des Kerguelen ou des Turques, sortir à la fin du xviii^e siècle, pour une brève période, de sa coutumière obscurité. C'est à la guerre d'Amérique qu'elle allait devoir cette notoriété subite, se manifestant dans les cabinets ministériels comme sur les grands marchés d'Europe.

Rien certes ne faisait prévoir en 1770 que cet ilot perdu dans la chaîne antillaise dût servir de thème de discussion aux chancelleries. Reconnu dès le xvi^e siècle, il resta dédaigné, grâce à sa taille exiguë et, fort tard au siècle suivant, il devint terre de colonisation. Quelques Hollandais y organisèrent une exploitation vivrière de nature purement familiale. Pourtant il ne tarda pas à attirer — de façon fugitive d'ailleurs — l'attention des gouvernements européens. La Cour de Saint-James, au temps des guerres anglo-hollandaises contre la France, s'empressa d'y mettre garnison pour prévenir toute occupation par les forces de Louis XIV. S'il n'y avait là nulle arrière-pensée de conquête, il n'en fallut pas moins aux Provinces-Unies quelques efforts et quelque ténacité pour obtenir de Charles II la remise de Saint-Eustache (et de l'île Saba qui avait subi le même sort) aux mains de ses légitimes possesseurs (1682). Cette restitution n'impliquait pas la restauration de la colonisation familiale, car la Compagnie des Indes Occidentales, qui, en 1674, venait de renaître en se transformant, s'empressa d'acheter l'île moyennant 6.280 florins aux familles Van Pere et Van Rhee (1683). Prise de possession bien éphémère : Saint-Eus-

tache, capturée par la France en 1689, reprise par la Grande-Bretagne l'année suivante, restituée seulement à la paix de Ryswick en 1697, demeura depuis lors paisiblement aux mains de la Compagnie qui, si elle ne tirait de sa minuscule colonie que de maigres profits, y trouvait l'occasion de nombreux conflits d'ordre local avec la riche Antille anglaise voisine Saint-Christophe, éloignée à peine de 15 kilomètres dans le Sud-Est.

Par contre, à 24 kilomètres dans le Nord-Ouest se dresse un cône volcanique haut de 858 mètres, formant à lui seul une île de 13 kilomètres carrés, appelée Saba et située par 17°41' de latitude Nord et 65°23' de longitude Ouest, dépendant géographiquement autant qu'administrativement de Saint-Eustache, simple satellite de cette dernière.

Ce ne sont point là d'ailleurs les seuls points des Antilles soumis à la domination de la Compagnie néerlandaise. Bien au nord de Saba, intercalée entre l'île anglaise d'Anguila et l'île suédoise de Saint-Barthélemy, s'arrondit l'île de Saint-Martin à la large superficie (environ 100 kilomètres carrés), aux côtes déchiquetées, aux mornes entassés les uns sur les autres ; elle offre comme particularité d'être depuis l'accord de 1648, partagée (comme Saint-Domingue) entre deux souverainetés, celle de la France pour la partie Nord-Est, celle des Provinces-Unies pour la région Sud-Ouest, laquelle contient des hauteurs qui s'abaissent peu à peu vers une vaste lagune enserrée de cordons sablonneux. Colonie privée hollandaise au xvii^e siècle, elle passa sous l'autorité de la Compagnie des Indes occidentales en 1703, grâce à l'initiative du Gouverneur de Saint-Eustache, Isaac Lamont, qui craignait fort que la Compagnie de Brandebourg, soucieuse de prendre pied sur les bords de la Mer Caraïbe, n'acquît les droits de propriété de la famille Lampsen.

Si Saba, plutôt fréquentée qu'habitée, ne possédait pas la moindre bourgade, Saint-Martin avait un port modeste servant de résidence aux autorités locales et

Saint-Eustache avec sa rade de Port-Nassau et sa population relativement nombreuse constituait la capitale des Antilles néerlandaises.

Dans le Nouveau-Monde, mais hors des Antilles, il y avait encore d'autres possessions néerlandaises : c'étaient les établissements de Terre-Ferme, allongés sur la côte entre l'embouchure de l'Orénoque et celle de l'Amazone : Demerari, Essequibo, Berbice et Suriname — c'étaient des îles formant postes avancés en lisière de la vice-royauté de Caracas : Oruba, Curaçao et Bonaire et toute la ligne des cayes : la légitimité de la possession de ces dernières n'était point sans être contestée à maintes reprises par la Cour de Madrid toujours soucieuse de ne point laisser grandir d'établissements étrangers à proximité des territoires de sa domination (1). Pourtant l'occupation des cayes était toute temporaire, subordonnée aux besoins de la pêche ; la population d'Oruba et Bonaire était réduite et Curaçao lui-même, malgré l'importance de sa rade, n'était point un centre de peuplement bien considérable.

En réalité, les provinces continentales seules, grâce à leurs plantations de sucre, de café, de coton, d'indigo, étaient des sources de production susceptibles de procurer à la Compagnie d'abondants profits, en dépit des difficultés dues à la main-d'œuvre servile (2). Certes, peu de colons dans ces régions au climat défavorable pour les blancs. Le régime administratif, d'ailleurs, n'était nullement de nature à séduire les Européens, la Compagnie témoignant de la plus parfaite indifférence pour toutes les questions de justice, d'enseignement, etc... A peine songeait-elle à maintenir l'ordre au moindre coût que possible. Gestion singulièrement

1. Témoin la note de l'Ambassadeur d'Espagne, le Vicomte de La Herreria, en date du 5 janvier 1776 au sujet d'Erua (Oruba) et la réponse des États Généraux du 29 janvier. *A. E. Holl.*, Vol. 532.

2. La production des colonies continentales était en 1780 estimée à 10.000 barriques de sucre (la fabrication du rhum était en proportion de ce chiffre) — à 5 millions de livres de café, à 800.000 livres de coton, à 400.000 livres de cacao et autant d'indigo (D'après le *Vaderlandsche*).

compliquée par le système forcément collégial et multicéphale qui caractérisait la direction de la Compagnie : les diverses Chambres qui se partageaient le pouvoir entendaient se partager aussi le domaine colonial et la Chambre de Zélande avait immédiatement réclamé pour sa part les trois Antilles et Essequibo, arguant de l'origine zélandaise de ces établissements. Il n'avait pas fallu moins d'un demi-siècle de lutte pour arracher à cet ambitieux conseil les territoires qu'il revendiquait et administrait fort mal. Par décision arbitrale du Stathouder rendue le 15 janvier 1772, la Chambre de Zélande ne fut plus que mandataire pour l'administration d'Essequibo ; tandis que Saba, Saint-Martin et Saint-Eustache passèrent sous la tutelle de la Chambre de Meuse.

Au reste, chaque province coloniale était en pratique administrée de façon propre, relevant séparément de la Compagnie par l'intermédiaire de la Chambre qui avait la haute main sur elle. Les Antilles formaient une circonscription particulière à la tête de laquelle se trouvait le Gouverneur de Saint-Eustache qui centralisait les rapports, prenait les décisions d'exécution, etc.

Ainsi les Provinces-Unies, par les possessions que détenait dans le Nouveau Monde la Compagnie des Indes Occidentales, se trouvaient quelque peu intéressées au conflit qui de 1776 à 1779 embrasa peu à peu l'Amérique, s'étendant de la septentrionale Nouvelle-Angleterre jusqu'à la Mer des Caraïbes, aux Antilles et à la Terre-Ferme. La neutralité de la République, si difficile à maintenir en ce qui concerne les facteurs européens de la guerre, le serait-elle moins sur le terrain colonial ?

II. — RÔLE DES ANTILLES NEUTRES DURANT LA GUERRE D'AMÉRIQUE

La guerre d'Indépendance Américaine mit singulièrement en relief les petites Antilles neutres dont l'importance aux points de vue de la colonisation, de la production et du commerce était demeurée minime depuis leur occupation. Sans cette guerre, elle eussent végété et somnolé sous l'égide des Compagnies qui les exploitaient et n'eussent procuré à leurs habitants nul profit, à leur métropole nul souci diplomatique. L'insurrection des colonies anglaises contre la mère-patrie fut pour ces minuscules îles le fait décisif et non la guerre navale entre la Grande-Bretagne et les monarchies bourbon. Sans doute, ce dernier conflit contribua à donner encore plus de relief au rôle subitement imparti aux possessions neutres, mais à lui seul, il n'eût pu faire sortir ces dernières de leur obscurité traditionnelle. Rien ne vient mieux démontrer ce fait que leur insignifiante persistance au cours des luttes navales qui se déroulaient depuis le début du XVIII^e siècle entre les Cours de Londres, de Versailles et de Madrid ; pour légitimer l'intérêt qui s'attacha soudainement de 1776 à 1783 aux Antilles neutres, il faut trouver un élément nouveau dans les guerres coloniales : l'apparition des Insurgents.

D'ailleurs, avant le soulèvement des colonies anglaises, la Mer de Caraïbes ne fut jamais qu'un théâtre bien secondaire d'opération. A dire vrai, il y eut bien durant les guerres franco-britanniques ou anglo-espagnoles des périodes où Cuba, Porto-Rico, Saint-Domingue ou les petites Antilles constituèrent des objectifs militaires, mais il s'agissait non de campagnes de grande envergure, mais plutôt de croisières en vue de saisir convois et galions, de raids hardis dirigés sur tel port en vue d'enlever de riches chargements ou de capturer une position de nature plus commerciale que

navale. Dans ces parages, point de batailles navales décisives ouvrant la voie à une expédition, point de conquête systématique, pas même de blocus ; tout l'effort de la guerre était concentré dans les eaux européennes ou, en Amérique, dans deux zones nettement délimitées : l'une septentrionale, entre Terre-Neuve, le Saint-Laurent et l'Acadie pour menacer les Français au Canada, l'autre méridionale en bordure extérieure des grandes Antilles pour intercepter les galions espagnols.

Dès 1776, la situation s'est complètement transformée : le nœud gordien de la guerre n'est plus en Europe ; c'est sur le continent américain que les coups décisifs sont de part et d'autre portés. L'intervention successive des deux Cours bourbon n'a en rien altéré le caractère original du conflit d'être américain : née sur le sol du Nouveau Monde, la guerre se poursuit avant tout sur les territoires, dans les eaux du Nouveau Monde : peut-être le champ d'action essentiel tant militaire que naval se fût-il déplacé si les ministres de Louis XVI, Vergennes surtout, n'avaient, après la conclusion de l'alliance avec les Insurgents, subi l'attraction nullement irrésistible de ces nouveaux alliés. L'impulsion purement française donnée aux opérations ne s'est point fait sentir et tout, diplomatie et plan d'opération, se subordonne pour la Cour de Versailles au facteur américain.

L'Angleterre, dès qu'elle se fût rendue compte aux premières heures de la rupture qu'il ne s'agissait plus d'opérations de police à mener, a compris de quelle manière l'issue de la lutte pouvait être rendue douteuse : puissance navale, elle connaît la force des armes dont elle dispose ; puissance commerciale, elle sait combien est redoutable le blocus pour la conduite de la guerre ; puissance coloniale, elle n'ignore pas quelle est la faiblesse-née des possessions exotiques, quel virus contient ce système d'administration jalousement appliqué par les métropoles. Pour écraser la

rébellion, pour étouffer dans l'œuf ce mouvement sécessionniste, pour paralyser des armées naissantes, il faut priver les gouvernements coloniaux de crédits et de revenus, les populations de denrées alimentaires et de produits manufacturés, les forces en campagne de matériel et de munitions, il faut en un mot, avec l'aide de la flotte et des bases conservées le long des côtes, avec l'appui des loyalistes, exercer un blocus si rigoureux que les armes tombent des mains des rebelles défaillants, que les gouvernements insurgents, réduits à l'impuissance, ne trouvent d'autres ressources que la soumission.

Mais comment surveiller de Savannah à Boston ces côtes si étendues, ces criques, ces indentures de rivage qui permettent des débarquements clandestins ? Un tel blocus par croisière devient impossible, d'autant plus que les opérations militaires dans l'Hudson, dans la Chesapeake et ailleurs détournent maintes unités de cette rude besogne. N'est il pas plus sûr, plus prudent de tenter de tarir à la source commerce de contrebande et tentatives de ravitaillement ? Obtenir des nations européennes qu'elles s'abstiennent de toute relation avec les Insurgents est fort malaisé : des gouvernements du continent, aucun ne se veut faire l'instrument ou le complice servile de la politique britannique : les uns ne peuvent ou ne veulent faire pression sur leurs sympathies pour interdire un trafic qui n'est illicite qu'aux yeux du Cabinet de Londres, les autres ne défèrent que temporairement aux désirs anglais par souci de neutralité ou esprit de conciliation, d'autres enfin sont secrètement hostiles à la Grande-Bretagne : comment admettre que la France, que l'Espagne acceptent de jouer le rôle de contrôleur du commerce pour le compte d'une puissance qu'elles ne sauraient chérir ? N'est-il pas dès lors préférable de surveiller les routes qu'inévitablement doivent suivre les bâtiments forceurs de blocus : il suffit en Europe d'observer la Manche et dans l'At-

lantique les débouchés des grands ports comme Brest, Nantes, Bordeaux, Vigo ou Cadix. Surveillance atténuée d'ailleurs, car la traversée de l'Atlantique avec des cargaisons régulières de contrebande, avec une destination manifestement suspecte comme Boston, Newhaven, New-York, Baltimore, devient dangereuse : la simple rencontre d'un corsaire ou d'une corvette britannique est susceptible de mettre fin au voyage par saisie ou déroutement. Un moyen plus sûr ne s'offre-t-il pas pour accomplir discrètement le passage : que la destination des marchandises expédiées d'Europe soit ostensiblement un port non anglais (s'il est possible, un port parfaitement neutre) des Antilles et que dans ce port s'effectue un rechargement à bord d'un bateau insurgent : la traversée de l'Océan s'effectue sous le couvert de cette fausse destination et il ne reste en fait de risque que le voyage relativement réduit des Antilles au port insurgent accompli par un capitaine fort avisé quant aux courants, passes, amers, etc. L'entreprise est donc fort simplifiée.

L'Amirauté britannique n'est point sans être experte en manœuvres de ce genre, elle connaît ces ruses, les décèle à l'avance ou les soupçonne même avant qu'on songe à les mettre à exécution. Aussi n'est-il point surprenant que, dès 1776, elle fit surveiller avec le plus grand soin la Mer des Caraïbes et surtout le Canal des Lucayes et celui des Florides : route naturelle qui conduit des Antilles aux rivages des colonies soulevées. Port-Nassau, la grande base des Bahama, devenait le centre d'actives croisières expédiées dans les mille chenaux de l'archipel en vue de relever les voiles suspectes et de les arraisonner au passage. Les *Acts* du Parlement, les Ordres en Conseil, les instructions navales sont autant d'instruments redoutables pour l'application d'une telle politique, et après 1775 ils se multiplient sans cesse.

Le commerce français aux Antilles était, sous les successeurs de Choiseul, devenu moins important

qu'autrefois et le Cabinet de Versailles bénéficia de ce fait pour échapper à des incidents maritimes et coloniaux trop aigus ; il n'en était pas de même pour l'Espagne qui conservait avec les *Islas* et avec la Terre-Ferme des relations fréquentes et qui surveillait jalousement ce trafic auquel s'intéressait tout particulièrement Charles III. Aussi, de 1776 à 1779, les incidents de mer se multiplient entre les Cours de Londres et de Madrid : affaires du *N. S. de Bélem*, du *N. S. de la Mar*, de la *Princesa*, du *Principe de Asturia*, du *Colon*, du *Pizarro*, de janvier à octobre 1777 (1).

Si le Cabinet de l'Escorial supporte avec peine la moindre apparence de sujétion quant à ses droits quelque peu exclusifs de navigation dans ses Indes, celui de Saint-James redoute de voir Cuba devenir un centre de contrebande et s'irrite à la pensée des cargaisons qui *évidemment* sont secrètement amenées aux Insurgents. Mais par crainte de s'aliéner le gouvernement hispanique, de le jeter parmi ses adversaires il évite de donner trop d'ampleur à ces affaires. Aussi se sent-il dans une certaine mesure soulagé de cette contrainte, libéré de ce danger, quand les deux monarchies bourbon successivement passent de la neutralité à la belligérance : plus de ménagements désormais, plus de défaites ingénieuses pour couvrir ou démasquer ce commerce avec l'Amérique insurgée. Désormais les possessions de France et d'Espagne deviennent territoire de guerre, théâtres d'opération : on les peut surveiller quand il s'agit de Cuba ou de Saint-Domingue, les enlever quand il s'agit de la Guadeloupe, de la Martinique ou de Tobago.

L'entrée en guerre de la France en 1778, puis celle de l'Espagne en 1779, avaient comme conséquence de rendre les relations maritimes avec les colonies insurgentes à la fois plus faciles et plus difficiles. Si d'une part les Insurgents pouvaient se réfugier ouvertement

1. Cf. Francis P. Renaut, *Le Pacte de Famille et l'Amérique : I. — La Politique Coloniale franco-espagnole de 1760 à 1792*, 1922 (p. 274 et ss.)

dans les ports des Antilles bourbon, et si les navires isolés ou les convois pouvaient quitter désormais ces ports à destination de la Nouvelle-Angleterre ou des Carolines, ils ne pouvaient plus que rarement trouver ces asiles sûrs offerts par les ports neutres tant aux bâtiments insurgents pourchassés par les Anglais qu'aux navires européens chargés de contrebande. La belligérance des deux Cours de Madrid et de Versailles retranchait brusquement de la zone de sécurité commerciale et maritime les Grandes et les Petites Antilles. En l'été de 1779, il ne restait plus de neutre dans la Mer des Caraïbes que l'archipel des Vierges.

C'est alors que subitement grandit le rôle des possessions néerlandaises. Qu'importe les plantations sucrières de Saint-Eustache, les salines ou le tabac de Saint-Martin ; ces îles possèdent une autre richesse, mise soudain en valeur : des rades spacieuses, l'une à Philipsbourg et l'autre à Nassau, rades qui présentent l'avantage d'être couvertes d'un pavillon neutre. Assurément, dès 1776, ces ports n'étaient point tenus pour négligeables et bien des bâtiments venus d'Europe et du continent nord-américain y venaient relâcher, car les perspectives politiques étaient telles en France qu'on ne pouvait raisonnablement songer à jouir pleinement et longtemps des bénéfices de la neutralité dans les îles françaises, tandis que les Provinces-Unies, demeurées depuis près d'un siècle à l'écart des conflits européens, restées fidèles à un esprit pacifique fortement enraciné, pouvaient de ce chef offrir toute sécurité quant au maintien de leur neutralité. En outre, la situation géographique de ces îles était avantageuse ; point n'était besoin, pour y venir relâcher, de se détourner plus de sa route que pour Cuba ou Saint-Domingue, et en quittant ces parages on pouvait se glisser dans le dédale des Turques et des Lucayes pour gagner Charleston, ou plus au Nord la Chesapeake ou la Delaware. Dans ce trajet, la menace des croisières britanniques des Bahama ou des côtes amé-

ricaines n'était pas plus redoutable qu'au cas de la traversée directe d'Europe.

Ainsi Saint-Eustache, Saint-Martin avaient rapidement pris comme lieu de relâche, comme entrepôt, une importance capitale : là venaient affluer les denrées alimentaires, tous les articles manufacturés que fournissaient les marchés de l'Ancien Continent, ainsi que poudre, munitions et armes, étrange chaos de marchandises de toutes provenances, lesquelles rompaient l'habituelle monotonie des entassements de barriques de sucre, de barils de rhum et de cordes de tabac, auparavant uniques produits rencontrés sur les quais de Nassau et de Philipsbourg. Ce n'était certes pas sans précautions qu'on transbordait des cargaisons d'équipements et de matériel militaire, car les résolutions des Etats Généraux, arrachées par l'insistance de Yorke à l'indolence de ceux-ci, ne permettaient point au commerce de contrebande de s'effectuer en plein jour. Jamais ces îles n'avaient vu si intense trafic, si nombreuses entrées et sorties de navires, car si les bâtiments venus d'Europe affluaient, ceux provenant du Nouveau-Monde depuis le Canada jusqu'aux Petites Antilles, navires de long cours et petits caboteurs, ne manquaient point : animation nouvelle qui venait s'ajouter au mouvement normal de la navigation avec la Hollande et la Zélande.

Après 1778, après 1779 plus encore, l'ampleur de cette activité de guerre s'accrut à Saint-Eustache, à Saint-Martin, qui par leur position géographique, par leur situation politique, se trouvaient inéluctablement appelées à devenir les grands centres de transit à destination des treize colonies révoltées.

*
* *

Etait-ce que les possessions néerlandaises fussent demeurées en 1779 les seuls points où s'exerçât une souveraineté neutre ? Nullement, car dans le groupe

des Vierges il y avait des îles danoises comme Sainte-Croix, Saint-Jean et Saint-Thomas, il y avait Saint-Bart ou Saint-Barthélémy qui appartenait à la Suède, et pourtant le rôle de ces Antilles qui se trouvaient en les mêmes conditions que Saint-Eustache ou Saint-Martin demeura secondaire. Était-ce alors que le port de Saint-Thomas, ceux de Christianstad, de Frederikstad ou de Gustavia fussent des atterrages moins favorables que Philipsbourg ou Port-Nassau ? Nullement. La cause qui relégua définitivement dans l'oubli toutes ces possessions à l'exception de Saint-Thomas (1) doit être cherchée ailleurs, dans la position économique et maritime occupée par les métropoles.

En effet, ni le Danemark, ni la Suède ne pouvaient à cet égard rivaliser avec les Provinces-Unies. Tout d'abord, ils ne disposaient point d'une très nombreuse marine marchande parcourant toutes les mers du globe, tenant lieu au XVIII^e siècle des *tramps* modernes : leurs navires en général limitaient leur activité à la Baltique, à la Mer du Nord, rarement aux mers tropicales sauf en ce qui concerne le service des comptoirs appartenant aux Compagnies des Indes de Copenhague ou de Stockholm. D'autre part, ni l'un ni l'autre des royaumes scandinaves ne possédaient une flotte de guerre susceptible d'assurer la protection de leurs établissements, moins encore des convois expédiés de la métropole. En outre, — et c'était là un point

1. Saint-Thomas possédait un port franc depuis 1764, ce qui explique le développement de son commerce durant la guerre. Les droits d'entrée montèrent singulièrement vite :

1775.....	18.033 rixdales
1778.....	17.309 —
1779.....	25.649 —
1780.....	45.376 —
1781.....	148.239 —
1782.....	280.158 —
1785.....	33.165 —

D'après NATHANSON, *Historik Statistik Fremstilling af Danmarks National og Stats Huusholdning*, 1844. Le rôle des autorités locales danoises (le Gouverneur Général Clauser à Sainte-Croix, le Gouverneur de Melville à Saint-Thomas) reste absolument étranger à l'essor de ce port durant la guerre.

capital — ils n'avaient en aucune de leurs grandes villes de ces marchés comparables à Amsterdam, à Rotterdam, à Dort, à Harlem, etc., de ces marchés où se traitaient les affaires les plus considérables et les plus variées, où se négociaient des cargaisons en bloc, où s'affrétaient des convois entiers ; ils n'avaient point, à défaut de centres commerciaux, de ces centres bancaires comme en possédaient la Hollande, la Zélande ou la Gueldre, de ces centres où se préparaient les emprunts, où s'endossaient les lettres de change, où s'échangeaient les documents de mer contre de bonnes et sûres valeurs ; enfin il n'était pas jusqu'à leurs chantiers maritimes dont l'activité ne fût médiocre en comparaison de ceux de Hollande et de Zélande. Il n'était point surprenant que ces nombreux spéculateurs qui dans tous les pays comptaient retirer de fabuleux profits du ravitaillement des Insurgents songeassent à tirer parti des bâtiments néerlandais tant d'Europe que des colonies, des banques néerlandaises pour parvenir à leurs fins. La soif du gain n'était-elle pas telle que des Anglais, bravant la rigueur de leurs lois, n'hésitaient point à s'installer dans les îles neutres des Antilles pour y conduire un trafic funeste à leur patrie ?

C'est pourquoi les Provinces-Unies se trouvaient placées en une situation exceptionnelle tant par les ressources commerciales, financières et maritimes de la métropole que par le gisement de leurs Antilles et la disposition de leurs ports coloniaux ; c'est pourquoi les Provinces-Unies étaient naturellement appelées à voir leurs établissements d'Amérique, surtout ceux de la Mer des Caraïbes, devenir le lieu de transit de tous les chargements tous plus ou moins clandestins destinés aux Insurgents, position sans doute fort avantageuse non seulement pour les colons, mais aussi pour les négociants, les armateurs, les entreprises d'assurances et de banques de la métropole, mais position singulièrement dangereuse pour le gouvernement

de la République, car si les intérêts privés étaient favorisés par le développement toujours plus grand de la guerre navale en Amérique, les intérêts publics paraissaient compromis et l'avenir de la neutralité pouvait paraître particulièrement sombre et incertain.

III. — INCIDENTS ANGLO-NÉERLANDAIS AUX ANTILLES

Le péril d'essence coloniale qui menaçait la neutralité des Provinces-Uniesse décéla de bonne heure et il devint difficile aux Etats-Généraux comme aux conseils des provinces d'ignorer la source de conflit qui dans les Indes Occidentales pouvait dangereusement opposer la République à la Grande-Bretagne. Si Curaçao et les établissements de Guyane ne participaient que lointainement aux questions de contrebande, il n'en était pas de même de Saint-Eustache et de ses dépendances, qui de plus avaient l'infortune d'être surveillés de près par les autorités anglaises de Saint-Christophe, éloignée d'une quinzaine de kilomètres de Saint-Eustache et celles de Nevis ou d'Antigooa situées derrière la précédente dans un périmètre rapproché des îles néerlandaises.

Déjà avant 1776, le Cabinet de Londres s'était plaint à La Haye maintes fois de l'attitude du Gouverneur de Saint-Eustache Heylinger jugé enclin à favoriser la contrebande. Les Etats-Généraux, soucieux de donner à bon compte satisfaction à l'Angleterre, avaient amené la Compagnie à pourvoir ce poste d'un nouveau titulaire capable de ne point donner ombrage à la Grande-Bretagne. Ainsi Ian de Windt, Gouverneur de Saint-Eustache, depuis le 14 janvier 1754 étant mort le 19 janvier 1775, la Compagnie — après un intérim d'un an assuré par le Gouverneur de Saint-Martin, Abraham Heylinger — choisit-elle pour ce poste délicat Johann de Graaff, secrétaire de l'île depuis 1751. Né dans l'île, le nouveau Gouverneur, installé le 29 avril 1776, était un homme actif, connaissant bien les questions colo-

niales, prêt à soutenir les intérêts de la Compagnie comme ceux de la République, il semblait avoir été choisi avec un rare bonheur ; de fait, en quelques mois, il sut prendre un grand empire sur la population des Antilles néerlandaises (détenant directement ou par voie d'hypothèque de nombreuses fermes), affirmer son autorité sur l'assemblée de Saint-Eustache (1) qui bientôt lui fut toute dévouée. Le choix était-il aussi heureux pour la Grande-Bretagne ? Celle-ci n'eut pas lieu d'en douter longtemps.

Sir Joseph Yorke recevait le 14 février 1777 une dépêche de lord Suffolk lui mandant d'obtenir promptement justice et réparation d'un outrage sanglant fait à l'Angleterre à Saint-Eustache même : le 16 novembre précédent, un bâtiment, l'*Andrew Doria*, battant le « soi-disant » pavillon des Etats-Unis, était entré dans la rade de cette île et, forfait inouï, avait reçu du Fort Orange un salut formel. S'agissait-il là d'une reconnaissance de l'indépendance de l'Etat américain ? On pouvait plutôt croire qu'il y avait là une manifestation de zèle intempestif ou une erreur, étant donnée la politique suivie par la République. Néanmoins, le Cabinet de Saint-James ne pouvait laisser passer inaperçu un semblable fait et l'ambassadeur devait obtenir des Etats, outre le désaveu formel du salut, le rappel de de Graaff et sa punition exemplaire. Quant au fait lui-même, il ne pouvait être contesté, ainsi qu'il apparaissait de la correspondance échangée entre de Graaff et les autorités de Saint-Christophe (le Président du conseil Greathead et le Solicitor General Stanley) : correspondance quelque peu aigre dans laquelle le Hollandais reconnaissait le salut, mais déclinait de discuter à ce sujet, tant avec Stanley qu'avec Greathead (2).

1. Régence composée de cinq membres : quatre conseillers et le Capstein der Burgerij.

2. Ce dossier figure aux *S. P. Holland*, Vol. 556 et aux *A. E. Hollande*, Vol. 529, f° 308 ss. Egalement *N. R. A. W. I. C.*, 629.

Mais à cet acte relevant du Droit des Gens s'en ajoutait un autre plus grave encore : la capture d'un navire anglais, le *May*, par un « pirate américain », le *Baltimore Hero*, le 21 novembre 1776. Il importait d'avoir sur ces deux points pleine réparation. Le premier lord de l'Amirauté ajoutait que, par ordre du 15 février, des instructions seraient envoyées aux stations des Antilles pour renforcer la visites des navires néerlandais dans les eaux de Saint-Eustache. Ainsi à Londres on entendait répliquer sur-le-champ par une première sanction à la nouvelle de l'acte hostile de de Graaff et de sa supposée complicité à la prise du *May* (1).

Sir Joseph présenta donc le 22 février un mémorandum où en termes énergiques il flétrissait la conduite du gouverneur de Saint-Eustache et réclamait pour son gouvernement des satisfactions, notamment la destitution du gouverneur (2).

Cette note britannique jeta le désarroi parmi les conseillers de la République ; même le Stathouder et le prince Louis, prêts à blâmer de Graaff, voire même à le sacrifier, s'offensèrent du ton employé par l'ambassadeur et se montrèrent peu disposés à se soumettre aux exigences posées par le mémoire du 22 février. Au reste, ne convenait-il pas d'attendre des Indes des nouvelles précises ? En tout cas les Hautes Puissances se refusaient à donner à l'incident une portée considérable et elles signifiaient que la discussion à ce sujet aurait lieu par l'intermédiaire de leur représentant à Londres (3).

Bientôt arriva une lettre du gouverneur aux directeurs de la Compagnie, lettre en date du 28 janvier dans laquelle de Graaff signalait les abus intolérables de pouvoir que la croisière anglaise se permettait, comme d'arrêter et de visiter minutieusement, presque

1. Cette étude est faite d'après les documents des *State Papers* et *Colonial Papers*, ainsi que des *N. R. A.*, notamment les correspondances de de Graaff versées au dossier des enquêtes. Cf. *supra*, p. 133 et en particulier p. 134 note.

2. *A. E. Hollande*, Vol. 529, fo 308.

3. *A. E. Holl.*, Vol. 530, fo 50.

sous les canons des forts, les bâtiments entrant et sortant. Abordant ensuite les événements qui s'étaient déroulés en novembre, il marquait bien que le salut du Fort-Orange s'appliquait non à un bâtiment de guerre, mais à un navire marchand, qu'il constituait un acte de courtoisie en réponse au salut fait par l'*Andrew Doria*. Quant à la prise du *May*, elle s'était effectuée en dehors des eaux territoriales et les autorités locales en étaient aussi innocentes que si elle eût eu lieu à cent milles de l'île.

A la mi-mars, les directeurs communiquaient aux Etats la lettre reçue des Antilles et le 26 mars 1777 le Comte de Welderen faisait connaître au Cabinet britannique les résolutions prises : à savoir que les autorités coloniales seraient rappelées à l'observance stricte des règles de neutralité en ce qui concernait les importations et exportations d'articles militaires, qu'un désaveu absolu frapperait tout acte susceptible de marquer la reconnaissance de la souveraineté des Insurgents. De Graaff enfin serait appelé en Europe pour participer à l'enquête faite sur les faits incriminés (1).

Cette réponse néerlandaise eut une conséquence immédiate : la révocation de l'ordre du 15 février et la restitution de tous les bâtiments hollandais retenus ou saisis dans l'intervalle (29 mars). Lord Suffolk, dans une lettre officielle du 10 avril, approuvait le « rappel » de de Graaff et se félicitait de voir appliquer strictement les injonctions prohibant toute contrebande dans les Indes Occidentales néerlandaises.

L'incident paraissait clos, au moins temporairement. Pourtant l'effet du mémoire arrogant de Sir Joseph se faisait pleinement sentir aux Provinces-Unies. L'opinion publique néerlandaise était choquée de la hauteur du ton et des prétentions affirmées par le Cabinet de Saint-James ; en Hollande, l'irritation était particulièrement vive ; de quel droit l'Angleterre se permet-

1. A. R. 1777, f° 291.

tait-elle de contrôler le commerce de Saint-Eustache, de quel prix serait la neutralité ainsi comprise ? Que devenait dès lors l'indépendance nationale ? Quels risques ne courait pas le commerce national ? Le bourgmestre d'Amsterdam, Temminck, protestait contre toute confusion possible au sujet de la réponse des Etats, confusion que le langage de Suffolk faisait apparaître ; de Graaff n'était pas rappelé, moins encore révoqué, il était simplement convoqué pour être entendu au cours d'une enquête.

Celle-ci tarda, car le 30 juin suivant le gouverneur de Saint-Eustache annonça qu'il lui était impossible de quitter sur-le-champ son poste — en effet, les saisies anglaises continuaient au détriment du commerce de l'île et de la marine nationale — mais il renouvelait plus longuement encore ses explications au sujet du salut fait à l'*Andrew Doria* et de la prise du *May*. Les Etats Généraux ayant par leur résolution du 6 octobre 1777 maintenu leur décision, il se mit en route au printemps de 1778, arriva en Hollande en juillet et fut entendu par les deux directeurs, Bicker et Warrin, sur les charges pesant sur lui. Il présenta aussitôt sa défense en un mémoire de 340 pages et peu après fut mis hors de cause, absous. Par leur rapport, les directeurs de la Compagnie, non seulement déchargeaient leur subordonné entièrement des accusations portées contre lui, mais montraient que les Etats Généraux avaient le droit de se plaindre de la conduite de l'Angleterre (23 mars 1779). Epilogue postérieur de deux ans et demi aux incidents initiaux. L'Assemblée renvoya le gouverneur à son poste, rendant pleinement hommage à son caractère par la résolution du 30 août 1779 (1) ; la conséquence fut que de Graaff entra triomphalement

1. Notification en fut faite à Yorke vers le 20 septembre suivant. Assurément à cette date la Grande-Bretagne n'attachait plus grande importance à la solution en elle-même des incidents de 1776-1777, mais elle pouvait y voir un symptôme caractéristique de la nature de ses relations avec la République pour l'année 1779. *N. R. A. Resol. Jaarg.*, 1779.

à Saint-Eustache et que sa popularité aux Antilles s'en trouva accrue.

Durant son absence, la situation, loin de s'améliorer, avait, en dépit des efforts des Provinces-Unies, gravement empiré. C'est que les événements suivaient leur cours : la France était entrée en guerre, ce qui mettait plus que jamais en relief l'importance des ports demeurés neutres dans la Mer des Caraïbes, et la Cour de Londres redoublait de rigueur pour arrêter l'activité de la contrebande au profit des Etats-Unis, puissance désormais reconnue par le Cabinet de Versailles depuis 1778.

De Graaff, le 18 juin 1777, avait signalé la saisie par un vaisseau anglais, le *Seaford*, de deux bâtiments hollandais : l'un le *Watergeus*, pour avoir dans sa cargaison destinée à Middelbourg des produits d'origine américaine, l'autre, le *Hoop*, pour avoir à son bord poudre et munitions conduites à Flessingue. Malgré ces destinations éminemment innocentes, il n'avait pu obtenir du chef d'escadre Young que ces bâtiments fussent relâchés. C'était là un cas particulier typique, mais combien était banale dans la correspondance officielle des autorités coloniales la nouvelle mélancolique de la saisie de navires hollandais ou zélandais !

De telles nouvelles répandues sur les marchés de la métropole y sèment l'alarme. Les relations avec les Indes Occidentales deviennent précaires par ces captures réitérées : la Compagnie s'émeut, et à sa suite négociants, banquiers et spéculateurs. N'estime-t-on pas en cet automne de 1777 à près de 80 le nombre de bâtiments arrêtés et détenus par les escadres britanniques (1) ? C'est là une perte nullement négligeable pour les armateurs de la République. L'opinion se soulève à juste titre contre les vexations de la Grande-Bretagne : dans les provinces maritimes, on s'échauffe, on réclame la formation de convois et l'écho de ces

1. Rapport du Comte de Welderen d'octobre 1777. *S. P. Holl.*, Vol. 557. *N. R. A. Engelland*, 7003.

plaintes retentit dans les milieux dirigeants : les Assemblées de Hollande et de Zélande sont saisies de projets variés concourant à un but commun : protéger le commerce colonial ; elles sympathisent trop avec la détresse de leurs administrés pour ne point voter des résolutions favorables à ces desiderata et transmettre de toute urgence aux Etats Généraux le résultat de leurs délibérations.

A La Haye, on ne peut ignorer à la fois les incidents coloniaux et l'émotion qui gagne le pays. On le peut d'autant moins que le Cabinet de Saint-James a saisi fort inopportunément l'occasion de réclamer l'interdiction absolue du transport de munitions et d'insinuer que toute relation même innocente des négociants néerlandais avec l'Amérique continentale du Nord devrait être suspendue (1). Les Hautes Puissances ont pris *ad referendum* le mémoire de Yorke sur cette question (23 septembre 1777), mais l'impulsion étant donnée en vue de l'élaboration d'un programme de protection du commerce antillais, elles ne se peuvent désintéresser de la question. Les conseils provinciaux discutent, les Amirautés étudient des plans d'armement. Ces Messieurs de Hollande réclament l'envoi de vingt vaisseaux dans le Nouveau-Monde ; ceux de Zélande, pourtant ménagers de leurs deniers et soucieux de ne point froisser l'Angleterre, approuvent ce projet et semblent prêts à avancer des fonds pour la formation d'escortes.

Malheureusement pour l'initiative hollandaise, les conditions intérieures de la République ne permettaient guère qu'on la ratifiât entièrement et peut-être les conseillers d'Amsterdam et de Rotterdam n'avaient point l'espoir que leur proposition ainsi formulée fût intégralement adoptée. Assurément on devait convenir que le danger était pressant dans le Nouveau-Monde, et qu'il importait de s'opposer aux empiétements réitérés de la Grande-Bretagne sur les droits du

1. Cf. *supra*, pp. 118 et ss.

commerce neutre, mais pouvait-on disposer de vingt vaisseaux sans dégarnir outre mesure les autres fronts de mer à protéger, sans affaiblir les côtes métropolitaines ? Le commerce avec le Nouveau-Monde, tout avantageux qu'il fût, n'était pas aussi essentiel à la vie de la République que celui du Levant ou de l'Océan Indien. D'ailleurs, ne devait-on pas tenir compte du fait que les milieux anglophiles et l'entourage du Stathouder s'appliquaient avec un zèle égal à prévenir tout renforcement considérable de la flotte et à limiter autant que possible la portée de ces incidents maritimes des colonies ?

Néanmoins on concevait dans toute la République qu'un effort devait être accompli malgré le ralentissement opéré dans les constructions et la disette de matelots. Les Amirautés s'attachaient à établir des programmes navals : la Chambre d'Amsterdam avait déjà mis trois navires en commission et prévoyait que deux autres ne tarderaient pas à l'être, celle de Meuse avait donné des ordres pour que deux navires fussent prêts, celle de Nord-Hollande comptait fournir un bâtiment, la Frise songeait à imiter cet exemple.

La question des armements et de la formation de convois est portée devant les États Généraux : requêtes et pétitions affluent. On dénonce les visites des bâtiments faites par les croiseurs anglais, les déroutements arbitraires, les ventes à prix fixés des cargaisons, les frais de détention et de procédure devant les cours de prises. Les conseils provinciaux interviennent de leur côté : la Hollande et West-Frise présente le 29 octobre une motion en faveur de convois pour les Indes Occidentales. Cependant les Hautes Puissances, où domine en cet automne de 1777 le désir de ménager la Grande-Bretagne, parviennent à scinder le problème : ces convois que l'opinion publique, les gouvernements des provinces maritimes réclament avec insistance, mais que le Cabinet de Saint-James repousse obstinément, menaçant d'y voir un acte inamical, sinon d'hostilité, on en

ajourne la réalisation, on en esquivait la discussion de principe, mais, par contre, à titre de réalisation partielle des désirs populaires, on vote la constitution d'une forte station navale aux Antilles pour surveiller et déjouer les agissements anglais. Au mois de décembre, une petite escadre de huit voiles appareillait pour les Indes Occidentales sous le commandement du Comte Byland.

Cette désignation n'était nullement l'œuvre d'un hasard heureux. L'Amiral passait en effet pour être non seulement un homme de mer fort entendu, mais encore un esprit plein de tact et de méthode, un diplomate. Or, qui convenait mieux pour commander la station de la Mer Caraïbe qu'un marin diplomate, susceptible d'apprécier également le Droit des Gens et les nécessités techniques, capable d'apaiser les conflits en « filant de l'huile », de concilier le bien public et les intérêts privés, de donner satisfaction aux Anglais et aux Français tout en sauvegardant l'indépendance et l'honneur nationaux ? Que cette nomination eût été faite dans ce but, rien ne permet de le mieux juger que les appréciations relativement flatteuses du Cabinet britannique qui saluèrent son apparition en Amérique comme un contrepoids indispensable au « mauvais esprit » de de Graaff dont quinze mois auparavant on avait cru...

Byland arrivait aux Antilles en un moment où des îles néerlandaises aux îles anglaises les relations étaient fort tendues. De Saint-Christophe, d'Antigua ou de Nevis émanaient des plaintes amères contre la conduite des autorités de Saint-Eustache et de Saint-Martin), que ce fut de Graaff, Heylinger (son subordonné de Saint-Martin) ou van Hiningen (le secrétaire de ce dernier). La venue d'un marin comme Byland amena une détente. William Matthews Burt, le gouverneur d'Antigua, violemment irrité contre les Hollandais, ne tarda pas à reconnaître en mars 1778 non seulement la correction, mais la cordialité de l'Amiral hollandais. Bientôt, il

tombe d'accord avec celui-ci pour régler certains points de navigation interinsulaire. Il est vrai que Byland assure que jamais les couleurs américaines n'ont flotté dans la rade de Saint-Eustache et sa déclaration est des mieux accueillie par les Anglais, alors que les affirmations réitérées de de Graaff sont reçues avec scepticisme ou dédain. Il est vrai que Byland laisse entendre que les navires insurgents ne relâcheront pas à Saint-Eustache et c'est là une cause de satisfaction. Il est vrai enfin que la moindre parole de l'Amiral est appuyée par les canons de sa petite escadre qui peut en imposer facilement aux autorités anglaises de la Micro-Antilie.

Pourtant ni la satisfaction éprouvée par les autorités anglaises de l'absence de de Graaff, ni même la présence de Byland ne ralentissaient en rien l'activité des corsaires ou croiseurs britanniques à l'encontre des paisibles bâtiments de commerce néerlandais. L'année 1777 avait été marquée par de nombreuses saisies et par quelques incidents retentissants comme celui du *Watergeus*, mais l'année 1778 parut bientôt ne le céder en rien à sa devancière sous ce point de vue. Captures dans les mers d'Europe ou dans les eaux antillaises se multiplièrent si bien qu'on put évaluer à 76 le nombre des prises faites par la Grande-Bretagne sur le commerce des Provinces-Unies du 10 octobre 1777 au 4 mai 1778 (1).

Tantôt il s'agissait de bâtiments hollandais chargés dans les Indes Occidentales néerlandaises et capturés en plein Atlantique, comme ce fut le cas de la *Stad van Hasselt* (30 août 1778), lequel donna lieu à des difficultés d'ordre naval et diplomatique sans fin, tantôt l'événement était de nature plus spécifiquement colonial et américain, mais Byland pouvait constater que sa popularité auprès des administrations anglaises était vaine, et du reste qu'elle diminuait chaque jour davantage.

1. D'après le *Vaderlandsche*.

En revanche, la sphère d'activité des corsaires anglais s'étend toujours plus : ceux-ci ne s'attaquent plus seulement au trafic entre Provinces-Unies et Antilles, tentant de rançonner les îles de Saint-Martin et de Saint-Eustache ; ils vont en 1778 menacer les côtes de Guyane et surveiller Curaçao à l'égal du groupe des Vierges. Aussi une pareille extension rend plus difficile le rôle de protecteur assumé par Byland.

Le premier incident grave sous l'administration de l'Amiral survint dans les parages de Suriname : là un corsaire britannique, le *Sandwich*, s'empara du *Dolphin*, bâtiment insurgent chargé de mélasses et le conduisit à Barbados sans que le garde-côte néerlandais, le *Rotterdam* pût être prévenu à temps (1). La protestation hollandaise auprès de Lord Macartney, alors stationné à la Grenade, demeura sans réponse : la conséquence de cette attitude du haut commandement britannique ne se fit pas attendre : quelques semaines plus tard, un nouveau navire américain, le *Polly*, était capturé dans les mêmes parages par les Anglais, mais la prise, avant d'avoir pu joindre un port anglais, rencontra la frégate hollandaise *Jason* qui la délivra et la mena à Demerary. Macartney cette fois s'éleva contre le procédé, mais reçut la réponse qui convenait (2).

Dès lors, Byland ne pouvait manquer d'être jugé avec sévérité par les Anglais ; du reste, il n'avait point à cet égard seulement à se reprocher son attitude énergique en matière de prise illicite. N'avait-il pas repris à son compte les coupables pratiques de de Graaff au sujet du pavillon insurgent ? Burt et Macartney tonnaient contre les attentions dont les Insurgents étaient l'objet à Saint-Eustache ou à Saint-Martin, ils se déchainèrent à l'envi quand en 1778 l'Amiral eut décidé qu'à la suite du traité franco-américain et après l'alliance conclue par Louis XVI avec les Etats-Unis,

1. N. R. A. Dumas, IIg. Le commandant du vaisseau néerlandais se nommait Van Hoeij.

2. W. I. C., 632.

on ne pouvait plus fermer à la marine marchande du nouvel état américain l'accès des ports néerlandais aux Antilles.

Le Gouverneur d'Antigoa se montra particulièrement violent et dans sa correspondance avec Byland atteignit bientôt les limites de l'insolence. Ses actes ne le cèdent en rien à son langage. Déjà en mai, une frégate britannique était venue sommer les autorités du port de Saint-Eustache de faire amener le pavillon américain des bâtiments ancrés sur rade ; à ce vœu nul n'avait entendu déférer, et la souveraineté néerlandaise avait pu encore s'affirmer sur ce point. Après cet insuccès, Burt, à titre de représailles, interdit tout ravitaillement en eau des colonies néerlandaises à Saint-Christophe, Nevis ou Antigoa. Il fallut que l'Amiral néerlandais invoquât l'article 34 du traité de 1667 et parlât haut pour mettre un terme à des prétentions qui menaçaient de dégénérer en provocation (1). Mais sa présence aux Antilles devenait de plus en plus difficile : en moins de six mois il s'était usé à vouloir contenir les empiètements britanniques ; malgré sa réputation et son réel savoir-faire, il ne pouvait se maintenir à son poste et bien moins encore rendre les services attendus de lui. La tâche de conjurer un conflit et de faire respecter les droits des Provinces-Unies devenait nettement impossible.

Toutefois, par une ironie des circonstances, au moment où les amiraux et gouverneurs britanniques dénonçaient à l'envi les menées hostiles de Byland, ce dernier se voyait décerner par l'ambassadeur de Georges III à la Haye les plus chaleureux compliments et dans un tableau littéraire il était brillamment opposé à de Graaff honteusement stigmatisé comme l'instrument servile des Insurgents (2). Mais à ces félicita-

1. Cf. notamment lettre de Byland à Burt du 17 juin et du 9 juillet, lettres de Burt du 11 juin et du 17 juillet 1778. *G. O. P. West Indies*. — *N. R. A. W. I. C.*, 632.

2. *S. P. Holl.* Vol. 562,

tions officielles adressées aux Hautes Puissances à la fin d'août succéda quelques jours plus tard au début de septembre — par une palinodie dont l'art diplomatique n'était point exempt — un farouche réquisitoire de Yorke contre le même Byland. Celui-ci, avant la fin du mois, était rappelé en Europe et de Riemersma était désigné comme son successeur. Certes cette décision ne parut en rien une conséquence même indirecte des plaintes formulées par Macartney, Burt et Yorke. Alors s'ouvrait à peine l'enquête relative à de Graaff. Les Etats-Généraux entendaient se montrer pleinement indépendants : à ce moment le Comte de Welden présentait au Cabinet britannique un memorandum d'énergique protestation contre les vexations si nombreuses dont le commerce neutre était victime dans la Mer des Caraïbes, notamment dans les eaux de Saint-Eustache, de Saint-Martin, de Curaçao et sur les côtes de Guyane. La Compagnie n'avait pas manqué de transmettre les rapports de ses agents aux Etats-Généraux qui, de leur côté, avaient été saisis de cette question par Byland : ainsi se formait un faisceau d'accusations graves contre les procédés maritimes de l'Angleterre (1).

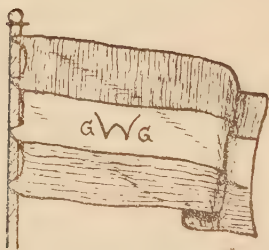
Toutefois on ne pouvait songer à lancer à Londres un ultimatum : l'Assemblée était en majorité formée de conseillers prudents et timides, tandis que les anglophiles s'agitant, faisant intervenir le Stathouder, parvenaient à paralyser encore toute mesure directe dirigée contre la Grande-Bretagne. Par contre, il devenait de plus en plus urgent de protéger efficacement le commerce néerlandais, que ce fût aux Antilles ou dans l'Atlantique : la question des convois ne pouvait plus être ajournée indéfiniment : le besoin de défendre chaque navire contre une agression de corsaires ou de frégates se faisait sentir. Le système de la station navale essayé par Byland semblait avoir échoué.

1. Cf. ci-dessous Chapitre XIII, p. 365-366 les agressions contre Saint-Eustache et Saint-Martin en 1780. *N. R. A. Engelland*,

Ne convenait-il pas de recourir résolument dès lors à la pratique du convoi ?

Par malheur, cette question des convois était beaucoup plus complexe qu'elle n'apparaissait et elle allait à la différence de ce qui s'était produit au cours des guerres navales antérieures, être étrangement compliquée par l'ingérence la moins déguisée de la France, cela au détriment des intérêts coloniaux néerlandais.

L'expérience prouvait donc que les 150 kilomètres carrés où aux Antilles s'exerçait la souveraineté des Provinces-Unies constituaient une source de difficultés politiques des plus graves, risquaient de provoquer la naissance d'un *casus belli* ; mais dans les mers européennes, des causes non moins graves de conflit existaient, menaçant plus directement encore la neutralité hollandaise.



Pavillon de la Compagnie des Indes Orientales

CHAPITRE VIII

LA QUESTION DU MATERIEL NAVAL ET LA PRESSION FRANÇAISE

1778-1779

1. Les données du problème : contrebande et convoi.
 2. Les menaces de Vergennes.
 3. Les arrêts d'exclusion.
-

I. — LES DONNÉES DU PROBLÈME : CONTREBANDE ET CONVOI

Lorsque les premières hostilités survenues en juin et juillet 1778 entre la France et l'Angleterre eurent accusé l'état de guerre existant entre ces deux pays, les Provinces-Unies, puissance maritime neutre située en Europe comme aux Antilles en une immédiate proximité des belligérants, se virent placées dans une position singulièrement difficile. Sans doute, la lutte entre les Insurgents et leur métropole n'avait pas été sans altérer quelque peu le régime de leur navigation (1), sans provoquer une immixtion du Cabinet de Saint-James dans les affaires économiques de la République (obtention d'une législation restrictive à l'égard des transports de munitions dans le Nouveau Monde), mais, somme toute, les événements de l'Amérique du Nord n'avaient point déterminé une gêne sensible, moins encore une paralysie de la vie commerciale néerlandaise.

L'entrée en guerre de la Cour de Versailles allait modifier complètement le problème en transportant dans les mers européennes, toutes proches des côtes

1. Déroutements, saisies, visites, *presse* de la part des Anglais, prises américaines.

de la République, le théâtre des opérations navales, en incorporant à la zone de guerre des ports qui, comme ceux d'Angleterre et de France, étaient les destinations normales de la grande majorité des bâtiments hollandais, en suscitant l'apparition d'un nouveau contingent de corsaires et de croiseurs tant dans l'Atlantique, la Manche que dans la Mer Caraïbe.

Certes, ce n'était point là une situation nouvelle pour les Hautes Puissances qui, depuis le début du XVIII^e siècle, avaient été spectatrices de maintes luttes navales. Lors de la récente guerre de Sept Ans, n'avaient-elles pas dû défendre avec énergie leurs droits de neutres contre les mesures françaises et anglaises, notamment par la pratique de convois escortés, car le principe *Vrij Schip, Vrij Goed* avait déjà reçu de cruelles atteintes. Il semblait dès lors que la République dût seulement faire revivre les prescriptions antérieures du temps de guerre, en particulier le Placard de 1756 qui posait les règles selon lesquelles un bâtiment neutre pouvait être réputé de bonne prise (onze cas étant prévus, sauf dérogations expresses) (1).

Toutefois un élément nouveau, totalement inconnu en 1756, altérerait la situation : l'intervention des Insurgents, qui déterminait en Grande-Bretagne l'indignation du ministère et de la plus grande partie de la nation — qui poussait ce gouvernement à des actes de rigueur — qui faisait passer au premier plan les opérations d'Amérique. Les efforts du Cabinet de Versailles pour amener la Cour de Madrid à se joindre à lui au nom du Pacte de Famille poussaient, d'autre part, les dirigeants de Londres à user des mesures les plus énergiques pour triompher, attaqués qu'ils étaient par deux ennemis, l'un en Europe, l'autre dans le Nouveau Monde, et menacés d'une agression espagnole.

Les ministres britanniques, qui n'avaient jamais témoigné d'un grand esprit de ménagement pour les

1. *Gazette d'Utrecht*, 8 juillet 1756.

neutres quand l'intérêt national ne le commandait pas, devaient d'autant moins hésiter à recourir aux mesures les plus violentes que ces mesures même paraissaient devoir assurer la victoire anglaise. En effet, si par le blocus effectif des côtes de l'Amérique du Nord on prévenait tout ravitaillement des Insurgents, toute création de leur marine de guerre, tout développement de leurs corsaires, à l'égard de la France une semblable tactique devait avoir un résultat presque identique.

La monarchie de Louis XVI, en effet, déclinait au point de vue naval. L'administration de Sartine à la Marine laissait disparaître les traditions du temps de Choiseul, et en dépit de l'activité déployée *in extremis* à la veille de la rupture, on manquait en France des stocks de matières premières nécessaires tant pour construire, équiper et armer de nouvelles escadres que pour entretenir et réparer les vaisseaux en service au cours de campagnes successives. Bloquer les ports français, c'était tarir le commerce français, mais c'était aussi rendre impuissante l'arme navale du Cabinet de Versailles, prévenir l'action combinée des Franco-Insurgents (Instructions britanniques du 5 août complétées par celles du 15 décembre 1778) (1).

Dès lors, il apparaissait naturel que l'Amirauté de Londres renonçât moins que jamais à une thèse nouvelle qui, en élargissant la notion de contrebande, en faisant rentrer sous cette rubrique *tout* ce qui pouvait être utilisé dans la construction ou l'équipement d'un navire, allait renforcer sa primauté navale et accroître les embarras de ses adversaires déjà handicapés par l'infériorité de leurs forces. L'Angleterre, disposant d'une nombreuse flotte, pouvait aisément contrôler le trafic des neutres et par la plus stricte application du principe des *naval stores* contrebande de guerre pouvait priver ses ennemis de poix, goudron, cordages, couples, vergues, mâts, quilles, tous bois de cons.

1. S. P. Holl., Vol. 561-562; cf. P. & O.

truction et tous articles de gréement et équipement.

L'extension de la définition de contrebande de guerre achevait l'œuvre de destruction des droits des neutres, déjà fort compromis par les brèches portées au principe : « Le pavillon couvre la marchandise ». Les limites admises jusque vers 1760 à la compréhension du terme contrebande de guerre — limites qui apparaissaient en de nombreux traités, notamment dans le traité anglo-russe Panine-Macartney de 1766 (1) — suffisaient à créer des entraves à la navigation neutre. Déjà, durant la Guerre de Sept Ans, la question des bois contrebande de guerre avait été chaudement discutée et les Néerlandais s'étaient résignés à les exclure de leurs convois, bien que ce fût une atteinte aux principes de la navigation neutre, mais à cette première extension en succéda une autre qui englobait dans la contrebande de guerre tout le matériel naval.

Mais l'inclusion de tels produits parmi les marchandises prohibées, si elle était de minime importance pour le commerce de l'Amérique du Nord (le transport des munitions étant la question essentielle) devenait fort considérable quand il s'agissait du commerce avec une grande puissance européenne comme la France (et éventuellement d'autres nations). L'activité des marines neutres déjà réduite du fait de l'interdiction de transporter la contrebande de guerre « normale » devenait encore plus restreinte si la thèse anglaise était admise. De plus, comment distinguer utilement les *naval stores* destinés à un usage civil de ceux réservés à un usage militaire ? N'était-il pas à craindre que les commandants de croisière ne considérassent comme contrebande tous les articles susceptibles d'un usage maritime !

La Cour de Versailles ne pouvait manquer depuis le début du conflit américain, de songer au grave danger qui menaçait sa marine par l'application des concep-

1. Convention qui reproduisait les dispositions des traités d'Utrecht à cet égard. Cf. *infra*, p. 332 la définition donnée dans ce traité.

tions britanniques sur la contrebande. Elle avait un intérêt immense à assurer son ravitaillement en matériel naval à tout prix dans une guerre maritime, où la question des transports (conséquence de l'alliance insurgente) jouait un rôle auparavant insoupçonné.

Ne devait-elle pas, par suite, chercher à s'assurer l'aide des marines neutres ? Alors intervenaient les Néerlandais qui, dédaignés au point de vue politique, ne pouvaient plus l'être comme détenteurs d'un fret considérable, possesseurs des grands marchés de commission ou de banque. Qui, mieux qu'eux, pourrait fournir à la monarchie bourbon une utile assistance du fait de la proximité de leurs ports, de leur nombreuse flotte marchande. Mais les Hollandais risqueraient-ils leurs bâtiments et leurs cargaisons dans une entreprise de ravitaillement de la France ? Le pavillon des Provinces-Unies n'avait été jusqu'alors dans les affaires relatives aux Insurgents qu'assez peu respecté par les Anglais et il le serait moins encore dans les rapports directs avec la France.

Il faudrait alors que les Hautes Puissances refusassent de reconnaître l'illégitime interprétation des *naval stores* comme contrebande de guerre, car alors elles pourraient protester contre les saisies faites de *naval stores* à bord de bâtiments néerlandais et elles pourraient protéger utilement de telles cargaisons par la formation de convois escortés. Tout dépendrait donc de l'attitude des Etats Généraux au sujet de la protection à accorder aux convois : ceux-ci étant dits **limités** si les *naval stores* étaient exclus et **illimités** en cas contraire.

Certes, on pouvait s'attendre à ce que le Cabinet de Saint-James multipliât les démarches pour amener à ses vues les dirigeants de La Haye. Toutefois, il ne pouvait guère obtenir des prohibitions formelles de ravitailler les ports français ainsi qu'il l'avait fait pour les ports américains relevant d'un pouvoir insurrectionnel non reconnu et considéré théoriquement

comme anglais. En revanche, il pouvait amener les conseils de la République à refuser toute protection au ravitaillement de la France en *naval stores*: il se contenterait d'une telle abstention qui laisserait libre carrière aux croiseurs et corsaires du roi Georges, tactique d'autant plus efficace que tous les navires venant des Provinces-Unies et allant vers la France devaient fatalement passer sous le feu des croisières anglaises.

La Cour de Versailles ne manquerait d'ailleurs point d'intervenir pour neutraliser à La Haye et dans les provinces les agissements de Sir Joseph Yorke. Si ce dernier disposait d'arguments probants, elle pouvait, elle aussi, user de représailles, frapper l'armement et le commerce néerlandais en vue d'amener les Etats Généraux à tolérer, sinon encourager, la contrebande vers ses ports, à refuser d'admettre l'inclusion des *naval stores* parmi la contrebande. Assurément l'instrument de pression ne consisterait point surtout en la saisie de bâtiments et de cargaisons, en raison du champ d'action restreint des croisières françaises mais les ministres de Louis XVI pouvaient, par quelque autre moyen plus directement commercial frapper les milieux mercantiles de la République pour faire échec à l'influence de l'ambassadeur britannique et de l'entourage stathoudéral, aux conséquences des relations financières et commerciales si intimes avec la Grande-Bretagne, enfin à l'action de l'alliance séculaire anglo-néerlandaise. Ce pourrait être alors un jeu de surenchère de rigueurs navales entre les deux belligérants, jeu dont les neutres feraient tous les frais.

Ainsi en l'été de 1778, les deux belligérants s'efforçaient d'attirer à eux la neutralité hollandaise, de profiter sous le couvert de cette neutralité d'avantages exclusifs, et la pierre de touche de l'orientation possible de la République allait être la solution donnée au problème du transport du matériel naval : si celui-ci était considéré comme contrebande de guerre, l'Angleterre

trionphait ; si au contraire il était tenu pour marchandise licite, la France l'emportait. La malheureuse nation néerlandaise se trouvait donc, bien à son corps défendant, élevée à ce rang d'arbitre, menacée qu'elle était des rigueurs britanniques et des représailles françaises : de tous côtés ce n'était que restrictions à sa liberté et menace pour sa prospérité, si ce n'est même pour son existence économique.

II. — LES MENACES DE VERGENNES

A peine les premiers actes d'hostilité entre les marines française et anglaise eurent-ils accusé le caractère effectif de la rupture entre les deux Cours que les dangers de la position de neutralité apparurent au gouvernement de La Haye. Les deux nouveaux belligérants ne tardèrent point à prouver que les Provinces-Unies devenaient un champ clos où des influences rivales allaient s'exercer au plus grand détriment de la prospérité nationale et aussi de la paix intérieure.

Tant que la Grande-Bretagne avait eu à faire face à ses colons révoltés, elle n'avait eu qu'à agir avec quelque modération auprès des Néerlandais pour obtenir de ceux-ci la plus stricte neutralité ou même une assistance discrète. Mais vis-à-vis de la France qui disposait elle aussi d'une influence dans la République (influence dont l'origine était alors purement néerlandaise), elle devait accroître ses moyens d'action, redoubler d'activité et de vigilance pour déjouer les mesures prises par ses adversaires. Ainsi allait se former deux clientèles qui, au sein d'une nation et d'un gouvernement soucieux de conserver la balance égale entre les belligérants, allaient se livrer à d'ardentes campagnes et à des démonstrations hostiles.

La difficulté de conserver au commerce maritime de la République son ampleur se révéla dès le mois de

juin par l'embargo britannique mis sur les bâtiments neutres (1), dès le mois de juillet par les saisies et déroutements qu'effectuaient avec libéralité les Anglais (2). Si l'embargo put être promptement levé sur les instances du Comte de Welderen (3), en revanche, tout chargement suspect de se rendre dans les ports français, toute cargaison contenant une proportion d'articles réputés de contrebande motivait aussitôt un déroutement vers les bases britanniques où s'instruisaient des procès de prise. Avant la fin de l'été 1778, la situation devenait presque intolérable aux armateurs hollandais : l'insécurité du passage de la Manche et de la navigation dans la Mer du Nord devenait telle que bientôt tout trafic serait suspendu par prudence ou par impossibilité de prévenir les risques de guerre ou de s'assurer contre ces dangers.

Situation grave, d'autant plus grave qu'il n'y avait pas simplement renforcement d'un régime antérieur. Aux vexations anglaises venaient s'ajouter des restrictions françaises parfaitement symétriques des précédentes : la Déclaration royale du 24 juin 1778 posait, en cas de transport de marchandise ennemie, le principe de la confiscation du bâtiment et des marchandises. Le Règlement du 16 juillet 1778 atteignait également les chargements de contrebande, mais par une dérogation purement provisoire et conditionnelle, exemptait de saisie les bâtiments de certaines puissances (4) chargés pour moins des trois quarts de contrebande. La condition essentielle était que dans les six mois, ces puissances neutres eussent obtenu de l'Angleterre l'abandon de sa politique de prohibition et le retour

1. *S. P. Holl.*, Vol. 561. Texte dans *P. & O.*

2. Premiers incidents dus à la saisie de deux bâtiments marchands par le *Fox*. Le règlement britannique relatif au trafic français date du 5 août 1778.

3. Lettre de Lord Suffolk au Comte de Welderen, 2 juin 1778, *S. P.* L'embargo avait atteint tous les neutres ; la Cour de Copenhague obtint le relâchement de ses navires danois et norvégiens à la suite des démarches de M. de Dreyer, parallèles à celles du Comte de Welderen.

4. Provinces-Unies et Cours du Nord.

au principe « Le pavillon couvre la marchandise » (1). Ainsi s'esquissait, dès le début de la guerre, la politique de Vergennes, politique qui tendait à faire des puissances neutres un instrument de pression contre la Grande-Bretagne, politique qui accusait nettement l'intention de ne point ménager les neutres, si ce but n'était atteint. Vergennes, dans une dépêche, ne disait-il pas en effet à La Vauguyon le 23 juillet 1778 : « Si « les Etats Généraux veulent faire jouir leurs sujets « d'un avantage aussi immense, il faudra bien qu'ils « agissent à Londres et qu'ils se montrent pressants. « Leur conduite donnera la clé de leur système politique (2) ».

Sans doute, la Cour de Versailles témoignait de quelque ménagement diplomatique envers les Provinces-Unies. La Vauguyon, au début d'août 1778, avait sondé ses amis d'Amsterdam au sujet du Régime institué par le Règlement et ce n'était qu'à la mi-août que le Grand-Pensionnaire avait reçu communication de ce texte. Mais dans cette préparation des voies à l'acceptation du Règlement, n'y avait-il pas l'intention d'amener les Hautes Puissances à se faire de bon gré l'instrument de la France contre la Grande-Bretagne ? On voyait le duc se montrer plus néerlandais que les Néerlandais en incitant le gouvernement de La Haye à agir énergiquement à Londres pour obtenir la restitution des bâtiments saisis et ces interventions pressantes auprès du Grand-Pensionnaire remontaient jusqu'au mois de juillet (3).

Certes, il était de l'intérêt des Néerlandais comme

1. Corr. de La Vauguyon, *A. E. Holl.*, Vol. 532 et 533 ; également pour les textes *Holl. Supp.*, Vol. 20 et *N. R. A. Frankerijk*, 6744, enfin *P. & O.* Une ordonnance du 28 mars 1778 réglait la répartition du produit des prises ; les conseils de prises étaient régis par un règlement du 19 juillet tandis que le régime de réciprocité pour les prises françaises et américaines était institué par le règlement du 27 septembre 1778. La délivrance des lettres de marque fut autorisée par la lettre de Louis XVI au Grand Amiral en date du 10 juillet 1778.

2. *A. E. Holl.*, Vol. 533.

3. *A. E. Holl.*, Vol., 532-533. *S. P. Holl.*, vol. 561-562,

des autres neutres de faire fléchir la règle britannique si draconienne depuis les dernières prescriptions de 1778 ; toutefois, n'était-ce pas la plus mauvaise voie à suivre que de paraître se faire le porte-voix de la monarchie bourbon en cette matière, n'était-ce pas le moyen de faire rejeter par le Cabinet de Saint-James toute idée d'atténuation des pratiques maritimes ?

Cette erreur de tactique apparaît si considérable qu'on se peut demander si Vergennes et Sartine désiraient le succès de cette manœuvre et s'il ne leur répugnait nullement de faire supporter par machiavélisme une partie du poids de la guerre maritime par les neutres. Mais étant donnée la psychologie du ministre des Affaires Etrangères de Louis XVI, il semble plus probable que ce fût là les ressources d'un esprit pris à l'improviste et dominé par l'ampleur du danger de ne pouvoir ravitailler les arsenaux du royaume.

La conjonction des entraves françaises et britanniques mises au commerce national commença à perturber l'opinion publique néerlandaise d'autant plus qu'elle se produisait au moment où une série d'événements suscitait l'émotion dans les cercles politiques de toutes les parties de la République.

L'activité intempestive déployée par les commissaires américains de Versailles auprès des Etats Généraux et des Etats de Hollande, activité encouragée par l'ambassadeur de France, soulevait les protestations de la Cour de Londres et Sir Joseph Yorke réclamait satisfaction au sujet des notifications faites presque officiellement du traité franco-insurgent, de la réponse pourtant insignifiante de van Berckel aux Commissaires des Etats-Unis, voulant dissiper tout soupçon d'une sympathie officielle néerlandaise envers les colons révoltés. Il pressait le Stathouder, les membres des Etats Généraux d'obtenir un démenti formel de toute relation quasi-diplomatique avec Franklin et Adams et invo-

quait les devoirs de la neutralité autant que le courroux de la Grande-Bretagne (1).

Par ailleurs, un nouvelliste trop zélé avait répandu le bruit dans la *Gazette de Hollande* d'une participation imminente de l'Espagne à la guerre au nom du Pacte de Famille. Démenti formel réclamé par le Comte d'Aranda à Paris, intervention du Vicomte de La Herreria auprès des Hautes Puissances afin de mettre un terme à la propagation de ces informations tendancieuses (2).

De plus, à ce moment, l'Empire était troublé profondément par la question de la succession bavaroise, pendante depuis le mois de décembre précédent, et la Prusse, soutenue par des Princes secondaires, était à la veille d'en venir aux mains avec l'Autriche ; les Etats germaniques mobilisaient, les armées autrichiennes, prussiennes, saxonnes étaient entrées en campagne. Les Provinces-Unies n'étaient point, à titre de voisin et de riverain du Rhin, sans participer intimement à la vie de l'Empire, et à La Haye on suivait avec inquiétude le développement du débat engagé entre les Cours de Vienne et de Berlin.

Ne fallait-il pas à tout hasard protéger les frontières méridionales et orientales contre l'éventualité d'un mouvement des Autrichiens aux Pays-Bas, des Prussiens près de Clèves ? La République ne devait-elle pas, sinon se mettre sur le pied de guerre, du moins renforcer ses effectifs ? Question délicate, tant au point de vue politique que technique et financier : les contingents étaient évidemment insuffisants pour défendre efficacement les frontières, mais n'y aurait-il pas dépense excessive, danger de renforcer le pouvoir du Stathouder chef de l'armée — cela au moment où une guerre navale était en plein développement, sollicitant toute l'attention des dirigeants et menaçant

1. Voir ci-dessous la suite donnée à cette affaire, p. 231.

2. Doc. espagnols inclus, dans *A. E. Holl.*, Vol. 533.

d'obliger à des armements maritimes considérables quoique d'ordre purement défensif.

Ainsi les embarras des Etats Généraux et des conseillers provinciaux étaient grands. Et à chaque moment l'on apprenait de nouvelles saisies de bâtiments par les Anglais, tandis que les Français menaçaient d'user de représailles : menace d'autant plus sensible que, sans invoquer les représailles, les corsaires français, surtout ceux de Dunkerque, gênaient fort le trafic néerlandais et obligeaient à une surveillance des eaux territoriales.

L'émoi qui était grand dans les milieux commerciaux et maritimes ne s'atténuait pas, car les satisfactions données par la Grande-Bretagne à la suite des réclamations énergiques de Welderen n'étaient certes point de nature à ramener le calme dans les esprits et le cours normal des opérations sur les marchés. En effet, le Cabinet de Saint-James, agissant en cette matière comme lors de l'embargo, n'avait point osé persévérer outre mesure dans la voie de la violence et il avait ordonné la restitution des bâtiments néerlandais illégalement détenus ; toutefois, il affirmait avec plus de netteté que jamais la légitimité des saisies relatives aux chargements de mâts, poutres, cordages, etc... donnant par là un exemple éclatant de sa théorie nouvelle des *naval stores* indistinctement considérés comme contrebande de guerre (1).

Alors qu'au début d'octobre, cette décision n'avait été connue que comme une rumeur vague, nullement officielle, la Régence d'Amsterdam avait formellement pris position contre cette interprétation du Droit des Gens maritime par la Cour de Londres. N'était-elle pas justifiée à ce faire par l'atteinte considérable ainsi portée au trafic hollandais, les armateurs et négociants d'Amsterdam et des villes voisines n'étaient-ils pas lésés par ces ordres arbitraires qui pratiquement abou-

1. S. P. Holl. — N. R. A. Engelland.

tissaient à interdire tout transport destiné partiellement ou en apparence aux ports de France ? Des pétitions réitérées des négociants d'Amsterdam montraient quel était le sentiment populaire (septembre-octobre) (1). Egalement, une discrète tentative d'intervention de la France dans le débat à ce moment eut lieu grâce au désir d'agir de La Vauguyon, mais la prudence de Vergennes réduisit à néant ce projet (2). Quant à la mi-octobre, la nouvelle fut devenue officielle, quand le Comte de Welderen eut officiellement averti les Hautes Puissances que la confiscation menaçait tout navire chargé pour les ports de France et ayant à bord articles de contrebande et *naval stores*, quand Yorke eut remis la note conforme de Suffolk (3), l'irritation éclata en Hollande et les commentaires les moins favorables à la politique britannique circulèrent jusqu'au sein des conseils de la province.

L'attitude qu'assumaient les ministres de Georges III était grosse de conséquence. Conséquence directe : redoublement de sévérité de la part des croisières anglaises, mais conséquence indirecte : menace de représailles françaises, car après l'échec des démarches de Welderen auprès de Lord Suffolk, comment penser obtenir, selon le vœu du Cabinet de Versailles, un allègement du régime des saisies britanniques ?

Songer à satisfaire aux vœux secrets de Vergennes dans un délai même supérieur à six mois paraissait d'autant plus vain que les mesures les plus légitimes

1. La première pétition était du 17 septembre, la seconde du 23 octobre, la troisième du 17 novembre (*A. E. Hollande*, Vol. 533-534).

2. Voir dépêche de La Vauguyon du 16 octobre et réponse de Vergennes du 25 octobre. L'ambassadeur avait même préparé le projet de note à remettre aux Etats Généraux, note destinée à appuyer les réclamations hollandaises. Vergennes avec raison jugea que puisque les Hautes Puissances n'avaient point pris officiellement position à ce sujet, sa Cour ne pouvait intervenir dans un débat anglo-néerlandais.

3. Cf. *A. E. Holl.*, Vol. 534 — *S. P. Holland*, Vol. 562. — *N. R. A. England* 7004. — Les articles de contrebande saisis à destination de France seraient achetés si le propriétaire était neutre, confisqués si le propriétaire était Français. Le Cabinet de Saint-James demandait en outre une révision du traité de 1674 conforme à ses nouveaux principes.

de protection du commerce néerlandais soulevaient la colère du gouvernement de Londres. En effet, devant cette intention manifeste de contrôler le commerce maritime de la République que restait-il à faire à celle-ci pour sauvegarder l'intégrité de ce commerce et sa dignité d'état indépendant, sinon de protéger par sa marine de guerre sa marine marchande : mettre en application sans délai le système des convois. Les provinces maritimes se faisaient les défenseurs de cette idée et la Hollande, en particulier, se montrait ardente à provoquer la mise en commission des bâtiments nécessaires au service d'escorte (1). Les dirigeants de La Haye semblaient sentir le poids de l'irritation populaire et des réclamations des conseils. Le Stathouder, si ménager qu'il fût des sentiments de la Cour de Londres, ne pouvait se dérober à des mesures de préparation, et dès le 1^{er} octobre ordre était donné à l'Amiral Reynst, commandant en Méditerranée les forces d'observation du Maroc, de rallier les ports de Hollande.

Si l'Amirauté britannique était résolue à mettre en pratique sa thèse et si la population néerlandaise inclinait à réclamer le libre transport des *naval stores*, à La Haye régnait la plus grande incertitude. Les Etats Généraux étaient pour la majorité peu enclins à entrer en lutte ouverte avec le Cabinet de Saint-James malgré l'importance de l'enjeu, malgré l'attitude sympathique des Cours de Stockholm et de Copenhague, malgré les encouragements de La Vauguyon. Peut-être même ces encouragements contribuaient-ils à atténuer l'ardeur des Hautes Puissances à protester, par crainte de paraître n'être que l'agent de la France (2). Sans doute il y avait la menace bien apparente du Règlement français. Le Grand-Pensionnaire observait la plus grande réserve, le Stathouder faisait

1. Motion hollandaise et résolution des Etats, *N. R. A. Resol.* et Corr. Yorke, La Vauguyon.

2. *N. R. A. Resol.* — Corr. diplom. franc. et angl.

à regret des préparatifs pour les escortes. Seule l'opinion publique des provinces maritimes s'exaltait contre l'Angleterre, formant un support utile à l'action des conseils locaux, lesquels eux-mêmes parvenaient à impressionner, mais non à entraîner l'Assemblée de La Haye.

L'ambassadeur britannique partageait à d'autres égards les incertitudes des dirigeants néerlandais. Il constatait le soulèvement de l'esprit public, la tiédeur des chefs du gouvernement ; il avisait le ministère des clameurs poussées contre l'Angleterre en Hollande, mais il conseillait d'agir plutôt avec énergie, estimant que la nation néerlandaise au fond craignait fort d'être engagée dans une guerre et qu'on pouvait impunément profiter de sa passivité pour assurer le succès des armes britanniques. Lord Suffolk, parlant le 29 septembre d'invoquer le *casus fœderis* au nom des anciens traités, approuvait chaleureusement cette suggestion qu'il jugeait propre à frapper sans retour la conspiration tramée par la Cour de Versailles avec l'appui des patriotes exaltés et à ramener dans l'orbite britannique les Provinces-Unies (1).

Sir Joseph d'ailleurs remportait à ce moment un succès diplomatique (27 octobre) : les Etats de Hollande, après d'ardents débats, venaient de voter une résolution condamnant tout rapport officiel avec les Insurgents et témoignant que la correspondance échangée entre van Berckel et Franklin avait un caractère de pure courtoisie de la part de la Régence d'Amsterdam (2). Ainsi était souligné une fois de plus le refus de reconnaître les Etats-Unis. Aussi Yorke, bien que demandant au nom de son gouvernement une réprimande contre Dumas pour avoir tenté d'engager les Provinces-Unies dans les affaires anglo-insurgentes, ne renouvela point ses instances et se contenta sagement de la satisfaction obtenue (30 octobre).

1. S. P. Holland., Vol. 562.

2. N. R. A. Resolut. Jaarg., 1778 ; cf. Mémoire au stathouder dans A. E. Holl., Vol. 534.

Toutefois l'ambassadeur laissait percer durant octobre une inquiétude grandissante au sujet du mouvement d'opinion causé par l'affaire du matériel naval. La persistance d'Amsterdam à protester énergiquement, celle de la délégation hollandaise à appuyer les pétitions d'Amsterdam, ne pouvaient manquer d'exercer à la longue une impression sur l'Assemblée, et cela d'autant plus que la note par lui remise à la mi-octobre avait été accueillie à La Haye avec froideur et que le débat engagé pour la protection du commerce national approchait de sa conclusion.

La Vauguyon n'avait rien négligé pour stimuler l'ardeur des députés hollandais, pour réveiller l'irritation des masses populaires dans les ports (1). Néanmoins l'action de Yorke sur les grands centres économiques du pays restait suffisamment puissante pour que l'ombre d'une rupture avec l'Angleterre suffît à calmer bien des colères. Le 2 novembre, par une habileté profonde, le représentant de Georges III proposait une conférence amicale pour régler la question du commerce franco-néerlandais vis-à-vis de la Grande-Bretagne ; il avait pour instruction d'obtenir la reconnaissance de la thèse relative au matériel naval au prix d'une revision du traité de 1674 et il devait, pour faire triompher ces vues, menacer de l'application du *casus fœderis* (2). Le Comité des Affaires Etrangères des Etats Généraux agréa aussitôt la proposition.

A cette conférence, le plénipotentiaire britannique fit remarquer que le commerce licite avec la France serait laissé libre et il demanda en échange qu'il y eût interdiction par les Etats Généraux de transporter la contrebande en France. Ainsi tomberait toute cause de conflit dû à des visites vexatoires. La liberté de pratiquer des convois pour le « commerce usité avec la France » était reconnu. Suffolk, le 10 novembre, ratifiait

1. A. E. Holl., Vol. 534.

2. S. P. Holland, Vol. 562.

ces dispositions, que ce fût celle du convoi ou celle relative au « commerce usité » (1).

Cette démarche du Cabinet britannique produisit un heureux effet de détente à La Haye et ne fut certes pas étrangère aux votes clôturant le débat sur la contrebande. Le 6 novembre, les Amirautés remettaient leur pré-avis qui concluait : 1^o à obtenir satisfaction de l'Angleterre pour les saisies effectuées ; 2^o à refuser le bénéfice des convois aux chargements de bois « afin « d'assurer la liberté entière des autres branches du « commerce en ne laissant pas aux Anglais le plus léger « prétexte à les troubler... » Attitude qui était fondée sur les précédents : en effet, deux résolutions en date du 1^{er} octobre et du 4 novembre 1762 avaient déjà refusé toute escorte aux navires porteurs de bois (2).

A peine le rapport des Amirautés fut-il connu que La Vauguyon représenta au Stathouder, au Grand Pensionnaire, au greffier, tout le danger de se conformer ainsi aux vues anglaises, mais l'ambassadeur reçut partout un accueil peu empressé et même Bleswick ne témoigna aucune intention de prévenir le vote éventuel d'une telle résolution (3). Le Grand Pensionnaire, plus au fait des affaires de l'Union que le représentant de Louis XVI, prévoyait que l'influence française serait impuissante à détourner la neutralité hollandaise de son cours. En fait, les Etats de Hollande approuvèrent le 11 novembre en une première délibération le préavis : rude échec pour le Duc, qui n'hésita pas à stimuler ses amis en vue de la seconde délibération, qui le 19 novembre aboutissait à un nouveau vote de ratification. Deux jours plus tard, les Etats Généraux approuvaient à leur tour les conclusions des Amirautés (4).

La thèse des convois limités triomphait malgré les interventions françaises et le principe des convois

1. *S. P. Holl.*, Vol. 562. — *A. E. Holl.*, Vol. 534, f^o 141-311.

2. *N. R. A. Resolut. Jaarg.* 1778.

3. *A. E. Holl.*, Vol. 534. Cf. dépêches de Thulemeyer.

4. Motion de protestation signalée par La Vauguyon.

était conservé en dépit du mécontentement britannique. Bien mieux, cette politique était adoptée à une écrasante majorité, presque à l'unanimité de la République. Cependant l'opposition d'Amsterdam était telle que la solution donnée ne pouvait guère être considérée comme irrévocable en raison du rôle joué dans l'Etat par cette puissante ville.

Les dates de départ des convois furent ainsi fixées : pour les côtes de France, décembre 1778, février, mars, avril 1779 — pour les Indes Occidentales, décembre 1778 — pour la Méditerranée et Lisbonne, décembre 1778 et juillet 1779. Les conditions de formation des convois reproduisaient les dispositions adoptées lors de la guerre de Sept Ans.

Si Amsterdam protestait véhémentement contre le principe des convois limités, l'ambassadeur de Louis XVI de son côté exprimait son mécontentement. Tandis que le 3 décembre le Comte de Welderen notifiait à Londres la résolution du 21 novembre, le duc, le 7 décembre, faisait officiellement connaître que la Cour de Versailles ne pouvait admettre l'adoption de mesures considérées comme exclusivement favorables à l'Angleterre et que la République se montrant indigne de sa bienveillance, la France agirait en conséquence (1).

La Grande-Bretagne pouvait à juste titre estimer avoir remporté un succès diplomatique, car s'il y avait une condamnation formelle des saisies effectuées au cours de l'été, en principe du moins, les matériaux navals les plus essentiels à la monarchie bourbon ne lui parvenaient point sous la protection de convois néerlandais, et c'était là le point essentiel pour le gouvernement de Londres.

Qu'allait-il donc advenir du Règlement dérogatoire du 15 juillet 1778 ? Les représailles françaises allaient-elles frapper le commerce néerlandais et les menaces

venues de Versailles allaient-elles recevoir leur application ?

*
* * *

Au fond, cette question n'était pas sans dépasser le cadre des Provinces-Unies, car la politique de Vergennes s'appliquait à celles-ci comme aux Cours du Nord. Le ministre de Louis XVI ne devait-il pas être enclin à appliquer sans merci ses menaces dans le but de faire impression à la fois à la Haye, à Copenhague et à Stockholm, en d'autres capitales encore.

De fait, si les ouvertures réitérées de La Vauguyon à Amsterdam et à La Haye en vue d'amener une action combinée dano-suédo-néerlandaise au détriment de l'Angleterre étaient couronnées de nul succès (le Grand-Pensionnaire et le Stathouder, pas plus que les conseils, ne se souciaient fort d'entraîner les Cours du Nord à leur suite en raison de l'attitude des représentants de ces Cours), à Copenhague et à Stockholm les ambassadeurs français ne recueillaient guère que des paroles amicales et nulle démonstration en faveur du Cabinet de Versailles n'était faite par ces gouvernements qui cependant étaient lésés à l'égal des Hautes Puissances par les agissements britanniques (1).

Par ailleurs, un autre facteur également extérieur à la République n'était pas sans exercer son action : c'était la marche des événements militaires. La campagne de 1778 ne semblait nullement tourner à l'avantage des armes du Roi Très Chrétien qui ne tirait point parti du fait d'être l'agresseur. En Amérique, l'escadre de d'Estaing, partie de Toulon fort avant la rupture, avait, par un concours de circonstances, tenu un rôle de pure parade et n'avait pu ni coopérer aux opérations des Insurgents, ni agir de façon indépendante dans la Mer des Caraïbes. A la fin de l'année 1778, sans avoir remporté le moindre avantage, elle paraissait aux

1. Notamment l'attitude de Thulemeyer (dépêche de La Vauguyon du 13 novembre).

Antilles : là les forces adverses s'équilibraient : l'île de la Dominique avait été prise par le Marquis de Bouillé en août 1778, mais, en revanche, Sainte-Lucie allait être perdue en décembre. Sur le continent, les forces anglaises avaient opéré un mouvement stratégique de concentration vers New-York sans être gênées par Washington qui se contentait de les observer. En Europe, la guerre de course seule faisait rage.

Ainsi l'intervention française ne constituait point jusqu'alors le facteur décisif susceptible de mettre à bas la Grande-Bretagne : cette dernière résistait fort bien aux offensives combinées franco-américaines et elle se préparait même à reprendre l'initiative des opérations dès qu'elle aurait achevé ses armements en cours depuis le début de 1778.

Par suite, l'ascendant de la Cour de Versailles n'était point tel que chez les neutres on fût fort enclin à se faire son instrument et disposé à s'offrir aux coups d'une puissance aussi redoutable que semblait le demeurer l'Angleterre.

III. — LES ARRÊTS D'EXCLUSION

A Londres comme à Versailles la résolution du 21 novembre n'apparaissait point le symptôme décisif permettant d'augurer l'orientation de la politique néerlandaise dans un sens favorable à la Grande-Bretagne ou à la France : on sentait fort bien que cette décision avait été adoptée sous la pression des événements, faute de mieux, que la neutralité absolue et intangible restait au fond le souci persistant de la nation et des dirigeants des Provinces-Unies. Par suite, la satisfaction du Cabinet de Saint-James s'atténuait à la réflexion, d'autant plus que sur bien d'autres points la République ne semblait vouloir nullement déférer aux désirs britanniques, tandis que, par contre, les sentiments des milieux commerçants de Hollande et des autres pro-

vinces maritimes étaient pour les ministres de Louis XVI un sûr garant que la thèse anglaise des *naval stores* n'était point approuvée.

Le Duc de La Vauguyon avait donc exprimé personnellement, puis au nom de son gouvernement, un mécontentement très vif des mesures prises et il travaillait activement sa clientèle hollandaise pour qu'Amsterdam, les autres villes de la province, les Etats de Hollande remettant à l'étude la question du transport des bois, se prononçassent contre l'exclusion de ces articles des convois.

Une telle intervention ne pouvait échapper à l'attention du Stathouder dont la position devenait délicate entre les courants de l'opinion publique et les demandes britanniques (1). Yorke, de son côté, signalait avec complaisance les intrigues de son collègue français et il se flattait, flattant surtout ses chefs, que de toute cette agitation rien ne sortirait qui mettrait en échec la résolution prise. De fait, les convois organisés pour décembre 1778 ne contenaient aucun bâtiment dont la cargaison pût prêter prise au soupçon.

Les neutralistes néerlandais, et c'était la majorité des hommes politiques de la République, voyaient l'Angleterre revenir à la charge pour obtenir la reconnaissance absolue des pratiques de l'Amirauté britannique, alors que la France signifiait que le refus d'admettre dans des convois des bâtiments chargés de bois constituait une rupture de la neutralité. Bleswick avait vainement tenté de négocier un compromis avec les deux ambassadeurs : sa combinaison de faire voter les crédits militaires (mesure destinée à gagner le Stathouder) en échange d'une déclaration formelle de neutralité n'ayant pu aboutir par l'opposition d'Amsterdam stimulée par La Vauguyon. Celui-ci avait signi-

1. La question du renforcement de l'armée de terre, question chère au prince, fournissait l'occasion aux populations maritimes de protester contre les tendances du Stathouder, d'exercer même contre celui-ci une véritable pression par le refus des crédits militaires.

fié une véritable rupture diplomatique comme conséquence du vote de la résolution d'exclusion des bois en adressant au début de décembre aux Hautes Puissances une note qui annonçait l'intention du Roi de se départir de toute bienveillance à la suite des mesures prises par les Etats Généraux et contraires aux principes de la neutralité.

Le 25 décembre 1778, Vergennes adressait à son représentant à La Haye un règlement nouveau inaugurant les représailles. L'article premier révoquait le régime provisoire de faveur établi en juillet ; l'article 2 frappait d'un droit de cinquante sous par tonneau à l'entrée dans les ports français tous les bâtiments néerlandais, sauf ceux qui faisaient le cabotage, lesquels payaient cent sous au tonneau ; l'article 3 exemptait les navires d'Amsterdam de ces rigueurs, maintenant le droit de cinquante sous pour les caboteurs et le régime spécial pour les produits d'origine locale. Quatre autres articles fixaient les conditions d'exécution et les mesures destinées à prévenir les fraudes (1). Aussitôt ce règlement fut discrètement communiqué par le duc aux personnalités hollandaises et néerlandaises.

Les menaces françaises paraissaient donc être en voie de réalisation, menaces nullement négligeables, car le relèvement des taxes à l'entrée dans les ports français aboutissait en fait à interdire aux bâtiments de la République le libre accès dans ces ports, à les priver du transport pour ces destinations des marchandises licites — bref, à réduire dans de larges proportions le mouvement commercial et maritime des Provinces-Unies.

Vainement les Etats Généraux avaient adopté le 30 décembre une résolution qui affirmait le souci de conserver la neutralité, de faire respecter le Droit des Gens, résolution qui contenait la promesse de délibérer sur la question de l'admission des bois dans les

convois (1). Ce vote était destiné à apaiser la colère du Cabinet de Versailles, à prévenir des représailles, en montrant la possibilité d'atténuer la portée de la résolution de novembre. La Vauguyon refusa de recevoir ce document qui n'altérerait en rien une situation contraire aux intérêts de sa Cour ; pour lui, ce n'était là que « réponse dilatoire, non claire et précise, ne contenant pas les caractères auxquels Sa Majesté peut reconnaître l'absolue et parfaite neutralité » (1^{er} janvier 1779).

La crise subite qui depuis novembre mettait aux prises les Provinces-Unies et la Cour de France faisait sortir de l'ombre van Berkenroode. Celui-ci, qui n'était point *persona grata* auprès de Vergennes, assiégeait en vain ce dernier pour lui démontrer la difficile position de son gouvernement. Il ne recevait qu'un accueil froid, et lorsqu'il transmit la résolution du 30 décembre, il reçut en réponse l'avis que cette décision était peu satisfaisante pour le Roi Très Chrétien et il ne put le faire accepter à Vergennes pas plus que Fagel ne l'avait pu faire recevoir à La Vauguyon. Le ministre de Louis XVI, sollicité de suspendre toutes représailles, déclara ne pouvoir le faire que si un ordre secret était donné d'admettre les *naval stores* dans les convois de la République. Ne trahissait-il pas par là l'urgent besoin où était son pays de se procurer à tout prix le matériel naval nécessaire aux flottes françaises ?

Rien donc ne semblait devoir prévenir la mise en vigueur du régime de représailles : le 26 janvier 1779 était la date fixée pour l'application du nouveau règlement du 24 décembre 1778, date annoncée par La Vauguyon le 16 janvier. Dans toute la République l'émotion était grande, car depuis le début des difficultés nées de la guerre d'Amérique, c'était la première fois qu'une atteinte directe et manifeste était faite à la liberté de commerce et de navigation, et ce pour maintenir les

règles de neutralité. Si le mécontentement était vif dans les cercles de commerçants et d'armateurs, l'embarras des gouvernants était extrême, car Yorke non seulement connaissait les démarches de son collègue français, mais il possédait copie du règlement du 25 décembre et il pressait les membres des Etats, le Stathouder et le Grand-Pensionnaire de résister à la pression du Cabinet de Versailles. L'esprit de neutralité des Néerlandais était trop solidement établi pour que les encouragements anglais fussent nécessaires, et il se manifestait par l'absence de sympathie à l'égard des mesures prises ou des suggestions faites par la Cour de Saint-James. Toutefois, si Amsterdam n'eût été le principal membre de l'Union, on eût au sein de celle-ci tiré parti de l'exception faite en sa faveur par Vergennes, exception qui frappait de francophilie avérée sa Régence, laquelle officiellement, le 22 janvier, remercia La Vauguyon des attentions de Louis XVI envers leurs administrés.

Néanmoins, le 26 janvier passa et les sanctions françaises n'entrèrent point en vigueur. Sans doute, dans l'intervalle entre le 16 et le 26 janvier, les Etats de Hollande avaient présenté une nouvelle requête pour protester contre les saisies britanniques et pour réclamer la protection en faveur des chargements de bois (21 janvier). Des négociations actives étaient menées sous la direction de Bleswick entre Amsterdam et les autres pouvoirs de la République. La régence de Haarlem servait aussi de médiateur pour faire admettre qu'aucune décision définitive sur la question des convois illimités ne serait prise avant une nouvelle délibération des Amirautés, ce qui avait été adopté le 26 janvier par la Hollande, le 28 par les Etats Généraux. De Versailles était venue par les instructions du 28 janvier la nouvelle que l'entrée en vigueur du règlement était reportée au 8 février, puis ce fut un nouvel ajournement à la fin du même mois (1). C'est que Ver-

1. Ces délais étaient sollicités par van Berkenroode, mais ils étaient accor-

gennes tenait la récente résolution du 28 janvier pour une annulation plus ou moins formelle de la décision prise en novembre : à ses yeux, les Provinces-Unies ne se prononçaient pas encore contre les convois illimités.

Ces retards ne décelaient-ils pas les intentions de la monarchie bourbon, les buts de la politique de Vergennes ? Il semble que les ministres de Louis XVI attachaient plus d'importance à assurer le ravitaillement en matériel naval des chantiers nationaux qu'à retirer quelques bénéfices fiscaux d'un relèvement de taxes ou à restreindre la navigation néerlandaise sur les côtes de France. Le but du règlement du 25 décembre apparaissait bien de forcer la main aux Provinces-Unies, de transformer la neutralité stricte de celles-ci en une alliance occulte. En outre, combien avantageux ne serait-il pas de montrer aux autres neutres, aux Cours du Nord, la docilité d'un état en rapports intimes avec l'Angleterre, directement exposé aux attaques de celle-ci ? Un tel exemple favoriserait singulièrement la propagande de Caillard et du Baron de la Houze à Copenhague, du Comte d'Usson à Stockholm ou du Chevalier de Corberon à Saint-Pétersbourg, tous ces diplomates, malgré leurs efforts, ne semblaient pas amener ces gouvernements aux vues particulières de Vergennes au sujet du commerce maritime neutre.

Ces retards étaient-ils causés par l'espoir qu'à brève échéance les bois seraient admis dans les convois ? Sans doute, le 28 janvier, les Etats Généraux avaient délibéré sur les suggestions hollandaises relatives à cette question et avaient décidé de maintenir les choses en l'état sans se prononcer ni pour, ni contre l'exclusion des *naval stores*. Les délégués d'Amsterdam et les cercles tous dévoués aux vues françaises avaient

dés presque sans hésitation. Il y eut bien à la fin de janvier perception de droits à Dunkerque, comme conséquence de la mise en vigueur au 26 janvier du règlement, mais les sommes perçues furent remboursées.

tenté d'exploiter cette attitude ambiguë et affirmaient avoir remporté un succès. La Vauguyon, impressionné par ses amis d'Amsterdam, inclinait à adopter cette opinion et il ne désespérait pas de voir les Hautes Puissances agréer le point de vue français. Souhaitant ce résultat, il le voyait déjà presque acquis ; aussi écrivait-il à Vergennes : « le Stathouder et ses guides sont « consternés ; les régences, séduites par l'influence « stathoudérienne, ne peuvent manquer de revenir « à la raison... »

En fait, les menaces françaises inquiétaient la nation et n'augmentaient d'aucune recrue les partisans de la France ; elles étaient impuissantes à battre en brèche le désir de demeurer à l'écart de la guerre. Or, déférer intégralement aux désirs de la France, c'était entrer en conflit avec la Grande-Bretagne de manière presque inévitable ; dès lors, les dirigeants de la République devaient s'efforcer de ne mécontenter aucun des belligérants tout en sauvegardant les droits et les intérêts nationaux. Yorke, plus au fait de l'esprit néerlandais, jugeait sainement la situation quand il mandait au Secrétaire d'État de Georges III que le gouvernement de La Haye ne songeait en réalité qu'à amuser l'Angleterre et la France sur cette question de contrebande.

Comme assurément le Cabinet de Versailles ne pouvait tarder de mettre à exécution le règlement du 25 décembre 1778 — comme les commerçants néerlandais ne pouvaient se laisser exclure des ports français ou abandonner à Amsterdam le monopole de ce trafic, des projets tendant à concilier intérêts nationaux et exigences franco-anglaises furent dressés. Celui qui rallia le plus de suffrages et qui fut présenté conjointement avec un programme de renforcement des troupes par le Stathouder le 10 mars 1779 aux Etats de Hollande consistait à maintenir le principe des convois limités tant que la République n'aurait pas armé cinquante à soixante navires, dont trente vaisseaux : par

là l'exclusion des bois, n'aurait pas un caractère de principe et serait une simple mesure d'opportunité. Par ailleurs, ce plan n'était pas sans être fondé, car on pouvait raisonnablement s'attendre, dès que les convois comprendraient des cargaisons de *naval stores*, à subir des tracasseries de la part des croisières anglaises : ne fallait-il donc point disposer de forces navales suffisantes pour faire respecter le pavillon et les lois de la République ?

La Vauguyon aussitôt dénonça violemment cette combinaison comme l'œuvre des anglophiles et des stathoudériens : il voyait tout le machiavélisme des conseillers du prince qui poussaient celui-ci à affermir son influence, à ménager l'Angleterre en vue du mariage de sa fille avec un fils de Georges III, aussi à pousser à bout la France afin de tirer parti des difficultés entre le Cabinet de Versailles et la République. L'action de l'ambassadeur sur les politiques hollandais fut-elle efficace ou non ; le projet de Stathouder fut rejeté aux États par tous les corps, sauf celui des nobles où il passa à une voix de majorité (celle du Prince). L'échec était sensible, car si ces États avaient accepté cette proposition, elle eût été votée aux Etats Généraux. Le Stathouder, en particulier, fut fortement impressionné par le refus de renforcer l'armée et la flotte ; il sut exploiter l'intransigeance d'Amsterdam dont la situation privilégiée au regard de la France excitait la jalousie des autres villes de la République. La plupart des provinces (la Frise exceptée) parurent refuser de se soumettre au joug de la Hollande et moins encore d'Amsterdam.

La tentative de conciliation avait été vaine. Les représailles françaises s'exerçaient ; les interventions britanniques en faveur des convois illimités, ou même de la suppression des convois, se multipliaient. Pourtant, depuis janvier aucun convoi n'avait mis à la voile et dans l'incertitude de la situation, aucun autre n'était prévu à brève échéance.

Le 9 avril, Sir Joseph Yorke remettait un memorandum protestant contre les convois illimités ; aussitôt une réplique officieuse française parut sous forme d'un pamphlet énergique, la *Lettre d'un bon Patriote*.

Le conflit franco-britannique au détriment du commerce néerlandais s'accroissait diplomatiquement et pratiquement. De nouvelles instructions plus rigoureuses étaient édictées par l'Amirauté de Londres pour la saisie des bâtiments néerlandais à destination de la France (surtout des navires hollandais) et Welderen transmettait mélancoliquement cette nouvelle à la mi-avril. A Versailles, on redoublait de rigueurs : le règlement du 25 décembre prévoyait la promulgation ultérieure d'une ordonnance relative à la taxation des produits d'origine néerlandaise. A la mi-avril, on annonça la publication de ce texte appelé à entrer en vigueur le 1^{er} mai suivant ; le relèvement des taxes de navigation s'élevait jusqu'à 400 0/0 et les droits de douane, majorés d'une nouvelle taxe *ad valorem*, de 15 0/0 (1), sauf en ce qui concernait le matériel naval. Cette nouvelle, habilement répandue par La Vauguyon, provoqua un redoublement d'inquiétude sur tous les marchés hollandais, car pour les marchandises licites les débouchés français se fermaient. Seuls les ports d'Amsterdam et de Haarlem, exemptés de ces rigueurs, pouvaient se féliciter de cette confirmation du monopole de transport en leur faveur.

Point d'ajournement cette fois. L'arrêt du 27 avril (2) promulguait le nouveau tarif et un arrêt du 5 juin (3), précisait que l'exemption des nouveaux droits s'appliquait seulement aux bois, mâts, cordages, poix, goudron, bref, à toutes les marchandises tenues en Angleterre pour contrebande de guerre et exclues par les Provinces-Unies du bénéfice des convois. La pression

1. *A. E. Hollande*, Vol. 536, f^o 65.66/112.

2. *A. E. Hollande*, Suppl., Vol. 20, f^o 234.

3. *A. E. Hollande*, d^o, f^o 236.

française s'affirmait toujours plus et son but devenait de plus en plus apparent.

Pourtant ce redoublement de sévérité, ces représailles énergiques n'amenèrent point la République à abandonner ses principes de neutralité. Les Etats-Généraux, le 26 avril, votèrent un programme de renforcement de la flotte (avec trente-deux vaisseaux en commission) et de distribution des prochains convois, à raison d'un par mois pour la France et la Grande-Bretagne. D'une prompte révocation de la résolution de novembre, aucune apparence, malgré de nouvelles demandes faites en faveur des convois illimités, par les Etats de Hollande. Des négociants d'Amsterdam interprétèrent la préparation de nouveaux convois comme un symptôme d'admission des bois dans les convois, mais ils furent, au début de mai, détrompés par une déclaration formelle de l'Amirauté provinciale.

La seule conséquence des manifestations hollandaises fut la publication par la France d'un arrêt exemptant les navires hollandais de l'application du tarif du 27 avril (1) ; les autres provinces de l'Union jouiraient de cette faveur aussitôt qu'elles se rallieraient au principe des convois illimités (3 juillet 1779). Peut-être Vergennes, reconnaissant l'impossibilité d'enlever la décision des Etats-Généraux *in globo*, se flattait d'obtenir l'acquiescement successif de chaque province à sa politique de navigation. N'accordait-il pas à La Vauguyon des pleins pouvoirs pour rendre sur-le-champ des édits d'exemption en faveur de telle province ou telle ville qui se prononcerait pour les convois illimités ? (instruction du 30 juin) (2).

Toutefois, à ce moment, la Hollande seule était ouvertement favorable aux convois illimités, les provinces continentales y étaient plutôt hostiles ; la Frise

1. Haarlem, Dort, Schiedam et Rotterdam furent admises au bénéfice du régime d'Amsterdam « jusqu'à nouvel ordre. » (Instruction de Necker du 20 août 1779).

2. *A. E. Holl.*, Vol. 536.

était partagée (1) et la Zélande se réservait, attendant la fin de septembre pour se prononcer contre les convois illimités. Ainsi paraissait dans toute son insignifiance l'action française quand elle se heurtait à des principes fortement établis et à l'esprit de neutralité nationale. Même l'avantage du quasi-monopole du trafic avec la France ne parvenait pas à rallier aux vues d'Amsterdam une fraction importante des régences : seules les principales villes hollandaises et deux districts frisons se trouvaient en opposition avec le reste de l'Union : même les villes de Nord-Holland ne se laissaient pas entraîner par l'exemple des ports du Sud. Cependant les États de Hollande avaient adressé aux autres provinces une circulaire pour les presser de se prononcer en faveur des convois illimités et de mettre un terme à une situation funeste pour les intérêts nationaux (juin 1779) ; mais cette démarche avait été jugée, non sans raison, uniquement inspirée par la France.

*
* *
*

Un événement d'ordre extérieur vint bouleverser encore l'opinion néerlandaise et inciter à la prudence les dirigeants de La Haye, confirmer le Stathouder et les principaux membres des conseils dans une politique de neutralité. La Cour de Madrid, sa médiation étant acceptée peu franchement par l'Angleterre, venait, sous la pression de la France, se ranger aux côtés de celle-ci.

Non seulement les conditions de commerce et navigation s'aggravaient, mais encore le Cabinet de Saint-James, obligé de faire face à un troisième adversaire, était amené à recourir à des mesures de plus en plus extrêmes. Aussi ne fut-on point trop surpris quand le 22 juillet Sir Joseph remit aux États Généraux un long

1. Deux quartiers votaient pour les convois illimités (Westergoo et Sevenvolden), les villes et Ostergoo se prononçaient contre. Le Stathouder prétendait en ce cas avoir le pouvoir de décider du vote provincial. La Gueldre, l'Over-Yssel et Groningue s'étaient déterminées pour le rejet des convois illimités à la fin de juillet, Seule Utrecht se montrait favorable à la thèse hollandaise.

memorandum qui concluait à l'application du *casus fœderis* et faisait appel à l'aide des Provinces-Unies. La note britannique fit dans tous les milieux politiques de la République une vive impression : nul ne songeait à participer à la guerre, aussi fallait-il éviter d'irriter la Grande-Bretagne, de l'amener à exiger cette coopération au nom des anciens traités. Assurément il n'y avait pas encore mise en demeure formelle, mais il convenait de prévenir une telle éventualité en évitant de laisser porter atteinte à la neutralité. Aussi les politiques qui, sous l'effet des arrêts de la Cour de Versailles, inclinaient à se départir de toute opposition envers les convois limités, sentirent l'esprit de neutralité reparaitre plus vivace que jamais.

C'est pourquoi les provinces continentales s'empresèrent de confirmer leur opposition aux convois illimités. Même en Hollande un mouvement semblait être prochain ; les nobles, les villes de Nord-Hollande affirmaient leur volonté de rejeter toute concession envers la France. Leyde, Delft, qui avaient incliné vers le parti d'Amsterdam, repassèrent dans le clan opposé.

La Vauguyon sentait le vent tourner cap pour cap depuis l'entrée en guerre de l'Espagne ; il voulut cependant s'efforcer de se maintenir au vent. Profitant de ses pleins pouvoirs, il limitait au début d'août le régime d'exemption aux cinq ports d'Amsterdam, Rotterdam, Haarlem, Schiedam et Dort. Il invitait Vergennes à frapper directement les Frisons et les Zélandais par un relèvement spécial des droits de tonneau, il réclamait des taxes prohibitives sur les fromages de Nord-Hollande. Le ministre de Louis XVI ne suivit pas les suggestions de son ambassadeur, sauf sur le dernier point : il savait trop combien nécessaire était le trafic néerlandais pour le ravitaillement de la monarchie, et surtout il estimait les convois limités préférable à l'absence de convois. S'il consentit à interdire l'entrée en France des fromages de Nord-

Hollande (1), c'est qu'il pensait avec raison pouvoir se fournir de ces produits à Amsterdam, ville bénéficiaire du régime de faveur. Bien mieux, le secrétaire d'Etat français faisait savoir qu'il était prêt à admettre le renforcement de l'armée de terre en échange du vote des convois illimités. C'était reprendre le projet transactionnel émis plusieurs mois auparavant ; c'était surtout avouer que l'usage des mesures de rigueur n'était point aussi avantageux qu'on l'espérait. En tout cas, cette évolution de la politique française venait un peu tard.

Les Etats de Hollande votèrent le 19 août une motion favorable à l'augmentation des forces de terre (2), mais par leur silence à l'égard de la note britannique sur le *casus fœderis*, ils mettaient la République en mauvaise posture vis-à-vis du Cabinet de Saint-James. Il fallut que le Stathouder intervint directement auprès de Yorke pour assurer que seules les nécessités d'une étude approfondie des conséquences de la demande anglaise étaient cause d'un tel retard.

Le mouvement d'opinion dans les conseils en faveur du maintien de la résolution de novembre 1778 s'accélérait, si bien que le 21 octobre 1779, les Amirautes présentaient un préavis rejetant toute idée de convoi illimité. Le 3 novembre, les Etats de Hollande, tout en renouvelant une protestation platonique, déclaraient ne point s'opposer au vœu des autres membres de l'Union. Le 8 novembre, les Etats Généraux confirmaient le principe des convois limités d'accord avec les précédents de la guerre de Sept Ans (3). Deux villes dans toute la République se prononcèrent résolument pour les convois illimités : Amsterdam et Haarlem. Elles recevaient aussitôt la récompense de leur constance : le 11 novembre, elles se voyaient maintenir par La Vauguyon la faveur du régime d'exception aux arrêts de représailles. Toutes les autres villes, par fidélité

1. Arrêt du 18 septembre, *A. E. Hollande*, Supp., Vol. 20, f° 240.

2. *N. R. A. Holl. Resolut. Jaarg.* 1779.

3. *N. R. A. S. G. Resolut. Jaarg.* 1779

aux principes de neutralité, étaient frappées dans leur commerce, par la France. La Cour de Versailles n'en subissait pas moins un échec de sa politique, de cette politique qui aboutissait à faire des neutres les instruments indirects de sa lutte contre l'Angleterre.

Du reste, les Cours du Nord, la Prusse observaient une conduite identique à celle des Provinces-Unies, quoique sur elles s'exerçât une pression bien moindre de la part de la monarchie de Louis XVI, et qu'elles fussent moins exposées que la République aux attaques britanniques. N'y avait-il pas un singulier contraste entre les menaces françaises envers les Hautes Puissances et les sollicitations, quelque pressantes qu'elles fussent, des ambassadeurs de France à Stockholm et à Copenhague. Ces deux cabinets ne tenaient guère compte de ces démarches et considéraient seulement leurs intérêts et cependant le langage du Comte d'Usson ou du Baron de la Houze demeurait cordial (1).

*
* *
*

Cette affaire des convois illimités tendait à perturber non seulement la vie économique, mais encore la vie politique intérieure de la République. Le vote des crédits pour l'armée de terre était resté en suspens, moyen dont disposait Amsterdam pour peser sur le Stathouder. Les cinq villes hollandaises décidées à obtenir les convois illimités déclaraient n'approuver les crédits militaires que si les cargaisons de bois étaient admises dans les convois, et il fallut attendre la levée du veto français pour que cette opposition tombât en octobre 1779.

Par un singulier contre-coup, même les armements maritimes de la République se trouvaient compromis :

1. Cf. *infra*, p. 333 : le Danemark songeait bien à organiser une action commune des États neutres baltiques, mais en dehors de toute influence des bel-ligérants. M. de Bernstorff, comme ses collègues du ministère, jugeaient indispensable l'adhésion de la Cour de Saint-Petersbourg, alors peu encline à se détourner des affaires d'Orient (Note danoise du 28 septembre 1778).

ces cinq villes craignaient, en accélérant l'équipement de la flotte, de donner au Stathouder trop d'influence. La Vauguyon encourageait la Hollande à se défendre elle-même contre l'Angleterre, à équiper ses propres escadres : aussi voit-on bientôt ces Messieurs d'Amsterdam proposer la création d'un fonds particulier destiné à subvenir aux besoins des armements en corrélation directe avec la formation de convois illimités. Ils craignaient l'action des autres provinces et du Stathouder dans les débats nécessités par chaque nouvel armement (1). Ainsi, du fait de la pression française au printemps et en l'été de 1779, l'Union menaçait de se disloquer, ce que Yorke n'avait pu provoquer jusqu'alors par ses interventions, ni le Cabinet de Saint-James par ses mesures vexatoires. C'est que l'action de la politique de Versailles revêtait un caractère de politique intérieure soutenant les éléments hollandais adversaires du Stathouder, menant ouvertement campagne contre le Prince d'Orange et ses entours, contribuant à fondre en un parti compact les patriotes dont la résistance aux vues stathoudériennes avait été jusqu'alors purement locale. Ainsi, par delà la question des convois limités ou non se dessinait encore vaguement l'antagonisme, accentué par la pression économique française, entre les riches villes hollandaises et les campagnes appuyées par les villes rurales des autres provinces, dominées par un esprit aristocratique et nobiliaire. En novembre 1779 l'unité de la République semblait être reformée malgré l'opposition isolée d'Amsterdam. Pourtant il subsistait les conséquences de plus en plus marquées du groupement des patriotes dans l'État.

*
* *
*

La situation des négociants et armateurs néerlandais devenait singulièrement difficile. D'une part, la guerre

1. Corr. de La Vauguyon (A. E.) et de Yorke (S. P.).

navale en se poursuivant rendait fort incertaines les relations maritimes en raison des visites, déroutements et captures par les corsaires et croisières — le trafic avec la France était entravé (sauf pour Amsterdam) par les restrictions douanières — enfin la constitution des convois était fort ralentie depuis le printemps par l'incertitude où l'on était de savoir si le bois et le matériel naval seraient ou non admis. Les Amirautés suspendaient en fait tout préparatif de nouveaux convois et tout au plus annonçait-on quelques départs prochains vers octobre ou décembre, surtout pour les Indes Occidentales (1).

De nombreuses députations se rendaient auprès du Prince d'Orange pour le supplier d'agir auprès de la France et de rétablir le cours normal de la navigation, fût-ce par la multiplication de convois.

D'autres événements extérieurs contribuaient à agiter les marchés de marchandises et de valeurs, en particulier la participation de l'Espagne à la guerre navale. Un tel fait ne pourrait manquer d'avoir une répercussion immédiate sur le commerce des denrées coloniales et sur les transports maritimes. Aussi depuis le mois de mai 1779, y avait-il redoublement de spéculations comme un an auparavant lorsque la Cour de Versailles était à la veille de rompre avec le Cabinet de Saint-James.

Ce dernier, d'ailleurs, maintenait impitoyablement sa politique. La retraite de Lord Suffolk, due à la maladie, et son remplacement par Lord Weymouth n'avaient en rien altéré les dispositions britanniques relativement au commerce maritime. Toutefois un phénomène caractéristique s'était produit : Sir Joseph évitait de paraître dans le débat motivé par les convois : il laissait à cette discussion un caractère franco-néerlandais, afin sans doute de laisser s'accuser le caractère excessif de la pression française, de l'intervention de

1. Bulletins commerciaux des gazettes hollandaises et rapports diplomatiques français et anglais.

La Vauguyon poussant en avant les régences hollandaises. Cette tactique du vieil ambassadeur rompu aux habitudes néerlandaises n'était pas vaine, car dans toutes les provinces (hormis celles de Sud-Hollande et peut-être de Frise) régnait le plus profond éloignement pour les suggestions hollandaises traduisant les volontés de la Cour de Versailles. L'esprit d'indépendance et de neutralité se révoltait presque partout à la vue des délégations d'Amsterdam, puis de Haarlem venant officiellement remercier l'envoyé de Louis XVI de ne les point frapper à l'égal de leurs concitoyens. Une jalousie naturelle venait renforcer assurément les sentiments d'indépendance et de neutralité. Par une sage immobilité, par le minimum de protestations, l'Angleterre regagnait à sa cause bien des partisans ; mais si officiellement elle évitait d'agir avec zèle dans les Provinces-Unies, elle laissait son ambassadeur intervenir de façon occulte et efficace pour encourager la résistance aux menées combinées de patriotes hollandais et du Duc de La Vauguyon.

Yorke n'était rentré officiellement en scène qu'après la rupture avec la Cour de Madrid pour accuser les conséquences de ce fait au point de vue maritime et réclamer au point de vue diplomatique l'application du *casus fœderis* : deux questions fort distinctes de celle des convois limités ou illimités, qui tenait tant à cœur au gouvernement de Versailles.

A l'automne de 1779, la France se trouvait plus encore que l'Angleterre en opposition avec les Provinces-Unies et ce pour les affaires du commerce maritime, — en définitive au sujet du respect de la neutralité hollandaise (1).

1. Rapports diplomatiques français et anglais, pamphlets néerlandais.

CHAPITRE IX

PAUL JONES AU TEXEL

1. — La situation navale en l'été de 1779.
 2. — L'Arrivée de Paul Jones au Texel : octobre 1779.
 3. — Interventions diplomatiques : questions de neutralité.
 4. — Les Dessous de l'affaire.
-

I. — LA SITUATION NAVALE EN L'ÉTÉ DE 1779

La situation internationale en cet été de l'année 1779 apparaissait aux Provinces-Unies singulièrement compliquée : la Guerre d'Amérique prenait des proportions nouvelles, s'étendant dans l'espace et dans le temps. En effet, l'Espagne venait — quoiqu'à regret — de participer au conflit et d'entrer en lice aux côtés de la France. Cette intervention de la troisième grande puissance navale faisait présager une longue durée de la guerre car la Grande-Bretagne, tenace et irréductible, ne semblait nullement prête à céder devant la résistance des Insurgents, ni les prétentions des Cours bourbon. Le seul fait de l'entrée en ligne des armadas du Roi Catholique créait de nouveaux fronts de combats, notamment à Gibraltar, à Minorque et dans les vice-royautés d'Amérique ; il déterminait encore une singulière extension des opérations navales, principalement dans la Mer des Caraïbes, mais surtout il devait provoquer une recrudescence de difficultés pour le commerce maritime et colonial des neutres.

Le soudain passage d'une grande puissance navale de la neutralité à la belligérance faisait brusquement tomber le bénéfice d'asile dans les eaux espagnoles,

faisait disparaître — cela dans une moindre mesure eu raison du régime particulier du trafic hispanique avec le Nouveau-Monde — toute une flotte marchande neutre à laquelle se substituait, pour partie au moins, croisières royales et corsaires. Le coup était rude pour négociants et armateurs tant des puissances neutres que des belligérants ; il l'était d'autant plus que le tempérament espagnol singulièrement exclusif et autoritaire en ces matières faisait prévoir un système rigoureux de poursuite de contrebande de guerre et de contrôle de la navigation neutre ; les événements justifiaient sur-le-champ ces prévisions car le siège de Gibraltar se traduisit immédiatement par un blocus sévère de la place (1). Enfin la seule position géographique de l'Espagne rendait particulièrement difficile le problème de la navigation depuis l'entrée en guerre de ce pays. D'une part, le détroit de Gibraltar devenait un champ de bataille âprement disputé où la ténacité britannique et l'obstination hispanique se révélaient pleinement ; par suite, le passage était rendu sinon impraticable, du moins dangereux et le trafic neutre, de l'Océan dans la Méditerranée et vice versa, devenait soumis à des risques nouveaux et considérables. D'autre part, les convois destinés aux Indes Orientales, quel que fut leur pavillon, devaient fatalement passer à proximité de la péninsule ibérique, relever la position des Açores, de Madère ou du Cap Vert, en conséquences s'exposer soit à être enlevés par des corsaires français et espagnols jaillis de la Corogne, de Vigo ou de Cadix, soit à être capturés par les croisières qu'entretenait le Roi Catholique dans les parages du Cap Vert ou des Açores en vue de guetter le retour des galions ou des corvettes d'Amérique.

L'annonce de l'échec de la médiation de Charles III, puis la nouvelle que le Marquis d'Almodovar quittait Londres après avoir remis à Lord Weymouth une

1. Cf. ci-dessous, p. 285 et ss.

déclaration de guerre (15 juillet) étaient de nature à consterner l'opinion publique néerlandaise et à semer la panique parmi les négociants. Dans les Provinces-Unies on avait vivement ressenti l'attitude intransigeante de la France, la pression de Vergennes et de La Vauguyon à l'égard de la neutralité, mais si les menaces de la Cour de Versailles s'étaient réalisées, leur portée toutefois avait été en partie atténuée par les faveurs accordées à des villes de Hollande, principalement à Amsterdam, et on se flattait dans les autres provinces que ces rigueurs seraient temporaires grâce à l'approche de la paix.

Aussi à Amsterdam, à Rotterdam, mais surtout hors de Hollande on avait recueilli avec intérêt les bruits relatifs à des tentatives de négociation faites par le cabinet britannique auprès de Vergennes comme auprès des commissaires insurgents (Franklin principalement). Tentatives infructueuses qui, par leur échec, avaient abattu les négociants néerlandais sans cependant déterminer un mouvement de découragement, car l'inutilité de ces pourparlers n'entraînait point l'impossibilité de parvenir à un accord à brève échéance sur des bases nouvelles : il pouvait y voir là une simple manœuvre de reconnaissance diplomatique.

En revanche, la rupture anglo-espagnole confirmait les pessimistes dans leurs sombres vues et ébranlait sans retour les illusions de ceux qui se flattaient de voir l'apaisement se faire entre les grandes puissances maritimes. Non seulement les espérances de paix conçues au printemps s'évanouissaient mais la situation s'aggravait par l'apparition parmi les belligérants d'une grande puissance coloniale, maîtresse des routes de la Méditerranée et des Indes, puissance aux pratiques maritimes sinon dangereuses pour l'indépendances des neutres, du moins rudes et néfastes pour leurs intérêts commerciaux.

Irritation et inquiétude agitaient neutralistes et anglophiles dans les Provinces-Unies. Prolongation de

la guerre, renforcement du contrôle belligérant sur le trafic neutre, telles étaient les deux conséquences de l'entrée en guerre de l'Espagne. Les parties belligérantes, conscientes du mécontentement des Néerlandais, avaient songé à ménager l'opinion publique de cette nation. Sir Joseph Yorke avait présenté le 21 juillet une déclaration officielle de protestation contre l'intervention de la Cour de Madrid, dénonçant cette nouvelle agression l'attribuant aux efforts de la France et stigmatisant le Pacte de Famille comme un instrument de trouble en Europe (1). Les dirigeants de Versailles avaient répondu en faisant publier en Hollande un factum anonyme, *Observations d'un citoyen d'Amsterdam sur le Mémoire présenté aux Etats Généraux par M. le Chevalier Yorke*, dû en réalité à la plume féconde du principal commis de Vergennes, Rayneval, factum des plus perfides où, sous le couvert des événements récents, étaient attaqués les stipulations diplomatiques des traités anglo-néerlandais de 1678 et de 1716, notamment la thèse de l'application du *casus foederis* (2).

L'effet de ces publications ne pouvait guère être lénifiant car l'extension des opérations navales ne pouvait que léser au premier chef la population de la République ; même pour les spéculateurs qui tiraient profit des marchés passés avec les belligérants, la neutralité était chose indispensable pour la poursuite de leurs affaires. Or l'augmentation du nombre des belligérants maritimes rendait la neutralité chaque jour plus fragile, menacée qu'elle était de nouvelles atteintes en de nouveaux quartiers.

On put toutefois caresser un moment l'espoir que la coalition des monarchies bourbon allait pour ses débuts frapper un coup décisif, clore peut-être la guerre en profitant de l'effet de surprise de l'intervention espagnole pour atteindre les ports anglais de

1. S. P. Holl., Vol. 566.

2. A. E. Hollande, Doc. Vol. 48, f. 65 et ss.

la Manche. La réunion des deux flottes alliées put s'effectuer sans encombre, sinon sans retard, au large de Brest au début de septembre ; rien n'avait pu prévenir cette concentration, la *Home Fleet* étant alors si faible qu'elle n'avait point tenté de s'opposer à cette jonction. Aussi, avant même que l'opération n'eût été effectuée, la nouvelle qu'elle était réalisée avait couru et la terreur avait été au comble en Angleterre : le commodore Hardy s'était retiré à l'abri des défenses de terre à Plymouth tandis que le cabinet britannique ordonnait de nouvelles levées, faisait construire de nouvelles fortifications et que la population des côtes, de Plymouth à Douvres, refluait vers l'intérieur. Dans les Flandres, en Hollande et dans les provinces voisines, l'écho de cet effroi, de ces préparatifs parvenait durant le mois d'août et les bruits les plus extraordinaires circulaient, recevant la plus complète créance, tels que le bombardement et l'incendie de Plymouth (1). En conséquence les marchés devenaient incertains, les opérations de bourse étaient suspendues dans l'attente des événements, les fonds anglais baissaient encore de 1 à 2 0/0.

Pourtant au delà du Pas-de-Calais les corsaires et croiseurs anglais ne restaient point inactifs : quelques bâtiments américains qui s'étaient réfugiés au Texel en août avaient été pourchassés dans la Mer du Nord. Le mouvement de curiosité que leur présence avait suscité se changea bientôt en terreur quand on apprit que la plupart d'entre eux avaient été capturés au large, des commerçants néerlandais étant intéressés dans leurs cargaisons. Le 12 août un brick battant pavillon insurgent était venu mouiller à Rotterdam apportant la nouvelle d'une victoire au Nouveau-Monde, la prise de la Grenade par d'Estaing le 6 juillet.

1. On parlait aussi de 93 navires combinés croisant devant Plymouth, le *Ramilliss* aurait été capturé ; il y aurait eu une descente de 17.000 hommes à Startpoint dans le Devonshire. Selon d'autres avis, les flottes bourbon auraient un effectif de 66 vaisseaux, l'amiral Hardy avec 18 vaisseaux, loin de se réfugier dans un port, croiserait à Ouessant, etc. *A. E. Hollande*, Vol. 537, fo 259 ss.

Un succès aussi local était de mince importance au moment où l'issue de la guerre dépendait des opérations engagées dans la Manche. Les Hollandais et leurs compatriotes attendaient avec impatience et inquiétude les événements. A la fin de septembre la tension des esprits se relâcha ; la campagne prenait fin. Cependant aucun engagement n'était survenu entre les flottes ennemies ; la maîtrise de la Manche pendant plusieurs semaines demeurerait stérile. En vain les Espagnols, promoteurs ardents du plan de campagne contre l'Angleterre, eussent voulu s'engager à fond contre l'escadre de Hardy ou tenter un coup de main contre l'un des ports de guerre britanniques, ils en avaient été empêchés par des obstacles secrets dus à l'action du Cabinet de Versailles dans lequel se trouvaient des adversaires résolus de ce plan. Vergennes, en particulier, avait contribué à cet échec et paralysé le zèle de l'ambassadeur de Charles III, le Comte d'Aranda (1).

II. — L'ARRIVÉE DE PAUL JONES AU TEXEL : OCTOBRE 1779

Au moment où le hasard autant que les intrigues sauvaient l'Angleterre du danger d'une invasion et lui assuraient la maîtrise de la Manche et de la Mer du Nord, une escadrille battant pavillon français et américain jetait l'ancre au Texel : c'était l'escadrille du fameux corsaire insurgent Paul Jones qui revenait d'un raid audacieux effectué sur les côtes orientales d'Angleterre et d'Ecosse.

Paul Jones (2) pour sa campagne de 1779 était parti

1. Corr. de Vergennes avec Montmorin et d'Aranda, A. E. Espagne.

2. John Paul, fils d'un jardinier paysagiste, né en Ecosse à Saint-Mary-Isle, le 6 juillet 1747, mort à Paris le 18 juillet 1792, entra de bonne heure dans la marine marchande, se rendit en Amérique vers 1774, fut adopté par les Jones, agents de Lord Granville dans la Caroline du Nord. Il se distingua comme marin et entra dans la marine insurgente dès que celle-ci se constitua.

Cf. *Life and Letters of Paul Jones* par Mrs. R. de Koven, New-York. 1913. Vol. I, croisière ; vol. II, Texel.

de Lorient dans le but de faire éventuellement diversion en faveur de l'attaque des côtes de la Manche et d'inquiéter le commerce britannique dans le Nord. Il appareilla de Groix le 14 août à bord du *Bonhomme Richard* (de 40 canons) qu'accompagnait un bâtiment américain l'*Alliance* (de 36) commandée par le Français Landais et que renforçaient cinq à six bâtiments français (1). Il comptait prendre à revers les défenses anglaises du Pas-de-Calais ; c'est pourquoi marchant en direction des Antilles, puis abattant sur tribord, il releva le sud de l'Irlande, gagna à quelques centaines de milles au large pour se rabattre ensuite sur les Hébrides, franchir le canal des Shetland et apparaître subitement devant Edimbourg et Leith, semer la terreur dans ces parages où on ne prévoyait aucune agression. Aussi avait-il pu sous le coup de la surprise faire un certain nombre de prises qu'il avait dirigées sur des ports neutres. Puis, s'infléchissant vers le Sud, il cherchait à regagner une base quand, au large de Scarborough, il avait rencontré le 23 septembre le grand convoi de la Baltique qu'escortaient deux bâtiments de guerre ; après un vif engagement au cours duquel il avait perdu son propre bâtiment il avait dispersé le convoi et capturé les deux frégates anglaises, la *Serapis* de 50 et la *Countess of Scarborough* de 20. Le 4 octobre au soir il mouillait au Texel amenant, outre ses prises, l'*Alliance* (de 36), le *Vengeance* (de 12) et le *Pallas* (de 32).

C'était la première fois que dans un port des Provinces-Unies on voyait paraître arboré sur un navire de guerre le pavillon du Congrès ; sans doute, on avait reçu auparavant en divers ports des bâtiments marchands insurgents mais un tel accueil ne préjudiciait point de la neutralité ; pour un bâtiment de guerre, il n'en allait plus de même car de ce chef se posait même tacitement le problème de la reconnaissance des Etats-

1. Le *Pallas* de 32, le *Cerf* de 18 et le *Vengeance* de 12, plus deux petits corsaires : le *Monsieur* et le *Granville*.

Unis comme belligérant, c'est-à-dire en fait de la reconnaissance de ceux-ci comme état indépendant. Or faire un tel geste signifiait pour les Etats Généraux, après les avertissements répétés de la Cour de Londres, après l'exemple récent de la France, déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. En dehors de toute question de sympathie pour la cause américaine, de préjugés de parti, le problème que posait à la République Paul Jones était singulièrement grave.

Eut-il pu être évité ? Assurément au lendemain d'un engagement meurtrier où il avait perdu son propre bâtiment, Paul Jones devait sentir le besoin de réparer ses avaries, regrouper ses équipages et éventuellement disposer de ses prisonniers. Sans doute la navigation de la Mer du Nord et du Pas-de-Calais n'était pas sans danger dans ces conditions, la nouvelle de la prise de la *Serapis*, de l'attaque des côtes écossaises s'était propagée, avait irrité l'Amirauté britannique qui devait tenter toutes les mesures propres à intercepter au retour l'escadre franco-américaine tandis que des corsaires étaient incités à tenter une rescousse. Pourtant gagner Dunkerque avec célérité était un plan non dénué d'avantages ; n'était-ce pas profiter de la surprise causée par l'apparition de l'escadre dans la basse Mer du Nord, tirer parti de l'incertitude où les croisières se trouvaient quant à la position exacte de l'escadre et forcer aisément la ligne de surveillance du Pas-de-Calais.

Par contre, relâcher au Texel, ne fût-ce que pour une brève période, n'était-ce pas courir le risque d'y être bloqué par des forces supérieures. En tous cas c'était donner l'éveil à l'adversaire, découvrir ses plans et rendre difficile, sinon impraticable la voie du retour par Dunkerque.

III. — INTERVENTIONS DIPLOMATIQUES QUESTIONS DE NEUTRALITÉ

L'ambassadeur de France, avisé le 6 octobre de l'arrivée de l'escadre de Paul Jones, exprima aussitôt le plus complet étonnement d'un tel événement et se tint prudemment coi, ne voulant point intervenir sauf au cas fort probable où son collègue britannique, protesterait contre la violation faite à la neutralité en accueillant une force navale américaine dans les eaux de la République. « Je continuerai, mandait-il le 15 octobre à Vergennes, à affecter relativement à la situation de M. Jones la contenance indifférente que je me suis prescrite jusqu'à présent et qui ne peut que contribuer à affermir les résolutions qui commencent à se développer... (1) »

Sir Joseph Yorke ne pouvait manquer de protester contre la présence au Texel de navires de guerre américains et, bien plus encore, contre celle de prises faites par ceux-ci sur la marine du roi Georges. Donc deux ordres de griefs furent incidemment invoqués dans sa note ministérielle du 8 octobre laquelle concluait ou à l'expulsion d'une escadre battant le pavillon d'une puissance non reconnue par les Provinces-Unies ou au désarmement du bâtiment américain l'*Alliance* et des prises ainsi qu'à l'arrestation de Jones qualifié de « rebelle » et de « pirate ». Sir Joseph basait son argumentation sur les traités de 1676 et de 1716 qui disaient : « tout navire armé ne présentant pas de papiers réguliers, c'est-à-dire de commissions émanées d'un pouvoir régulièrement reconnu, doit être considéré comme pirate (2) ». Il n'était point sans avoir raison car, en fait, Jones avait présenté au commandant de port (M. de Riemersma, commandant en second l'es-

1. A. E. Holl., Vol. 538, f° 70-71 ; cf f° 12-14, dépêche du 5 octobre.

2. S. P. Holl. Vol. 666.

cadre néerlandaise stationnée en ce point) pour obtenir son admission sa commission du Congrès et se trouvait par suite tomber sous le coup de cet article. C'est pourquoi aucune réclamation n'atteignait les bâtiments *Pallas* et *Vengeance*, couverts par des commissions du Roi Très Chrétien.

Jones avait officiellement fait savoir aux autorités du Texel qu'il désirait séjourner dans ce port pour s'y réparer et demandait au nom de l'humanité à donner à terre des soins à ses blessés et malades après avoir considéré s'il dépêcherait à Dunkerque ceux-ci à bord de la *Vengeance* et de la *Countess of Scarborough* et avoir renoncé à cette idée par crainte des croisières anglaises. Cette requête que l'ambassadeur britannique appuya dans sa note du 8 octobre, ne put être rejetée et M. de Riemersma s'attacha à régler la seule difficulté à ce sujet qui était la surveillance des prisonniers.

Sur la question juridique soulevée par la note de Sir Joseph, les opinions étaient fort partagées. Naturellement La Vauguyon avait secrètement fait donner le branle au parti patriote de Hollande en faveur du rejet des propositions anglaises tout en ne se dissimulant point les conséquences de cette décision au point de vue de la neutralité. « Ce serait, disait-il à Vergennes le 15 octobre, reconnaître d'une manière assez directe « celle [la commission] du Congrès ».

Dumas, l'agent des Etats-Unis, et plus discrètement les agents français, avaient organisé de bruyantes manifestations en faveur de Jones pendant la tournée de celui-ci en diverses villes hollandaises. En effet, dès le 6 octobre, le fameux corsaire s'était rendu à La Haye, avait été reçu par La Vauguyon, et avait été l'objet de flatteuses invitations ; puis il s'était rendu à Amsterdam et, grâce à MM. de Neufville, y avait été chaleureusement reçu par le monde du négoce ; la seule apparition de son uniforme avait déterminé un mouvement de succès inconcevable (journaux anglais des 10

et 16 octobre, notamment le *London Chronicle* et le *London Evening Post*).

N'était-il pas aisé d'ailleurs de profiter, dès le premier instant, de la curiosité que ne manquerait pas de provoquer la venue de Jones, curiosité doublée d'une indéniable sympathie pour cette personnalité, figure bien connue, idéalisée presque par ses raids audacieux contre l'Angleterre et personnifiant l'élément naval des forces insurgentes. C'est pourquoi dans la plupart des villes où se rendit le corsaire l'accueil fut chaleureux de la part d'une population qui s'intéressait vivement aux questions maritimes.

Il ne fallait toutefois point juger de l'état réel de l'opinion publique d'après ces manifestations où la curiosité des uns et l'habile mise en scène des autres entraient pour une large part. Au fond, même en Hollande l'incertitude de la situation navale pesait sur tous les esprits et les inclinait à ne point s'engager à la légère dans une affaire d'où pouvait sortir un conflit armé avec la Grande-Bretagne.

Les partisans de l'Angleterre, par contre, se trouvaient fort gênés pour appuyer les demandes de Sir Joseph, demandes quelque peu excessives et même blessantes pour la neutralité, cela d'autant plus qu'un texte précis bien postérieur aux traités de 1676 et de 1716 était là pour donner la solution du différend : le placard de 1756 statuant sur le régime de la navigation en temps de guerre.

Enfin le souci de ménager les Etats-Unis apparaissait à l'arrière-plan des préoccupations néerlandaises ; non seulement le nouvel état américain résistait aux efforts redoublés de la Grande-Bretagne mais encore il étendait de fait le cercle de ses alliances et le champ des secours qui lui étaient portés. De plus n'était-il pas prudent d'éviter de s'aliéner les Insurgents dont les corsaires nombreux, tant dans les eaux européennes que dans les mers des Antilles, pouvaient menacer le commerce colonial néerlandais, aussi convenait-il de ne

point s'exposer à des mesures de représailles ou de rétorsion.

Le Stathouder lui-même, s'il avait exposé sa sympathie à Yorke en faveur de la demande de renvoi des bâtiments américains, se montrait, en sa qualité d'Amiral Général, enclin à des ménagements tant que Jones n'excéderait point les limites du Droit des Gens et les bornes d'une sage hospitalité ; de plus, il laissait entendre que si le capitaine insurgent présentait des commissions ou lettres du roi Louis XVI, un éclat à son égard aurait des conséquences fort funestes pour l'ensemble de la nation et les autorités de la République (1).

Aussi appliqua-t-on le régime du Placard de 1756 à l'escadre réfugiée au Texel ; c'est-à-dire qu'on laissa Jones se réparer et se ravitailler en attendant qu'il fut officiellement statué sur la note de l'ambassadeur britannique. Daendel, le Grand Bailli d'Amsterdam avait été pressenti par Sir Joseph sur la possibilité d'arrêter Jones à Amsterdam quand il se présenterait dans cette ville et de mettre les bâtiments américains sous séquestre. Il répliqua à cette ouverture en faisant observer que les règles de procédure civile ne pouvaient s'appliquer en l'occurrence car il n'y avait point d'instance engagée devant les tribunaux de la province, qu'il n'y avait pas de plaignant pouvant faire la preuve du vol accompli par Jones ou d'une créance frappant ce dernier.

La solution du problème ressortissait au Droit des Gens ; elle avait été renvoyée par les Etats-Généraux au Collège d'Amirauté d'Amsterdam, le seul compétent en la matière. Les adversaires de la Hollande et du parti patriote affectaient de craindre que les Etats de Hollande n'agiraient avec une lenteur voulue afin de per-

1. Il est vrai que Yorke dans sa première dépêche à Weymouth sur l'incident déclarait que le prince lui avait parlé de renvoyer l'escadre de Jones mais que lui avait insisté pour obtenir la restitution des prises et la livraison des capteurs. *S. P. Holl.* Vol. 637.

mettre à l'escadre de reprendre la mer avant que la décision n'intervint : ces insinuations parurent injustifiées car le 12 octobre l'Amirauté faisait connaître sa réponse : l'admission des bâtiments n'était nullement contraire aux prescriptions du placard de 1756 tant qu'il n'y avait ni débarquement des cargaisons, ni vente ou transfert des prises. Cette décision, enregistrée le 25 octobre par les Etats Généraux, permit de donner plus d'impulsion aux mesures d'humanité déjà admises par les autorités hollandaises : malades et blessés prisonniers ne devant point être restitués à la Grande-Bretagne.

Sir Joseph, fâché d'être battu sur le terrain juridique, voulut prendre une revanche sur le terrain diplomatique avant que l'avis de l'Amirauté ne fut entériné par les Etats Généraux. Avisé par une dépêche de Lord Weymouth d'un précédent heureux survenu à la Cour de Copenhague, il fit répandre par ses amis la nouvelle de l'attitude observée par la Cour danoise dans un cas analogue tout récent : deux prises faites par l'*Alliance* au cours de ce même raid avaient été envoyées à Bergen mais elles venaient d'être restituées à l'Angleterre sur les instances du ministre Eden.

L'ambassadeur agissait plus ministériellement en faveur de l'adoption des principes exposés dans son mémoire. Ses efforts demeurèrent vains puisque le 21 octobre les Etats de Hollande approuvaient à l'unanimité la résolution de l'Amirauté et que, quatre jours plus tard, les Etats Généraux ratifiaient à leur tour la décision prise (1). La République n'avait pas à trancher la question de nationalité de l'escadre, ni celle de la validité des prises ; elle avait seulement à veiller à ce que les pratiques du Droit des Gens fussent observées, à savoir que l'escadre reprit la mer dans les mêmes conditions qu'à son arrivée au port. Au reste, le séjour

1. *N. R. A. Resol. Jaarg. 1779.*

en rade ne pouvait être admis que durant le temps nécessaire à l'exécution des réparations (1).

Les Etats Généraux n'avaient, en somme, à jouer en cette affaire qu'un rôle presque passif d'entérinement. Quelle que fût la portée de l'incident du Texel, ils ne pouvaient se laisser détourner de l'importante et grave question qui demeurerait à l'ordre du jour : l'acceptation sous convoi des matériaux navals considérés par l'Angleterre comme contrebande de guerre et, par suite, menacés d'être saisis par les croisières anglaises.

Sur les entrefaites survint un fait d'importance qui contribua fortement à déconsidérer le pavillon insurgent et à attiédir les sympathies en faveur de la cause américaine. Jones étant absent du Texel, vingt-cinq de ses matelots désertèrent en plein jour ; de la *Serapis* et de l'*Alliance* on tira sur les fugitifs dont quinze furent repris, cinq tués ou noyés et cinq s'échappèrent. Les autorités du port s'élevèrent contre cet acte de violence et parurent peu disposées à livrer les déserteurs. La Vauguyon, sans intervenir directement, conseilla Dumas, entretint les chefs patriotes ; des démarches furent faites par Neufville auprès du Grand Bailli d'Amsterdam qui, circonvenu, permit la restitution des fugitifs (2).

Les complications semblaient surgir à plaisir autour de la relâche de Jones. Le 18 octobre, deux cutters de la marine royale de France mouillent aussi au Texel, concentration de forces singulièrement anormale qui ne pouvait manquer de donner à juste titre ombrage au Cabinet de Saint-James. Ce qui par contre-coup devait semer l'inquiétude aux Provinces-Unies. Hormis un petit clan de spéculateurs, intéressés à voir des bâtiments français servir d'escorte à leurs propres navires chargés de matériel naval à destination des ports de France, hormis quelques politiques acquis aux idées du Cabinet de Versailles et heureux de donner de

1. Corr. diplom. française et anglaise.

2. Corr. diplom. française et anglaise.

l'embarras à la Cour de Londres même au prix de graves difficultés pour leur pays, les Néerlandais souhaitaient un prompt règlement de l'incident par le départ du corsaire insurgent et des bâtiments français.

Ces Messieurs de La Haye avaient, non sans quelque intime satisfaction, esquivé une grave difficulté : le fait que Jones était corsaire ou capitaine insurgent ne reconnaissant que l'autorité du Congrès. Ils avaient feint de considérer l'escadre comme faisant un tout et comme tous ces capitaines sauf un présentaient des commissions royales de France, pourquoi n'auraient-ils point considéré cette escadre comme française ce qui sauvait les apparences et évitait de trancher la question de reconnaissance même tacite des Etats-Unis. Jones, à cet égard, se révélait piètre politique ; ne s'obstinait-il pas à ne vouloir relever que du Congrès, à refuser une commission royale même fictive que La Vauguyon avait instamment réclamée à Sartine et qui, remise aux autorités hollandaises, eût permis d'étouffer tout débat et de réfuter les arguments de Yorke au sujet de la livraison des « rebelles » et « pirates ».

Jones, d'autre part, se montrait peu soucieux de mettre promptement à la voile ; songeait-il que patienter plus longtemps c'était dépister plus malaisément les croisières britanniques et risquer d'être pris en chasse au sortir du Texel. Il restait néanmoins en Hollande, se rendant parfois à Amsterdam ou à La Haye. Il pouvait constater que la curiosité ou l'intérêt suscités par son arrivée s'évanouissaient pour faire place à l'inquiétude : une simple relâche eût été favorable à la cause américaine, un séjour prolongé, menaçant d'être une gêne pour les pouvoirs néerlandais, modifiait l'attitude de ceux-ci. Pourtant l'ambassadeur de France ne pressait nullement le départ alors que cette présence prolongée offusquait Yorke et ses amis, alarmait les membres des conseils et la population attachée aux avantages de la neutralité.

A la fin d'octobre, Sir Joseph avait renoncé à obte-

nir la livraison ou l'expulsion de Jones, mais il espérait par contre que prisonniers et prises lui seraient rendus et il tendait tous ses efforts vers ce but. Il remit dès lors un second mémoire aux Etats Généraux, mémoire qui contenait une protestation discrète contre la décision qui venait d'être prise le 25 octobre (1). Cette démarche nouvelle n'était pas seulement la conséquence de la ténacité britannique ou du désir de la Cour de Londres de ne pas laisser impunément enfreindre ses principes en ce qui concernait les forces insurgentes ; elle s'inspirait aussi sans doute d'une intention de faire une vive impression sur l'opinion néerlandaise, sur l'esprit des membres des Etats Généraux à l'instant décisif.

C'est en effet dans les premiers jours de novembre que devait être votée la résolution relative à l'approbation du préavis des Amirautés sur la question des convois, préavis qui, rendu le 21 octobre, concluait à « employer une partie des vaisseaux armés à former « un convoi pour les Indes orientales et un autre pour « la Méditerranée en réservant le reste à l'escorte des « bâtiments chargés de bois de construction pour les « ports de France et d'Angleterre lorsque les délibérations sur cette matière seraient terminées » (2). Tandis que La Vauguyon espérait que ses amis de Hollande parviendraient à faire rectifier le préavis dans un sens favorable aux intérêts de sa cour, Sir Joseph, de son côté, comptait que toute satisfaction serait refusée à la France, surtout s'il intervenait activement à la fois pour la question des convois et celle des prises de Jones. On ne sait s'il se flattait d'obtenir gain de cause sur ces deux points mais il aurait assurément préféré sacrifier les deux prises à l'avantage de faire exclure des convois les bois de constructions navales, avantage qui désormais rendrait singulièrement difficiles les armements du Roi Très Chrétien.

1. *S. P. Holl.*, Vol. 566.

2. *A. E. Holl.*, Vol. 538. — *N. R. A. Resol.*, Jaarg. 1779.

Les deux ambassadeurs rivaux durant les quelques jours qui précédèrent les débats se livrèrent à de pressantes interventions tant auprès des hommes politiques des provinces qu'auprès du stathouder, de Fagel et de Bleswick. Le point de vue français ne paraissait point devoir triompher ; avant les débats aux Etats Généraux, les Etats de Hollande s'étaient prononcés pour l'adoption pure et simple du préavis sur les convois (3 novembre), prélude de la ratification de ce même préavis par l'Assemblée de La Haye, ce qui eut lieu le 8 novembre. Il fut décidé en cette séance de former deux convois, l'un pour les Indes orientales, l'autre pour la Méditerranée protégés par une escorte de huit vaisseaux, l'exclusion des bâtiments chargés de bois et de mâts étant bien spécifiée en ce qui concernait ces convois et le principe étant réservé pour l'avenir. C'était là une victoire au moins temporaire de l'Angleterre et de ses partisans. Pourtant Sir Joseph n'estima point suffisant le succès remporté et par une inopportune intransigeance faillit le compromettre en réclamant la suppression de tout convoi. Le stathouder lui-même s'éleva hautement contre cette prétention qui ne tendait à rien moins qu'à anéantir le trafic maritime de la République. L'intervention de l'ambassadeur britannique, imprudente et hardie, suscita un vif mécontentement à La Haye et activa le zèle contraire des patriotes.

Cet avantage obtenu en matière de convoi par le Cabinet de Saint-James se trouva compensé par un désagrément lorsque, dix jours plus tard, les Etats Généraux approuvèrent un autre préavis des Amirautés, relatif cette fois au second mémoire britannique portant sur l'escadre de Jones. L'approbation fut prononcée non à l'unanimité mais à la pluralité des voix, les villes hollandaises d'Amsterdam, de Haarlem, de Dort, de Schiedam et de Rotterdam s'étant rangées dans l'opposition en vue d'assurer aux Insurgents une tacite reconnaissance. Néanmoins l'avis des Amirautés abou-

tissait au rejet des prétentions anglaises et à l'application stricte des règles du Droit des Gens maritime : la Hollande ne pouvait être juge de la validité des prises faites en dehors de son territoire et elle pouvait légitimement admettre dans ses ports des navires contraints par force majeure de se réparer pourvu que ces bâtiments quittassent ses eaux dans le même état qu'ils étaient entrés. Les députés d'Amsterdam prirent vainement à l'Assemblée l'initiative de mesures destinées à marquer un régime de faveur pour la France et ses alliés ; bien qu'appuyés par leurs collègues de Hollande ils ne purent que se réfugier dans une stérile dissidence. Ils reçurent l'approbation de La Vauguyon que n'en manifesta pas moins sa satisfaction de l'échec subi par son collègue britannique.

Les patriotes, intimes de l'ambassadeur de Louis XVI, étaient avec leurs ardents amis les seules personnes à s'intéresser activement à la présence de Jones et de son escadre au Texel. Nation et dirigeants marquaient une profonde lassitude à s'occuper plus longtemps de cette question qui présentait plus d'embarras que d'intérêt. Les sympathies éprouvées pour la cause américaine, pour les exploits de Jones, la curiosité provoquée par l'apparition de ce hardi marin avaient peu à peu fait place à l'indifférence ou à l'inquiétude chez tous les hommes que ne dominait pas l'esprit de parti. D'ailleurs le contact des équipages corsaires, les nouvelles indiscrètement répandues par ceux-ci au sujet des dissentiments existant entre officiers américains et français, l'incident des déserteurs, l'arrivée des deux cutters français, le duel entre les deux officiers français Landais et Cottineau, étaient de nature à refroidir la popularité manifestée en faveur des Insurgents et de leurs alliés (1).

Aussi était-ce bien l'expression d'un vœu général que présentait le vote du 18 novembre (comme, du

1. Une chanson hostile à Jones, composée par un ami du stathouder Pauwel, devint vite populaire. Elle est donnée intégralement dans Van Wijk.

reste celui du 8 novembre sur un sujet connexe) et c'était bien par esprit de parti, par esprit d'opposition que les représentants des villes de Hollande s'étaient séparés de leurs collègues à cette occasion. La majorité qui s'était prononcée lors du vote avait été écrasante et le stathouder pouvait y voir un encouragement à ménager moins un client de la France aux dépens de la neutralité.

Le préavis des Amirautés relatif au rappel des strictes pratiques du Droit des Gens pouvait être interprété dans un sens rigoureux. La décision de principe des Etats Généraux semblait incliner à le faire. Les lois de l'humanité comme les habitudes de mer ne permettaient pas de laisser un belligérant s'éterniser dans des eaux neutres et tirer largement profit d'un abri qui doit n'être que temporaire. Aussi le séjour de Jones se prolongeant depuis quarante-cinq jours paraissait étrangement long ; pouvait-on sérieusement invoquer la lenteur des ouvriers hollandais occupés aux réparations, l'état peu propice de la mer ? Aucun préparatif de départ ne se faisant, une certaine irritation régnait parmi les dirigeants de la République et ce d'autant plus que parmi ceux-ci, peu étaient favorables aux Insurgents. Par suite, quand les Etats Généraux le 19 novembre décidèrent d'aviser Jones que sa présence ne pourrait être autorisée plus longtemps dans un port couvert par la neutralité, le stathouder se crut-il le droit comme chef suprême des forces navales de donner au début de décembre au vice-amiral Peter Hendrik Reynst (qu'il venait de désigner pour prendre en mains cette affaire au lieu de son second Riemersma, jugé trop favorable et trop indulgent pour la cause américaine) l'ordre, non seulement de communiquer aux intéressés la décision de l'Assemblée, mais encore de faire usage en cas de besoin des batteries de côte pour contraindre l'obstiné Américain à mettre à la voile dès le premier vent favorable.

Assurément Reynst — pas plus que les autorités

hollandaises ou l'Amirauté --- n'était enclin à recourir au canon pour parvenir à ce résultat ; tous étaient également soucieux de prévenir un incident violent en raison du tempérament de Jones et de l'esprit des équipages.

Toutefois s'il n'y eut pas d'incident militaire, il y eut incident diplomatique et juridique. Reynst ayant dépêché auprès de Jones le capitaine van Overmeer, chargé de lui communiquer les vœux des Etats Généraux, le capitaine fit naturellement diriger son canot sur la prise *Serapis* où Jones avait arboré son pavillon, quelle fut donc sa surprise de n'y point rencontrer le capitaine corsaire mais un officier français, Cottineau de Corge-lin, qui courtoisement l'avisa qu'il se trompait d'adresse et que ces prises, ayant été faites par la marine royale, battaient pavillon français et appartenaient au Roi de France ; sans doute, ajouta Cottineau, ces prises ont arboré le pavillon du Congrès mais les divers commandants de bord avaient reçu de Franklin l'autorisation expresse d'user de ce pavillon au cours de leur croisière.

Le tour était joli : le 4 octobre avait mouillé au Texel une escadre franco-américaine mais le 25 novembre ce n'était plus que des bâtiments français arborant tour à tour l'étamine blanche de France ou celle bleue et rouge du nouvel état américain. Y avait-il même encore des commandants, un commodore américains, on put croire que non tant l'élément américains disparaissait escamoté, la nationalité des équipages étant un facteur secondaire et le seul navire qui fut bien spécifiquement américain (1) ayant coulé au cours de l'engagement avec la *Serapis*.

Si cet escamotage ne s'opéra point intégralement, ce ne fut point grâce aux bons soins de l'ambassadeur de Louis XVI. En effet, La Vauguyon au nom du roi, Lironcourt au nom de la marine royale, suppliaient

1. Le Bonhomme Richard.

Jones d'accepter une commission royale, commission purement fictive destinée à donner le change aux autorités de la République. Mais Jones, tempérament irréductible, n'accepta point de naviguer sous masque et, quelle que fut l'urgence des circonstances, rejeta hautainement cette combinaison diplomatique qu'il jugeait infâme, faisant en outre remarquer, non sans quelque ironie, que le Cabinet de Versailles n'avait pas daigné depuis de longs mois lui accorder la moindre commission (1).

L'attitude fort indépendante du corsaire qui, sur la question d'allégeance, s'était borné à déclarer à Riemersma que sa commission du Roi Très Chrétien — s'il en avait une — avait disparu dans l'engloutissement du *Bonhomme Richard* n'était pas sans indisposer, voire même inquiéter, le Cabinet de Versailles, surtout les Bureaux de la Marine. Aussi Sartine avait-il été amené à décider de faire passer sous le pavillon royal la *Serapis*, afin de lever toute difficulté vis-à-vis des autorités hollandaises ; à Jones devait revenir le commandement de l'*Alliance*, bâtiment de Landais, L'ambassadeur et le commissaire de la Marine avaient convoqué à La Haye le chef insurgent, et après une longue et pénible conférence, avaient déterminé ce dernier à accéder aux instructions venues de Versailles, à accepter le transfert de commandement et, bien plus encore, à admettre la clôture de la croisière. Les Bureaux de la Marine avaient résolu en effet, pour éviter tout débat diplomatique avec les Hautes Puissances, et peut-être pour faciliter le retour des unités enfermées au Texel, de disloquer l'escadre et de laisser chacun des capitaines recouvrer sa liberté d'action — mesure qui n'était point favorable au commandant américain. Si celui-ci s'inclina à la fin devant les décisions prises, ce ne fut point sans obtenir du Duc de la La Vauguyon que fussent sauvegardés ses droits sur

1. A la mi-décembre, Jones adressait encore une réponse cinglante aux ouvertures faites à ce sujet par La Vauguyon.

les prises faites, notamment sur la *Serapis*, car après être démonté de son commandement, il risquait de voir les profits de la campagne entreprise par lui tomber dans les caisses du trésor royal (1).

L'Amiral Reynst s'empessa de faire savoir au Stathouder qu'aucun bâtiment insurgent ne se trouvait plus au Texel, quoiqu'aucun unité de l'escadre n'eût quitté ce port. Derechef la question de la présence de Paul Jones devenait diplomatique. D'une part, les pouvoirs de la République pressaient ce corsaire de présenter la commission française qui lui aurait permis de séjourner dans les eaux hollandaises, tandis que l'ambassadeur de Louis XVI multipliait les demandes pour s'opposer à toute action de vive force destinée à faire sortir l'escadre du Texel ! La Vauguyon, tenu au courant des instructions adressées à Reynst, grâce à des indiscretions hollandaises, obtint du Grand-Pensionnaire l'assurance que le Stathouder n'autoriserait point le recours à des mesures de coercition.

Si, de ce côté, le Cabinet de Versailles obtenait satisfaction, en revanche il ne pouvait guère pousser plus loin ses succès, étant embarrassé par les surprenants transferts de pavillon et autres incidents dont la rade du Texel avait été le théâtre. Le duc, en effet, se dut de déclarer que toute violence des autorités navales s'exercerait à l'égard de bâtiments français, car les prises étant passées aux mains d'officiers français il n'y avait plus de navires américains. Bleswick se récrie aussitôt, rappelle les principes du Droit des Gens, invoque la règle que dans des eaux neutres, nul armement, nulle transformation ou aliénation de bâtiment de commerce comme de prise ne doit avoir lieu. Le *statu quo* n'a donc point été observé au Texel. L'ambassadeur dut user assurément d'une rhétorique particulièrement captivante et quitter le terrain juridique pour celui de la politique afin de révéler à son interlocu-

1. Dépêches de La Vauguyon, A. E.

teur les avantages imprévus de cette combinaison, car Bleswick, à l'issue de l'entretien, voulut bien reconnaître que la substitution de commandant ne constituait pas, somme toute, le fait technique d'un transfert de pavillon en port neutre (1).

Peut-être les Amirautés, des députés aux Etats et le Stathouder eussent accepté cette explication avec moins de bienveillance que le Grand-Pensionnaire si, le 27 novembre, ne s'était répandu le bruit que l'Angleterre réclamait impérieusement l'application du *casus fœderis* prévu dans les traités de 1674, 1678, etc. (2). Question grosse de conséquence que celle qui était évoquée devant la nation. Aussi les Conseils furent-ils d'accord pour délibérer pondérément à ce sujet, d'où ajournements successifs des décisions à prendre. Si aucune résolution ne devait être prise immédiatement, il n'en subsistait pas moins un effet fâcheux produit sur l'opinion publique et sur l'esprit des dirigeants par l'insistance britannique à vouloir entraîner la République dans la guerre. Sir Joseph ne s'attachait-il pas, par le caractère inopportun et excessif de ses demandes, à décourager ses amis, ses partisans, à neutraliser leurs intentions *ab ovo* en réclamant ce qui ne pouvait être accordé ni immédiatement, ni ouvertement. Malgré l'insistance de l'ambassadeur anglais, les Commissaires des Etats Généraux maintinrent leur intention de renvoyer le débat sur le *casus fœderis* à une session ultérieure et de laisser les conseils intéressés étudier à loisir le problème (3).

Ce qui préoccupait plus directement l'esprit public, c'était la formation de ces convois qui, prévus depuis

1. La Vauguyon, dans ses dépêches à Vergennes des 19 et 26 novembre, n'en faisait point connaître ses arguments. On peut supposer qu'il fit valoir le fait que l'escadre de Jones était au moins une escadre mixte, que Jones agissait en l'occurrence comme officier français, et surtout il dut invoquer l'avantage que par la disparition du pavillon insurgent tout contact était supprimé entre les Etats-Unis et la République, évitant à cette dernière l'embarras de reconnaître ou non l'indépendance américaine.

2. *S. P. Holl.*, Vol. 566.

3. *N. R. A. Résol. Jaarg.*, 1779.

de longs mois, allaient enfin, depuis la résolution des Etats Généraux en date du 8 novembre, être constitués à la fin de décembre. Combien importune était la question du *casus fæderis*, combien secondaire celle du séjour au Texel de l'escadre Jones en regard de la sécurité du commerce maritime.

D'ailleurs les bâtiments belligérants ancrés au Texel faisaient montre depuis les injonctions de Reynst de quelque empressement à mettre à la voile. Un fort vent d'ouest régnait alors, prévenant leur départ, mais on pouvait s'attendre dès la première saute de vent à les voir prendre la mer. En prévision de cet appareillage imminent, autorités locales et centrales pouvaient à l'envi fermer les yeux sur le fait que l'*Alliance* arborait, du fait de l'intransigeance de son commandant, l'étamine du Congrès, tandis que la *Serapis* et la *Countess of Scarborough* battaient pavillon français. Elles le pouvaient d'autant mieux que le représentant de Georges III ne paraissait point désireux de soulever derechef un incident à ce propos. Le médiocre succès du mémoire sur le *casus fæderis*, l'échec de toute insistance pour la suppression des convois ne stimulaient guère le zèle de Yorke à cette heure.

L'ambassadeur consacrait son activité à la conclusion d'un cartel d'échange. Le Cabinet de Saint-James, en effet, semblait désespérer d'intercepter les corsaires et préférait en définitive accepter la proposition franco-américaine d'un échange. Sir Joseph avait reçu des pleins pouvoirs pour traiter avec le Duc de La Vauguyon sur les modalités de l'échange (1). Le cartel fut signé et les prisonniers de Jones furent laissés en Hollande pour être rapatriés aussitôt qu'un pareil nombre de Français seraient libérés des prisons anglaises. Ce fut là le résultat essentiel de cette relâche dans les eaux hollandaises.

1. Jones, dès le 31 octobre, avait conclu avec le Capitaine Pearson de la *Serapis* un pareil cartel demeuré lettre morte, car le gouvernement de Londres ne traitait pas avec des « rebelles et pirates ».

Le 20 décembre, Jones avait obtenu de Reynst, grâce à l'intermédiaire de Dumas, un délai de dix jours pour procéder à l'appareillage. Il n'attendit pas l'expiration de cette période, car le vent ayant enfin tourné, il levait l'ancre le 27 décembre, seul. En effet, les bâtiments français l'avaient précédé d'une journée en pleine mer.

La bourrasque de terre éloigna les croisières britanniques ; par suite, les unités de l'ancienne escadre purent franchir sans encombre le Pas-de-Calais et passer en Manche, renonçant à gagner Dunkerque. Le 1^{er} janvier, Jones relevait Ouessant et croisait plusieurs jours dans les parages du Cap Finistère ; abandonnant l'espoir de faire quelque capture, il cinglait vers la Corogne d'où il rallia les côtes de France, puis Lorient après une navigation d'environ six mois.

Pour la Hollande comme pour les Provinces-Unies, ce départ était la clôture d'un incident dont la portée était demeurée minime grâce à une politique d'apaisement, sinon d'apathie. Cependant, aux conséquences immédiates fort secondaires devaient se mêler des résultats plus lointains et aussi plus essentiels, car les Lords de l'Amirauté n'oublièrent point l'asile donné au « pirate » qui avait dispersé la flotte de la Baltique, insulté les côtes d'Ecosse, semé la terreur en Angleterre et qui avait paisiblement regagné ses bases d'opération sans être inquiété. Les membres du Cabinet britannique devaient également se souvenir de cet événement au moment opportun.

IV. — LES DESSOUS DE L'AFFAIRE

Que Paul Jones, voyant ses équipages affaiblis par les combats, les prélèvements dus aux équipages de prise, constatant les avaries causées par une longue navigation et les engagements récents, eût jugé nécessaire de relâcher en le port neutre le plus proche pour

s'y refaire, rien n'était plus vraisemblable. Toutefois il était plus probable encore que Jones eût pensé à gagner, fût-ce par des moyens de fortune, Dunkerque pour y réarmer ses bâtiments et prises, ce qu'il pouvait faire aisément en profitant du désarroi de l'Amirauté britannique qui songeait plus à défendre ses côtes contre une nouvelle agression qu'à prendre l'offensive.

D'autre part, Jones était un brave marin, peu au fait des subtilités de la diplomatie et du Droit des Gens, habitué à aller droit au but ; livré à lui-même il n'eût certes point soulevé d'incident politique et il se fût sans doute incliné devant le veto des Hautes Puissances à l'admettre comme commandant américain dans un port de la République — non sans manifester quelque surprise d'un tel traitement, mais il n'eût certes point discuté sur sa qualité, ni argué des avantages éventuels pour les Provinces-Unies à admettre une force navale insurgente dans leurs rades. On peut aisément le prévoir d'après le caractère de Jones, surtout d'après le refus catégorique de celui-ci de paraître même avoir une commission du Roi Très Chrétien.

Si l'un des corsaires réputé parmi les plus braves et les plus audacieux ne rallia point Dunkerque ou les côtes de Bretagne, s'il alla s'enfermer dans la position éminemment excentrique du Texel, position dangereuse par la proximité des bases anglaises, c'est qu'au départ de Lorient il avait — et ses lieutenants plus que lui — reçu des instructions du ministère français de la Marine (instructions sans doute impératives) qui prévoyaient le retour de la croisière par le Texel. Le doute était d'autant moins permis à cet égard que La Vauguyon, avant même de connaître la présence de l'escadre en vue de la Hollande, prenait ses dispositions pour le ravitaillement des bâtiments et rendait compte à Versailles des mesures prises à ce sujet (notamment par la dépêche du 5 octobre) (1).

Des conceptions d'ordre plus politique que naval avaient dicté ce plan aux ministres Vergennes et Sartine, plan agréé par Franklin au nom des Etats-Unis, plan qui présentait des avantages communs aux deux alliés. La marine de Louis XVI avait un urgent besoin de bois de construction, de mâts et d'autre matériel naval. Or il était difficile de s'en procurer : les marchés scandinaves étaient bloqués ou surveillés par les croisières anglaises. Aussi s'arrêta-t-on à Versailles à l'expédient de concentrer dans les eaux hollandaises, eaux neutres, un convoi qu'on ferait convoyer par des navires français, puisque les Etats Généraux, en dépit des pressions les moins déguisées, n'osaient protéger ouvertement de telles exportations à destination des monarchies bourbon. Jones, désirant accomplir un raid contre les côtes septentrionales de Grande-Bretagne, parut tout désigné pour servir à son retour de convoyeur aux bâtiments chargés de contrebande navale. C'est pourquoi Sartine permit à un corsaire américain d'emmener des navires français armés et équipés par les soins du Gouvernement.

Ainsi cette question de convoi était l'objet principal de l'expédition pour les dirigeants de Versailles qui toutefois concevaient à titre subsidiaire l'avantage de faire paraître dans les eaux néerlandaises une force française, manifestation de puissance dans des mers où le pavillon du Roi ne paraissait guère. Ne serait-ce pas une démonstration dont les patriotes pourraient éventuellement tirer parti pour décider les Etats Généraux à voter le principe des convois sans restriction ? Enfin ne saisisait-on pas l'occasion de faciliter l'appareillage de la frégate *l'Indien* obstinément demeurée en chantier depuis plus d'un an ?

Les commissaires des Etats-Unis n'étaient que médiocrement intéressés par ces combinaisons. Ils n'en accédèrent pas moins au plan proposé qui, mettant en relief l'un de leurs capitaines, permettait de faire œuvre de propagande aux Provinces-Unies. Ce der-

nier point de vue devait assurément être soutenu avec ardeur par J. Adams et ses coreligionnaires politiques. Ceux-ci déploraient les résultats négatifs obtenus en Espagne, en Prusse, dans l'Empire par les missions envoyées de 1777 à 1779 ; n'était-ce pas une occasion de frapper un coup décisif sur l'esprit des Néerlandais pour renforcer l'action de Dumas et de ses amis, après l'abstention de Deane et l'échec de Lee et de Carmichaël ? Un heureux raid, la présence d'une escadre franco-insurgente sur les côtes hollandaises convaincraient la population néerlandaise de la puissance des Etats-Unis et ce seul fait vaudrait mieux que l'annonce de lointaines victoires ou de longs dithyrambes publiés par les Gazettes.

L'approbation américaine fut d'autant plus promptement accordée que J. Adams dirigeait volontiers son attention vers la République, y voyant un terrain d'action où le succès serait pour lui relativement aisé, y voyant surtout une sphère d'activité purement personnelle où la rivalité de ses collègues ne l'irait point poursuivre. Toutefois Franklin, qui ne partageait point les vues ou les illusions de son collègue, s'ingénia à noyer dans des recommandations de courtoisie envers les Hautes-Puissances les instructions de propagande d'Adams (1).

Jones était un marin et non un diplomate. Il réalisa brillamment le programme naval qu'il s'était tracé, mais, au retour sous la pression de ses collègues, il dut renoncer à rallier Dunkerque (2). Du moins au Texel, où il relâcha à contre-cœur, il évita de se compromettre au milieu des difficultés politiques en lesquelles il fut engagé malgré lui. Il ne joua dans les Provinces-Unies qu'un rôle politique presque nul : il fréquenta les milieux patriotes qui s'imposèrent plutôt à lui, et il réussit à vivre en bonne intelligence avec les admirateurs de l'Amérique. Il ne put s'empêcher d'entrete-

1. Cf. Wharton, tomes II, III.

2. Rapport à Franklin, 3 octobre *N. R. A. Dumas*, III i.

nir une correspondance avec les notables partisans de la cause insurgente (surtout avec le Baron van der Capellen), mais tout se borna à un simple échange de vœux en faveur des deux pays, comme le montre la lettre la plus typique de Jones au baron en date du 19 octobre 1779 : « J'ai vu respecter ici le pavillon de la liberté « en dépit du *pitiful* Sir Joseph ; je souhaite ardemment, j'espère bientôt échanger un salut avec le pavillon de cette République. Que les deux Républiques « se donnent la main et qu'elles donnent la paix au « monde... (1) »

Jones, d'autre part, se soumit à toutes les exigences de Sartine, acceptant tout, jusqu'à être démonté de son commandement, mais sa docilité ne lui fit pas accepter de naviguer sous un autre pavillon que celui de son pays.

L'objectif purement français de l'expédition ne fut pas atteint : l'escadre ne put servir d'escorte aux bâtiments chargés de contrebande. La Cour de Versailles, après avoir envoyé un renfort de deux cutters, renonça à son projet, mais elle laissa percer l'oreille en disloquant son escadre dès qu'il fut acquis que celle-ci sortirait du Texel. Quant à l'*Indien*, il resta au carénage.

Le but américain fut partiellement rempli. Le pavillon du Congrès se couvrit de gloire par la dispersion de la flotte de la Baltique. Que la cause de l'indépendance en fût renforcée, que la présence de l'escadre de Jones contribuât à rendre populaire cette même cause, on ne saurait l'affirmer. Par contre, le succès de curiosité fut immense ; La Vauguyon, Dumas, de Neufville et leurs amis surent le développer, mais non en tirer parti. Le gouvernement de La Haye n'osait reconnaître l'indépendance des Etats-Unis et la nation répugnait trop à participer à la guerre. Mais à un point de vue financier, les Insurgents ne pouvaient retirer d'avantages de cette démonstration ; les capitalistes

1. Wharton, t. II ; Koven, vol. II.

néerlandais étant gens prudents. C'est pourquoi J. Adams se trompait s'il pensait que les démarches de Jones pussent porter fruit immédiatement ; tout au plus pouvaient-elles préparer dans l'avenir un rapprochement américano-néerlandais si la cause insurgente triomphait. Lors du départ de l'escadre, la situation politique pour les Etats-Unis était exactement la même que trois mois auparavant.

*
* *
*

Cet incident, en somme, n'avait servi en rien les Franco-Américains et avait été une source d'embarras pour les Provinces-Unies. Celles-ci avaient réussi à esquiver à la fois la pression du Cabinet de Versailles, les réclamations britanniques que doublait à titre de rétorsion la mise en jeu du *casus fœderis*. Elles avaient réussi à sauvegarder leur neutralité dans cette nouvelle passe d'armes diplomatique, mais elles ne pouvaient se dissimuler que leur neutralité avait encore souffert, sinon directement, du moins par choc en retour. La présence de Paul Jones au Texel, malgré les précautions prises allait contribuer à tendre les relations entre La Haye et Londres, mais nul parmi les dirigeants de la République ne se doutait combien il serait fâcheux pour la République elle-même que l'escadre de Jones n'eût point escorté les bâtiments chargés de bois et de mâts à destination de la France.

De cet ensemble de faits devait naître à brève échéance (31 décembre 1779) l'attaque par les Anglais du convoi de l'Amiral Byland (1).

1. Cf. *infra*, Ch. XII, p. 307 et suiv.

JW Comte de Velderen

CHAPITRE X

LE BLOCUS DE GIBRALTAR ET SES CONSÉQUENCES

1. Les soucis de M. de Rechteren à Madrid.
 2. Les résultats de la prise du *Concordia* et du *Saint-Nicolas*.
-

L'entrée en guerre de l'Espagne en mai 1779 ne semblait point devoir augmenter les embarras maritimes de la République : la neutralité parmi les états maritimes se restreignait seulement et le contingent des navires de guerre belligérants et des corsaires en course allait se trouver accru, tandis que les zones maritimes dangereuses pour le commerce pacifique s'accroissait soudainement.

Ce n'était là qu'illusion, et il était réservé aux neutres, aux Néerlandais en particulier, d'épuiser toute l'amertume qu'une attitude de neutralité impliquait.

I. — LES SOUCIS DE M. DE RECHTEREN A MADRID

Les relations diplomatiques entre les Provinces-Unies et l'Espagne n'étaient point particulièrement actives, ce qui évitait toute tension (1). Le représentant du Roi Catholique à La Haye, le Vicomte de La Herreria, en cette année 1779, n'avait à exercer qu'une charge peu écrasante en temps normal ; assurément, depuis la rupture entre France et Grande-Bretagne, il avait vu subitement son rôle devenir plus important

1. Source de ce chapitre *N. R. A. Spanje Jaarg. 1779-6857*. La législation espagnole des prises figure dans *P. & O.*

du fait que son pays était l'objet des sollicitations les plus pressantes des deux Cabinets de Londres et de Versailles. Le maintien de la neutralité hispanique pouvait paraître le palladium des autres nations maritimes, le gage de la limitation de la guerre navale : par suite, on suivait avec la plus extrême attention négociations et intrigues se déroulant à Madrid. Le fait que Charles III inclinait à renoncer à cet esprit belliqueux et entreprenant qui avait caractérisé sa jeunesse, que les ministres de la Guerre et de la Marine se prononçaient pour la paix, que Florida Blanca aux Affaires Etrangères paraissait vouloir demeurer à l'écart du conflit franco-anglais, faisait espérer que la troisième puissance navale d'Europe demeurée neutre pourrait heureusement peser sur la décision des belligérants : la politique de médiation fut également regardée avec faveur, mais l'imprudence des dirigeants britanniques et l'intervention tenace et insidieuse de Vergennes triomphèrent de la répugnance du roi et de la nation espagnole : le 21 juin 1779, l'état de guerre existait entre la monarchie ibérique et le Cabinet de Saint-James.

Cet événement prenait à l'improviste la plupart des chancelleries et l'opinion européenne. Aux Provinces-Unies — comme en beaucoup d'autres pays — on avait espéré que les bruits de participation de l'Espagne à la guerre étaient de simples manœuvres de politiques impatients ou de spéculateurs avisés ; même quand ces bruits se trouvèrent confirmés à la fin de juin, on se flatta que le commerce néerlandais ne serait point affecté par cette mesure.

Pourtant l'ambassadeur à Madrid des Hautes Puissances, le Comte de Rechteren, n'était point sans concevoir des craintes à ce sujet ; ne connaissait-il pas la situation de la monarchie péninsulaire, l'état de l'esprit public et de l'entourage royal ? Charles III et ses conseillers, entraînés à regret au nom du Pacte de Famille dans cette guerre, se refusaient toujours à rien con-

naître des Insurgents et voulaient, de concert avec la France, mener les opérations avec décision et vigueur : au fond ils entendaient par là tirer de l'aventure le maximum de profit possible avec le minimum de temps. De fait, le plan de profiter de la surprise dans laquelle la déclaration de guerre pouvait jeter l'Angleterre afin de remporter des succès décisifs était le meilleur : l'armée et la marine espagnoles, en dépit des soins attentifs du roi, d'Arriaga, d'O'Reilly, avaient plutôt besoin de ménagements, ne venaient-elles pas en effet de subir les conséquences d'une campagne lointaine et ardue sur le San Sacramento et dans les eaux brésiliennes ? (1) Guerre contre le Portugal qui certes avait été l'occasion de cueillir des lauriers sous la conduite de Cevallos, mais guerre qui avait vidé les arsenaux et chantiers, fatigué les escadres, réduit les cadres. Gouvernement et haut commandement engagés presque malgré eux dans cette guerre étaient donc animés d'une sorte de rage à pousser les opérations le plus énergiquement possible.

Or l'un des buts de guerre les plus évidents de l'Espagne était la reprise de Gibraltar et de Port-Mahon : ce qui supposait la collaboration des flottes et des armées. Gibraltar était l'objectif stratégique le plus immédiat, celui dont la conquête était le plus ardemment désiré : dès le 20 juin, cette place était bloquée par terre, et elle n'allait pas tarder à l'être de fait par mer. Si la Cour de Madrid visait à reprendre à tout prix cette portion de son territoire, l'Angleterre n'attachait pas moins d'importance à conserver la clé du passage d'Atlantique en Méditerranée. Malheureusement, prise à l'improviste, elle était obligée, au lendemain de cette nouvelle rupture, d'observer dans ce secteur naval la défensive, absorbées qu'étaient ses forces sur d'autres fronts. Le Cabinet de l'Escurial comptait tirer parti de cette tactique imposée par les

1. Cf. Francis P. Renaut, *l'Amérique et le Pacte de Famille : l'Affaire du San Sacramento*.

circonstances à l'adversaire : il n'espérait point emporter la place de vive force, mais plutôt par la famine. Aussi établit-il sur-le-champ un double blocus qu'il s'attacha à rendre le plus rigoureux possible. De l'escadre de Cadix, une partie fut chargée de tendre un réseau de croisières aussi dense que possible pour prévenir tout ravitaillement de la place, tant par bâtiments de haute mer que par tartanes et mahonnes venues de la côte marocaine. A la quatrième division commandée par M. de Barcelo incombait cette tâche, tandis qu'une autre division, sous les ordres de Langara, couvrait au large du Cap Saint-Vincent les approches du siège.

Le Comte de Rechteren connaissait trop l'esprit régnant au département de l'*Hacienda*, comme à la Marine ou au *Consejo de las Indias* pour n'être pas alarmé par ces dispositions et pour n'en tirer aucune conclusion favorable au commerce de la République. Le 11 juillet 1779, il recevait notification de la déclaration édictée la veille relative à la mise en état de blocus de Gibraltar et des eaux avoisinantes, blocus qui depuis plusieurs jours existait *de facto*. Il avisa aussitôt son gouvernement, faisant ressortir les embarras que les croisières du Roi Catholique ne manqueraient pas de susciter aux navires néerlandais passant de la Méditerranée dans l'Atlantique ou vice versa, et exprimait l'espoir que les autorités hispaniques voudraient bien interpréter largement les instructions dressées par le ministre de la Marine Castejon (1).

De fait, le zèle était grand dans tous les ports du royaume, les croisières étaient actives et des corsaires s'équipaient nombreux : ne désirait-on pas dans la péninsule, par une action énergique et prompte, mettre un terme à une guerre que nul ne désirait ? Si le siège de Gibraltar était mené *majestuoso*, il n'en allait point de même du blocus de la place, lequel se révélait rigou-

1. N. R. A. Spanje, Instructions dans P. & O.

reux. Combien de bâtiments neutres, naviguant dans ces eaux au mois de juillet, se virent déroutés et conduits à Cadix. La nouvelle de la déclaration de guerre, plus encore celle du blocus de Gibraltar, étaient restées ignorées de bien des capitaines, de bien des armateurs, et nombreux étaient les navires qui cheminaient innocemment vers le détroit de Gibraltar pensant n'avoir maille à partir avec aucun belligérant. Le pavillon de la République ne fut pas sans souffrir de ce fait, mais les autorités navales espagnoles voulurent bien, dans la plupart des cas, admettre la légitimité des voyages et relâchèrent les prises faites : simple déroutement et retard. Toutefois la vigilance des croisières de Don Barcelo et des divisions de l'Atlantique, l'activité des corsaires étaient de sombre augure, car bientôt on ne put se dissimuler que tout le trafic maritime entre Océan et Méditerranée était intercepté par la marine de Charles III. Raser la côte marocaine ou naviguer de nuit devenait dangereux par péril de mer ou suspicion des Espagnols. Bientôt on connut la teneur des instructions de Castejon (1) : tout navire portant un cap qui paraissait porter sur Gibraltar était réputé vouloir gagner cette place.

La crainte de laisser se glisser dans la forteresse assiégée la moindre cargaison devint vite épidémique et en peu de jours toutes les marines neutres furent suspectes : celle des Provinces-Unies qui apparaissait fréquemment dans la Méditerranée fut exposée aux tracasseries les plus variées et dut subir les pertes les plus grandes dès que le privilège de l'indult fut levé vers la fin de juillet.

Jamais M. de Rechteren n'avait eu tant d'activité à déployer, tant à intervenir aussi fréquemment auprès des Capitaines Généraux ou Gouverneurs locaux. Des divers ports du royaume, on annonçait à Madrid l'arrêt

1. Instructions conformes au récent Règlement du 1^{er} juillet 1779, lequel fut complété par un autre règlement contenu dans la lettre de Florida Blanca à Castejon en date du 13 mars 1780 (*S. P. Spain*).

ou la saisie d'innombrables bâtiments naviguant à l'Est ou à l'Ouest du détroit, et le pavillon des Hautes Puissances figurait toujours sur ces funestes listes. A l'automne, le commerce de la Hollande avec le Levant, l'Italie et même les côtes espagnoles de la Méditerranée était pratiquement entravé. Sans doute quelques navires, protégés par une heureuse chance, franchissaient sans encombre le réseau des croisières, mais combien étaient détenus dans les ports du Roi Catholique, souvent sans nulle raison, par le zèle d'un commandant de frégate ou la cupidité d'un corsaire.

Ce qui rendait grave, tragique même, cette situation, c'était que le trafic des Echelles, de l'Italie ou de la péninsule ibérique était demeuré jusqu'en cet été de 1779 presque franc d'entraves ; mais si aux lourdes sujétions qu'imposaient les escadres et corsaires de France et d'Angleterre dans la Mer du Nord, la Manche et l'Atlantique (y compris la Mer des Caraïbes) s'ajoutaient celles de l'Espagne, toute la grande navigation commerciale de la République expirait ou ne subsistait plus que par la grâce des belligérants. Se diriger vers les côtes de l'Europe Occidentale, les Indes d'Amérique, était singulièrement dangereux et incertain, maintenant la Méditerranée se fermait à son tour. Les frets de Hollande et de Zélande pour les destinations du Levant allaient disparaître, les taux d'assurance se relever, et même, fait plus grave, les chargements prélevés à titre de *tramps* n'étant plus protégés par le pavillon de la République seraient attribués à des navires offrant plus de sécurité. Alors la ruine économique des Provinces-Unies serait près d'être consommée : l'initiative du Cabinet de l'Escurial succédant à celles du Gouvernement britannique et de la Cour de Versailles mettait le sceau à la détresse néerlandaise.

Quelques chiffres : du 17 au 22 novembre 1779, quatorze navires hollandais étaient arrêtés par les Espa-

gnols et le total de ces prises illégalement faites s'élevait pour ce seul mois à plus de trente bâtiments.

*
* *
*

L'Angleterre n'était pas sans avoir une lourde responsabilité à cet égard, responsabilité directe et indirecte (1). N'avait-elle pas, par ses pratiques éminemment arbitraires, engagé ses adversaires à agir de même ? Si bien que les malheureux neutres, pris entre ces marteaux convergents, étaient littéralement écrasés, et seuls, les neutres ne pouvaient que difficilement user de rétorsions ou de représailles.

D'autre part, le Cabinet de Saint-James, impuissant à remédier en cet automne au blocus de Gibraltar et redoutant la chute de la place par famine, recourait à tous les moyens, ruses et stratagèmes pour prévenir cette éventualité. Désireux de faire passer dans la forteresse des provisions de bouche (beaucoup plus que des munitions), il devait fatalement faire appel aux navires neutres, et non moins fatalement tenter de recourir aux bons offices de la marine néerlandaise, ce nonobstant ses mauvais procédés à l'encontre des armateurs hollandais et zélandais.

Sir Joseph Yorke était donc depuis l'été devenu le grand agent de contrebande, le pourvoyeur principal de Gibraltar ; nul genre de séduction qu'il n'employât pour triompher des scrupules ou des craintes de capitaines ou d'armateurs, nul détour ingénieux qu'il ne suggérât pour esquiver ou annihiler visites et surveillance espagnoles. Tantôt le bâtiment hollandais, muni de faux papiers, était ostensiblement à destination de l'Italie avec mission de se glisser à Gibraltar — tantôt, avec des papiers réguliers et une destination réellement neutre, il devait se laisser capturer dans les eaux de la place par les éclaireurs anglais, quitte au

1. Ordre en Conseil britannique relatif aux représailles contre l'Espagne, A. R. 1779, 18 juin.

Trésor britannique à dédommager les propriétaires et à récompenser le capitaine — tantôt un simple transbordement à proximité de la rade était prévu — enfin des dosages habiles dans la nature du chargement avait lieu afin de tromper les officiers espagnols (1).

Ces mouvements étaient en partie connus du Duc de La Vauguyon et du Vicomte de la Herreria grâce à leurs espions, et les avis transmis par courrier à Madrid signalaient le caractère suspect de telle cargaison ou de tels bâtiments. Sir Joseph faisant montre de peu de discrétion, l'Ambassadeur de Charles III s'exagérait volontiers la portée de démarches plus ou moins inexactes rapportées par des informateurs peu fides, et là bas, dans les bureaux du *Consejo de la Marina*, on s'imaginait voir en tout bâtiment neutre naviguant dans les eaux de la péninsule un contrebandier ou un forceur de blocus; quant aux officiers en commission, aux porteurs de lettres de marque, ils se plaisaient à voir, dans tout bâtiment susceptible d'être pris, un délinquant.

C'était exactement la contre-partie, avec altération des rôles, de ce qui s'était passé deux ans plus tôt. Alors les agents des Insurgents tenaient le rôle présentement joué par l'ambassadeur britannique, lequel jugeait ce rôle infâme, et c'était lui, Yorke, qui s'imaginait voir en tout bâtiment dirigé vers Saint-Eustache ou Saint-Martin un contrebandier, grossissant démesurément l'ampleur de ce commerce illicite.

*
* *
*

Le Comte de Rechteren, dont l'office ne chômait guère, devait presque chaque jour adresser à l'*Hacienda* des notes de protestation, rendre visite au Comte de Florida Blanca pour solliciter la libération d'un navire ou hâter les décisions des cours de prise. Il devait — tâche ingrate — ménager l'orgueil castillan, éviter

d'éveiller les légitimes revendications de cette Cour en présence d'actes de contrebande indéniables, et il devait aussi défendre les intérêts des armateurs nationaux et sauvegarder avec l'honneur national les principes de la neutralité. Il devait distinguer les cas suspects des cas douteux et surtout des incidents attentatoires aux droits des neutres, Quant après bien des démarches, il obtenait la libération de navires et de cargaisons indûment détenus, les propriétaires avaient à subir les conséquences des retards et les frais d'internement.

Quant à parler haut, à menacer de représailles, de sanctions navales, l'ambassadeur ne le pouvait guère : le Gouvernement des Provinces-Unies n'ayant point de prise sur les domaines coloniaux ou européens du Roi Catholique, et en 1779, il n'y avait plus à proximité de la péninsule l'escadre de l'Amiral Pichot, ni celle de l'Amiral Reynst attaquant ou observant les côtes marocaines. La répartition des forces navales était si stricte qu'il n'était point possible à l'Amirauté de Hollande ou aux autres collègues de distraire des unités en nombre suffisant pour les envoyer croiser près de Gibraltar.

Au début de l'année 1779, les interventions de l'ambassadeur des Hautes Puissances auprès de Florida Blanca étaient rares ; à partir du mois de juillet, elles se multiplient et se renouvellent, tandis qu'à Amsterdam, à Rotterdam, dans tous les ports de la République et à La Haye, on se plaint avec amertume, puis avec irritation, des mesures prises par l'Espagne. Ni la France, ni la Grande-Bretagne n'ont osé interdire la navigation dans la Manche, mais la Cour de Madrid soumet à son bon plaisir le passage de Gibraltar. La situation devient en octobre, en novembre intolérable ; le nombre des saisies et des déroutements grandit chaque semaine (1).

1. Cf. information des gazettes ; Corr. de Rechteren. N. R. A.

Par contre, à Madrid on a accueilli au début les réclamations avec indulgence et on a admis le principe de l'indult, mais le siège se prolonge, la place, quoique serrée de près, ne fait point mine de capituler. Le mouvement de la navigation neutre demeure tout aussi actif ; n'est-ce pas là un phénomène suspect ? Pourquoi des bâtiments battant pavillon néerlandais, danois, suédois, s'obstinent-ils à venir en Méditerranée ? Le Gouvernement espagnol s'en irrite, officiers et corsaires ne laissent point leur zèle se lasser, et aux prises déjà faites et souvent relâchées il faut trouver des compensations, et on arrête de plus belle. Jamais M. de Rechteren n'avait eu embarras plus grands : ses protestations se font quotidiennes, et si M. de Florida Blanca les reçoit avec courtoisie, il y a maintenant un soupçon de hauteur dans son attitude et à coup sûr des fonctionnaires espagnols la patience se lasse à voir contester les captures journallement faites. Le 22 novembre, dans une longue dépêche adressée à La Haye, l'ambassadeur s'épanche, disant avec mélancolie en son exorde : « je « prévoyais bien les désagréments multiples qui naî-
« traient [du blocus] principalement pour la navigation
« hollandaise... D'abord on arrête les vaisseaux hollan-
« dais sous prétexte qu'ils vont entrer dans Gibraltar ;
« actuellement on les prend sans qu'aucun consul
« puisse m'en donner la raison... » Il relatait aussi le peu de succès de ses revendications lorsque s'appuyant sur le traité hispano-hollandais de navigation de 1650, il demandait qu'on mit fin à ces saisies scandaleuses où la cupidité personnelle semblait tenir plus de place que les vues d'intérêt général.

Ne semblait-il pas vraiment que Charles III, usant de moyens autres que son cousin Louis XVI, cherchait à compromettre les Provinces-Unies et à exercer une pression sur elles pour les contraindre sous la menace de la ruine de leur marine marchande à se déclarer contre l'Angleterre. Calcul peu probable, astuce bien

étrangère au monarque espagnol et à ses conseillers, tous peu belliqueux, peu désireux de voir la guerre se prolonger. Le Vicomte de La Herreria échange, lui aussi, une active correspondance avec l'Assemblée, mais, suivant les instructions reçues, il se borne à justifier son gouvernement et à réclamer le respect par les capitaines néerlandais des règles du blocus.

Cependant les relations entre le Cabinet de l'Escurial et les Etats-Généraux se tendent ; y aurait-il rupture ? L'Espagne s'entête à vouloir rendre hermétique le blocus dont dépend la chute de Gibraltar ; les Provinces-Unies ne veulent point interdire ou réglementer de façon draconienne le trafic maritime avec la Méditerranée, elles entendent défendre leur souveraineté, leur neutralité. La situation semble sans issue. Le Vicomte de La Herreria ne presse-t-il pas le stathouder et les Etats de prendre une résolution prohibitive conforme aux dispositions navales de son gouvernement ? Son influence est mince dans les provinces tout autant qu'à La Haye ; le mécontentement de l'Espagne affecte peu les dirigeants, car aux maux actuels que pourrait-on ajouter, sinon les dangers d'une guerre ? Or le Cabinet de Versailles s'attache à prévenir tout conflit si Sir Joseph Yorke travaille à le rendre aigu. Mais la placidité néerlandaise agit dans le sens de l'apaisement plus encore que les démarches de La Vauguyon.

Pourtant s'il n'y a pas danger de guerre entre les deux puissances engagées dans cette discussion, il n'y a guère espoir d'un accommodement. Les autorités espagnoles veulent moins que jamais déroger à leurs principes à mesure que dure le blocus, et les Etats ne se sauraient soumettre à cette sujétion ni au nom de l'honneur national, ni par intérêt, car ce serait légitimer des mesures coercitives de la part de l'Angleterre. Ils décident l'adoption d'une résolution pour prévenir l'expédition de toute contrebande à Gibraltar (31 décembre 1779) ; ils donnent une satisfaction à La

Herreria, satisfaction qui concorde avec les principes du Droit des Gens, mais qui n'implique pas une soumission aux instructions nautiques de Castejon.

II. — LES CONSÉQUENCES DE LA PRISE DU « SAINT-NICOLAS » ET DU « CONCORDIA »

A la mi-novembre 1779, les croisières de Don Barcelo interceptaient deux navires naviguant dans les approches de Gibraltar et les amenaient à Cadix : il s'agissait de deux bâtiments néerlandais, le *Concordia* et le *Gertruydis-Adriana*, tous deux chargés de froment, tous deux venant d'Arkhangel et ayant pour destination commune, Barcelonè (1).

Presqu'à la même date, un autre navire neutre était également dérouté et amené dans un port espagnol : le *Saint Nicolas* dont la cargaison, composée de céréales, était dirigée sur Malaga. Ce chargement, ainsi que celui du *Concordia* et du *Gertruydis-Adriana*, furent, selon la législation de guerre hispanique, débarqués et vendus au plus offrant.

N'était-ce pas là un événement devenu banal dans la péninsule depuis le mois de juillet, et de quelle importance pouvaient être ces saisies qui, à dire vrai, ne s'étaient point produites dans des circonstances particulièrement révoltantes ? M. de Rechteren ne pouvait manquer de protester auprès du Comte de Florida Blanca, mais n'était-ce point une nouvelle réclamation ajoutée à bien d'autres ? De fait, l'Ambassadeur reçut du ministre Charles III le 15 novembre un office plus long que de coutume dans lequel la culpabilité éventuelle des capitaines et armateurs hollandais était nettement indiquée, dans lequel étaient dénoncées les ruses suggérées par l'Angleterre pour ravitailler Gibraltar et Port-Mahon.

1. Dépêche de Rechteren du 13 novembre 1779.

L'affaire ne devait point se borner là, car il y avait à la Cour de Madrid un autre diplomate neutre qui était intéressé par la capture du *Concordia* et du *Saint-Nicolas*, un diplomate qui avait lui aussi son mot à dire : Zinovieff, représentant de Sa Majesté Impériale des Russies. A coup sûr, le rôle de ce diplomate dans la péninsule était en temps normal fort secondaire et et ce n'était même point l'entrée en guerre de l'Espagne qui dût lui donner quelque relief. Pourtant le fait de signaler avec empressement à la Tsarine l'interruption du voyage du *Concordia* et du *Saint-Nicolas*, leur déroutement vers Cadix et la vente de leur cargaison allait faire de Zinovieff un personnage important (1).

En effet, Catherine II s'attachait depuis le début de son règne à faire de la Russie une puissance navale, tant au point de vue commercial qu'au point de vue militaire — chose qui répugnait aux Russes et que l'obstination et l'énergie de Pierre-le-Grand n'avaient pu imposer. Elle n'en reprenait pas moins le programme esquissé autrefois, l'amplifiant selon les données du moment, et elle pouvait considérer comme un brillant encouragement les succès navals remportés sur les Turcs, succès qui n'avaient pas peu pesé dans la balance politique pour amener le sultan à signer le traité de Koutchéouk-Kaïnardji.

Il n'était donc pas impossible qu'à Saint-Pétersbourg l'autocrate et son entourage ne ressentissent vivement l'atteinte portée au prestige de la Russie non moins qu'aux relations maritimes de l'Empire avec cette Méditerranée que la Tsarine et plus encore son premier ministre Patioumkine considéraient avec complaisance comme relevant de la domination byzantine, c'est-à-dire russe. Les efforts faits pour créer, développer une marine marchande allaient-ils rester vains du fait du blocus de Gibraltar par les Espagnols, car on ne

1. Les notes russes et espagnoles figurent dans P. & O.

se dissimulait pas que si les premières saisies étaient tolérées, d'autres ne tarderaient pas à suivre et le pavillon russe ne flottait point sur trop de bâtiments pour qu'on pût impunément permettre de tels jeux.

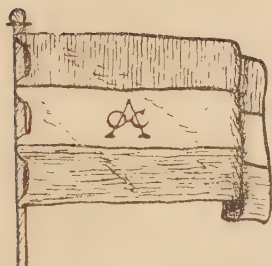
Au reste, Catherine II aimait à intervenir diplomatiquement dans les affaires de l'Europe Centrale et Occidentale afin de révéler la puissance de son empire et la pénétration de son esprit. Serait-ce là une occasion de se mêler à la guerre d'Amérique, de prendre parti ou d'assumer le rôle d'arbitre, selon qu'il plairait à la fantaisie, au caractère impulsif de l'Impératrice ?

Si Zinovieff mandait à sa Cour promptement et avec force détails l'incident survenu, c'était au Comte de Rechteren qu'incombait surtout le soin de réclamer le *Concordia* et le *Gertruydis-Adriana*, ainsi que maints autres bâtiments plus ou moins indûment saisis. C'était le Vicomte de La Herreria qui se plaignait amèrement près des Etats Généraux du trafic néerlandais dans le Détroit de Gibraltar, bien que — étrangeté de la situation — une bonne partie des navires néerlandais fussent destinés aux ports espagnols de la Méditerranée. A coup sûr, la résolution du 31 décembre 1779 n'était pas de nature à prévenir le retour des incidents antérieurs, car les Hautes Puissances ne pouvaient, ni ne voulaient limiter le moins du monde le trafic licite vers la Méditerranée. La seule ressource était la constitution de convois, et l'Assemblée de La Haye avait reconnu de bonne heure — en 1779 comme vingt ans plus tôt — que là était l'ultime recours contre les abus des belligérants. Les Amirautés en novembre avaient décidé la formation d'un convoi pour la Méditerranée comme d'un convoi pour les Indes Occidentales, et ces convois naviguant en commun pour le trajet de l'Atlantique Nord auraient dû, sous la conduite de l'Amiral Byland, mettre à la voile dès les premiers jours de décembre si les vents contraires ne l'avaient empêché

de partir. A la fin de décembre 1779, ce double convoi appareillait (1).

L'attitude de l'Espagne, comme celle de la Grande-Bretagne, obligeait les Provinces-Unies à protéger efficacement leurs bâtiments marchands et par suite à augmenter leurs armements navals. Mais le pavillon de guerre de la République serait-il plus respecté que le pavillon de commerce, et les caronades des vaisseaux de la République imposeraient-elles plus de réserve aux marines belligérantes ? On n'en paraissait point douter à La Haye.

1. Ce convoi ne devait jamais arriver intégralement à sa destination. Au sujet de l'issue du siège de Gibraltar, cf. *infra*, Ch. XII, p. 323-324.



Pavillon de la Compagnie des Indes Orientales

CHAPITRE XI

LA POLITIQUE MONDIALE A LA FIN DE 1779

1. Les Grandes Affaires Européennes.

2. L'Influence russe en Europe et dans les Provinces-Unies.

I. — LES GRANDES AFFAIRES EUROPÉENNES

L'horizon politique s'était depuis 1776 singulièrement altéré, car semblables à de noirs nuages, des menaces de guerre s'étaient précisées ou dissipées. Dans l'ensemble de la politique continentale, cette fin d'année 1779 marquait un apaisement notable, sinon durable, qui contrastait singulièrement avec l'allure troublée et incertaine de la politique maritime et coloniale.

En ce qui concerne cette dernière, le conflit, déjà perceptible vers 1776, avait éclaté entre la France et l'Angleterre. L'Espagne, à contre-cœur, était entrée dans la lutte aux côtés de son allié, au nom du Pacte de Famille, si bien que parallèlement à la guerre d'Amérique engagée entre la Grande-Bretagne et ses possessions révoltées se déroulait entre monarchies bourbon et britannique une guerre navale embrasant toutes les mers du monde. Toute extension nouvelle de ce conflit paraissait improbable, hormis la participation des Provinces-Unies soit en vertu du *casus fœderis*, soit au nom de la défense de leurs intérêts commerciaux. Le Portugal, après une courte passe d'armes avec son voisin dans leurs domaines du Nouveau-Monde, s'était fait écraser par les forces hispaniques et au traité du Pardo du 24 mars 1778 avait été

assez heureux pour limiter les ambitions espagnoles à une rectification des frontières brésiliennes, à l'abandon du San-Sacramento. Par ailleurs, il se trouvait, du fait de la mort de Joseph I^{er}, livré à une réaction cléricale et nobiliaire contre l'œuvre du Marquis de Pombal, réaction qui contribuait à détourner le faible gouvernement de Lisbonne de toute immixtion dans les affaires européennes.

En Italie prévalait le système d'absorption en de mesquines querelles intestines dues à la lutte de l'esprit réformateur contre l'esprit de tradition, ce qui ne laissait point de place à des combinaisons politiques. Naples en particulier, s'émancipant de l'appui espagnol, se reléguait d'elle-même à l'arrière-plan, tandis que les républiques étaient en pleine décadence. La question de l'attribution de la souveraineté gènoise sur la Corse à une grande puissance demeurait purement locale.

A l'extrême Nord, c'était également des réactions contre toute manifestation novatrice qui au Danemark paralysait l'action de ce royaume. En Suède, la politique extérieure était étrangement flottante et cette instabilité était due tout autant aux rivalités de partis qu'au tempérament même du Roi qui alors se désintéressait quelque peu des problèmes diplomatiques.

Toutefois en deux domaines s'était éclairci le problème de la politique continentale qui tenait en suspens la plupart des puissances. En Orient comme en Europe Centrale le *statu quo* existant en 1776 était menacé par l'ambition de deux puissances, l'Autriche et la Russie. Cette dernière, non contente d'avoir infligé aux Turcs de cruelles défaites et de leur avoir imposé par la paix de Koutschouk-Kaïnardji (21 juillet 1774) le libre accès de ses vaisseaux à la Mer Noire, l'établissement de ports sur les rivages de cette mer, visait à étendre encore sa domination dans ces régions, principalement en saisissant la Crimée, car Catherine II et son entourage étaient également désireux de

pousser l'influence russe vers Constantinople. Aussi la Cour de Saint-Pétersbourg entretenait mille intrigues dans les régions limitrophes de l'Empire ottoman, tant pour gagner à ses vues les souverains locaux que pour se ménager par des frictions avec les agents turcs dans ces régions un *casus belli* permanent. Les menées autour du Khan de Crimée et de ses rivaux n'aboutirent point à un conflit, grâce surtout à l'action des ambassadeurs français à Constantinople, et une convention dite explicative fut signée à Aïn Ehli Quavaq le 24 mars 1779 qui écarta au moins momentanément toute menace de guerre en Orient.

La Cour de Vienne, depuis l'avènement de Joseph II, cherchait à venger l'issue malheureuse de ses conflits avec la Prusse en réalisant des conquêtes territoriales et en affermissant son influence sur les princes de l'Empire : ne comptait-elle obtenir pour la réalisation de ses desseins l'appui de la France au nom de l'alliance de 1756 et des liens matrimoniaux unissant les deux monarchies ? Une occasion d'agrandissement était prévue : la mort de l'Electeur de Bavière sans héritier direct paraissait devoir permettre l'incorporation de cet électorat aux provinces héréditaires autrichiennes moyennant une compensation accordée à l'héritier de l'Electeur : vraisemblablement les Pays-Bas (combinaison caressée de longue date par maints hommes d'Etat de Vienne). Or l'Electeur Maximilien-Joseph était mort le 30 décembre 1777 en un moment où la France se décidait à soutenir la cause insurgente. Dès le 3 janvier Joseph II concluait un accord selon ses vues avec l'Electeur palatin, successeur de Maximilien-Joseph, mais les Princes d'Empire n'assistèrent pas indifférents à cette extension considérable de la puissance autrichienne et Frédéric II prit la tête de cette opposition qui, au printemps et durant l'été, aboutit à des opérations militaires de petite envergure. La Cour de Versailles, qui, en tout état de cause, n'eût point soutenu la politique envahissante de l'Empereur, put

tirer parti de la lutte avec l'Angleterre pour observer la plus complète neutralité tout en offrant ses bons offices pour le rétablissement de la paix. L'intervention de la Russie fut le facteur décisif : la Russie liée par le partage de la Pologne aux deux grandes Cours germaniques insista en faveur d'un règlement amiable, et, entraînant dans une médiation conjointe la France, détermina l'ouverture à Teschen d'un congrès diplomatique qui, non sans peine, élaborait un règlement de la succession de Bavière : l'électorat bavarois venait au Prince palatin diminué de l'Innviertel cédé à l'Autriche. La Saxe obtenait pour la renonciation à ses droits successoraux une indemnité de 6 millions de florins, tandis que la Prusse faisait ratifier ses droits de succession aux margraviats d'Anspach et de Bayreuth. Le 13 mai 1779, le litige était clos par la signature des accords respectifs.

Ainsi se terminait cette crise continentale sans guerre à proprement parler, crise qui n'avait exercé aucune répercussion notable sur les événements coloniaux et maritimes, car durant son développement la France était entrée en lutte contre l'Angleterre et amenait progressivement l'Espagne à se joindre à elle.

Ainsi guerre orientale et guerre germanique également menaçantes vers 1777 s'étaient dissipées, permettant de croire à la stabilité du statut politique européen établi par les conventions explicatives et confirmatives du *statu quo*, tandis que le conflit hispano-portugais se terminait par des satisfactions minimales mais essentielles données à l'Espagne, ce qui laissait espérer que dans ce quartier du monde la paix serait fermement instaurée.

Le seul conflit subsistant était celui qui, sur les mers, mettait aux prises les Insurgents et les monarchies bourbon avec l'Angleterre : la récente intervention de l'Espagne tout autant que la ténacité du Cabinet de Saint-James ne permettait pas d'augurer une prompt conclusion de cette lutte. Toute l'at-

tention des chancelleries se concentrait d'autant plus volontiers vers ces problèmes maritimes que venaient de disparaître des litiges maritimes locaux, notamment dans la Méditerranée. En effet, les guerres barbaresques prenaient fin : la Cour de Madrid se bornant aux satisfactions obtenues vis-à-vis du Maroc, agresseur des presidios, et renonçant à venger l'échec d'Alger de 1775, tandis que les Provinces-Unies ayant mis fin à la répression des attaques de corsaires par un accord conclu à Fez, ce qui libérait les escadres maintenues sur la côte atlantique du Maroc : escadre de combat et escadre de réserve.

En outre, la rivalité des grandes puissances navales, en s'amplifiant et en se prolongeant, finissait par atteindre très intimement les non-belligérants dans leur commerce maritime, dans leur vie économique tout entière. Le renforcement de plus en plus accéléré des mesures de coercition contre la contrebande lésait de plus en plus lourdement le trafic des neutres et l'heure semblait proche où la conjonction des régimes britannique et bourbon mettrait les puissances neutres dans l'obligation de défendre les armes à la main leur droit au libre commerce sur toutes les mers. En particulier, les Provinces-Unies, proche voisin des deux principales puissances engagées dans la guerre, se trouvaient dans une position extrêmement difficile, position qui, de 1776 à 1779, n'avait cessé d'empirer et qui, par sa gravité même, ne pouvait plus guère empirer sans déterminer un conflit violent.

En cette situation critique apparaissait inopinément l'espérance d'un apaisement dû à l'intervention imprévue d'une puissance continentale, la Russie.

II. — L'INFLUENCE RUSSE EN EUROPE ET DANS LES PROVINCES-UNIES

Depuis 1775, un phénomène d'évolution diplomatique se manifestait de plus en plus en Europe : c'était

l'intervention de la Russie dans les règlements politiques généraux. Cette intervention semblait être l'œuvre de Catherine II, soucieuse de jouer à l'extérieur, vis-à-vis des grandes puissances, un rôle comparable à celui de souverain réformateur qu'elle tenait à l'intérieur de son empire. Après le premier partage de la Pologne et la conclusion de la guerre turque à Koutschouk-Kainardji, la Tsarine avait paru un instant s'absorber dans l'exploitation aussi complète que possible des succès remportés aux dépens de la Cour de Varsovie et de l'Empire ottoman, dans la réalisation de ses projets de transformation de la Russie en une puissance navale tant en Baltique qu'en Mer Noire. L'action française à Constantinople, puis la convention d'Aïn-Ehli-Quavaq avaient momentanément enrayé les ambitions moscovites relatives à toute expension vers la Mer Egée.

L'ouverture de la crise germanique due aux visées autrichiennes sur la Bavière offrit à l'Impératrice l'occasion d'affirmer le rôle européen de son pays et de se poser elle-même en arbitre. La mise en œuvre des suggestions russes pour la réunion d'un Congrès et l'acceptation d'un médiateur russe entre l'Autriche et ses rivaux, la place tenue au cours des négociations par le plénipotentiaire russe Repnine accusaient nettement l'influence peu à peu prépondérante que prenait en Europe Orientale et Centrale la Cour de Saint-Petersbourg sous Catherine le Grand.

La position longtemps assumée par la France de grand départiteur dans les litiges germaniques semblait passer à la puissance moscovite ; sans doute, la Cour de Versailles avait encore participé au règlement de la succession bavaroise, mais n'avait-elle pas suivi l'impulsion donnée par la Russie et n'avait-elle pas été associée par celle-ci à son œuvre de pacification, dépendance morale d'autant plus significative que la France non seulement jouissait à cet égard de traditions séculaires vis-à-vis de l'Empire, mais encore que

son souverain était étroitement lié par les traités comme par le sang avec l'Empereur.

Ce succès diplomatique remporté par Catherine II n'était-il pas de nature à encourager le goût de la Tsarine à intervenir comme arbitre dans tous les conflits : ces interventions n'allaient-elles pas déborder le cadre de l'Europe Centrale pour s'étendre jusqu'aux puissances occidentales, et après la médiation russe dans les affaires austro-prussiennes, y aurait-il médiation russe dans la guerre maritime entre Grande-Bretagne et monarchies bourbon ? Eventualité qui en 1779 n'était pas encore imminente, mais qui n'apparaissait certes plus improbable comme elle l'aurait été dix années auparavant.

Des faits symptomatiques n'étaient point sans faire prévoir que la Cour de Saint-Petersbourg ne se désintéresserait pas longtemps encore des conflits maritimes. En effet, Catherine II entendait développer marine de guerre et marine marchande russes, et, à ce titre, elle ne pouvait assister d'un œil indifférent ni aux efforts britannique pour conquérir l'hégémonie navale, ni aux procédés anglais pour restreindre l'activité du commerce maritime neutre.

En particulier, aux Provinces-Unies, le ministre de la Tsarine, le Prince Galitzin, dont l'attitude était singulièrement effacée, semblait depuis la fin de 1779, tenir une place plus importante que par le passé. Il sortait de cette réserve qu'imposaient les conditions géographiques autant que politiques aux représentants de Russie à La Haye et il entretenait des rapports relativement fort actifs avec les dirigeants de la République et avec les ambassadeurs des puissances belligérantes.

On le voit en particulier rechercher le Duc de La Vauguyon, le sonder discrètement au sujet des velléités russes de médiation entre monarchies bourbon et Angleterre, de rapprochement avec les Provinces-Unies et il n'était point sans chercher à tirer parti de l'in-

fluence du représentant de Louis XVI auprès des dirigeants hollandais afin de se ménager une entrée en rapports avec les états provinciaux, les régences des grandes villes (1).

Assurément le Prince Galitzin n'agissait point de sa propre initiative; il ne ressentait certes point la nécessité de déployer après des années d'inactivité un zèle empressé en faveur de l'expansion diplomatique de sa Cour. C'était de Saint-Pétersbourg qu'émanaient ces intentions d'intervention et ainsi, dès les derniers mois de 1779, se faisait jour la volonté de Catherine II de jouer un rôle dans la guerre maritime, rôle d'arbitre analogue à celui tenu en 1778-1779 vis-à-vis des états germaniques lors de l'affaire de la Succession de Bavière. Les succès diplomatiques remportés au Congrès de Teschen devaient être un encouragement à assumer la position d'arbitre même en Europe Occidentale, et la Tsarine devait considérer l'échec de la médiation espagnole comme dû aux relations intimes existant entre les Cabinets de Versailles et de l'Escorial.

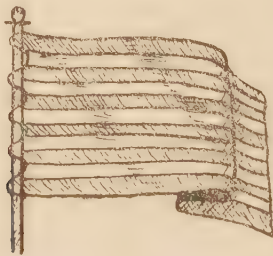
L'ambassadeur russe, d'ordre de sa souveraine, témoignait un vif intérêt aux débats engagés entre les gouvernements de La Haye et de Londres au sujet des questions de navigation neutre, et dans ses discours, il semblait indiquer que la Cour de Saint-Pétersbourg inclinait à défendre le point de vue neutre contre les agissements britanniques. Directement ou indirectement par les soins de La Vauguyon, cette sympathie russe pour les embarras de la République se répandait dans les milieux politiques tant hollandais que néerlandais, si bien que, non sans surprise, les politiques de La Haye, d'Amsterdam, de Groningue, etc., voyaient intervenir — encore discrètement à la vérité — dans le champ clos maritime cette puissance si excentrique

1. Voir la correspondance de La Vauguyon relative à cette question dans *A. E. Hollande*, Vol. 540: dépêches du 11-2 (f° 157), 22-2 (f° 191), 25-2 (f° 199), 3-3 (f° 218), 31-3 (f° 317), 14-4 (f° 384) et instructions du 23-4 (f° 441).

au point de vue géographique et si peu navale qu'était la Russie.

Sous quelle forme se manifesterait cette sympathie qu'accusait Catherine II, souveraine si habile en matière de propagande ? On ne le pouvait guère savoir, car des entretiens de Galitzin sortaient des rumeurs sinon contradictoires, du moins singulièrement divergentes. On laissait entendre que la Tsarine interviendrait soit dans le domaine maritime au nom de la défense des intérêts du commerce neutre, soit dans le domaine politique en offrant ses bons offices, ou même sa médiation, entre les belligérants ; peut-être même userait-elle, pour mieux asseoir son influence, sa prépotence, de ces deux voies tour à tour ou simultanément.

En tous cas au début de 1770, un facteur nouveau était près d'apparaître dans le conflit des puissances navales : l'intervention morale de la Russie, et à cette intervention le terrain était préparé, en particulier dans les Provinces-Unies où l'on attendait, non sans quelque impatience, de savoir sous quelle forme se ferait cette intervention ; si cette intervention serait favorable aux intérêts de la République, de plus en plus pressée dans le dilemme des exigences inconciliables de la Grande-Bretagne et des monarchies bourbon.



Pavillon de Rotterdam

CHAPITRE XII

L'ATTENTAT DE FIELDING

DÉCEMBRE 1779 — AVRIL 1780

1. Le Départ de l'escadre Byland.
 2. L'Engagement dans la Manche.
 3. La Portée de l'attentat.
 4. Les Suites diplomatiques.
-

I. — LE DÉPART DE L'ESCADRE BYLAND

Cette fin d'année 1779 avait été fertile en incidents diplomatiques aux Provinces-Unies. Les Etats Généraux ne pouvaient se dissimuler combien se resserraient les assauts des divers belligérants contre leur neutralité. De même qu'après des tempêtes on rencontre un navire criblé d'avaries, incapable de gouverner, se maintenant à flot par le jeu incessant des pompes, vain remède alors qu'il eût fallu aveugler les voies d'eau, de même le gouvernement néerlandais voyait sa neutralité menacée de toutes parts, soit qu'il agit, soit qu'il restât passif, et il constatait avec inquiétude que non seulement le jeu normal de la vie économique nationale était devenu impossible, mais que les artifices les plus subtils étaient incapables de prévenir la cessation complète de toute activité commerciale : ce serait donc la mort économique à brève échéance.

L'incident causé par la venue de Paul Jones avait pu être clos officiellement sans dommages pour la République, mais il laissait des traces dans les rapports anglo-néerlandais. Les plus ingénieuses applications

du droit interne (notamment du placard de 1756) en ce qui concerne la navigation neutre ou du Droit des Gens pour l'admission des belligérants dans les ports de Hollande, ne pouvaient indéfiniment retarder l'effet des injonctions pressantes, mais contraires, des Cours de Londres, de Versailles et de Madrid. Certes, le problème du *casus fœderis*, introduit à nouveau dans les débats des Etats par une note de Yorke à la fin de novembre (1), avait été derechef esquivé : les députés, soucieux de ne point s'engager dans une grave discussion et de régler des questions d'intérêt immédiat, avaient réussi à retarder toute décision en invoquant la nécessité de consulter les Collèges d'Amirauté.

Il n'en restait pas moins au premier plan un sujet vital pour la République, tant par l'intérêt qui s'y attachait pour toute la population que par les conséquences de politique étrangère qui en dépendaient : c'était la question des convois. Les conditions de la guerre navale avaient rendu inéluctable l'emploi des convois, mais alors se posait la redoutable interrogation : seraient-ils limités ? c'était le vœu de l'Angleterre ; seraient-ils illimités ? et les monarchies bourbon l'exigeaient. Au reste, le cabinet britannique inclinait en secret à rendre cette alternative inutile par la suppression pure et simple de tout convoi.

Or on n'avait pu suspendre indéfiniment tout trafic avec le Levant, avec les Indes Orientales et Occidentales : le principe de la formation de convois pour la fin de 1779 avait été admis ; le 25 octobre les Amirautés avaient présenté le projet définitif de groupement des forces navales affectées à ce service, prévoyant l'emploi de huit à neuf bâtiments et évitant de se prononcer sur la nature des convois. N'appartenait-il pas à l'Assemblée dirigeante de décider s'il y aurait limitation ou non des chargements ? Les Etats-Généraux votaient le 8 novembre la formation de deux convois :

l'un pour la Méditerranée (mesure qui visait l'Espagne), l'autre pour les Indes Occidentales (mesure qui atteignait la Grande-Bretagne); les bois seraient exclus du privilège de l'escorte (décision qui n'était pas sans léser la France), mais on ne refusait pas de considérer ultérieurement la possibilité de composer un convoi spécial pour les bois (réserve destinée à satisfaire immédiatement l'Angleterre et à échéance le Cabinet de Versailles). Cette résolution constituait un louable effort pour concilier les inconciliables prétentions des nations belligérantes (1).

Tandis que les préparatifs se poursuivaient dans les ports et arsenaux en vue de l'équipement des escadres d'escorte, les négociants se hâtaient de mettre la dernière main aux chargements des navires en partance pour les Echelles et la Méditerranée Occidentale ou les Indes. Le mouvement des exportations avaient été suspendu depuis plusieurs mois et on s'empressait de profiter de cette occasion propice. Nombreux étaient les armateurs qui entendaient user de la protection des convoyeurs, surtout ces négociants ayant à effectuer en France ou en Espagne des livraisons de marchandises tenues pour contrebande par la Grande-Bretagne.

A dire vrai, le Duc de La Vauguyon se montrait à cet égard fort indiscret; il ne ménageait point les conseils tendant sinon à introduire dans le convoi des navires chargés de bois, mâts, cordages et articles évidemment à destination militaire, du moins à faire bénéficier en apparence de tels bâtiments des avantages de l'escorte en « suivant » le convoi. Les propos tenus à l'ambassade de France, dans l'entourage du duc, ne pouvaient être ignorés de Sir Joseph, lequel n'avait point à mettre en branle ses amis et espions pour être informé d'un fait devenu presque de notoriété publique. Ne savait-on pas que depuis l'été Vergennes et Sar-

1. Cf. *supra*, p. 280 et chapitre VIII, in fine. N. R. A. Résol. Jaarg., 1779.

tine faisaient les plus grands efforts pour que parvinssent à bon port le *naval stores* que les Provinces-Unies ou autres neutres pouvaient posséder ou transporter ? Ne se doutait-on pas qu'à cette intention on pouvait attribuer la présence au Texel de Paul Jones ? et si les ministres de Louis XVI n'avaient pas craint d'exposer une division dans ce but, ils pouvaient, après l'échec de cette tentative, être conduits à des recours désespérés pour parer au besoin de plus en plus pressant des articles de contrebande (1). Il paraissait hors de doute que l'occasion d'un convoi néerlandais passant dans la Manche, c'est-à-dire à proximité des côtes de France, ne fût fallacieusement exploitée par le gouvernement français.

Pourtant les autorités de la République surveillaient fort strictement la composition du convoi, n'y admettant que les navires ayant franc chargement (2) et ne laissant point place à aucun doute. Pourraient-elles, par contre, interdire à d'autres bâtiments nationaux de naviguer de conserve avec le convoi, de se maintenir dans les eaux de ce dernier et de paraître ainsi se trouver sous la protection de l'escadre ?

Celle-ci devait comprendre un vaisseau et quatre frégates et on désigna pour prendre le commandement le Comte Byland. Ce choix n'était pas sans trahir les préoccupations des dirigeants de la République ; il attestait la gravité du moment, les difficultés de l'entreprise et il montrait en outre qu'on ne tenait nullement rigueur à l'amiral de l'insuccès tout relatif du rôle qu'il avait joué à la tête de la station navale des Antilles l'année précédente.

Byland arbora son pavillon à bord du *Koninklyke Princess Fredericia Sophia Wilhelmina*, vaisseau de 54, et il avait sous ses ordres les frégates *Van Zwieten* de 44 (commandée par Nauman), *Argo* de 44 (capitaine

1. Corr. diplom. française et anglaise.

2. La plupart des bâtiments du convoi portaient du chanvre, du lin et du fer.

Kinsbergen), *Valk* de 24 (capitaine Sylvester) et l'*Alarm* de 24 (capitaine Mulder) (1).

II. — L'ENGAGEMENT DANS LA MANCHE

Le convoi réuni au Texel appareilla le 27 décembre 1779. La marche était lente, contrariée par ces vents dont la persistance avait, quelques jours auparavant, retardé et rendu difficile le départ des forces françaises et de Jones. Byland avait adopté l'ordre de marche destiné à assurer la protection effective des bâtiments régulièrement inscrits dans le convoi (2), car pour lui (comme pour les autorités néerlandaises et la majeure partie des négociants) les risques de visite et d'arrêt de la part des Anglais étaient fort probables dans la Mer du Nord et la Manche. Sir Joseph Yorke n'avait-il pas eu tout le loisir de faire parvenir des informations utiles à l'Amirauté britannique comme aux avisos stationnés dans le Pas-de-Calais, et on pouvait raisonnablement penser que le Cabinet de Saint-James brûlait de venger les affronts récemment subis dans les Provinces-Unies, affronts bien relatifs d'ailleurs, constitués par le libre départ de Jones et par le refus des Etats Généraux d'exclure formellement les bois des convois et même d'interdire ceux-ci.

Aussi lorsque le 30 décembre, dans l'après-midi, le convoi fut parvenu à l'entrée septentrionale de la Manche, Byland ne fut point surpris que l'éclaireur de tête signalât la présence d'une quinzaine de voiles, évidemment anglaises (3), évoluant sous tribord. De

1. *N. R. A. Engelland.*, 1006 ; *S. P. Holland.*, Vol. 569.

2. Récit fait d'après les rapports officiels de Fielding, de Byland et de leurs officiers, d'après la correspondance du Comte de Walderen. *S. P. Holl.*, Vol. 569 ; *N. R. A. Engelland* ; *A. E. Holl.*, Vol. 540 fo 14.

3. Ces forces anglaises comprenaient sept vaisseaux et quatre frégates (un vaisseau de 90, le *Namur* ; quatre de 74, le *Centaur*, le *Vaillant*, le *Courageux*, le *Thunder* ; un de 60, le *Buffalo*, et un de 50, le *Portland* ; une frégate de 32, l'*Emerald* ; une de 28, le *Tischnoy*, et deux de 20, le *Daphné* et le *Camel*), plus divers petits bâtiments servant d'éclaireurs.

ce groupe se détache une frégate qui donne l'ordre de mettre en panne afin de procéder à la visite du convoi. En même temps se dessine un mouvement enveloppant de la part des Anglais.

L'amiral néerlandais signale en réponse que le convoi est sous la protection de navires de guerre et que le gouvernement de la République se porte garant qu'aucune contrebande n'est à bord. Néanmoins il fait procéder à la concentration du convoi jusqu'alors fort échelonné en raison des vitesses différentes des bâtiments. Il prend, en outre, sur-le-champ ses dispositions pour la nuit afin de couvrir autant qu'il est possible le convoi. Cependant l'escadre anglaise, commandée par le commodore Fielding, après avoir coupé la route du convoi par l'avant se rabattait dans l'intention manifeste d'intercepter les communications avec l'Est et le Sud-Est.

La nuit se passa, les forces en présence demeurant sous voiles. Au petit jour, Byland s'aperçut, non sans satisfaction, que son convoi avait singulièrement fondu : certains bâtiments, profitant de l'obscurité, avaient réussi à percer la ligne anglaise et à gagner les eaux françaises. Parmi eux se trouvaient bon nombre des navires qui avaient feint de faire partie du convoi alors que chargés de contrebande, de bois notamment, ils ne pouvaient prétendre à une protection officielle et étaient de bonne prise (1).

Cette constatation ne pouvait manquer d'être faite par les Anglais, bien que ceux-ci ne pussent rigoureusement contrôler l'étendue des évasions. Fielding se réserva de donner la chasse aux fuyards dès que l'incident principal serait réglé, mais il lança immédiatement vers l'est quelques cutters en reconnaissance.

Le débat ne tarda pas à s'ouvrir entre les deux Amiraux. L'Anglais, invoquant cette instruction qui lui prescrivait d'arrêter tout navire portant de la contre-

1. De plus, deux frégates néerlandaises avaient gagné le large de la Manche à la suite des bâtiments marchands.

bande (selon la définition britannique), réclame derechef le droit de visiter le convoi restant tout en exprimant son mécontentement des fuites de la nuit. Il sait, grâce aux avis de Yorke, qu'à bord il y a du chanvre, du lin, du fer, tous articles inscrits sous la rubrique *naval stores* et par suite susceptibles d'être confisqués. Le Hollandais se fonde sur ses propres instructions et sur le Droit des Gens pour rejeter les prétentions anglaises.

Fielding fait armer un canot pour procéder à la visite ; le canot étant accueilli par quelques coups de fusils qui ne blessent personne, il ordonne de tirer contre les bâtiments de guerre néerlandais. Byland, après un échange de bordées, se rend compte qu'il ne saurait utilement, avec trois bâtiments, lutter contre une douzaine ; il amène donc son pavillon tout en protestant contre la violence qu'il subit, violence infligée à un navire de guerre neutre.

Fielding signifie alors son intention de mener en Angleterre ce qui reste du convoi, soit une dizaine de navires (1). Byland refuse de se séparer de ceux-ci, mais avant de les accompagner il détache un vaisseau ; le *Van Zwieten*, et une frégate, l'*Alarm*, ainsi qu'un navire destiné à Smyrne. Il se flattait de l'espoir que les évasions de la nuit permettraient de reconstituer en partie le convoi et il voulait en ce cas donner à ce dernier une couverture suffisante. Ceci fait, il met le cap sur les côtes britanniques, suivant l'escadre du commodore avec ses conserves. Capteurs et prisonniers mouillent à Spithead, près de Portsmouth, le 4 janvier 1780.

* * *

L'amiral néerlandais, à peine parvenu en rade, se hâta de transmettre la nouvelle de l'incident en un rapport détaillé au Comte de Welderen. Nouvelle qui

1. Un seul de ceux-ci, originaire d'Amsterdam, portait de la contrebande à Nantes.

déjà s'était répandue à Londres, y causant une vive sensation. La majeure partie de l'opinion publique, dominée par les discours violents de parlementaires contre les Provinces-Unies, se montrait satisfaite de la leçon donnée à ces impertinents neutres qui refusaient de tenir compte des avertissements officiellement donnés et s'obstinaient à décliner les obligations d'une alliance séculaire. La même impression régnait dans les milieux dirigeants. Dans une dépêche du 4 janvier, adressée à Sir Joseph Yorke, Lord Stormont se déclarait enchanté de la prise faite et regrettait même qu'elle ne fût pas plus importante (1).

Sur le continent, on ignorait encore tout de l'affaire, car les vents contraires suspendirent le service des paquebots d'Angleterre jusqu'au 11 janvier. Seuls des bruits vagues circulaient au sujet de l'agression dont avait été l'objet le convoi. A Amsterdam on les accueillit avec la plus parfaite incrédulité et on crut à des manœuvres de spéculateurs. Pourtant il fallut, vers le 12 janvier, se rendre à l'évidence, quand arrivèrent les gazettes de Londres remplies de détails. Tout doute disparut après l'arrivée des dépêches de Wolderen. Ce ne fut point de la stupeur, mais de l'indignation qu'on ressentit dans les sept provinces (2). Les partisans et les apologistes du Cabinet de Saint-James n'osèrent élever la voix pour justifier cet attentat. Honneur national et intérêts commerciaux étaient également atteints : d'une part, le pavillon de la République, le prestige de la marine nationale, étaient gravement atteints ; aussi le stathouder et son entourage naval n'étaient point sans éprouver de ce fait une vive irritation en dépit de leur inclination anglophile ; en outre, il éprouvait, de même que son entourage politique, la plus grande désillusion en constatant que la Grande-Bretagne n'observait aucun ménagement envers les Provinces-Unies et par là rendait difficile sa posi-

1. *S. P. Holl.*, Vol. 56g.

2. Dépêches de La Vauguyon.

tion de conciliateur et de chef de parti anglophile. D'autre part, le trafic maritime des diverses provinces paraissait définitivement menacé d'extinction puisque même les convois couverts de la protection du gouvernement n'étaient plus respectés et que les vaisseaux du roi Georges appliquaient sans limitation les décrets de l'Amirauté relatifs à la contrebande. Par suite, un véritable esprit de panique régnait dans les milieux commerçants, panique qui, en raison des conditions de vie propres à la République, affectait les cercles politiques (1).

La Cour de Londres n'avait guère lieu de se réjouir des résultats obtenus par les agissements de Fielding, car elle avait réussi à susciter chez son voisin maritime non seulement un mouvement profond de colère, mais encore une unanimité de réprobation qui risquait d'avoir des conséquences redoutables pour sa propre politique. Les patriotes pour des mobiles politiques, les négociants et les spéculateurs pour des raisons d'intérêt, les milieux maritimes par esprit de corps, le stathouder par orgueil national ou par dépit, s'élevaient avec violence contre le coup de force de Fielding qui rappelait étrangement celui de Boscawen vingt-quatre ans plus tôt.

III. — LA PORTÉE DE L'ATTENTAT

A Londres, dans les conseils de Georges III comme dans tout l'ensemble des îles britanniques, on ne pouvait juger de la portée de cet incident comme on le faisait à La Haye et dans les sept provinces. Pour les Anglais, il s'agissait d'un événement de mer destiné à inspirer à un petit pays neutre, réfractaire au bon droit de la Couronne, un juste respect des droits anglais et des instructions de l'Amirauté britannique.

1. Corr. diplom. française et anglaise.

Pour les Provinces-Unies, il s'agissait tout à la fois de sauvegarder l'intégrité de leur commerce et de maintenir leur neutralité. Laisser impuni un tel attentat serait encourager dans l'avenir toutes les saisies les plus arbitraires et provoquer des représailles de la part des monarchies bourbon : les relations de la métropole avec les deux Indes auraient vécu et toute la vie économique commerciale serait menacée dans ses fondements. Obtenir ou arracher de la Grande-Bretagne une juste réparation pour l'outrage commis apparaissait difficile ; en tout cas, toute manifestation d'énergie en ce sens risquerait de déterminer une rupture des rapports diplomatiques, sinon la guerre. Par ailleurs, au point de vue juridique la situation semblait inextricable, car admettre les exigences de l'Angleterre et subir par surcroît celles d'Espagne et de France, ce serait rendre illusoire la neutralité, adopter une position plus funeste que celle de la belligérance ; ce serait prostituer l'honneur national sans avoir la moindre compensation économique. Mais si l'on voulait obtenir satisfaction, il faudrait adresser au Cabinet de Saint-James un ultimatum qui serait sans doute rejeté et alors la neutralité cesserait encore d'exister. Entre ces deux alternatives, la seule différence était qu'en cas de rupture on aurait le bénéfice de la belligérance et l'avantage de suivre la voie de l'honneur et de l'énergie.

On ne pouvait se méprendre sur le haut intérêt que les chancelleries européennes allaient attacher au règlement de cet incident. A Versailles et à Madrid on suivait avec la plus vive attention le développement diplomatique de l'affaire et on ne cachait point que le règlement, qui tôt ou tard surviendrait, affecterait l'attitude de l'une et de l'autre monarchie envers les Provinces-Unies.

Vis-à-vis de la Cour de France, la question des convois limités ou illimités restait pendante ; c'était là un sujet de discussion qui pouvait à tout moment

être mis à nouveau sur le tapis et M. de Berkenroode ne cachait point que si l'atteinte manifeste faite par l'Angleterre au prestige du pavillon néerlandais était acceptée, Vergennes et Sartine renonceraient à toute modération et détermineraient Louis XVI à prohiber le commerce même hollandais en France (1). On ne pouvait ignorer à La Haye et dans les principales villes hollandaises que La Vauguyon, à la nouvelle des saisies réitérées accomplies par les marines françaises et espagnoles, se félicitait de ces mesures, disant que seules ces dernières inciteraient « les Hollandais à agir avec énergie pour obtenir les convois « sans limitation dans le but de désarmer les monarchies bourbon ».

De son côté, M. de Rechteren, tenant compte de cette éventualité, rappelait que les difficultés hispano-néerlandaises au sujet du blocus de Gibraltar n'étaient nullement aplanies et il faisait savoir que fort probablement le Comte de Florida-Blanca provoquerait l'arrêt définitif pour les Provinces-Unies de tout trafic d'Atlantique en Méditerranée et la non-restitution des prises déjà faites ou à venir. Les récentes conversations avec le ministre de Charles III ne lui laissaient aucun doute à cet égard, et il se hâtait de mettre les Hautes Puissances en garde contre la répercussion qu'une attitude peu énergique envers la Grande-Bretagne ne manquerait pas d'avoir dans la péninsule (2). La situation du commerce maritime sur les côtes franco-espagnoles déjà pénible serait encore aggravée.

A la suite des bordées tirées sur l'escadre Byland en Manche, le problème de la politique extérieure de la République se transformait intégralement : il s'agissait de savoir non plus comment rendre la neutralité moins onéreuse pour la nation, mais comment éviter la guerre ; il s'agissait d'opter entre la paix avec la ruine et la guerre avec ses aléas.

1. Dépêche du 18 janvier 1780, *N. R. A. Frankerijke Jaarg.* 1780, 6745.

2. Dépêche du 22 janvier 1780, *N. R. A. Spanje*, 6857.

Terrible dilemme en présence duquel se trouvaient subitement mises les Hautes Puissances. On ne pouvait attendre de celles-ci une résolution hâtive et peu mûrie. Le régime constitutionnel autant que la gravité des circonstances et l'esprit national ne le permettaient guère.

IV. — LES SUITES DIPLOMATIQUES

Les ministres de George III pouvaient assurément s'attendre à quelques manifestations de mécontentement de la part des Provinces-Unies. Ils ne prévoyaient pas l'explosion de colère, ni l'unanimité dans la réprobation qui eut lieu immédiatement. A leurs yeux, il y avait eu acte de justice sévère, mais méritée, acte qui n'était point de nature à compromettre décisivement les rapports anglo-néerlandais. Lord Stormont, à qui ne répugnait pas l'idée de contraindre la République à l'exécution de l'alliance ou à la rupture ouverte, n'exprimait-il pas à Yorke ses regrets que l'incident eût été si anodin qu'on n'en pût faire une menace directe, ou à défaut un *casus belli* ? (1) Officiellement, vis-à-vis de l'Europe, il adopta un ton léger, considérant cet incident comme un fait de mer fort banal.

Le Comte de Welderen ayant spontanément protesté le 6 janvier, avant toute instruction de son gouvernement (2), le secrétaire d'Etat répliqua le 9 en invoquant la légitimité des mesures prises : n'y avait-il point dans le convoi des navires chargés de bois (3) et n'y avait-il point d'ailleurs un précédent datant de 1762 ? A cette époque, en effet, quatre bâtiments et une frégate des Provinces-Unies avaient été arrêtées

1. Dépêche du 4 janvier, *S. P. Holland*, Vol. 569.

2. Au reçu du rapport de Byland du 4 janvier. *N. R. A. Engelland Jaarg*, 1780.

3. Assertion controuvée par l'inventaire du convoi.

et conduites en Angleterre et seule la frégate avait été relâchée peu après. Le lord laissait entendre que la capture faite n'était pas seulement un acte de police navale, mais aussi l'occasion de rappeler les Etats-Généraux à l'application du *casus fœderis* (1).

Les dirigeants néerlandais, toutefois, n'acceptèrent pas cette vue bénigne des événements. L'Amirauté d'Amsterdam, à peine en possession du rapport de Byland, le transmit sur-le-champ aux Etats-Généraux (14 janvier). Ceux-ci invitèrent alors impérativement leur représentant à Londres à obtenir la restitution du convoi capturé ainsi qu'une éclatante satisfaction ; ils mandaient en même temps à l'amiral de revenir pour fournir toute explication sur sa conduite (18 janvier) (2). Célérité caractéristique qui témoignait de l'agitation de l'opinion publique et des préoccupations dominant les conseils. Autre symptôme : tous les Collèges d'Amirauté étaient convoqués pour le 26 janvier afin de délibérer sur la politique à suivre, tandis que les Etats de Hollande allaient se réunir à la même date.

Les rouages administratifs et politiques fonctionnèrent avec une rapidité inaccoutumée, une rapidité qui ne se démentit point. Dès les premiers jours de février, les Amirautés transmirent leur préavis à l'Assemblée de Hollande, puis aux Etats Généraux. Ceux-ci étaient déjà saisis d'une motion hollandaise en faveur des convois illimités. N'osant se permettre de l'approuver en cette circonstance critique, ils la prirent *ad referendum*, mais, en revanche, ils repoussèrent les allégations présentées par Yorke au sujet du convoi et du *casus fœderis*, déclinant, non sans ironie, l'application de ce traité de 1674 que la Grande-Bretagne venait de violer si délibérément (3).

Les patriotes s'agitaient fort, comptant servir à la fois les intérêts du commerce et leurs vues anti-sta-

1. *S. P. Holl.*, Vol. 569.

2. *N. R. A. Resol. Jaarg.* 1780.

3. *N. R. A. Resol. Jaarg.* 1780.

thoudérales. Ils réclamaient plus ouvertement que jamais la protection intégrale du trafic maritime sans distinction de chargement, insistant en faveur de l'adoption de la résolution hollandaise du 2 janvier, et, par contre, ils rejetaient toute idée d'alliance, voire même d'attitude sympathique vis-à-vis de l'Angleterre.

Le Prince d'Orange ressentait le plus vif embarras. Il se voyait directement atteint dans sa dignité de chef de la marine néerlandaise et il se rendait compte qu'on était parvenu au point où toute anglophilie menaçait de devenir trahison. Quel dépit de voir la Cour de Saint-James, par ses agissements imprudents, par l'absence de tout ménagement, compromettre irrémédiablement l'œuvre de conciliation, sinon de rapprochement, à laquelle il travaillait. Il se flattait qu'au cas où le coup de force de Fielding eût été évité, il eût pu, en exploitant les saisies effectuées par les cours bourbon (surtout celles de l'Espagne), soulever l'opinion contre ces deux monarchies et la ramener insensiblement vers la Grande-Bretagne. Il n'envisageait certes pas l'exécution immédiate du *casus fœderis*, mais il espérait au moins faire écarter le principe des convois sans limitation, donner satisfaction aux demandes britanniques concernant les mâts et planches, et parvenir enfin à instaurer un *modus vivendi* amical avec le grand voisin de l'Ouest (1). Conception qui, en janvier 1780, était décidément périmée, comme le prouvaient sans rémission les ordres de Lord Sandwich, l'approbation officielle du Cabinet de Londres à la capture de Byland.

Le stathouder ne pouvait donc manquer de s'associer aux Etats Généraux pour obtenir comme satisfaction préalable la restitution du convoi amené à Plymouth. L'opinion publique n'aurait point compris qu'on atermoyât à ce sujet : les armateurs n'étaient-ils pas déjà lésés par le seul déroutement et l'internement

1. Corr. de Thulemeyer (janv.-fév. 1780).

dans un port britannique, leur portant un préjudice immédiat ? N'avait-on pas vu tout récemment deux navires marchands suédois séparés d'un convoi de leur nation et capturés par des Anglais, être relâchés aussitôt qu'une frégate suédoise eût apparu aux Downs et menacé d'user de force pour obtenir leur libération ? Sans doute la Cour de Stockholm n'avait au fond de la Baltique nulle attaque directe de l'Angleterre à redouter, mais cet exemple n'en était pas moins bon à méditer.

La situation internationale des marchés néerlandais incitait à agir. On avait mis les plus grands espoirs dans ce convoi organisé en décembre, destiné à rompre ce cercle de fer des prétentions contraires des belligérants ; on constatait que la tentative avait échoué et que la République était *de facto* plus bloquée que jamais. Le mouvement maritime vers le Sud (le grand facteur d'activité des ports hollandais et zélandais, à côté de la grande pêche) allait être entièrement arrêté. Le taux des assurances maritimes qui, en Hollande, s'était maintenu relativement bas, haussait frénétiquement, tandis que l'importance des chargements se ralentissait dans des proportions inverses (1). Les marchandises s'entassaient dans les magasins ou s'amarinaient dans les cales des navires neutres, de navires plus neutres que les néerlandais, de navires battant des pavillons plus respectés que celui de la République, tels que les pavillons suédois, danois ou prussien.

Sous le coup de ces mesures vexatoires de l'étranger, de cette désillusion quant à l'efficacité des convois, sous le coup de l'impression que le pays était bloqué réellement par tous les belligérants indistinctement, une tempête d'indignation souleva les esprits dans la plupart des provinces et surtout dans les provinces maritimes. Ce n'étaient plus seulement les patriotes purs qui dénonçaient la mollesse des dirigeants, qui

1. Cf. *Gazettes*,

critiquaient amèrement le stathouder ; on se plaignait presque partout de la décadence de la flotte de guerre, de l'absence d'énergie de Fagel, du prince. N'allait-on pas jusqu'à prétendre que des ordres secrets avaient été donnés à Byland pour ne point défendre le convoi ? Ne comparait-on pas, dans les conversations comme dans des pamphlets, la conduite timorée observée par la République et l'attitude énergique des autres puissances neutres ? Le roi de Prusse, celui de Suède, la tsarine même en imposaient à la Grande-Bretagne et contraignaient celle-ci à des ménagements, alors que les Provinces-Unies, lésées dans des proportions infiniment plus considérables, osaient à peine élever la voix et se laissaient imposer l'affront de se voir proposer une alliance insultante sous le coup de menaces les moins déguisées (1).

La Cour de Saint-James, à dire vrai, semblait ne rien négliger pour entretenir et exciter l'indignation. Loin de s'excuser à propos de l'attentat de Fielding, elle affectait de ne point parler de cet incident et insistait lourdement sur l'exécution de l'alliance, menaçant de frapper le commerce néerlandais en cas de non-exécution. « L'Angleterre, disait Lord Stormont « à Welderen le 18 janvier en une note verbale, se « trouverait pour lors dans la nécessité absolue de ne « plus envisager dans le cours de la guerre actuelle les « Provinces-Unies que sur le pied des autres puissances « neutres, et par conséquent de faire suspendre provisionnellement à l'égard de leurs sujets toutes les stipulations particulières du traité de commerce de l'année « 1674 et de s'en tenir uniquement au Droit des Gens « qui doit servir de règle pour les états neutres. » (2)

De quel poids était cette assurance d'un traitement de faveur ? Saisies et déroutements par des croiseurs britanniques continuaient de plus belle et si l'on avait appris qu'en compensation de la capture de Byland et

1 Cf. pamphlets et échos de ces bruits dans les correspondances diplomatiques.

2. *N. R. A. Engelland, A. E. Holl., S. P. Holland.*, Vol. 569.

d'une partie du convoi, une vingtaine de navires chargés de bois avaient réussi à passer la Manche et à gagner Brest, l'on savait que la frégate anglaise *Seaford* avait capturé le 17 janvier deux navires hollandais chargés d'articles navals pour Brest (2), que trois autres bâtiments n'avaient échappé à ce sort qu'après une active chasse, etc.

Lord Weymouth ne manifestait vis-à-vis du Comte de Welderen nulle intention de rapporter les mesures draconiennes en cours d'application. Aux protestations de l'ambassadeur il répondit en faisant le procès de la mauvaise foi néerlandaise tant au sujet de la contrebande qu'à celui du respect des traités. Il semblait vouloir clore l'incident sous son aspect diplomatique lorsque le 28 janvier il remettait la déclaration verbale approuvant la conduite tenue par Fielding et menaçant la République des suites fâcheuses d'une conduite si irrégulière (1).

On restait à Londres fort conséquent. N'y tenait-on point un langage imperturbablement confiant quant à l'issue de la guerre, plus confiant encore quant à la timidité des Provinces-Unies ? Sur ce dernier point on était fort encouragé par les dépêches de Yorke dont l'optimisme systématique semblait justifié par l'ajournement quasi-indéfini de la motion hollandaise sur les convois illimités.

Un évènement militaire d'importance venait de se produire fort à propos pour étayer la jactance britannique. Gibraltar, étroitement bloqué depuis juillet 1779, était à la fin de l'année en position critique. La vigilance — fort onéreuse pour les neutres — de don Barcelo dans le détroit semblait devoir être récompensée, car la capitulation de la place par famine était escomptée à bref délai. Cette situation n'avait pas été sans préoccuper l'Amirauté britannique qui venait en une expédition brillante de débloquer la forteresse et de la ravitailler

1. De *Juffrow Anna* et De *Frow Catarina*, tous deux de 180 tonneaux, venant de Hambourg et du Texel.

de façon à la rendre imprenable. Le 16 janvier 1780, en un seul engagement au large du Cap Saint-Vincent, la flotte espagnole de couverture commandée par Langara avait été détruite par l'escadre de Rodney et peu après les forces de blocus avaient été dispersées. La maîtrise anglaise s'affirmait de nouveau en Méditerranée, rude réplique donnée à la vaine menace, qui, six mois auparavant, planait sur les côtes anglaises de Manche, livrées sans défense aux escadres combinées des deux monarchies bourbon. Vergennes et Sartine portaient la responsabilité de l'échec espagnol et la Cour de Madrid avait, six mois durant, vexé les marines neutres pour un résultat négatif. Chercherait-elle quelque compensation d'amour-propre aux dépens de ces mêmes marines neutres après que ce blocus de Gibraltar eût cessé ?

La répercussion de ces derniers événements sur les intérêts maritimes néerlandais pouvait passer inaperçue en un temps où les conséquences de l'attentat de Fiel-ding occupaient dans les préoccupations le premier plan. Les Etats Généraux délibéraient sur la note verbale du 18 janvier ; le 17 février ils concluaient au rejet de la thèse britannique et condamnaient sans rémission l'agression du 30 décembre (1). En même temps ils discutaient à nouveau sur la motion hollandaise ajournée en janvier, ajournée encore le 3 février ; allaient-ils dans leur embarras extrême se prononcer pour un nouvel ajournement ? S'ils votaient le principe des convois illimités, l'Angleterre ne menacerait plus, mais userait de mesures coercitives ; s'ils rejetaient ce principe, les cours bourbon reviendraient à un régime de représailles tandis que l'Angleterre verrait là un encouragement à poursuivre le cours de ses atteintes à la neutralité. Celle-ci, en toute hypothèse, souffrirait fort de la décision prise et, plus encore, les intérêts fondamentaux de la nation seraient gravement, définitivement lésés.

1. N. R. A. *Resol. Jaarg.* 1780.

Pourtant, ces Messieurs de La Haye ne pouvaient indéfiniment retarder leur vote ; le 16 février le préavis des Amirautes leur avait été notifié, préavis concluant à l'adoption du projet hollandais. Si les marins et experts maritimes, gens susceptibles d'apprécier le danger, se ralliaient à la thèse française, que pouvaient dire les politiques ? — Le 18, le Grand Pensionnaire, s'entretenait avec La Vauguyon, lui disait incidemment : « La résolution des convois illimités est « définitivement prise à La Haye. — Je le sais bien, « répondit le duc, elle a été prise en Hollande. — Je « suis persuadé que vous m'entendez bien, c'est à La « Haye qu'elle a été prise. — Eh bien, Monsieur, conclut « l'ambassadeur, j'apprends donc avec beaucoup de « satisfaction que La Haye est vraiment en Hol- « lande... (1). »

M. de Bleswick n'osait faire alors de déclaration trop précise, car si la décision de principe était un fait accompli, il n'en était pas de même des ratifications par chaque province particulière. Néanmoins l'approbation du vote des délégués par les conseils locaux ne pouvait tarder : la Frise ratifia le 3 mars, l'Over-Yssel onze jours plus tard. L'adhésion de la Hollande ne faisait point de doute, celle de la Gueldre devait survenir le 20 avril (2).

Lord Stormont ne se doutait point que son intempérance de langage et surtout sa note du 28 janvier avaient scellé le sort de la motion hollandaise. L'attentat de Fielding et l'approbation officielle qui en avait été donnée par le gouvernement britannique avaient plus fait en faveur de la thèse des convois illimités que toutes les démarches de La Vauguyon. Les chefs patriotes et le stathouder avaient vu juste lorsqu'ils avaient estimé que la politique de la Cour de Versailles recevrait son plus fort appui des fautes de son adversaire.

1. *A. E. Hollande*, Vol. 540.

2. *N. R. A. Resol. Jaarg.* 1780.

Quelques autres faits étaient intervenus pour concourir à l'adoption par l'Assemblée d'une politique précise : les délégués hollandais avaient parlé haut en faveur de la motion prise par leur Conseil le 2 janvier, ils avaient fait valoir qu'ils avaient travaillé activement à adapter cette motion au préavis des Amirautes en vue de présenter un texte susceptible d'être adopté par les Etats. Ils avaient fait valoir de plus que la Hollande suspendrait à partir du mois de juin toute levée des droits extraordinaires si jusque-là le principe des convois n'était pas voté, conduite qui serait fort logique puisque ces taxes extraordinaires étaient destinées à pourvoir aux dépenses supplémentaires pour la protection du commerce national : pas de protection, donc pas de perception de taxes (1).

D'autre part, bon nombre de députés n'avaient pu manquer d'être impressionnés par les bruits qui couraient dans les milieux diplomatiques : on parlait d'une intervention probable de la tsarine pour la défense de la navigation neutre, intervention provoquée par des saisies de bâtiments russes ou chargés pour le compte de la Russie, soit par la Grande-Bretagne, soit par l'Espagne ; l'incident du *Concordia* et du *Saint-Nicolas*, succédant à d'autres de même nature, avait enflammé le courroux de la tsarine qui s'apprêtait, disait-on, à menacer indirectement tous les belligérants si ceux-ci ne s'abstenaient de leurs pratiques préjudiciables à tous les neutres.

Galitzin n'avait certes pas été étranger à la propagation de ces rumeurs, et tout récemment (à la fin de janvier) il avait démenti fort violemment certaine nouvelle selon laquelle la Cour de Saint-Pétersbourg se ralliait au point de vue britannique dans la question des droits de la neutralité maritime. Le prince avait même exprimé le désir de voir les Etats Généraux, ou tout au moins les Etats de Hollande, suivre éventuel-

1. Corr. diplom. française et anglaise.

lement la Russie dans une résistance ouverte aux prétentions des belligérants. Il semblait donc que le grand empire était à la veille d'intervenir pour défendre la cause des neutres ; aussi était-il de bonne politique de ne point laisser entamer cette même cause sur la question des convois (1).

La séance tenue par ces Messieurs de la Haye le 17 février était d'une grande importance par les résolutions diverses qui y avaient été prises : on y avait décidé de repousser avec la plus grande énergie la note verbale britannique du 28 janvier jugée attentatoire à la dignité nationale ; on avait admis à titre préliminaire la formation de convois illimités, enfin on avait examiné une motion hollandaise particulièrement grave. Il ne s'agissait rien moins que d'une mobilisation navale partielle sous le nom d'armement défensif. Motion que la Hollande avait approuvée et que les autres provinces avaient prise *ad referendum*.

Le désarroi était grand parmi les divers membres de l'Union. La Hollande se prononçait pour les mesures les plus énergiques, n'hésitant plus depuis l'attentat de Fielding à formuler des menaces précises pour entraîner ses co-confédérés. D'ailleurs elle voyait la résistance à ces mesures fondre progressivement. Plusieurs provinces terrestres étaient en majorité indignées des derniers excès des belligérants, surtout de ceux de l'Angleterre. La Zélande demeurait encore réfractaire au mouvement général de réprobation contre la Grande-Bretagne. N'avait-elle pas proposé de répondre à la note du 28 janvier par de simples remontrances ? Attitude périmée, comme le démontrait le revirement de plus en plus caractéristique de la Gueldre, de la Frise, de l'Over-Yssel, même de Groningue.

Le 6 mars 1780, le Comte de Welderen notifiait à Lord Stormont les résolutions prises le 17 février concernant l'attentat de Fielding ; il faisait cette commu-

1. Cf. dans Corr. de Vauguyon, les comptes rendus des entretiens avec Galitzin, *A. E. Holl.*, Vol. 540.

nication deux jours après que les cours de prises britanniques eussent déclaré de bonne et légitime prise les bâtiments capturés dans le convoi de Byland (1). De telles sentences avaient-elles été inspirées par la nouvelle officieuse des débats de La Haye ? c'était douteux. En tout cas la nouvelle de la légalisation des saisies ne pouvait manquer d'exciter un surcroît d'indignation dans les Provinces-Unies, dans les milieux politiques et commerçants : ce qui se produisit à la mi-mars.

A ce moment (16 mars) le Cabinet de Saint-James répondit à la réplique des Etats-Généraux : sa réponse était faite pour surprendre (2). Non seulement il accusait derechef les négociants et armateurs néerlandais de mauvaise foi, non seulement il réitérait sa mise en demeure d'exécuter le traité d'alliance, mais encore il accusait Byland de s'être livré à une agression injustifiable sur l'escadre anglaise et réclamait la punition de l'amiral et de ceux qui lui avaient donné de coupables instructions. En outre, il reprenait les menaces voilées que, depuis plusieurs mois, Yorke prodiguait à ceux qui se faisaient les champions des idées hollandaises. Le Secrétaire d'Etat avait, dès le 8 mars, expédié à son ambassadeur des instructions conformes à son propre langage afin que par un double canal les dirigeants néerlandais fussent avertis des dangers qu'ils s'obstinaient à courir (3).

La position assumée désormais par le gouvernement de Londres paraissait difficile à concilier avec le maintien de la paix. Voulait-on donc résolument la guerre contre les Provinces-Unies ? Le tempérament de Lord Stormont et les opinions de quelques-uns de ses collègues permettaient aisément de le croire, mais d'autres ministres s'effrayaient de la continuation du conflit ; *a fortiori* redoutaient-ils une extension de ce conflit. C'était le moment où des tractations secrètes étaient

1. *S. P. Holland.*, Vol 569.

2. *N. R. A. Engelland*, 7007.

3. *S. P. Holland.*, Vol. 569. *A. E. Hollande*, Vol. 540, n° 26.

engagées avec les Insurgents, avec l'Espagne : on voulait isoler la France au prix d'une paix blanche avec ses alliés. Ce n'était vraiment pas le cas de fournir à la Cour de Versailles de nouveaux auxiliaires en la personne des Provinces-Unies. Il est vrai que Lord Stormont se prêtait de mauvaise grâce à ces négociations et travaillait plutôt à les faire échouer. (1)

Le 21 mars, Yorke avait remis aux Etats-Généraux le memorandum correspondant à la réponse de Stormont à Wolderen : il dressait en fait un véritable acte d'accusation contre la neutralité hollandaise, contre la politique de la République, rappelant l'asile donné à Paul Jones, la pratique des convois limités et illimités, justifiant l'acte de Fielding par l'agression de Byland. Il demandait en outre l'exécution des secours prévus au titre de l'alliance et annonçait l'application d'un régime de rigueur (régime de droit commun) à l'encontre de la marine néerlandaise si dans les trois semaines une réponse favorable n'était pas donnée.

La fixation d'un terme aussi rapproché, la fixation même d'un délai établissaient le caractère d'ultimatum de cette communication ; elle devait naturellement donner une nouvelle impulsion au mouvement anti-anglais qui gagnait de plus en plus toute la population des Provinces-Unies.

L'Assemblée de La Haye prit *ad referendum* la note de Sir Joseph et fit connaître à celui-ci l'impossibilité de prendre une résolution dans les trois semaines imparties par la Cour de Londres ; elle adopta à l'unanimité une semblable attitude. (2)

A la fin de mars, l'attentat survenu trois mois plus tôt en Manche passait définitivement à l'arrière-plan : non pas que son influence cessât de se faire sentir dans le cours de la politique nationale ou dans l'évolution de l'esprit public, mais il cessait en lui-même

1. Cf. Francis P. Renault : *La politique coloniale franco-espagnole de 1761 à 1791* : la Mission Cumberland à Madrid.

2. S. P. Holl. Vol. 570. N. R. A. Résol. Jaarg. 1780.

d'être l'objet de discussion. Welderen, dans sa note du 29 mars, n'y faisait plus allusion, parlant uniquement du *casus foederis* (1). L'Angleterre avait saisi les bâtiments marchands, les avait adjugés au plus offrant, déclinant toute réparation, toute restitution, bien plus encore toute sanction à l'égard de Fielding. Par contre, l'amiral Byland avait rallié le Texel le 1^{er} mars (2) et il comparaisait presque aussitôt devant un conseil de guerre présidé par le lieutenant-amiral du Collège de Meuse, van Wassenauer. Il était, à la mi-avril, solennellement acquitté par ses pairs et sa conduite était officiellement approuvée. Ainsi les Hautes Puissances répondaient aux accusations venues de Londres en se solidarisant avec l'Amiral, en démentant la fable d'ordres secrets, en soutenant l'honneur du pavillon engagé par la formation d'un convoi selon les résolutions du 8 novembre précédent.

Les Etats-Généraux prenaient nettement leur responsabilité dans cet événement. N'avaient-ils, pas au lendemain de l'incident, substitué leur autorité à celle du stathouder, craignant que leur mandataire à cette occasion ne montrât point d'énergie ou de fermeté envers la Grande-Bretagne.

A la date du 1^{er} mai, c'est-à-dire plus de trois semaines après l'ultimatum de Yorke, au lendemain de cette enquête, ils adressaient au gouvernement britannique un mémoire où ils disculpaient Byland de toute intention agressive et rejetaient sur le commodore toute l'initiative de l'attaque, tout l'odieux de l'attentat, d'une attaque à main armée contre un paisible convoi marchand. Les coups de fusil tirés du *Princess* constituaient un acte défensif, tandis que le fait d'envoyer un canot armé pour visiter de force des bâtiments étrangers était un acte offensif caractéristique. Au reste, l'intention du commandant britannique de s'emparer

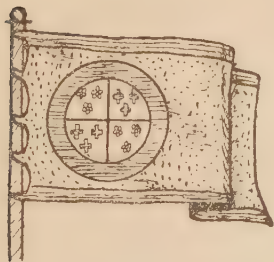
1. N. R. A. Engelland, 7007.

2. Se conformant à la résolution du 18 janvier.

du convoi était manifeste dès le début de la rencontre. (1)

L'acquiescement de l'amiral plus que cette note apportait la véritable conclusion à l'incident dramatique des 30-31 décembre. Des événements nouveaux d'une portée considérable venaient de se produire dans le domaine diplomatique, événements qui, tout en reléguant à l'arrière-plan des préoccupations immédiates du gouvernement néerlandais cet incident, allaient cependant lui conserver la valeur d'un enseignement. L'attentat de Fielding demeurerait la première manifestation décisive de ce courant inexorable qui entraînait la neutralité hollandaise vers le maelstrom où elle devait s'engloutir.

1. *N. R. A. Resol. Jaarg. 1780 ; S. P. Holl. Vol. 570.*



Pavillon de Harlingen

CHAPITRE XIII

AU CAP DE LA NEUTRALITÉ ARMÉE

1. La Déclaration de Neutralité Armée.
 2. Le Débat sur la Neutralité Armée et ses répercussions.
 3. Garantie coloniale et Incidents Antillais.
-

I. — LA DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ ARMÉE

Le 3 Avril 1780, le Prince Galitzin communiquait aux Etats Généraux une note circulaire que sa cour avait le 9 mars précédent élaborée pour être adressée à tous les gouvernements européens. Il s'agissait d'une note relative à la navigation neutre, d'une note qui, formulant cinq principes, demandait à toutes les chancelleries de les reconnaître et de les approuver, à tous les belligérants de les appliquer. Cette nouvelle charte de la Navigation Neutre, constituant la Déclaration de Neutralité Armée, proclamait les cinq points suivants :

« 1^o Que les vaisseaux neutres puissent naviguer
« librement de port à port et sur les côtes des nations
« en guerre ;

« 2^o Que les effets appartenant aux sujets desdites
« puissances en guerre soient libres sur les vaisseaux
« neutres à l'exclusion des marchandises de contre-
« bande ;

« 3^o Que l'Impératrice se tienne, quant à la fixation
« de celles-ci, à ce qui est énoncé dans les articles X
« et XI de son traité de commerce avec la Grande-
« Bretagne (1) en étendant cette obligation à toutes
« les puissances en guerre ;

1. Traité Panine-Macartney de juin 1766 ; étaient réputés contrebande de

« 4° Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la disposition de la puissance qui l'attaque avec des vaisseaux arrêtés et suffisamment proches, un danger évident d'entrer ;

« 5° Que ces principes servent de règle dans les procédures et jugements sur la légalité des prises. » (1)

Ces règles de droit maritime dues à l'initiative de la tsarine ne constituaient, quant au but, aucune innovation. Quelles étaient les puissances maritimes navales qui, au cours de cette guerre navale et des luttes antérieures, n'avaient pas souffert des prétentions et des vexations des belligérants, et n'avaient cherché à s'y soustraire en invoquant les coutumes ou le droit de la mer ? Deux ans plus tôt, en 1778, le Danemark n'avait-il point tenté de mettre un frein aux déprédations britanniques à l'égard de sa marine marchande en proposant à la Russie et à la Suède la constitution d'une coalition de neutres pour faire respecter le droit à la neutralité maritime, (2) et s'il n'avait pu réussir à faire triompher ses vues, n'était-ce point que les agissements des belligérants n'avaient pas encore atteint le point culminant nécessaire pour mettre les armes aux mains des neutres, et n'était-ce pas la défiance traditionnelle de la Cour de Stockholm envers son voisin, autant que l'indifférence de la Russie à l'égard de cette question (3), qui avaient ruiné les suggestions de Bernstorff le Jeune ? Suggestions bien peu nouvelles d'ailleurs, n'étant qu'un reflet fidèle des projets de Bernstorff l'Ancien au cours de la lutte qui de 1756 à 1763 avait gravement compromis la navigation com-

guerre : canons, mortiers, armes à feu, pistolets, bombes, grenades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceintures, poches à cartouches, selles et brides.

1. *A. E. Russie*. Suppl. Vol. 16, fo 9. La note intégrale du prince figure à *A. R.* 1780, f° 346.

2. Note du 28 septembre 1778.

3. La Russie absorbée par ses ambitions orientales.

merciale. Ainsi l'idée de constituer un groupement de neutres ne pouvait provoquer de surprise parmi les chancelleries, étant une idée déjà familière aux puissances navales (1).

Quant aux principes eux-mêmes énoncés dans la note russe ils ne présentaient nul caractère imprévu, surtout en ce qui concernait les Provinces-Unies. N'était-ce point la reprise de la vieille formule *Vrij Schip, Vrij Goed* qu'on trouvait dans le second point ? N'était-ce point en somme la règle qui figurait au traité anglo-néerlandais de 1674 qui était contenue dans le troisième point ? La définition des articles de contrebande, grâce au traité anglo-russe de 1766, était évidemment plus moderne, mais ne différait guère en son esprit de celles qui l'avaient précédée notamment celle des Traités d'Utrecht.

L'élément réellement nouveau résidait en l'origine de la Déclaration. La Russie, en effet, était une puissance navale de date toute récente ; l'était-elle aux yeux des nations de l'Europe Occidentale, et sa marine de guerre ou de commerce comptait-elle même sur les mers ou dans la balance navale mondiale ? Son pavillon marchand, à coup sûr peu ou point ; son pavillon de guerre, à peine. De fait, hors de la Baltique, on ne rencontre ni vaisseaux, ni frégates moscovites ; dans la mer d'Azov on ne trouve qu'une insignifiante flottille et dans la Baltique même il n'y a en service au cours de cette année 1780 qu'une trentaine de bâtiments dont l'importance est éclipsée par les escadres suédoises et danoises. Ce n'est pas à dire toutefois que la tsarine se désintéresse des affaires maritimes ; loin de là, elle travaille encore activement à créer une flotte de commerce qui paraissent sur tous les océans, des arsenaux et des chantiers sur tous les rivages de

1. L'initiative platonique du Danemark n'avait pas été dépourvue de résultats : l'Angleterre avait à la fin de 1778 témoigné des ménagements pour les produits d'origine ennemie à destination ennemie qui étaient transportés sous pavillon danois.

l'empire. Ses efforts ne restent point vains, mais son œuvre, entreprise depuis une quinzaine d'années, n'en demeure pas moins à cette date modeste et fragile ; cela d'autant plus que le peuple russe se laisse difficilement séduire par le mirage maritime. C'est en se fondant sur cet embryon de puissance navale que l'impératrice apparaît aux yeux des chancelleries comme la protectrice de la navigation neutre, le défenseur des intérêts commerciaux maritimes lésés par les belligérants.

On reconnaissait là l'esprit de Catherine II, cet esprit qui poussait la grande souveraine du Nord à s'insinuer dans toutes les affaires politiques et économiques de l'Europe afin d'agrandir la scène d'action de son empire. C'était la continuation de cette politique qui l'avait poussée à intervenir dans le règlement des affaires d'Empire, de la succession de Bavière, qui l'avait poussée au rôle d'arbitre au Congrès de Teschen, bien que la Russie ne fût nullement intéressée aux questions allemandes.

On trouvait également la trace des intentions de la tsarine dans le fait que la Déclaration de Neutralité Armée ne devait point rester platonique, mais que les principes énoncés devaient être respectés par la force de la marine moscovite. Assurément, ni moralement, ni matériellement cette force n'était considérable, mais l'impératrice comptait, à la suite de son initiative, amener d'autres gouvernements neutres à se joindre à elle, moralement comme matériellement, et au noyau des escadres moscovites joindre l'appoint important de leurs propres flottes. Ces résultats acquis en commun lui devaient revenir et contribuer encore à exalter sa gloire. Du reste, l'élément de sanction était encore, par sa précision même, un élément qu'on ne trouvait guère exprimé auparavant.

L'incident du *Concordia* et du *Saint-Nicolas* avait paru à Saint-Petersbourg l'occasion propice pour lancer contre les belligérants cette machine politique

dont l'effet pouvait être redoutable et les conséquences favorables à ce programme d'expansion morale. L'ambassadeur britannique à cette cour, Sir James Harris, avait été abusé non sans peine par l'impératrice ainsi que par le ministre Panine dont cette déclaration allait être l'œuvre ultime. Certes, la Neutralité Armée n'était dirigée expressément contre aucun des belligérants en particulier et les visait tous également, mais l'Angleterre par son intransigence, par sa foi inébranlable en ses principes maritimes et en sa politique, allait retourner contre elle cette arme. En effet, à Versailles, Vergennes reconnaît immédiatement le parti qu'il peut tirer de l'intervention russe en faveur des neutres et il décide d'adhérer bruyamment à la Déclaration, moyen efficace de faire sa cour à la tsarine et de se concilier les bonnes grâces moscovites. Dès le 27 avril, il informe l'envoyé Kotinski de son intention et son initiative est d'importance, car l'Espagne, inspirée par cet exemple, ne tarde guère à adhérer à son tour aux règles de la Neutralité Armée.

L'attitude du Cabinet de Saint-James contrastait singulièrement avec celle de ses adversaires. Lord Stormont, dans une note du 11 avril 1780, soutenait que la Déclaration constituait une fausse interprétation du Droit des Gens maritime et il maintenait la légitimité du droit de capture des marchandises ennemies à bord de navires neutres, du droit de visiter ceux-ci pour s'assurer qu'il n'y avait ni articles de contrebande, ni denrées ennemies !

Ainsi les belligérants, dès la réception de la note russe, prenaient nettement position : les monarchies bourbon approuvant l'initiative russe et annonçant l'intention de s'y conformer, la Grande-Bretagne tenant pour nulle et non avenue l'initiative de Catherine II. Les Insurgents n'étant point puissance reconnue en Europe, hormis par la France, n'avaient point de rôle

à jouer à cet égard; la tsarine n'ayant nul rapport avec eux, n'avait point eu à leur communiquer sa circulaire. Néanmoins le Congrès vota, le 5 octobre 1780, l'adhésion des Etats-Unis aux principes de la Neutralité Armée: assurément il avait été impressionné par la décision de la Cour de Versailles et il reconnaissait, en outre, n'avoir que peu à perdre en acceptant les règles relatives à la saisie des marchandises neutres ou au blocus. D'ailleurs John Adams et ses amis étaient intervenus énergiquement en faveur de l'accession, faisant valoir qu'une telle demande était de nature à rendre sympathique à l'impératrice moscovite la Confédération et par suite à faciliter sa reconnaissance par cette souveraine. C'était en outre un moyen détourné pour agir diplomatiquement auprès des cours neutres, un moyen de préparer une mission à Saint-Petersbourg, tous projets que l'ardent homme d'Etat et ses partisans caressaient depuis de longs mois sans parvenir à décider le Congrès à les adopter. La Déclaration de Neutralité Armée leur offrait là une occasion propice pour enlever les votes en faveur de la politique de propagande (1).

* * *

La Déclaration de Neutralité Armée, quand elle avait été connue à Londres, y avait produit la plus vive impression: c'est que les rapports de Sir James Harris, ambassadeur de Georges III à Saint-Petersbourg, ne pouvaient laisser prévoir le caractère anti-anglais de cette intervention russe dans les affaires économiques européennes, caractère que souligna bientôt l'attitude de Vergennes et de Florida Blanca. On ne pouvait plus dès lors se méprendre sur les conséquences possibles de la déclaration.

1. Cf. les origines de la mission de Francis Dana à Saint-Petersbourg in FRANCIS P. RENAULT, *les Relations Diplomatiques entre la Russie et les Etats-Unis*, tome I.

Toutefois, un espoir subsistait encore parmi les dirigeants britanniques : pour eux, il importait peu que leurs adversaires aient cru leur faire pièce en se ralliant sans restriction aux principes énoncés par Catherine II, tout à leurs yeux dépendait du rôle qu'allaient jouer les neutres. Point de vue juste : que les puissances neutres s'abstinssent de s'unir à la Russie, qu'elles observassent la plus froide indifférence envers des mesures destinées à préserver leurs propres intérêts, et l'arme que brandissait la tsarine et que pensait utiliser Vergennes était aussitôt émoussée : résultat matériel comme conséquences morales faisaient alors également défaut et les conditions de guerre navale ainsi que le terrain des manœuvres diplomatiques demeuraient au printemps de 1780 ce qu'ils avaient été au début de l'année.

Même l'empressement que les cours scandinaves pourraient témoigner de se joindre à l'empire moscovite n'était point susceptible d'être interprété comme un symptôme par essence défavorable à la cause britannique. Ne savait-on pas que le Danemark avait en 1776 et 1778 eu des velléités, parfois fort accusées, d'assumer le rôle que s'attribuait la Russie ? Ne se doutait-on point aussi que les ministres de Catherine II étaient susceptibles à Stockholm comme à Copenhague d'exercer une pression efficace pour amener ces gouvernements à s'unir à la Russie ? Il n'y aurait plus là qu'une entente baltique à caractère purement local, entente qui n'empêcherait point la marine anglaise d'agir à sa guise sur tous les théâtres d'opérations, toutes les mers, car la protection de la navigation neutre selon le nouveau code édité à Saint-Pétersbourg se limiterait alors aux eaux de la Baltique et peut-être de la Mer du Nord.

Mais si la Neutralité Armée dépassait ce cadre étroit, devenant européenne par l'entrée en ligne d'autres états non belligérants, la position s'altérerait singulièrement. A la rigueur, que Venise ou Gênes fissent

cause commune avec l'empire moscovite, c'était là facteur de peu d'importance ; mais en serait-il de même si des puissances que, politiquement ou maritiment, on ne pouvait impunément dédaigner, comme la Prusse, l'Autriche ou les Provinces-Unies, suivaient l'exemple des cours du Nord ? Aussi voit-on le rôle que devaient fatalement jouer à cet égard les Provinces-Unies sur lesquelles reposait comme un véritable pivot le problème de la navigation neutre.

Les chancelleries européennes qui déjà suivaient le débat engagé entre les Hautes Puissances et le Cabinet de Saint-James ne pouvaient manquer de diriger plus encore leur attention de ce côté depuis la publication du manifeste russe, car la Hollande étant exposée directement aux coups de l'Angleterre, si elle déterminait ses co-confédérés à accéder à la Neutralité Armée, un tel exemple serait fatalement contagieux, entraînerait toutes les autres puissances maritimes qui pouvaient balancer à s'unir à la Russie.

II. — LE DÉBAT SUR LA NEUTRALITÉ ARMÉE ET SES RÉPERCUSSIONS

La Déclaration de Neutralité Armée parvenait aux Provinces-Unies au moment où le grave incident du convoi Byland arrivait à un point mort et presque à sa conclusion négative, au moment où deux graves questions devaient être résolues, deux questions d'où pouvait sortir une guerre, raison pour laquelle les prudents Etats-Généraux avaient depuis de longs mois ajourné leur décision : la question de l'exécution du *casus fœderis* réclamée par l'ultimatum britannique du 21 mars 1780 et la question du caractère illimité des convois. Si, pour la première, l'Angleterre exigeait à sa demande d'assistance une prompte réponse dans les trois semaines, pour la seconde, la France menaçait de redoubler avant l'été la rigueur des mesures

coercitives prises envers la marine néerlandaise. Fatalement la démarche de Catherine II pour défendre les droits de la navigation neutre ne pouvait manquer d'influer directement sur les résolutions qu'on devait prendre à La Haye, à Amsterdam et dans les autres capitales provinciales.

Les difficultés relatives au *casus foederis* pouvaient être tranchées les premières : elles portaient non sur le principe même, car on était unanime dans toutes les assemblées à décliner la mise à exécution d'un traité dont les clauses politiques étaient définitivement périmées, mais bien sur la forme en laquelle le refus devait être déguisé. Jusqu'alors on n'avait pu trouver une majorité d'opinion suffisamment écrasante pour entraîner les timides, les prudents, les amis de l'Angleterre, vers le rejet catégorique et définitif de toute assistance à donner à la Grande-Bretagne.

Ce n'était pas que la Hollande ne se fût point prononcé déjà en faveur d'un refus susceptible d'être compris à Londres, susceptible de mettre un terme à toute sollicitation. Les Etats délibéraient à ce sujet depuis la mi-décembre ; malgré les obstacles insidieusement mis à une résolution négative par le corps des nobles, ils votaient le 4 février, à titre préliminaire, une motion concluant à la non-application du traité de 1674, mais l'insistance des nobles (inspirée par le stathouder) retardait jusqu'à un mois plus tard toute décision définitive (15 mars). Pourtant l'opinion hollandaise se prononçait de façon caractéristique pour le rejet formel et ostensible du *casus foederis* (1). Ce n'était point là un fait isolé : l'Assemblée d'Over-Yssel semblait devoir se prononcer dans le même sens ; en Frise, en Gueldre, on balançait sur le parti à adopter, attendant que l'une des grandes provinces maritimes donnât l'impulsion définitive au mouvement de résistance contre l'Angleterre (2).

1. *N. R. A.* — *Holl. Resolut. Jaarg.* 1780.

2. Corr. diplom. française et anglaise.

Cette puissance aidait d'ailleurs à neutraliser les ultimes efforts de ses partisans et du stathouder ; elle facilitait l'action des patriotes hollandais, encourageait le Grand-Pensionnaire dans son hostilité envers elle par sa hauteur, par son intransigeance. A Welderen sollicitant le 29 mars la suppression du délai de trois semaines ou même l'extention de ce terme, elle répondait, elle, par un refus catégorique et chargeait Yorke de transmettre en une communication hautaine sa réponse (1).

La notification par Galitzin de la Déclaration de Neutralité Armée survenait à propos. Allait-on renoncer aux privilèges, même devenus illusoires, de la neutralité au moment où une souveraine comme Catherine II prenait en main la défense de ces privilèges ? L'intervention russe allait rendre à l'esprit de neutralité toute sa vigueur chez ceux que les persistantes vexations du Cabinet de Saint-James avaient découragés de devenir neutres. De même elle allait soutenir en leur résolution les partisans des convois illimités et gagner à cette thèse de nouveaux défenseurs.

A l'heure où la Russie se faisait la protectrice de tous les convois, même chargés de mâts et de planches, pouvait-on se montrer moins ardents à réclamer le droit de transporter partout en toute liberté ces articles, tenus pour contrebande par l'Amirauté britannique seule ? Sans doute, le principe des convois illimités avait été voté le 17 février par les Etats-Généraux, mais ce vote n'avait été acquis que dans des conditions de secret absolu et il n'avait été connu de La Vauguyon que par l'indiscrétion voulue de van Bleswick qui recommandait le silence à ce sujet.

La Cour de France, informée ainsi du fait, avait peu après (6 avril) avisé sous le manteau chefs patriotes à Amsterdam, Grand-Pensionnaire à La Haye, que toutes les restrictions précédemment édictées à l'encontre du

commerce marchand néerlandais seraient levées dès que la résolution serait rendue publique, que les amendes ou droits perçus sous le régime de coercition seraient intégralement restitués de façon à ce que le malentendu antérieur entre elle et les Hautes Puissances fût entièrement dissipé et qu'il n'en restât pas de trace. Bientôt la ratification par les diverses provinces de la motion du 17 février ne faisant plus de doute après la notification de Déclaration de Neutralité Armée, Louis XVI, le 22 avril, rendait en Conseil d'Etat un édit qui supprimait les droits additionnels antérieurement perçus sur les marchandises provenant des Provinces-Unies et confirmait le régime particulier établi par le Règlement du 26 juillet 1778. (1)

Deux jours plus tard, la résolution définitive était prise par les Etats-Généraux : seule, la Zélande continuait obstinément à refuser son consentement formel sans conditions (2). Le 26 avril, le Duc de La Vauguyon communiquait un mémoire annonçant l'annulation survenue le 22 des arrêts prohibitifs envers le commerce néerlandais.

L'ambassadeur pouvait se féliciter du succès qu'il venait de remporter, mais il devait en toute justice ne point s'en attribuer tout le mérite. Certes, son rôle n'avait pas été nul, mais il n'avait pas été essentiel ; sans l'attentat de Fielding, sans l'intransigeance britannique, il n'eût pu que difficilement parvenir à ses fins. Sans doute, il avait entretenu, exalté le mécontentement des Hollandais, des Néerlandais ; il avait travaillé — et des plus activement — à prévenir tout mouvement en arrière, toute retraite ; il avait su faire alterner avec art, en des tableaux habiles, le danger de céder à l'emprise anglaise, la nécessité de sauvegarder l'indépendance nationale et la menace (mise partiellement à exécution) des sanctions françaises. Tou-

1. *A. E. Hollande*, Vol. 540, f^o. 351-353, également *Supp.*, Vol. 20, f^o. 242.

2. *N. R. A.* — *S. G. Resolut. Jaarg.* 1780.

tefois chacune des provinces, de la Hollande à la Zélande, montrait par son attitude dans le débat engagé qu'elle avait agi non sous la pression exclusive de l'étranger, mais sous l'empire de son intérêt particulier tempéré par l'action de l'intérêt public et des relations internationales.

Le jour même où l'on apprenait que la France se relâchait de toute rigueur, on recevait la nouvelle qu'à Londres on venait de mettre à exécution les menaces dont Lord Stormont et Sir Joseph, depuis plusieurs mois, ne s'étaient point montrés avertis. La marine néerlandaise était dorénavant pour les croiseurs et corsaires britanniques mise au régime de droit commun, aux termes de l'Ordre en Conseil du 17 avril (1).

*
* * *

Les dirigeants néerlandais, soucieux de leurs responsabilités, avaient toujours suivi avec lenteur l'opinion publique qui elle-même ne s'était échauffée que progressivement sur les questions débattues avec l'Angleterre. C'est pourquoi la nouvelle répandue dans les gazettes de l'action de la Russie en faveur de la navigation neutre avait fait une plus profonde impression dans les milieux commerçants, dans l'esprit public, que parmi les députés aux divers conseils. Cependant l'évolution relativement rapide qui depuis le début de l'année marquait les rapports diplomatiques avec le Cabinet de Saint-James laissait prévoir que l'initiative de Catherine II ne laisserait pas le gouvernement des Provinces-Unies plus indifférent que la nation.

Le rôle du Prince Galitzin depuis les derniers mois de 1779, les bruits vagues d'intervention de Cathe-

1. Cet Ordre est communiqué par Lord Stormont au Comte de Welderen par une note en date de ce même jour, 17 avril 1780. *S. P. Holland*, Vol. 569. Les délais d'application de cet Ordre étaient : douze jours pour la Mer du Nord et la Manche ; six semaines pour l'Atlantique Nord (jusqu'aux Canaries) et la Méditerranée ; trois mois pour l'Atlantique Central (des Canaries à l'Equateur) ; six mois pour les autres mers. (P. & O.)

rine II dans la lutte maritime avaient fait présager la Déclaration du 9 mars, mais les termes de celle-ci, ainsi que les commentaires de l'ambassadeur de la tsarine, au sujet d'un accord défensif entre neutres, n'avaient pas été sans surprendre les membres des Etats et le stathouder.

Celui-ci se sentait en une position des plus fausses vis-à-vis des Assemblées ; il comprenait qu'il s'était fort inutilement compromis à soutenir la cause de l'Angleterre alors que l'Angleterre elle-même avait systématiquement agi de façon à rendre cette cause impopulaire dans les Provinces-Unies. Par des manifestations réitérées de son penchant anglophile, il avait acquis la suspicion non seulement de la bourgeoisie hollandaise, mais aussi des classes commerçantes et moyennes de toutes les provinces. Il se voyait accusé de trahison latente pour n'avoir point veillé à la protection du trafic maritime national, pour avoir laissé la Grande-Bretagne multiplier les actes d'embargo, les déroutements, les saisies, les agressions, pour avoir laissé appauvrir le réservoir national de main-d'œuvre maritime, pour avoir laissé compromettre l'avenir des pêcheries, pour n'avoir pas su veiller à l'entretien et au développement des escadres de la République. Que de chefs d'accusation l'on portait contre le prince dont la popularité diminuait à mesure que grandissait celle des chefs patriotes qui semblaient avoir défendu les intérêts nationaux en arrachant à la France le retrait des mesures coercitives déjà entrées en vigueur !

Aussi n'y avait-il pas, même dans le clan des politiques amis de l'Angleterre, d'opposition réelle contre les principes de Neutralité Armée. D'une part, ces principes touchaient trop directement les intérêts néerlandais pour qu'on les pût méconnaître, et, d'autre part, pousser au rejet de la Déclaration eût paru faire si ouvertement le jeu de la Grande-Bretagne que c'eût été encourir la menace d'être accusé de trahison.

Si les cinq points transmis par Galitzin n'étaient point susceptibles d'être combattus ou critiqués, ils ne devaient point fatalement susciter un enthousiasme délirant, ni être acceptés à l'unanimité. En effet, l'approbation n'était nullement platonique, elle supposait la défense éventuelle de ce nouveau code non à coups de notes diplomatiques, mais à coups de canon ; elle supposait la participation à cette Ligue des Neutres, corollaire presque inévitable de la Déclaration de mars. Dès lors, y adhérer n'était point sans impliquer des dangers, notamment le risque de représailles de la part de la Cour de Saint-James, et il ne devait point échapper aux esprits prudents dans les conseils que la protection de la seule et lointaine Russie était au point de vue maritime ou même politique un élément fort aléatoire, un facteur qui n'était nullement de nature à prévenir ou compenser les rudes coups que la marine anglaise était susceptible de porter au commerce néerlandais. C'est pourquoi, sans qu'aucune intrigue de Yorke ne fit sentir son influence, les Etats-Généraux et provinciaux se devaient de délibérer à loisir sur l'adoption des règles de Neutralité Armée et surtout sur leurs conséquences — d'attendre les nouvelles que leur représentant à Saint-Pétersbourg, Swart, devait leur mander pour les éclairer sur les intentions probables de la tsarine — d'attendre plus encore le rapport de leurs ambassadeurs auprès des autres Cours neutres directement sollicitées par Catherine II, telles que celles de Berlin, de Stockholm et de Copenhague.

A cet égard aux habitudes lentes que le système constitutionnel des Provinces-Unies imposait aux gouvernements venaient se joindre les longs délais imposés par la transmission de dépêches entre La Haye et les capitales du Nord.

Assurément les patriotes contemplaient d'un œil favorable les ouvertures faites par Galitzin et ils se prononçaient fort ouvertement en faveur de l'accession à la Neutralité Armée et à une ligue d'états neutres

constituée sous la direction de la Russie, d'autant plus que dès février 1780 ils parlaient ouvertement de faire des démarches auprès des Cours scandinaves en vue de former une semblable ligue.

Ils avaient même porté ce projet devant les Etats de la province à tel point que Yorke avait pu aviser Lord Stormont le 15 février que « l'espérance de former une « ligue avec les Etats du Nord apparaît comme un fan- « tôme très séduisant qu'ils [les Hollandais] ont dans « leur tête ». Cette idée d'entente entre neutres était donc dans l'air avant que l'initiative de Catherine II eût pris officiellement corps. Aussi le parti anti-anglais s'agitait fort en Hollande et il semblait devoir déterminer les dirigeants de la province à le suivre dans la voie de l'entente avec la Russie. D'ailleurs le Grand-Pensionnaire inclinait lui aussi, quoique avec plus de modération, à adopter ces vues. N'avait-il pas confié à l'Ambassadeur français que le projet anglais « est de « subjuguer la République, et surtout la Hollande, mais « que comme Batave et Patriote, il n'y donnera jamais « les mains ».

La Vauguyon ne manquait point d'avertir sa Cour de cette disposition. Vergennes en exprimait sa vive satisfaction; ne disait-il pas alors que l'initiative de Catherine II devait encourager les Provinces-Unies à résister ouvertement à l'Angleterre, et il pensait retirer à cet égard de cette même initiative des avantages précieux pour le commerce français et la conduite de la guerre (1).

Le représentant de Georges III, depuis la remise de l'ultimatum le 21 mars, était en proie à une violente colère qu'inspiraient à la fois le patriotisme et l'amour-propre. Il constatait que les menaces à peine déguisées avaient peu de prise sur les Hollandais et sur leurs confédérés; il voyait, il ne pouvait s'empêcher de voir grandir chaque jour le mouvement d'opposition contre son pays, et le rôle subitement joué par le Prince Galitzin

1. Vergennes à La Vauguyon, 4 mai 1780. *A. E. Holl.* Vol. 540.

— ce diplomate qui à La Haye avait une situation effacée — n'était pas sans lui causer un vif dépit. En vain il avait démenti toute possibilité d'intervention diplomatique de Catherine II, il voyait brutalement ses assertions contredites par les faits. Il s'apercevait aussi, non sans effroi combien la Déclaration de Neutralité Armée faisait une forte impression dans les milieux commerçants. S'il redoublait les efforts de propagande, tentant de rallier ses derniers fidèles pour arrêter le courant d'opposition à la Grande-Bretagne, il ne s'illusionnait point trop sur la portée de son action.

Subitement le ton de ses dépêches change. Sir Joseph, à partir d'avril 1780, se répand en plaintes sur le fatal aveuglement des Néerlandais, sur la folie politique qui règne dans les Provinces-Unies, poussant celles-ci à décliner le *casus fœderis*, à se cantonner dans une neutralité qui devenait offensante pour la Cour de Saint-James. Il redoute même que cet aveuglement aille jusqu'à lier partie avec les autres neutres, à s'unir à la Russie pour la défense de cette neutralité, ce qui serait presque aussi criminel que de s'allier aux monarchies bourbon.

L'ambassadeur est profondément ébranlé dans ses convictions; il assiste à l'effondrement de son système politique; il lui faut des coupables, plutôt des boucs émissaires, sur lesquels rejeter la faute, la responsabilité de ce revirement étrange des Hautes Puissances. C'est la régence d'Amsterdam, peut-être le Grand-Pensionnaire, qui déterminent dans la République ce mouvement hostile à l'Angleterre; c'est surtout le misérable ministre des Hautes Puissances à Saint-Petersbourg, Swart, qui a trempé dans le complot et qui, par ses intrigues dans les provinces, pousse celles-ci à s'unir à la Russie. C'est Swart qui, par ambition, se fait l'instrument des vengeances d'Amsterdam, qui stimule le zèle de Panine, qui réclame l'honneur de signer avec ce dernier un acte d'entente, si bien que le conseiller de la tsarine est obligé de modérer

cette ardeur intempestive. La colère égare véritablement les sens de Yorke qui imagine la plus machiavélique combinaison, le roman le plus romanesque (1). Swart, loin d'être une puissance à Saint-Pétersbourg ou dans la République, était également dédaigné par la Cour impériale et tenu en piètre estime par les gouvernants hollandais. Bleswick s'exprimait assez durement sur son compte et les événements devaient prouver le peu de considération qu'à la Haye ou à Amsterdam on avait pour ce diplomate exilé sur un théâtre d'opérations absolument secondaire, théâtre qui, soudainement en 1780, devenait pour la République l'un des plus importants d'Europe du fait d'une fantaisie de Catherine II.

Que le désappointement de Sir Joseph dût être grand, rien de plus naturel en présence du mouvement d'opinion favorable à une Ligue des Neutres, en présence des manifestations officielles qui se succédaient. Si les Etats-Généraux observaient une sage prudence en la matière, la Hollande plus directement intéressée à la protection de la navigation neutre, plus dominée par le parti patriote, devait être la première des provinces à se prononcer. Dès le 13 avril, les Etats de Hollande votaient le principe de conférences avec le Prince Galitzin en vue de conclure un accord, votaient également le principe de l'adoption des principes de Neutralité Armée. Toute l'intervention pressante du statthouder mise en mouvement par la faction anglaise aboutissait à une simple substitution de phrases altérant légèrement le sens de la décision : au lieu d'une promesse d'exécution immédiate, les Etats Hollandais parlaient d'être prêts à faire une déclaration conforme à celle de Sa Majesté Impériale.

A peine la nouvelle de cette résolution fut-elle officiellement connue que le Grand-Pensionnaire pressa les Etats-Généraux de suivre l'avis venu d'Amsterdam, et nombre de délégués influents dans les conseils

1. *S. P. Holl.* Correspondance mars, avril, mai 1780, Vol. 559.

inclinaient à promettre une réponse affirmative aux demandes de Galitzin. Ce dernier, privé d'instructions précises de sa souveraine, se trouvait contraint de demeurer sur une réserve qui paraissait étrange à La Haye, car si, dès le 3 avril, il avait présenté une note pour l'ouverture de négociations, il faisait peu après connaître que sur le fond des choses il ne pouvait encore traiter de points particuliers. Il engageait cependant le Prince et le Grand-Pensionnaire à proposer l'accession pure et simple (1).

Ce n'est pas que les dirigeants néerlandais fussent violemment impatients de conclure un accord avec Catherine II sur la base d'une Ligue de Neutres pour la défense des principes de Neutralité Armée. Si les patriotes hollandais et nombre de leurs co-religionnaires politiques étaient prêts à se compromettre quelque peu par une demande osée, ils ne pouvaient se flatter d'entraîner sur-le-champ tous leurs concitoyens. Toutefois nul dans le gouvernement ne pouvait se dissimuler qu'une efficace protection des marines marchandes neutres s'imposait à ce moment.

La Cour de Saint-James, mécontente du rejet du *casus fœderis*, irritée du vote en faveur des convois illimités, inquiète de la manœuvre russe (qu'appuyaient les monarchies bourbon), ne songeait pour venger ses échecs diplomatiques et pour neutraliser les effets de l'initiative de Catherine II qu'à terrifier les Provinces-Unies, qu'à forcer celles-ci à rentrer humbles et châtiées dans le sein de l'alliance. L'Ordre en Conseil du 17 avril était appliqué avec rigueur, même avec brutalité. Auparavant, les captures et déroutements de navires néerlandais n'étaient point rares ; ils se multiplient ; — auparavant, les vexations n'étaient point épargnées aux armateurs et négociants néerlandais, elles deviennent plus fréquentes et plus odieuses encore ; — auparavant, la *presse* était pratiquée sans

1. Corr. diplom. française et anglaise.

modération, désormais elle s'exerce de façon insolente, éhontée ; des équipages entiers sont racolés, incorporés de force à la marine britannique.

L'emploi de la manière forte par le Gouvernement de Londres était fort inopportun ; il incitait les timides, les prudents à jeter bas prudence et timidité pour se rallier au programme russe, pour chercher aide et assistance auprès de cette ligue que la tsarine entendait constituer. Toute déférence aux vœux de l'Angleterre apparaissait une atteinte cruelle aux intérêts de la République et il ne semblait pas qu'une adhésion à la Neutralité Armée ou à une Ligue de Neutres dût entraîner pour la République de plus graves dangers, pour les commerçants de plus grands maux.

Aussi l'effervescence était grande dans l'opinion publique comme dans les conseils. Il est probable que l'exemple de ces Messieurs d'Amsterdam eût été contagieux et eût entraîné le vote des autres provinces si la chancellerie de Saint-Petersbourg eût battu le fer sur-le-champ et poussé à la conclusion d'un accord formel. Galitzin, à mesure que fuyaient les semaines, tenait un rôle de plus en plus ridicule, se sentait singulièrement embarrassé faute d'instructions ; craignant de mal interpréter la volonté de sa maîtresse, il se bornait à multiplier les encouragements chaleureux et vagues en faveur de l'adhésion aux cinq principes et déclinait toute discussion de détail sur les modalités de l'accession.

Un fait aggravait cette situation : Swart à Saint-Petersbourg ne disposait point de l'oreille de Panine, bien moins encore de celle de la tsarine. Contraint d'être un personnage effacé par son genre de vie modeste, presque gauche, incapable de se conduire dans le dédale d'intrigues qu'était la Cour moscovite, il était hors d'état de transmettre avec autorité les vœux de la République, à coup sûr de les faire prévaloir ; il ne pouvait même pas être un bon agent d'observation, étant incapable de se ménager à beaux

deniers ces utiles informateurs indispensables à Saint-Pétersbourg.

Ainsi les Etats-Généraux, pressés à la fois par le Prince Galitzin, par les Etats de Hollande, par une bonne partie de l'opinion publique de prendre parti en faveur de la Neutralité Armée, ne pouvaient ni par leur ambassadeur, ni par celui de la tsarine, mener à bien les délicats pourparlers liés à une accession au programme russe. C'est qu'ils ne pouvaient tout simplement agir comme Vergennes ou Florida Blanca, les ministres de puissances déjà belligérantes; eux agissant au nom d'une nation neutre se devaient de prévoir les conséquences d'un tel acte pour leur neutralité. Ils voulaient bien défendre leur neutralité, mais non la compromettre, et on ne pouvait douter que l'Angleterre dût avec empressement saisir l'occasion d'user de représailles, peut-être même de déclarer la guerre en pratiquant par une nouvelle infraction à la morale internationale comme au Droit des Gens une agression contre la marine marchande et les colonies de la République.

Ces Messieurs de La Haye ne pouvaient manquer de prévoir cette éventualité et de chercher à se prémunir contre les risques évidents et redoutables d'une attitude peu amicale envers la Grande-Bretagne. C'est pourquoi ils entendaient bien signer les articles russes à condition que leur marine de commerce et leurs possessions des Indes Occidentales et Orientales fussent bien effectivement protégées et qu'ils ne devinssent point les boucs émissaires de la future Ligue des Neutres.

Un récent incident venait de démontrer combien les Anglais faisaient peu de cas de la neutralité néerlandaise. Un corsaire français fut attaqué par plusieurs charbonniers britanniques près de Helvoetsluys; le combat fut mené dans les eaux territoriales hollandaises, si bien que les boulets portèrent jusqu'au rivage, atteignant de paisibles ouvriers (21 avril 1780).

Non seulement le Cabinet de Saint-James ne s'excusa point, mais les protestations que les Etats-Généraux durent faire par le Comte de Welderen le 9 juin, demeurèrent fort platoniques (1).

L'immobilité diplomatique de la Cour de Saint-Pétersbourg vis-à-vis de la République devenait en mai, puis en juin de plus en plus extraordinaire, contrastant avec l'agitation, l'inquiétude qui régnaient dans toutes les Provinces-Unies. Le 1^{er} juin, Galitzin recevait un courrier, mais celui-ci ne lui apportait ni pleins pouvoirs, ni instructions. Cette attitude s'expliquait sans doute par le fait que toute l'attention des dirigeants russes se trouvait concentrée vers Stockholm et Copenhague; peut-être aussi par le désir d'éviter que le siège de la négociation fût La Haye. En fait, l'attitude énigmatique de la Russie favorisait l'esprit de temporisation dans les Conseils et les Etats de Hollande eux-mêmes ajournaient semaine après semaine les débats sur la question de l'adhésion à la Neutralité Armée, conduite qui contrastait singulièrement avec l'empressement mis à voter le 13 avril une motion pour l'ouverture de négociations, mais la Russie se déroband, pouvait-on négocier ?

Or, l'impatience des patriotes s'accroissait à mesure que le temps fuyait. Deux mois s'étaient écoulés depuis la proposition hollandaise d'ouvrir des conférences avec le Prince Galitzin et rien n'avait été fait. Bleswick déplorait la médiocrité de Swart et il regrettait que Bosc de La Calmette (2) ou von Lijnden (3) fussent auprès des Cours scandinaves aussi peu actifs ; pour être juste, il devait avouer que les ministres danois et suédois à La Haye témoignaient de peu de zèle à concourir à l'établissement d'une ligue neutre (4).

1. *S. P. Holland*, Vol. 569-570. *N. R. A. Engelland*, 7007.

2. Ambassadeur à Copenhague.

3. Ambassadeur à Stockholm.

4. La Vauguyon signale que le Grand Pensionnaire déplore le peu d'activité des représentants scandinaves (dépêche du 21 mai).

Aussi dans cet état d'incertitude les bruits les plus extraordinaires circulaient, recevant créance ou suscitant le scepticisme. Sir Joseph s'agitait fort, faisant annoncer partout que la Déclaration de mars était un acte purement platonique, dépourvu d'importance diplomatique et de sanction navale ; La Vauguyon demeurait sur ses gardes, contestant les rumeurs d'origine britannique, mais n'osant pousser, selon les avis de Vergennes, les patriotes à réclamer à tout prix l'accession à la Neutralité Armée. On assurait par contre que Catherine II entendait constituer une flotte de protection, comprenant quinze vaisseaux et cinq frégates, divisée en trois groupes échelonnés de la Baltique à la Méditerranée (1). Swart confirmait certes dans ses dépêches à Fagel ces intentions prêtées à la tsarine, mais n'était-il pas fort mal placé pour apprécier la véracité des nouvelles si fallacieuses qui circulaient à la Cour impériale.

De fait, l'œuvre annoncée par la tsarine en mars 1780 se constituait peu à peu ; une ligue des neutres s'ébauchait. Les négociations russo-danoises et russo-suédoises tendant à ce but semblaient près d'aboutir et à La Haye on ne pouvait plus ignorer en juin que les deux Cours scandinaves prêtaient leur concours (2). Dès lors, retarder l'examen officiel des propositions russes et ajourner l'élaboration d'un accord devenait difficile, dangereux ou impolitique.

La plupart des dirigeants néerlandais auraient vivement désiré que cet accord fût conclu et signé à La Haye, mais il semblait que Catherine II mit peu d'empressement à laisser se faire au loin cette entente à laquelle elle portait intérêt ; par amour-propre personnel et national, par souci aussi de veiller à l'achèvement de son œuvre, elle ne pouvait permettre que l'accord

1. 1^o Débouchés de la Baltique et Mer du Nord ; 2^o Atlantique, de la Manche à Gibraltar ; 3^o Méditerranée.

2. Cf. Documents dans P. & O.

fût négocié et signé ailleurs qu'à Saint-Petersbourg. Vergennes faisait engager le Grand-Pensionnaire à renoncer à ses désirs sur ce point. C'est pourquoi, tandis que les collèges d'Amirauté étudiaient les modalités possibles de l'accession, les Etats-Généraux envisageaient l'éventualité de l'envoi d'une mission extraordinaire à Saint-Petersbourg. En effet, Swart, aux yeux du gouvernement russe comme de l'Assemblée, n'était point qualifié pour mener à bien cette délicate négociation et il paraissait naturel de lui adjoindre des diplomates de valeur et des personnages influents : réponse indirecte aux accusations de Sir Joseph Yorke contre l'infortuné ministre néerlandais à Saint-Petersbourg.

Qu'il y eût aide et assistance réciproques entre la Russie et les Provinces-Unies, c'était là une clause indispensable, mais n'était-il pas également utile pour ces dernières de voir la Russie se porter garante de l'intégrité du territoire néerlandais, notamment des possessions coloniales ? A cet égard il y avait la plus absolue unanimité dans le gouvernement de la République : les patriotes ne se souciaient point de compromettre le domaine extérieur dans une aventure politique quelconque et le prince Louis de Brunswick se prononçait nettement dans le même sens. Le stathouder — était-ce avec l'arrière-pensée de gagner du temps au profit de l'Angleterre ? — voulait que l'accord avec la tsarine fut minutieux, prévint toutes les possibilités et assurât la République contre tous les risques possibles d'attaque de la Grande-Bretagne. Il voulait lier les deux questions d'accession à la Neutralité Armée et de garantie des colonies ; il trouvait d'ailleurs dans toutes les provinces une majorité prête à seconder un programme de temporisation puisque la Hollande elle-même retardait de semaine en semaine le vote de sa résolution.

Soudain, à la mi-juin la question de la Neutralité Armée se réveille officiellement ; les milieux politiques des Provinces-Unies s'animent à ce sujet. La Hollande frémit d'avoir tant tardé à délibérer ; ces Messieurs d'Amsterdam ouvrent les débats sur le problème de l'accession et des négociations avec la Russie. Aux Etats on délibère à ce propos et on parle déjà d'envoyer une députation à Saint-Petersbourg, on discute même dès le 20 juin au sujet de la désignation des candidats à ces postes d'envoyés extraordinaires.

Que s'est-il donc passé pour faire sortir de leur indifférence ou de leur prudence officielle les conseils de la République ? Ce n'est certes pas les instances de Galitzin ou une démarche de Catherine II, car à cette date l'Ambassadeur russe n'a encore reçu aucune instruction ni pouvoirs. C'est la nouvelle que Londres est le théâtre de mouvements populaires, d'émeutes dirigées contre le Cabinet et le Parlement ; une telle nouvelle est bien faite pour provoquer dans l'opinion néerlandaise une vive émotion, car la hauteur, la jactance du Cabinet de Saint-James en cette année 1780 ont été telles qu'elles ont impressionné fortement les nations neutres et ont fait croire à la puissance irrésistible de la Grande-Bretagne malgré les efforts des Insurgents, des Français et des Espagnols. Or, voici qu'au cœur de l'empire britannique se révèle soudainement une lézarde redoutable. Patriotes, ennemis de l'Angleterre ne manquent point d'exulter, de faire valoir cette défaillance du ministère North, d'y voir un symptôme de décadence pour l'adversaire du commerce neutre et l'annonce d'une libération possible de la domination britannique.

Yorke dément énergiquement, fiévreusement, les bruits alarmants répandus dans les conversations. Il ne peut nier les émeutes, mais il peut rabaisser la portée de l'évènement. Il n'hésite pas à dénoncer dans ce soulèvement populaire l'effet de la propagande française et peut-être croit-il que les patriotes, complices de

Vergennes, ont trempé dans la conspiration. D'ailleurs tout le mouvement que se donnent à cette occasion les milieux francophiles de Hollande, peut à juste titre donner à penser à l'ambassadeur ; ces milieux, en effet, ne cachent pas leur désappointement de la faiblesse des vues de Vergennes : ni Fleury, ni Choiseul n'eussent lésiné à cet égard et l'Ecosse comme l'Irlande seraient en feu. Sir Joseph rapporte ces bruits et il promet à Lord Stormont de veiller également aux agissements des Français et des Hollandais pour découvrir les « trames du complot » et chercher à découvrir les relations secrètes établies entre les deux rives de la Mer du Nord par bateaux pêcheurs (1).

Néanmoins le représentant de Georges III quelque fût son activité, son zèle et son habileté, ne pouvait prévenir les effets indirects des émeutes de Londres. Ces manifestations de faiblesse ne pouvaient qu'encourager tous ces éléments divers également intéressés à la défense du commerce neutre à insister en faveur d'un prompt règlement de la question d'accession à la Neutralité Armée. Les dirigeants néerlandais, impressionnés par ces faits, étaient aussi stimulés à agir par les rumeurs de plus en plus précises concernant la conclusion d'un accord tripartite entre Russie, Suède et Danemark pour la constitution d'une Ligue Neutre. Bien plus, on apprenait qu'une flotte russe était équipée à Cronstadt, prête à cingler vers la Mer du Nord pour mettre à exécution le programme de sanction appuyant la Déclaration de Neutralité Armée. On conçoit dès lors que sous ces influences le flottement qui se manifestait dans les Conseils de la République — par suite tant de l'esprit prudent et pondéré des Néerlandais que du silence diplomatique de Galitzin — dût bientôt cesser en ce début d'été.

Le 24 juin, les Collèges d'Amirauté communiquaient leur préavis tendant à l'envoi d'une mission à Saint-

1. Dépêche du 20 juin. *S. P. Holland*, Vol. 571.

Pétersbourg chargé d'obtenir la coopération des autres flottes neutres ainsi que la garantie des colonies néerlandaises, et de conclure sur ces bases le traité d'accession. Cette décision des experts navals ne pouvait qu'exercer sur les corps politiques la plus grande influence. C'est ainsi que fut votée par les Etats de Hollande le 29 juin une motion qui réclamait la coopération de tous les neutres adhérant à la Ligue selon la proposition suivante : Huit à dix vaisseaux fournis par la Russie, un nombre égal par la République, quatre ou cinq vaisseaux par les deux Cours scandinaves, de plus des frégates selon un chiffre à déterminer après entente entre les participants (1).

Le mouvement qui poussait les Provinces-Unies à s'arracher définitivement à l'attraction britannique pour participer à une ligue neutre, destinée à défendre les neutres et dirigée par une grande puissance neutre comme la Russie, avait été lent à s'établir dans les sphères gouvernementales, mais, déclenché au début de juin, il s'accélérait chaque jour.

Le 24 juin, les Amirautés avaient voté l'accession ; le 29, les Etats de Hollande faisaient de même ; le 28 juin les Etats-Généraux adoptaient un édit ordonnant la levée du troisième homme de marine, un édit établissant l'embargo : plus de navigation à destination de l'étranger, sauf dérogation expresse (2) ; le 5 juillet, ils faisaient leur la motion hollandaise relative à l'envoi d'une députation diplomatique à Saint Pétersbourg.

Les dirigeants de la République paraissaient donc fermement résolus à obtenir l'entrée de leur pays dans la ligue pour la défense de la Neutralité ; toutefois ils n'étaient point décidés à sauvegarder leur neutralité devenue précaire au prix de leurs colonies et ils posaient

1. *N. R. A. Holland. Resolut. Jaarg. 1780.*

2. Mesures destinées à répondre aux Ordres en Conseil britanniques mais mesures qui pouvaient sembler le prélude d'une mobilisation navale. *N. R. A. Resol. Jaarg. 1780.*

comme condition essentielle de leur accession la garantie de ce domaine d'outre-mer. C'était là le seul obstacle qui pût empêcher les Provinces-Unies de suivre la Russie. En ce qui concerne la désignation des diplomates chargés de défendre énergiquement le point de vue de la République, le choix de la Hollande avait porté sur deux nobles dont l'influence dans la province n'était point négligeable et dont la fidélité à la politique d'Amsterdam était connue : le Baron de Heckeren-Brantzenburg et le Baron de Wassenaar-Starenburg. D'autres candidats avaient été pressentis sans succès : les uns paraissaient peu capables de défendre la thèse hollandaise, les autres, comme Rendorp, tout désignés pour ce rôle, mais peu sympathiques à l'Assemblée de La Haye ou à l'entourage stathoudéral. Le 5 juillet, les Etats-Généraux ratifiaient cette nomination et, peu après, les deux plénipotentiaires partaient pour la Russie emportant des instructions précises sur les conditions auxquelles ils devaient signer l'accession à la Ligue.

Ainsi la République semblait avoir pris son parti de défendre les armes à la main la Neutralité Armée et de se joindre aux Cours du Nord — si la clause de garantie coloniale ne faisait échouer toute accession — avant que fût parvenue à Amsterdam et à La Haye la nouvelle de la conclusion formelle d'une Ligue entre les trois Cours du Nord : ce fut à la mi-juillet qu'on apprit la signature du traité dano-russe (1) et un mois plus tard celle de la convention suédo-russe (2). De même, au milieu de juillet, se répandait le bruit que la flotte russe tant attendue, flotte destinée à faire respecter les principes de la Neutralité Armée, venait d'apparaître dans les eaux de la Mer du Nord et était ancrée à Copenhague. Le Prince Galitzin confirmait ce fait par une note le 17 juillet et ces Messieurs de La Haye faisaient

1. Traité du 9 juillet (P. & O.).

2. Traité du 4 août (P. & O.). Ces deux traités furent l'objet d'une accession mutuelle le 9 septembre suivant (P. & O.).

connaître que la République accueillerait volontiers les escadres combinées dano-russes et donnerait des ordres pour que des pilotes fussent envoyés à Copenhague afin de les amener en sûreté jusqu'au Texel (1).

De tels événements ne pouvaient qu'inciter plus encore les patriotes à persévérer dans une politique anti-anglaise, décider les plus prudents et réservés à adopter une attitude énergique envers la Grande-Bretagne. Cependant les menaces du Cabinet de Saint-James n'apparaissaient nullement platoniques et le commerce national souffrait des conséquences de l'Ordre en Conseil du 17 avril sans que les moindres apparences de légalité fussent observées. Le Comte de Welderen, s'autorisant de sa situation personnelle à Londres, tentait à chaque nouvelle saisie d'intervenir, mais loin d'obtenir gain de cause, il se voyait durement rappeler par Lord Stormont que c'était là une conséquence de l'obtination néerlandaise à vouloir déclinier les justes demandes de l'Angleterre. Au reste le gouvernement britannique ressentait fort les effets moraux des journées de juin, les conséquences diplomatiques de la formation de la Ligue des Neutres et de l'apparition sur les côtes des Provinces-Unies d'une force navale dano-russe. Qu'il attachât la plus grande importance aux décisions prochaines des États-Généraux ressortait nettement de l'activité de Sir Joseph et Lord Stormont trahissait ses préoccupations intimes comme celles de ses collègues lorsqu'apprenant la réponse évasive faite par le Portugal à la Déclaration de Neutralité Armée, il mandait avec joie à Yorke : « C'est un maillon rompu de la chaîne... » (2).

Au reste, l'astre de l'Angleterre ne brillait pas à ce moment d'un vif éclat. Après les émeutes de Londres en juin (3) au point de vue intérieur, la Ligue du Nord

1. Corresp. diplom. française et anglaise.

2. Dépêche du 22 juin, *S. P. Holland*, Vol. 571.

3. Ce qui devait déterminer indirectement au début de septembre la dissolution du Parlement.

au point de vue diplomatique, voici qu'au point de vue militaire un fort contingent français débarquait en Amérique et une escadre française gênait les opérations combinées entre les corps de Caroline et ceux de Nouvelle-Angleterre. Aux Antilles, l'Amiral de Guichen tenait en échec Rodney, paralysant son intervention dans les campagnes du continent. Bien plus, au point de vue commercial, un désastre venait atteindre la Grande-Bretagne : le grand convoi des Indes était intercepté au large du Cap Saint-Vincent par une flotte franco-espagnole (4 août). La nouvelle de cette capture connue en Hollande à la fin août parut tellement surprenante qu'on y voulut voir une manœuvre de bourse et que, dès sa confirmation, elle provoqua une joie inexprimable en même temps qu'une perturbation sur les marchés. Enfin au point de vue naval, les forces dano-russes croisaient dans la Mer du Nord, puis dans la Manche, relâchant au Havre le 1^{er} septembre et faisant route vers Brest.

Dès lors le parti de la prudence, uni aux derniers anglophiles, l'emporterait-il dans le gouvernement pour prévenir les conséquences redoutables et faciles à prévoir de l'accession à la Neutralité Armée ? L'esprit de paix, le souci de conserver le domaine colonial seraient-ils assez puissants pour faire imposer le principe de la garantie coloniale même au cas où la tsarine se refuserait à accepter cette clause et préférerait limiter son œuvre plutôt que d'être entraînée dans des complications extra-européennes ? Ainsi, quoique la décision prise par les Etats-Généraux fût d'une extrême importance, elle ne préjugait pas encore à la fin de juillet du sort des relations anglo-néerlandaises.

III. — GARANTIE COLONIALE ET INCIDENTS ANTILLAIS

La question de la garantie coloniale était en cette affaire un élément essentiel, élément nouveau en ce qui

concernait la Ligue des Neutres telle que Catherine II la comprenait, car nulle des Cours du Nord ne possédait de colonies américaines susceptibles d'entraîner un conflit violent avec l'Angleterre. Ni les possessions danoises des Antilles, ni l'île suédoise de Saint-Barthélemy n'étaient à même de jouer un rôle comparable à celui de Saint-Eustache, de Saint-Martin ou de Curaçao. Les Provinces-Unies ne se trouvaient point de ce chef dans la même position que les Cabinets de Copenhague ou de Stockholm vis-à-vis des propositions russes ; elles s'y trouvaient moins encore par suite des débats fort vifs engagés avec l'Angleterre à propos de leur commerce colonial, de leurs convois limités ou non. Elles avaient donc besoin plus que la Suède ou le Danemark de protection contre les représailles britanniques ; elles ne pouvaient, quelque grands que fussent leurs désirs de sauvegarder les privilèges de la neutralité, s'engager à la légère dans la Ligue des Neutres, car ces mesures destinées en principe à protéger la neutralité risquaient de compromettre leur neutralité.

En particulier, on pouvait s'attendre à quelque explosion de mauvaise humeur de la part du Cabinet de Saint-James en cas d'accession à cette Ligue, mauvaise humeur qui se traduirait aux dépens des colonies néerlandaises fort dispersées et malaisées à défendre. La République ne pouvait à cet égard se faire illusion : malgré les récents armements, elle était hors d'état de pouvoir couvrir toutes ses possessions éparses de la Sonde aux Antilles au moment où ses propres frontières maritimes, son trafic européen risquaient d'être menacés. D'autre part, elle ne pouvait ignorer que l'une des premières mesures de l'Angleterre contre elle, serait de faire disparaître ce commerce clandestin de Saint-Eustache et de ses dépendances, commerce qui au point de vue anglais contrariait si fort les opérations militaires et navales d'Amérique.

C'est pourquoi ni les patriotes, ni les stathoudériens ne pouvaient manquer de réclamer la garantie du

territoire colonial. Or, cette garantie si essentielle aux yeux néerlandais ne pouvait qu'être une gêne pour Catherine II : par suite elle pouvait déterminer la tsarine à décliner ou ajourner l'accession des Provinces-Unies à la Ligue.

L'attention des diplomates intéressés à la politique des Provinces-Unies se trouvait concentrée sur cette question de garantie coloniale depuis le mois de juin 1780, date à laquelle la clause de garantie avait été formulée officiellement par la Hollande. Le gouvernement de Londres avait pris nettement position, avisant directement le Comte de Welderen et indirectement les Etats que si la République adhérait à la Ligue il y aurait probablement rupture complète, mais que, si elle renonçait à participer à la Ligue, elle serait susceptible de jouir d'un régime de faveur analogue à celui en vigueur avant la promulgation de l'Ordre en Conseil du 17 avril.

La France, de son côté, n'intervenait pas ouvertement dans le débat. La Vauguyon, tout en restant officiellement à l'écart, n'était pas sans influencer quelque peu les résolutions de ses amis hollandais. Il représentait volontiers toute la satisfaction que Vergennes ressentirait à voir les Provinces-Unies s'unir à la Russie : ce serait là un témoignage formel de la ruine de l'ingérence anglaise dans la République, un témoignage de l'indépendance néerlandaise. La Cour de Versailles comprenait toute l'utilité de la garantie coloniale, mais elle inclinait à croire que cette clause devait être abandonnée si Catherine II faisait de cet abandon la condition *sine qua non* de l'accession. Le duc encourageait cette mesure et il laissait propager le bruit que la députation envoyée à Saint-Petersbourg signerait le traité d'adhésion même sans garantie coloniale.

Vergennes promettait les bons offices du représentant de Louis XVI auprès de la tsarine, le Marquis de Vêrac, pour faciliter la conclusion de l'accord, pro-

messe bien illusoire, étant donné le rôle effacé de l'ambassadeur français. Mais le ministre, si prompt à faire le sacrifice de la garantie coloniale pour les Hollandais, fut non moins prompt à refuser de prendre à son compte cette même garantie. La Vauguyon, en effet, avait été pressenti directement en juillet à ce sujet, la France semblant fort désireuse de presser l'accession néerlandaise à la Ligue des Neutres. Il n'avait pas été sans présenter cette suggestion avec quelque complaisance, mais il dut transmettre promptement une réponse négative.

Vergennes faisait valoir également raison théorique et raison pratique pour repousser toute garantie. Selon lui, la Neutralité des Provinces-Unies serait irrémédiablement en péril si un belligérant comme l'était la Cour de Versailles faisait une déclaration de garantie ; d'autre part, quel danger pour la France, déjà en lutte avec l'Angleterre, que de risquer de participer à un conflit colonial particulier aux Provinces-Unies. Enfin la France, absorbée par sa guerre, ne pouvait distraire des forces navales susceptibles de tenir les engagements compatibles avec la garantie des colonies néerlandaises. La Vauguyon, en recevant cette instruction, fut invité au début d'août à ne se plus mêler des affaires de garantie.

Que l'Ambassadeur tournât plutôt son attention vers les questions d'arrivages de bois de construction navale, de mâtures, de chanvre et de cuivre. Questions toujours vitales pour la marine française, et les piètres résultats obtenus depuis les incidents de décembre 1779 et de janvier 1780 contribuaient à les mettre en relief. Un plan nouveau avait été conçu en Hollande : faire parvenir ces cargaisons par voie terrestre (plus exactement par canaux). La maison Romberg, de Bruges, s'occupait activement de ce projet et examinait la possibilité du trajet par Bruges, Cambrai, etc. Le coût élevé de l'opération, la nécessité d'obtenir l'assentiment de l'Empereur pour le transit

à travers les Pays-Bas étaient susceptibles de retarder la mise à exécution de ce programme. Déjà des pétitions étaient présentées pour obtenir une remise sur les droits d'entrée, de sortie et de transit (1).

Yorke, au courant de cette idée, s'en alarmait et, en avisant Lord Stormont, faisait observer que la question des convois illimités devenait sans intérêt. Aussi suggérait-il la visite de tous les bâtiments venant relâcher dans les ports néerlandais pour prévenir le débarquement, puis la réexpédition par voie intérieure des articles *dits* de contrebande (août) (2).

*
* *
*

Le résultat de ce coup de sonde diplomatique donné du côté de Versailles au sujet de la garantie coloniale était singulièrement instructif. Il devait contribuer à faire hésiter et réfléchir les patriotes, les Hollandais sur les conséquences de l'accession, il appuyait étrangement en sa précision et son caractère négatif les démarches actives, la propagande occulte de Sir Joseph tentant d'exercer une ultime pression sur les milieux dirigeants de La Haye et des provinces.

Pourtant l'attitude du Cabinet de Saint-James était fort peu encourageante : les promesses de modération au cas où l'accession serait rejetée paraissaient vraiment bien peu sûres ; les agissements de la marine britannique étaient plus brutaux et plus arbitraires que jamais. La violation des eaux territoriales par la prise d'un bâtiment français près d'Helvoetsluys et l'envoi de projectiles sur le rivage n'avaient pas encore donné lieu à réparation, encore moins à excuses.

Au même instant se déroulait aux Antilles un incident qui démontrait à la fois le danger que pou-

1. *A. E. Holl.* Vol. 541.

2. *S. P. Holl.* Vol. 571.

vaient courir ces possessions et l'absence de tout respect du Droit des Gens par l'Amirauté de Londres.

Le 9 août 1780, une division détachée de l'escadre de Rodney et placée sous le commandement de Robinson, division forte de six frégates et d'un vaisseau (1), paraissait dans les eaux de la partie néerlandaise de Saint-Martin. Elle arrêtait tous les bâtiments en cours de navigation, puis gagnait le port et s'embossait dans la rade. Là, le commodore signifiait son intention de procéder à la saisie de tous les bâtiments ancrés chargés de marchandises à destination des Etats-Unis ; en cas de résistance, il se déclarait prêt à incendier le fort et la ville. Les protestations du Secrétaire du gouvernement au nom du Conseil de l'île furent vaines et la capture eut lieu. Le zèle des marins anglais s'étendit jusqu'aux cargaisons laissées sur les quais (2). Pourtant l'ordre ne cessa de régner au cours de cette brève opération. A peine le raid fut-il consommé que la division mettait à la voile. Le 11 août, elle se présentait devant Saint-Eustache avec l'intention de renouveler ses exploits ; l'occasion ne lui en fut point fournie, car les bâtiments américains, avisés de l'incident de Saint-Martin, avaient fui.

De Graaff ne manquait pas de transmettre sur-le-champ la nouvelle aux Directeurs de la Compagnie en une dépêche du 12 août à laquelle il joignait une lettre du Secrétaire de Saint-Martin en date du 9 août. Ce ne fut qu'en septembre qu'on connut l'incident en Hollande. L'émotion fut d'autant plus vive que la circonstance était peu favorable à l'Angleterre ; le parti patriote saisit l'occasion facile de démontrer l'esprit de violence et d'hostilité envers la République qui animait la Cour de Londres. Les Etats de Hollande discutèrent

1. L'*Intrepid* de 64, le *Fortune* de 42, le *Convent* de 32, le *Cyclop* de 28 et trois frégates légères de 16.

2. Les caisses de tabac indûment saisies à terre furent restituées ultérieurement.

la question à la fin de septembre ; au cours des débats, on insista longuement sur les conséquences de tels actes de piraterie. Le commerce des colonies allait périlcliter, les négociants américains fuiraient Saint-Eustache, ne se fiant plus à la protection du pavillon néerlandais. Toutefois ces discussions à Amsterdam, comme celles qui eurent lieu à La Haye à la mi-novembre, restèrent académiques comme restèrent platoniques les justes protestations du Comte de Welderen le 30 novembre. Le Cabinet de Saint-James opposa le plus complet silence aux réclamations et couvrit de son autorité les exactions de ses agents et la violation du territoire terrestre et maritime des Provinces-Unies (1).

De tels faits ne pouvaient inspirer confiance à la population néerlandaise, aux gouvernants de la République ; ils éclairaient d'un singulier jour les actes de la propagande britannique. Aussi pouvait-on en tirer argument pour réclamer avec plus d'énergie l'accession à la Ligue des Neutres, car s'il n'y avait pas accession, on courait certes le risque de subir ces violences, ces atteintes à la liberté commerciale et au prestige national, mais si on entrait dans la Ligue, on aurait l'éventualité d'un conflit, mais aussi la protection des Cours du Nord.

En septembre, en octobre 1780, l'hésitation était grande dans tous les conseils au sujet de la détermination qui avant quelques mois allait survenir. Y aurait-il accession ? Y aurait-il garantie du domaine colonial ?

Les barons de Heckeren-Brantzenburg et de Wasenaar-Starenburg, arrivés à Saint-Pétersbourg, le 31 août, avaient été reçus par Catherine II presque aussitôt ; le 5 septembre, ils avaient prononcé leur discours de réception. Toutefois les négociations étaient lentes à s'engager en raison des habitudes particulières

à la Cour moscovite. Surtout, la question de la garantie coloniale était susceptible de prévenir un prompt dénouement. Néanmoins, avant la fin de l'année, les bases de l'accord seraient probablement jetées et la décision irrévocablement prise.

Jusqu'alors cependant rien de décisif n'était encore accompli. Les Provinces-Unies n'étaient pas encore membres de la Ligue des Neutres, elles n'avaient pas accédé à la Neutralité Armée. Sans doute les votes acquis à Amsterdam et à La Haye constituaient des indications, des présomptions. L'envoi d'une mission extraordinaire à Saint-Pétersbourg ne préjugait en rien de la décision finale : bien des événements pouvaient se dérouler au cours des négociations, surtout avec le tempérament versatile des Slaves, surtout avec cette clause de garantie coloniale qui constituait pour les Hautes Puissances une condition *sine qua non* de l'accord.

En ce mois d'octobre 1780, l'opinion néerlandaise, malgré les vexations et les violences britanniques, restait fidèlement neutraliste, et le gouvernement était à cet égard à l'unisson de la nation; il travaillait à défendre de son mieux la neutralité? A cette date, la balance politique inclinait encore vers la paix, au moins dans les Provinces-Unies, car à Londres les Lords de l'Amirauté recevaient de l'Amiral Hughes un rapport secret du 9 septembre sur le meilleur moyen d'attaquer les Indes Orientales néerlandaises (1), digne pendant du rapport du Commodore Robinson sur l'affaire de Saint-Martin.

1. S. P. Holland, Vol. 570.

J. B. D'Orange

CHAPITRE XIV

L'AFFAIRE DES PAPIERS LAURENS

(SEPTEMBRE-NOVEMBRE 1780)

1. Les Mésaventures d'Henry Laurens.
 2. Le « Traité Américano-Hollandais » ; ses clauses, sa valeur juridique.
 3. Les Eclats de Sir Joseph Yorke.
-

I. — LES MÉSAVENTURES D'HENRY LAURENS

Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord avaient le plus grand besoin, pour continuer la lutte contre l'Angleterre, de matériel de guerre et d'argent. Si la France était fort empressée à ravitailler son allié en armes et munitions, si elle ne négligeait rien pour renforcer les armées américaines, en revanche, elle pouvait difficilement subvenir aux besoins financiers de son allié. Non pas qu'elle se refusât à ouvrir largement son trésor, à faire des avances de subsides, mais elle-même n'était pas en une situation financière fort prospère, elle-même avait besoin de contracter des emprunts intérieurs et extérieurs pour faire face à ses dépenses ordinaires autant qu'extraordinaires, et le Congrès avait le plus urgent besoin de trouver des sommes que seul un emprunt pouvait lui procurer. Or, pour lui comme pour tous les états besogneux, il n'était d'emprunt possible qu'en Hollande.

La vanité des projets conçus par Deane et Carmichaël en 1778, le médiocre résultat des efforts accomplis par les Néerlandais champions de la cause insurgente, l'accueil glacé fait par les capitalistes des Provinces-Unies aux souscriptions ouvertes par la

maison Horneca, Fizeaux et C^{ie} (1) n'avaient pu faire renoncer les dirigeants du Congrès à l'idée de lancer un emprunt directement en Hollande.

A cette tâche devait présider un représentant officiel des Etats-Unis. Le choix de l'Assemblée se porta sur Henry Laurens. Celui-ci était un homme politique fort en vue, appartenant à la Caroline du Sud, âgé alors de cinquante-cinq ans, particulièrement versé dans les affaires juridiques et commerciales, car il avait fait de bonne heure fortune dans le négoce. Après plusieurs longs séjours en Angleterre (2), il était revenu se fixer au pays natal et avait été élu membre du Congrès provincial de 1775, puis président du Comité de Sécurité et finalement vice-président et président (novembre 1777 à décembre 1778). Au cours de son activité parlementaire, il s'était fait remarquer par ses interventions en matières économiques, mais sa ferveur républicaine semblait être de date récente, si ce n'est même de nature incertaine. En effet, il appartenait à ce milieu carolinien où le prestige de la métropole était grand ; ses rapports personnels, sa résidence dans la mère-patrie n'avaient point affaibli ses sentiments à cet égard, et comme opposition à la Couronne il ne pouvait guère citer que des instances judiciaires contre les agents du fisc. Lors de la Déclaration d'Indépendance, il avait longuement hésité et ne s'était rallié que tardivement à la sécession. En somme, c'était à un homme dépourvu d'énergie et de caractère, doté de peu d'esprit d'à-propos, d'une médiocre connaissance de l'Europe Continentale, à un homme dont le passé patriotique était non équivoque, mais incertain, qu'on confiait le soin de mener une propagande mi-politique, mi-financière auprès d'une nation fort ombrageuse de sa neutralité. Le choix était peu heureux et s'expliquait d'autant

1. Voir *supra* Chapitre VI, p. 182-183.

2. Habitant l'Angleterre en 1774, il avait signé la pétition des trente-huit Américains pour engager le Parlement à ne point voter le *Boston Port. Bill*.

moins que Laurens ne rentrait guère dans les rangs du parti des Adamses et des Lees. La véritable raison de ce choix était que Laurens avait lui-même sollicité ce poste, ayant besoin pour rétablir une situation pécuniaire ébranlée de faire en Europe quelque fructueux séjour.

Le 26 octobre 1779, le Congrès votait la teneur des instructions à donner au nouvel envoyé. Ce dernier avait mission de conclure aux Provinces-Unies un emprunt maximum de dix millions de livres au taux le plus bas (la limite prévue était 6 0/0); il avait charge de trouver un banquier à Amsterdam ou en toute autre ville néerlandaise pour le lancement et le service de l'emprunt. Lui-même avait plein pouvoir pour engager la responsabilité des Etats-Unis en tout ce qui concernait l'exécution et la garantie de l'emprunt. (1) Le 1^{er} novembre suivant, la commission officielle de Commissaire à La Haye lui était délivrée pour « négocier un emprunt extérieur et préparer « un traité d'amitié et de commerce avec les Provinces-Unies des Pays-Bas. »

S'il est vrai que cette mission fut ardemment sollicitée par Laurens, elle parut de bonne heure malheureuse. Fut-ce manque de zèle, incertitude d'esprit, avis défavorable des commissaires d'Europe ou fâcheux concours de circonstances, toujours est-il que Laurens à Charlestown annonçait périodiquement son départ et demeurait sur la terre d'Amérique. En janvier 1780, il doit s'embarquer sur la frégate française *la Chimère*; en février, il pense prendre passage à bord de la frégate *Ranger*, puis du brigantin *Adriana*; il songe à faire directement la traversée de l'Atlantique et il renonce à ce projet pour passer par la Martinique, idée qu'il abandonne à son tour. En juillet, il est toujours aux Etats-Unis, toujours incertain de regagner son poste. Quant au Congrès, il attend patiemment la con-

1. Wharton, tome III, 394.

clusion de l'emprunt et ne presse point outre-mesure son délégué de franchir l'Océan. Pourtant à la longue, il s'étonne et s'inquiète de cette immobilité. Le 20 juin, il vote le transfert des pouvoirs financiers de Laurens à John Adams qui réclamait avec insistance un poste autonome en Europe. (1)

Finalement Laurens, malgré son esprit vacillant, s'embarque à Philadelphie à bord du paquebot *Mercury* (13 août), convoyé par un sloop de guerre *Saratoga*. Porte-t-il malchance au bâtiment qui l'emmène ? le 29 août, la conserve vire de bord et regagne les eaux américaines, puis les vents sont contraires, finalement le *Mercury*, se trouvant au début de septembre dans les atterrages de Terre Neuve, est pris en chasse par une frégate anglaise, la *Vestal*, et capturé (3 septembre).

Non seulement Laurens, agent officiel des Etats-Unis, fut, ainsi que son secrétaire Moses Young, considéré de bonne prise, mais encore il vit ses précieux papiers, instructions et documents de toute sorte, tomber aux mains des officiers britanniques. En effet, il avait attendu la dernière minute pour les détruire, et ce n'était que certain de sa capture qu'il se résolut à les jeter à la mer. Opération suspecte autant qu'imprudente : les papiers furent sauvés, déchiffrés à la hâte par le capitaine Georges Keppel, et leur propriétaire, mis sous bonne garde, est conduit à l'Amiral Edwards, gouverneur de Terre-Neuve et commandant des forces navales stationnées en ces parages. Ce dernier se rendit promptement compte de l'intérêt de la capture faite et il ordonna au capitaine Keppel de conduire en toute hâte à bord du sloop *Fairy* son prisonnier à Londres. (2)

Le commissaire américain débarqua à Dartmouth. Conduit sur le champ à Londres, il comparait devant

1. W., tome III.

2. Laurens au président du Congrès, 14 septembre 1780. W., tome IV.

Lord George Germain et fut sur mandat judiciaire enfermé à la Tour le 7 octobre 1780 (1), tandis que les documents saisis étaient communiqués à la Chancellerie qui refusa de s'en dessaisir malgré les réclamations immédiates de l'ambassadeur des Hautes Puissances, agissant au nom des intéressés néerlandais, surtout de Jean de Neufville (16 septembre) (2).

*
* * *

Jamais documents ne tombèrent à un moment plus opportun entre les mains de la diplomatie britannique. Lord Stormont était alors hanté par l'idée d'une action concertée entre les éléments néerlandais hostiles à l'Angleterre et les Franco-Insurgents. Il estimait que seule une telle action pouvait expliquer cette évolution qui se manifestait dans les milieux politiques comme dans l'opinion des Provinces-Unies, cette évolution qui poussait la République à s'écarter résolument de la Grande-Bretagne, à soutenir l'initiative russe de la Neutralité Armée, même à incliner vers une entrée

1. Laurens, traduit devant le Conseil privé, fut condamné à la détention pour « suspicion de haute trahison » (6 octobre 1780). Malgré sa santé précaire, il demeura prisonnier à la Tour quinze mois durant et ne fut échangé contre Lord Cornwallis qu'au commencement de 1782.

2. Il semble que dans cette aventure, Laurens ait pris à tâche de se rendre suspect. Retards et incidents marquent le début de sa mission ; il laisse tomber ses papiers aux mains des Anglais et aussitôt il se loue des procédés délicats du capitaine Keppel. Enfermé à la Tour, il se réclame de sa qualité d'ancien sujet anglais et il se répand en violentes diatribes contre Franklin qui l'abandonne. Attitude étrange qui suscita dans bien des milieux américains des soupçons : ne rappelait-on pas les hésitations de Laurens à adhérer à la Déclaration d'Indépendance ?

De plus, au récit de la capture des papiers, indiqué ci-dessus selon sa propre lettre du 14 septembre 1780, il substitua plus tard une autre version suivant laquelle les papiers relatifs au traité Neufville-Lee lui auraient été remis comme pièces sans importance par un membre du Comité des Affaires Etrangères, et ces papiers, jetés dans une malle, y auraient dormi jusqu'au jour de la capture par la *Vestal*, et ce ne serait que tardivement, sur l'initiative de Young, qu'il aurait songé à détruire aussi ces papiers de valeur secondaire. Mais le sac les contenant aurait été par malheur trop long et les 20 ou 25 livres de fonte qui y avaient été mis n'auraient pas permis au sac de s'enfoncer dans la mer, si bien que le ballot, attirant l'attention des matelots de la *Vestal* aurait été repêché par ceux-ci (W., I-172).

prochaine dans la Ligue des Neutres. C'est pourquoi il pressait Sir Joseph Yorke de se livrer à de minutieuses enquêtes sur les moyens de correspondance qui devaient exister entre les dirigeants de Hollande, sinon ceux de la République, et les Commissaires insurgents de Paris (20 juin), afin de démasquer les complices de la Cour de Versailles et les livrer à la juste vindicte de leurs compatriotes demeurés sains de jugement, et dégager ceux-ci de cette emprise funeste des agents ou amis des Franco-Insurgents.

L'ambassadeur ayant témoigné à la fois de la difficulté de la tâche et de ses doutes quant à l'existence de tels rapports établis par le Grand-Pensionnaire et les principaux politiques, le secrétaire d'Etat revenait à la charge le 4 juillet, mentionnant des avis secrets à lui donnés, de consultations de Bleswick auprès de Franklin. Le Grand-Pensionnaire, selon lui, aurait demandé conseil au « patriarche » au sujet de la rupture probable entre les Provinces-Unies et la Grande-Bretagne; la conclusion de cet échange de vues aurait été que la République aurait tout avantage à se cantonner dans la neutralité pour sauvegarder l'intégrité de ses possessions antillaises et de son trafic maritime (1).

Pourtant, en août, un des Commissaires américain, John Adams, avait fait son apparition dans les Provinces-Unies, à Amsterdam, à Rotterdam notamment, mais sa présence aussitôt signalée par Sir Joseph semblait n'avoir aucune influence sur les décisions de la politique néerlandaise.

Or, voici qu'à la fin de septembre Lord Stormont recevait le volumineux paquet apporté par le *Fairy*, paquet contenant, outre les instructions données à Laurens pour conclure un emprunt et un traité de commerce avec les Provinces-Unies, toute une correspondance échangée par des personnages néerlandais avec

des agents insurgents, en 1778 et 1779, ainsi qu'un projet de traité américano-hollandais (1).

C'était le fameux projet esquissé par de Neufville avec Stockton, puis avec Lee, et signé à Aix-la-Chapelle avec ce dernier le 4 septembre 1778. Aux yeux du noble Lord, c'était là une pièce bien accablante, susceptible de démontrer ces perfides tractations qu'il recherchait quelques mois auparavant et dont il ne soupçonnait pas alors l'ampleur.

Ces Papiers Laurens ne constituent-ils pas une arme qui peut atteindre le gouvernement de La Haye au travers du gouvernement de Hollande? Cette correspondance n'est-elle pas révélatrice d'intrigues cachées qui remontent à 1778, peut-être à 1777? N'est-ce point là une preuve tangible du double jeu néerlandais, de cette tactique de se réclamer ouvertement de la neutralité tandis que sous main on pratique la contrebande!

A dire vrai, la correspondance n'incriminait guère ni les gouvernements provinciaux, ni le gouvernement central des Provinces-Unies. Elle émanait de personnages politiques certes, mais non de membres d'un gouvernement; de plus, elle contenait des vœux ardents en faveur de la cause américaine, elle se référait à des manifestations de sympathie, à une action de propagande ou à des avances pécuniaires, non à une action politique ou à une pression quelconque auprès des dirigeants. Mais si la correspondance était somme toute anodine, ne restait-il pas ce traité du 4 septembre 1778?

1. Ces pièces saisies se trouvent non seulement aux S. P; mais la plupart d'entre elles figurent aux *A. E. Holl.* Vol., 542. fo 288-319, notamment le « traité », la correspondance de van der Capellen et d'autres lettres émanant des Provinces-Unies, datées de 1777 à 1778.

II. — LE « TRAITÉ AMÉRICANO-HOLLANDAIS », SES CLAUSES, SA VALEUR JURIDIQUE

L'acte discuté au cours de l'été de 1778 entre François de Neufville et Stockton, puis Lee, était un massif document de 33 articles, la plupart fort longs. C'est qu'il s'agissait là de régler le statut commercial et maritime ainsi que le régime d'établissement entre les deux pays et les négociateurs, hommes d'affaires autant qu'hommes de loi, avaient songé à toutes les particularités les plus minutieuses des opérations de négoce et de mer. Cet acte était un traité d'établissement, de commerce et de navigation, non un traité de reconnaissance ou d'alliance ; il n'avait rien de politique et se référait uniquement aux questions intéressant le plus deux pays également maritimes et commerçants.

Il semble que trois grands principes dominaient la rédaction de cet accord : principe de réciprocité en toutes les matières, principe du traitement national accordé aux citoyens de l'autre partie en presque toutes les circonstances, et à défaut de ce régime, application du principe de la nation la plus favorisée. C'était une base fort large qui avait été adoptée pour établir les rapports économiques mutuels des Américains et des Néerlandais.

Ceux-ci se voient accorder réciproquement le droit de s'établir, entrer, sortir, voyager, vendre, acheter, posséder sur le même pied que les habitants du pays ; il en est de même pour le régime fiscal (articles 2 à 5). La plus large liberté de commerce et de pratique religieuse est également admise (article 6). Toutefois, par l'article suivant, il est prévu que le privilège de la nation la plus favorisée jouerait en matière d'impôt, droit de douane, taxe de justice, etc. (ce qui était quelque peu contradictoire avec le principe admis en l'article 2 de l'égalité de traitement entre les nationaux des deux pays). La matière des successions était réglée de façon libérale :

pleine liberté de tester, point de droit d'aubaine, application du *jus loci* dans le cas de succession *ab intestat* (article 11 à 13).

La plupart des autres articles se référait au régime de la navigation tant en temps de paix qu'en temps de guerre.

Le principe général du commerce maritime en période de guerre était l'application du principe *Vrij Schip, Vrij Goed* (art. 19 et 33) ; la contrebande était naturellement exceptée de la règle posée, et définition était donnée de la contrebande en l'article 29, les grandes lignes de l'accord anglo-russe étaient adoptées, et mention expresse était faite que les *naval stores* (tous articles destinés à la construction ou l'équipement des navires) étaient exclus de la liste des articles de contrebande pourvu qu'ils ne fussent point exclusivement destinés à un usage militaire. Chaque partie contractante s'interdisait d'armer des corsaires ou de laisser armer dans ses ports des corsaires étrangers destinés à faire la chasse à des bâtiments de l'autre puissance (art. 26 et 27). Elles s'interdisaient mutuellement de donner asile à des prises faites sur l'autre partie et réservaient à cette dernière le droit de conduire dans ses ports des prises sans qu'aucune perception de droits ou enquête sur la légitimité des prises ait lieu (art. 22). Elles s'accordaient protection dans leurs eaux, promettaient restitution des prises amenées dans leurs eaux et s'engageaient à admettre sans convoi les navires de l'autre partie (art. 8 et 9) ; même des mesures étaient établies pour protéger des marchandises appartenant au co-contractant et prises en rescousse en mer (art. 21). L'asile donné en cas de naufrage ou en cas de force majeure était spécifié aux articles 23 et 24, tandis que les articles 17, 18 et 32 décidaient des règlements de visites et d'examen des papiers de bord en cas de navigation suspecte ; pour prévenir toute suspicion, chacune des deux parties contractantes s'engageait à munir ses navires de passeport

et de certificat de cargaison dont la teneur, établie d'un commun accord, figurait en annexe du traité (art. 30 et annexe). Des sanctions étaient prévues à l'encontre des capitaines de la marine de guerre qui n'observeraient point ces règles (art. 20). Enfin un délai de six mois serait accordé à partir de la déclaration de guerre aux commerçants, banquiers, armateurs, ainsi qu'à tout citoyen, pour liquider leurs opérations, vendre leurs biens et en transférer librement le montant à l'étranger (art. 25).

Pour la navigation de temps de paix, la plus large liberté était accordée de part et d'autre pour entrer dans les ports, y charger ou décharger des cargaisons, conclure toute opération (art. 15); les pratiques de la *presse* étaient tout spécialement condamnées, et aucune saisie, ni arrêt ne devait être effectuée au détriment des gens de mer ou personnes privées (art. 14). Les litiges s'élevant à propos d'affaires commerciales ou de questions de navigation devait être instruits et tranchés de la manière la moins préjudiciable aux parties étrangères (art. 16).

*
* *
*

Tel était ce traité en son essence commercial et maritime. A peine deux clauses pouvaient-elles avoir un vague caractère politique en sus de leur caractère maritime et commercial : l'article 34 qui spécifiait l'échange de consuls et vice-consuls dans les ports respectifs ; l'article 10 qui prévoyait les bons offices de la République en faveur des Etats-Unis auprès des Barbaresques (Maroc et Régences), mais cette intervention n'avait-elle pas pour but de permettre aux Américains de conclure un accord avec les Barbaresques et d'échapper par là à leurs agressions en Méditerranée Occidentale ?

Ainsi le texte élaboré par William Lee et par Jean de Neufville ne préjugait en rien de l'orientation poli-

tique des Provinces-Unies et se bornait uniquement à tracer les grandes lignes du régime commercial et maritime à établir entre les deux pays. D'autre part, il ne constituait pas un accord formel, non seulement parce que de Neufville ne tenait ses pleins pouvoirs que de van Berckel et, par suite, ne pouvait engager ni la Hollande, ni *a fortiori* la République, mais même il n'y avait là un simple projet, une rédaction anticipée, comme en faisait foi la formule précédant les signatures : « Tel est le plan ébauché du traité de commerce « que moi Jean de Neufville... ai examiné, pesé et « rédigé avec M. William Lee... pour servir de projet à « un traité de commerce auquel il pourrait être procédé « entre leurs Hautes Puissances... et les Etats-Unis... »

Que Lord Stormont, ses collègues et son entourage eussent pu en présence de ce document se persuader avoir en main un traité patent entre la Hollande et les Etats-Unis, on en peut douter, car ils ne pouvaient se leurrer longtemps sur la valeur juridique et même la portée politique de cet acte. Il faut qu'en présence de la détresse diplomatique en laquelle se trouvait alors la Grande-Bretagne vis-à-vis des Provinces-Unies, ils aient songé comme une ultime ressource à tenir le gouvernement de La Haye éloigné de la Ligue des Neutres par la menace d'une guerre, et que l'éventualité d'un accord secret de la Hollande avec les Insurgents leur ait paru le moyen de brandir un *casus belli* contre les Provinces-Unies en accablant celles-ci sous une complicité avec la ville d'Amsterdam, moyen de conserver vis-à-vis de l'opinion mondiale, des chancelleries neutres, dans cette pression désespérée, le beau rôle.

III. — LES ÉCLATS DE SIR JOSEPH YORKE

Le Cabinet britannique ne se tenait pas de joie d'avoir effectué la prise de ces documents en lesquels il voulait voir une arme funeste à ses adversaires des Pro-

vinces-Unies. Il entendait tirer parti des révélations faites pour terrasser tous les éléments néerlandais contraires à sa politique, c'est-à-dire tous ceux qui se prononçaient pour une neutralité désavantageuse aux intérêts britanniques, pour l'accession à la Ligue des Neutres.

A Londres, on songeait d'autant plus à frapper vite et fort ces éléments qu'on ne pouvait plus se dissimuler que depuis plusieurs mois la République évoluait nettement vers cette neutralité défavorable à la cause anglaise, vers l'entrée dans la Ligue des Neutres. Les menaces, puis les rigueurs redoublées contre le commerce hollandais et néerlandais n'avaient pu faire fléchir cet esprit de neutralité stricte, de défense des privilèges de la neutralité. Allait-il devenir nécessaire de recourir à des mesures plus énergiques, et quelles mesures étaient plus efficaces à l'encontre des Provinces-Unies que l'étranglement du trafic maritime ?

L'inquiétude était grande parmi les conseillers du roi Georges, car les mauvaises nouvelles se succédaient en cet été de 1780. Opérations de terre dans l'Amérique du Nord et campagne navale sur les océans ne procuraient point de succès décisifs. Au point de vue économique, le grand convoi des Indes avait été capturé par les Franco-Espagnols au large du cap Saint-Vincent et c'était un rude coup pour les négociants et banquiers de la *City*. Dans le domaine politique, on voyait la Ligue des Neutres prendre de plus en plus corps, le Portugal, vassal attitré de l'Angleterre, s'émancipait, accédant lui aussi à la Neutralité Armée, promettant six vaisseaux pour sa participation à la police des mers, et c'était là un mauvais exemple. Les Provinces-Unies échappaient de plus en plus à l'influence de Yorke et ne pouvaient qu'être encouragées à l'indépendance par cette succession d'événements funestes pour la Grande-Bretagne.

Les Papiers Laurens survenaient à propos, pensait le Cabinet de Saint-James, pour faire pression sur les

dirigeants de La Haye. Ne pourrait-on présenter les tractations de la Régence d'Amsterdam avec les Insurgents comme une violation manifeste de la neutralité, comme une attaque perfide contre l'Angleterre alors menacée par la France ? Ne serait-ce point l'occasion, ayant démontré la faute de la République, d'obtenir réparation ou compensation sous la forme d'une conduite plus conforme aux intérêts britanniques, en langage clair, sous la forme d'une répudiation de la Neutralité Armée ? Ainsi les Hautes Puissances seraient écartées de la Ligue des Neutres et le gouvernement de Londres, garanti de ce côté, serait affranchi de tout souci d'extension de cette machine organisée par la tsarine (1).

Il restait à mettre en œuvre ce plan machiavélique. A la mi-septembre, Lord Stormont informait son ambassadeur à La Haye de la prise faite sur Laurens, et il lui envoyait les documents saisis par courrier extraordinaire, avec pleins pouvoirs pour utiliser ces précieux papiers. Il ne pouvait que difficilement lui tracer une règle minutieuse de conduite ; ne valait-il pas mieux s'en remettre au bon sens de Yorke, à qui tous les détours et les mécanismes de la politique néerlandaise étaient familiers ? Le danger était pressant, et donner des instructions impératives eût risqué de compromettre un succès qu'à tout prix il fallait obtenir. Sir Joseph reçut seulement pour agir des indications générales. Le ministre suggérait bien de mettre Fagel dans la confidence : rien de mieux, car le greffier était tout acquis aux vues britanniques. Il reçut donc le 15 octobre la communication du traité et les réflexions de l'ambassadeur, non sans quelque satisfaction, voyant là une occasion de tenir en échec l'élément le plus agité et aussi le plus important de la Hollande (2).

1. Corr. de Stormont et de Yorke. *S. P. Holl.*, Vol. 572.

2. *S. P. Holl.*, Vol. 572.

Toutefois, puisqu'on avait recours à une notification officielle, il devenait impossible de tenir à l'écart le Grand-Pensionnaire dont les sentiments semblaient alors incliner vers la France. Du Stathouder, on était sûr, le prince ne chérissait point les bourgeois d'Amsterdam toujours prêts à l'attaquer, à réduire son autorité, à contrecarrer au sein des Etats de Hollande l'action du collège des nobles ; il serait dès lors tout disposé à participer à une campagne destinée à jeter un blâme sur cette turbulente Régence. Du greffier Fagel, Sir Joseph n'avait rien à redouter, le sachant acquis aux principes anglais. De fait, il reçut, au cours de sa communication de documents, un accueil des plus convenables et du prince, et du greffier.

Pourtant l'ambassadeur eût dû discerner une absence d'enthousiasme de la part de ses interlocuteurs qui, tous les deux, constataient sans la moindre satisfaction que la position de neutralité devenait chaque jour plus difficile, que la révélation et les conséquences qui en suivraient étaient de nature à provoquer à l'intérieur de la République les plus graves complications, finalement que le Cabinet de Saint-James ne ménageait guère les Provinces-Unies tout en parlant d'amitié.

Le représentant de la Grande-Bretagne semblait — au moins à ce moment — s'en remettre à l'esprit de justice de la République ; il se contentait de faire juge les Hautes Puissances de l'attentat commis par la Régence d'Amsterdam et il paraissait vouloir laisser libre cours aux mesures que les Hautes Puissances prendraient à cet égard. Officiellement il remettait les documents incriminateurs, n'y joignant nul commentaire, nulle demande de sa Cour. (1)

Procédé habile, car c'était laisser toute liberté d'action aux autorités de la République, c'était éviter de s'immiscer dans le débat intérieur, c'était respec-

ter, sinon flatter, l'esprit d'indépendance et d'équité des Etats-Généraux. Ce n'était pas d'ailleurs que Yorke s'en remît aussi intégralement au bon droit de sa cause. Il se flattait de disposer à l'appui de ses réclamations déguisées de l'action du Stathouder et des personnages politiques gravitant autour du prince ou dévoués à la Cour de Londres. Il aidait du reste à la spontanéité de la défense des intérêts britanniques par une propagande personnelle destinée à gêner la défense de la Régence d'Amsterdam et des auxiliaires de celle-ci, éventuellement du Grand-Pensionnaire.

Les combinaisons de Sir Joseph, quelque mûries qu'elles fussent, quelque éclairées qu'elles pussent être des avis des conseillers fournis par l'entourage stathoudéral par les ennemis de la Hollande, par les rivaux d'Amsterdam, risquaient fort de n'avoir point l'issue attendue, car, si dans les Provinces-Unies les mouvements d'opinion étaient lents à s'établir, à se déclancher, ils étaient difficiles à retenir ou à détourner. Or, à ce moment, l'esprit public était fort mal disposé envers l'Angleterre, et pour des raisons fort tangibles et évidentes. L'intervention du représentant britannique ne pouvait qu'être mal ressentie en principe, et la hauteur, la violence de langage habituelles à Yorke, accrues par les échecs récents et répétés, par l'imminente ruine de son influence, ne pouvaient qu'accentuer le mauvais effet de cette intervention et la rendre fatale à la cause qu'elle entendait servir.

On put s'apercevoir de cette tendance aux dispositions dont fit preuve le corps politique de La Haye. Le 20 octobre, le Stathouder transmet au Comité secret des Etats-Généraux les Papiers Laurens et la protestation de principe de la Grande-Bretagne. Le Comité reçoit la communication *ad referendum*. Le même jour les Etats de Hollande sont saisis de la même question et ils la prennent *ad referendum*. (1) Le Pensionnaire

van Berckel exprime toute sa surprise et des révélations faites et des réclamations anglaises. Le bourgmestre Temminck, ce même 20 octobre, s'entretient avec le Stathouder de l'événement et il souligne le caractère d'avant-projet que présente le document que brandit l'Angleterre, ajoutant qu'au surplus depuis 1778 ce projet est bien « périmé », sans nulle valeur, n'ayant eu aucune suite. Il expose de plus la thèse du magistrat amsterdamois : cet aide-mémoire, ce projet était uniquement destiné à hâter, après la reconnaissance des Etats-Unis par la République, la conclusion d'un accord commercial, à empêcher que la République ne fût exclue du trafic avec l'Amérique du Nord, ce qui paraissait, au milieu de 1778, probable au cas où les propositions faites par le gouvernement anglais aux Insurgents eussent abouti sinon à une réconciliation, du moins à un *modus vivendi* entre la métropole et ses anciennes colonies. (1) Il n'y avait donc, dans l'intention de la Régence, nulle idée d'attaquer l'Angleterre puisqu'au contraire, en tout état de cause, on supposait un accord, une entente entre Angleterre et Etats-Unis, soit sur la base de la reconnaissance de l'indépendance, soit sur celle d'un *modus vivendi*. De semblables discussions ne pouvaient que ralentir encore l'ardeur modérée que ressentait le Stathouder à se faire le champion du gouvernement britannique (2).

C'étaient là de fâcheux symptômes pour la cause anglaise. Gouvernement central comme gouvernements provinciaux semblaient montrer un égal empressement à écarter les conséquences des révélations faites, semblaient même vouloir déjouer les intentions du Cabinet de Saint-James. Ce dernier voulait-il en effet faire jouer au traité américano-hollandais le rôle de brûlot dirigé contre l'accession à la Ligue des Neutres ? en ce cas les gouvernants de Hollande et

1. Mission Hartley auprès de Franklin en avril 1778,

2. Corr. diplom. française et anglaise.

ceux de la République paraissaient vouloir ajourner toute décision sur les revendications anglaises jusqu'après la résolution définitive concernant la Ligue. Or si, le 20 octobre, les Assemblées prenaient *ad referendum* la note de Yorke, c'était que le 13 octobre elles avaient déjà ouvert le débat sur le rapport de la mission de Saint-Petersbourg, rapport qui montrait la tsarine peu disposée à admettre le principe de garantie coloniale. Mais à cette même date, les Amirautés avaient formulé leur opinion conforme aux intentions d'Amsterdam et aux vues russes, c'est-à-dire favorable à l'accession pure et simple. Le 18 octobre, les Etats de Hollande entérinaient le préavis des Amirautés, malgré la résistance des nobles qui insistaient pour l'insertion d'un article spécial relatif à la précision du secours fourni par Catherine II (1).

Les événements se précipitaient, toujours plus défavorables pour l'Angleterre. L'insistance de Yorke, son énergique pression pour obtenir le désaveu de la Régence d'Amsterdam, la punition des membres de cette Régence compromis dans les tractations, aboutissaient aux résultats opposés à ceux escomptés par l'ambassadeur. L'opinion amsterdamoise formait bloc pour soutenir son administration locale injustement accusée. La publicité involontaire faite autour des Papiers Laurens se retournait contre le Cabinet de Saint-James, car la population hollandaise et néerlandaise n'était vraiment point dupe des subtilités de la chancellerie britannique ; en son bon sens, elle estimait que ce plan préparatoire, non ratifié par les deux parties contractantes, inconnu même à l'une d'elles, ne pouvait nullement constituer l'arme redoutable qu'on se flattait à Londres de posséder contre les politiques jugées francophiles.

Temminck avait exprimé nettement son opinion au Stathouder et il disposait de l'appui du Grand-Pension-

1. Corr. diplom. française et anglaise.

naire, de maints hommes d'Etat. Pourtant, si l'affaire était étouffée par les soins du Stathouder, avec la complicité des Etats-Généraux, l'Angleterre, en se désistant à temps, risquait de ne point compromettre irrémédiablement les derniers restes de son influence. Malheureusement Amsterdam avait été attaquée directement, ouvertement, elle riposte sur-le-champ, et le 25 octobre les bourgmestres déposaient devant les Etats-Généraux un rapport légitimant l'attitude de la Régence dans ces pourparlers de 1778, ramenant l'incident à sa juste portée et faisant cause commune avec les personnages incriminés par le gouvernement anglais. Ce rapport était aussitôt répandu dans les gazettes. Le 5 novembre, il était lu dans toutes les villes de la République.

Yorke à ce moment, toujours fidèle à lui-même, sent cependant le doute l'envahir : il reconnaît implicitement que les Provinces-Unies sont poussées dans leurs derniers retranchements de neutralité, il admet que la guerre est en vue, et cependant, poussé par une aberration suprême, il conseille à Lord Stormont le recours à la force, comme si l'Angleterre, depuis l'attentat de Fielding, ne multipliait pas de tels recours. Il croit possible d'intimider les Messieurs de La Haye, de les amener à désertier la cause des Neutres ; il croit possible de séparer la Hollande du reste de la République, de terrifier la Hollande en saisissant ses vaisseaux, et même il envisage le blocus du Texel et de Vlieland en pleine paix (1).

Les dépêches de l'ambassadeur sonnent à l'unisson de celles de Lord Stormont. Ce dernier se préoccupe depuis le début d'octobre de l'état militaire et naval de la République. Il prévoit, lui aussi, la rupture et il amène ses collègues à cette idée qui ne l'épouvante point.

Sir Joseph redouble d'efforts, use de persuasion et de menaces pour amener la condamnation d'Amster-

dam et celle de la Hollande par surcroît. Soudain, au courant de novembre, il s'avise qu'il agit dans le vide, que ses discours sont sans portée. Le Stathouder lui-même reste réfractaire aux insinuations qui lui sont faites. Le 7 novembre, le représentant de Georges III mande à sa Cour, non sans mélancolie, que le Stathouder, placé dans l'alternative de risquer sa tête pour l'Angleterre ou de se tourner contre celle-ci, s'est prononcé pour le second parti et qu'il se range décidément dans le clan des Néerlandais. Il avoue discrètement que l'affaire des Papiers Laurens a fait long feu et que ce n'est pas là l'instrument qui tiendra les Provinces-Unies écartées de la Ligue des Neutres. Il devrait ajouter, s'il était plus clairvoyant, que cette ultime et inutile intervention a été plus nuisible qu'utile à son pays (1).

Ainsi Sir Joseph, à ce moment, se désintéresse de l'affaire qui suit inexorablement son cours selon les règles de la constitution néerlandaise. A Londres, sans doute, on ne s'est pas encore rallié aux conclusions pessimistes de l'ambassadeur, bien qu'on envisage de plus en plus la rupture à mesure que se dessinent à la fois le refus du désaveu et l'affirmation de l'adhésion à la Ligue des Neutres.

Le 10 novembre, Yorke adresse à ses collègues de Vienne, de Berlin, de Copenhague et de Stockholm un memorandum où il expose la situation en laquelle il se trouve, ses efforts pour amener les Provinces-Unies à adopter envers l'Angleterre une attitude conforme aux traités, les manquements réitérés que depuis 1778 la République commet envers les obligations nées du Droit des Gens et des traités. Il conclut au crime de haute trahison envers l'alliance séculaire de 1674. Ce document reçoit par les soins de l'ambassadeur la plus large publicité : il est reproduit dans la plupart des gazettes. Il se rattache difficilement aux pourparlers en cours et il a une allure sinistre évoquant

ces résumés justificatifs qui précèdent ou suivent les déclarations de guerre.

Les intentions anglaises sont claires, elles sont connues : accéder à la Ligue des Neutres, c'est déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Aussi tandis que dans les bourses, surtout à Amsterdam, règnent désarroi et panique, l'Assemblée souveraine délibère, en proie à l'inquiétude et à l'incertitude.

Le 10 novembre, l'ambassadeur de Georges III présente aux Etats-Généraux un memorandum dans lequel, commentant les Papiers Laurens, il réclame au nom de sa Cour le désaveu formel de la Régence d'Amsterdam ; il n'insinue pas qu'une punition devrait frapper les coupables, il la demande ouvertement, désigne sans ambages van Berckel, dénonce celui-ci « et ses « complices comme perturbateurs de la paix publique « et violateurs de la Loi des Nations ». En cas de refus ou de silence, l'Angleterre tiendra la République comme complice et prendra « les mesures que le maintien de sa dignité et les intérêts essentiels de ce « peuple demandent » (1). Cette note où, sous la forme diplomatique, étaient cachées la violence et les menaces, retentit comme un coup de tonnerre dans les sept provinces. La veille, la situation était déjà difficile, mais le Cabinet de Saint-James n'intervenait pas ostensiblement dans le débat. Aujourd'hui il réclame une sanction contre un des membres les plus importants de l'Etat, contre la principale ville de la République. Dans les Conseils on ne pouvait qu'être atterré par le dilemme en présence duquel se trouvaient les dirigeants : frapper publiquement Amsterdam ou risquer la guerre.

C'était bien la guerre dont menaçait la Cour de Londres. Celle-ci se rendait compte, à lire les dépêches de son envoyé, que la partie semblait perdue à La Haye. Pouvait-on encore espérer par un coup de force inti-

mider décisivement les Etats-Généraux avant que la fatale décision relative à l'accession des neutres eût été prononcée ? C'était du moins la dernière ressource. Sir Joseph Yorke, d'ordre de Lord Stormont, exécutait cette ultime manœuvre.

*
* *

La guerre était en vue pour la nation néerlandaise ; celle-ci y répugnait plus que jamais dans son ensemble. Les gouvernants, qui n'étaient guère plus belliqueux que la population, s'avisèrent d'un expédient susceptible de concilier l'honneur national et les exigences britanniques : donner quant au fond satisfaction à l'Angleterre, et sauver par la forme une telle capitulation. Ne pouvait-on pas à La Haye se prononcer, d'accord, avec les pouvoirs provinciaux, pour un désaveu de la Régence d'Amsterdam, un désaveu qui serait donné spontanément comme conséquence de la communication des pièces faites à la mi-octobre, un désaveu qui ne serait motivé par le récent memorandum du 10 novembre ? Le Stathouder intervint vivement pour l'adoption de ce parti auquel se rallièrent maints hommes d'état (1).

Le Cabinet de Saint-James se contenterait-il de cette satisfaction, lui qui attachait au fond plus d'importance à l'accession à la Ligue des Neutres qu'à ce « traité américano-hollandais » ?

Le plan conçu à La Haye s'exécutait. Le 23 novembre, les Etats de Hollande délibéraient sur les Papiers Laurens : d'une part, le Vénérable Conseil d'Amsterdam, dans une séance tenue l'avant-veille avait émis une protestation pour défendre la correcte attitude de ses bourgmestres ; d'autre part, le corps des nobles présentait un rapport concluant à la désapprobation de ce qui avait été fait et à l'examen de mesures

1. Dépêches de La Vauguyon *A. E. Holl.*, Vol. 542.

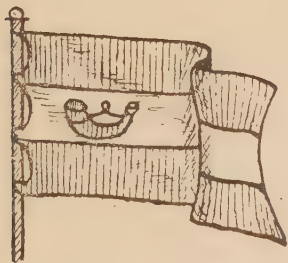
propres à empêcher le retour de semblables faits. Ces Messieurs de Hollande prirent acte de la protestation d'Amsterdam, acquiescèrent au fait qu'Amsterdam était seule responsable et adoptèrent presque intégralement les conclusions du corps des nobles. Lors du vote, il y eut naturellement abstention d'Amsterdam, réserves ou restrictions formulées par diverses villes, notamment Haarlem.

Le 27 novembre, les Etats-Généraux s'empressaient de voter une résolution conforme à celle de la Hollande (1) : le « désaveu spontané » était transmis sur le champ à Sir Joseph Yorke (2).

A Londres, estimerait-on avoir pleine et entière satisfaction en voyant les Provinces-Unies plaider coupables pour un crime imaginaire qu'aurait commis une ville ?

1. *N.R.A. Resolut. Jaarg. 1780.* — *S. P. Holl.* Vol. 573.

2. *N.R.A. Engelland*, 7008.



Pavillon de Horn

CHAPITRE XV

LA RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE

(NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1780)

1. L'Esprit public et la Guerre.
 2. L'Accession à la Ligue des Neutres
 3. L'Intransigeance anglaise.
 4. La Rupture.
-

I. — L'ESPRIT PUBLIC ET LA GUERRE

En ce mois de novembre 1780, la nation et le gouvernement des Provinces-Unies répugnaient également à participer au grand conflit maritime avec lequel la France, l'Espagne et l'Angleterre étaient engagées. Le même désir de neutralité subsistait comme deux ans auparavant, au moment où le Cabinet de Versailles rompait avec la Cour de Londres. Ce n'était certes pas que dans la masse des citoyens néerlandais le nombre de ceux qui se fussent résignés à entrer en guerre ne se fût accru. Indéniablement les épreuves subies au nom de la neutralité n'avaient pu laisser indifférentes toutes les âmes, et certaines avaient été aigries par les procédés violents des divers belligérants, surtout par les vexations systématiques de la Grande-Bretagne. La grande majorité cependant demeurait fidèle à la conception de la neutralité et voyait obstinément dans cette neutralité le gage de la prospérité nationale, et dans la Ligue des Neutres le palladium de cette neutralité.

Pour les armateurs et les négociants, il n'y avait nul intérêt à entrer en guerre. Le pavillon neutre de la République ne couvrirait-il — non sans peine, il est vrai depuis 1778 — un trafic plus considérable que ne l'eût

jamais pu faire le même pavillon devenu belligérant ? Et c'était au moment où l'on se flattait de voir cesser les tribulations infligées à ce pavillon, grâce à la Ligue des Neutres, que la République se fût fourvoyée dans une belligérance pour le moins inutile ? Le commerce colonial ne serait guère mieux sauvegardé par une telle belligérance, et n'était-il pas préférable de courir le risque de sacrifier un peu pour sauver tout, plutôt que de tout perdre ? Neutre, on commerçait librement avec tous les pays ; belligérant, on se fermait automatiquement certains marchés.

Les constructeurs de navires pouvaient tenir un langage analogue, car les chantiers ne seraient certes pas plus actifs en cas de participation à la guerre qu'ils ne l'étaient sous le régime de la neutralité.

Dans le monde de la banque, on envisageait également sans le moindre enthousiasme la perspective d'une rupture. Assurément les capitaux qui en 1776 étaient placés en si grand nombre dans les Iles britanniques avaient été peu à peu rapatriés, moins par crainte d'hostilités que par la dépréciation soutenue des valeurs britanniques, néanmoins il y avait encore des fonds néerlandais en Angleterre et les actionnistes de Londres jouaient encore un grand rôle dans les bourses de Hollande. Ce seraient là des profits qui disparaîtraient, comme disparaîtraient l'agio sur les valeurs de change, les négociations de traites de commerce que tous les belligérants venaient également faire escompter à Amsterdam ou en d'autres places de la République. Nul espoir que des emprunts britanniques pussent continuer à être lancés dans les Provinces-Unies, et l'accueil frigidité fait aux propositions françaises, plus encore à celles des Etats-Unis, montrait que les milieux de finance ne trouveraient point en des emprunts franco-américains une compensation à la perte des emprunts anglais.

Certes, la propagande qu'agents et amis des Etats-Unis avaient menée depuis 1776 n'avait pas été sans

porter quelques fruits, et grâce à l'action du Duc de la Vauguyon, bien des esprits avaient été gagnés à la cause insurgente, cette cause qui avait remporté des victoires militaires et obtenu à Versailles des succès diplomatiques. Mais s'il était des Néerlandais qui, comme van der Capellen, étaient prêts à risquer leur fortune ou leur avenir pour soutenir les Américains, tous ceux qui considéraient avec indulgence ou faveur les Etats-Unis n'étaient point disposés à témoigner d'une telle abnégation, ni même à pousser les gouvernements dans la voie de la guerre. Même à Amsterdam, même dans les milieux qui avaient fêté Paul Jones, on ne pensait point unanimement que la lutte contre l'Angleterre fût le corollaire obligé d'une sympathie envers les Etats-Unis.

Quant au monde politique et aux gouvernants, ils n'étaient point non plus gagnés aux idées belliqueuses. Ni le Stathouder, ni la majorité des Etats-Généraux ne se faisaient les avocats de la guerre ils la subiraient certes, car maintenant la guerre était en vue, mais ils ne la chercheraient point. Le prince ne tenait point à conquérir des lauriers dans un conflit avec la Grande-Bretagne, d'abord en raison de son penchant envers cette monarchie, ensuite parce qu'il n'ignorait que tout succès à lui personnel serait mal vu, mal interprété par les « républicains », les « patriotes » de Hollande. La plupart des membres des Conseils étaient hommes de sens prudent, hommes trop mêlés aux affaires de finance et négoce pour ne point répugner à faire sortir la République de la neutralité. Déjà, ils avaient longuement hésité à adhérer à la Ligue des Neutres et ils y adhéraient seulement parce qu'ils se persuadaient que là était le seul moyen de préserver la neutralité nationale. (1)

Ce n'était point qu'il n'y eût dans les provinces maritimes ou continentales des esprits qui acceptassent

1. Corr. de La Vauguyon, Thulemeyer et Yorke.

d'un cœur léger la guerre : les uns parce qu'ils entretenaient des relations commerciales avec la France, les autres parce qu'ils étaient favorables à la cause insurgente soit par libéralisme, soit par intérêts mercantiles, d'autres enfin (et ils se rencontraient principalement en Hollande, à Amsterdam) ne reculaient point devant l'idée d'une guerre qui pût abaisser le pouvoir stathoudéral, rendre plus provinciale l'autorité suprême. Ce n'était qu'en Hollande, surtout à Amsterdam qu'on pouvait nourrir de tels desseins qui eussent profité à la Hollande, la plus riche province de la République, à Amsterdam, la plus puissante ville de la Hollande. Encore n'était-ce qu'un petit groupe d'hommes qui caressaient de telles intentions, les hommes qui à Amsterdam pouvaient par leur situation tirer profit de l'ascendant de la Régence. C'était donc une minorité en Hollande, comme c'était dans les Provinces-Unies une minorité qui aurait voté pour la guerre.

La nation répugnait à la guerre pour la guerre elle-même, mais évidemment en 1780 il n'y avait qu'une seule guerre possible, contre le Cabinet de Saint-James dont les prétentions à l'hégémonie maritime devenaient insoutenables, dont les pratiques navales ne pouvaient être tolérées sous peine de voir étrangler le commerce national, dont l'ingérence à peine déguisée dans la politique intérieure et la diplomatie devait, sous peine de vassalité, être enrayée. Mais une guerre maritime ne mettrait-elle point la République en mauvaise posture en ce qui concernait les affaires continentales ? L'Empereur Joseph II se faisait remarquer par son esprit entreprenant et les Pays-Bas étaient dans une certaine mesure l'objet de sa sollicitude. Ne trouverait-il point l'occasion de réveiller les vieux griefs relatifs à la navigation de l'Escaut, les litiges pendants avec les Provinces-Unies à la faveur d'une guerre anglo-néerlandaise ? C'était là pour les dirigeants de La Haye une nouvelle raison de ne se point montrer belliqueux, car dans un conflit avec l'Autriche, ils ne

pourraient guère compter sur une intervention française, russe ou prussienne, comme la Bavière en avait bénéficié au Congrès de Teschen.

II. — L'ACCESSION A LA LIGUE DES NEUTRES

La décision prise en juillet 1780 par les Provinces-Unies d'envoyer à Saint-Petersbourg une délégation extraordinaire pour la négociation de l'accession de la République à la Neutralité Armée n'impliquait pas en droit cette accession ; en réalité, elle impliquait une singulière propension à entrer dans la Ligue des Neutres. Si la Hollande avait été le moteur essentiel d'une prompte décision à cet égard, si elle s'était prononcée la première et, dès avril 1780, en faveur de l'ambassade extraordinaire et de l'adhésion aux principes russes, il n'en était pas moins vrai que la République toute entière (sauf peut être la Zélande) voyait dans la participation à la Ligue le moyen de préserver la neutralité des attaques redoublées de l'Angleterre, qu'elle entendait obtenir des autres membres de la Ligue la garantie de son intégrité territoriale.

Les Barons de Heckeren-Brantzenburg et de Wassenaar-Staremburg, parvenus à Saint-Petersbourg à la fin d'août, avaient été reçus le 5 septembre en audience solennelle par Catherine II. Empressement dont cette Cour était peu coutumière et qui témoignait de l'intérêt que la tsarine attachait encore à la Ligue et à l'adhésion néerlandaise. Toutefois, les négociations ne s'ouvrirent point aussi rapidement. Sans doute quelques petits incidents protocolaires troublèrent un instant l'harmonie au début, mais la lenteur majestueuse des pourparlers se doit attribuer aux traditions et coutumes de la chancellerie russe. Néanmoins les envoyés extraordinaires purent rapidement se convaincre que leur présence était fort utile, le ministre ordinaire, Swart,

étant sans crédit, et le représentant de la Grande-Bretagne, Sir James Harris, étant un homme actif autant qu'habile à influencer la tsarine. Ils purent, après les premiers entretiens avec Patiomkine, Ostermann, Bezbojedko, reconnaître que la Russie n'admettrait point volontiers la garantie des possessions néerlandaises, qu'elle n'était point réduite à accepter de telles conditions, d'autant plus que l'ambassadeur anglais offrait, en cas de non-accession des Provinces-Unies, l'adoption par sa Cour des cinq principes de la Neutralité Armée (1).

La mission extraordinaire envoya donc aussitôt un courrier aux Etats-Généraux pour aviser ceux-ci des démarches pressantes britanniques auprès de Catherine II et de la nécessité de prendre promptement une décision, pour montrer toute l'opposition des puissances du Nord à une garantie territoriale, surtout coloniale.

Ces informations survenaient en une période critique pour la neutralité. C'était le moment où Sir Joseph Yorke commençait à brandir les foudres britanniques au sujet des Papiers Laurens, au moment où son gouvernement insistait de façon pressante sur le *casus fœderis*, au moment où son gouvernement refusait toute satisfaction pour les violences exercées par le capitaine Robinson à Saint-Martin (2). Egalement à cet instant l'opinion hollandaise s'émouvait grandement des visites et saisies de bâtiments effectuées d'après les instructions de l'Amirauté de Londres en exécution de l'Ordre en Conseil d'avril. D'autre part, la Régence d'Amsterdam résistait à tout désaveu officiel de van Berckel et bon nombre de patriotes s'agitaient pour menacer le parti stathoudéral, si ce n'était le prince lui-même, par l'accusation de pactiser avec le Cabinet de Saint-James.

La neutralité était donc singulièrement menacée et il apparaissait de bonne politique de la placer coûte

1. Corresp. de Harris, S. P. Russia. N. R. A. Russland.

2. Voir *supra*, p. 365.

que coûte sous l'égide des puissances du Nord. Assurément dès l'été Yorke avait menacé, en cas d'accession, d'un régime de navigation plus rigoureux encore, et en cas de non-accession il laissait entrevoir un régime plus bénin. Mais n'était-il pas séduisant de penser que grâce à la protection russo-scandinave, la Grande-Bretagne n'oserait même plus exécuter ses menaces et qu'elle serait obligée de se désister en ce qui concernait le *casus fœderis* ou les obligations de commerce maritime ?

Les Assemblées provinciales furent à coup sûr impressionnées par ces idées, et si, le 10 novembre, Sir Joseph réclamait officiellement des sanctions contre la Régence d'Amsterdam (1), Groningue se ralliait le lendemain au projet d'accession sans garantie territoriale. L'instant était solennel, car Groningue constituait la quatrième province à approuver ce plan. Auparavant, la Hollande et la Frise avaient soutenu la thèse de l'abandon de la garantie, l'Over-Yssel avait suivi cet exemple. Puis après Groningue, voici la Gueldre qui s'y rallie à son tour, quoiqu'en formulant des réserves en faveur de la garantie. Bref, le 16 novembre 1780, l'opinion de ces Messieurs de La Haye était formée. Bien que la Zélande demeurât fidèle à la clause de garantie, les Etats-Généraux décidaient d'autoriser leurs représentants à signer l'acte d'accession à la Ligue des Neutres même sans la garantie des colonies, décision destinée à demeurer secrète. Le lundi 20 novembre, la résolution conforme était votée pour l'adoption des cinq principes de la Neutralité Armée et notification dans les six semaines aux belligérants de l'application de ces principes par la marine néerlandaise (2).

Ce délai quelque peu anormal visait sans doute l'Angleterre, car la notification faite aux puissances neutres ainsi qu'aux Cours bourbon ne pouvait que

1. Cf. *supra*, p. 387. S. P. *Holland.*, Vol. 573.

2. A. E. *Hollande*, Vol. 542, f° 335.

réjouir celles-ci, tandis que la Grande-Bretagne seule pouvait s'offenser de l'accession à la Neutralité Armée, prélude de l'entrée dans la Ligue des Neutres, s'offenser d'autant plus que les Provinces-Unies, loin de tenir compte des menaces contre elles dirigées, semblaient les braver. Il n'était donc point inutile aux yeux des prudents Néerlandais de préparer le terrain, de tenter de régler amiablement la question des Papiers Laurens et enfin de présenter simultanément accession à la Ligue et à la Neutralité Armée afin que la protection russo-scandinave pût jouer en temps utile et prévenir les fâcheux effets du ressentiment dont le Cabinet de Saint-James ne pouvait manquer d'être saisi.

Aussi le 27 novembre, les Etats-Généraux votaient une résolution terminant selon eux le débat relatif au traité américano-hollandais par un « désaveu spontané » des actes de la Régence d'Amsterdam de 1778(1). Les demandes présentées par Yorke au début de novembre recevaient donc satisfaction.

Toutefois comme on ne pouvait négliger les avertissements réitérés que cet ambassadeur avait donnés, multipliés et répétés en toute occasion: qu'un désaveu formel constituant un blâme non équivoque était requis par Georges III sous peine de guerre, que l'accession à la Neutralité Armée entraînerait également la guerre, comme, de plus, on ne pouvait douter que la Cour de Londres n'hésiterait pas à mettre ses menaces à exécution au moins partiellement, les dirigeants de La Haye, impressionnés par cette répétition du mot *guerre* dans les discours de Sir Joseph, devaient prévoir cette éventualité. Aussi dès la fin de novembre, un branle-bas discret animait la République. Le Stathouder veillait à renforcer les garnisons des ports, à mettre en état les batteries de côte, à rappeler sous les armes les semestriers avant l'expiration de leur congé. Les équipages étaient reconstitués sur le pied de guerre et dans

les arsenaux et chantiers on poussait plus activement que de coutume les travaux d'armement et d'équipement. Les Etats-Généraux expédiaient des avisos aux divisions tenant la mer pour les avertir de la menace de guerre, tandis que les Compagnies des Indes agissaient de même à l'égard des Gouverneurs coloniaux. Les navires déjà prêts à partir mettaient à la voile, surtout pour les Antilles. Ne fallait-il pas après les incidents de Saint-Martin avoir une force navale respectable dans la Mer Caraïbe ?

L'activité du Stathouder ne saurait surprendre, car le prince était, sinon par conviction seule, du moins par prudence et politique, en faveur de l'accession. N'avait-il pas l'espoir, en sa qualité de Commandant en chef, de se mettre en relief, tant à l'intérieur vis-à-vis de la nation, qu'au dehors envers les puissances étrangères ? Ce serait là un moyen de répondre victorieusement aux attaques des patriotes, de montrer son indépendance envers l'Angleterre ; ce serait un moyen de regagner quelque influence dans le pays. N'était-ce pas aussi l'influence discrète de la Cour de Berlin, si hostile à la Grande-Bretagne, qui se faisait sentir par l'intermédiaire de la Princesse et de von Thulemeyer afin d'amener le Stathouder à seconder l'accession à la Ligue dont Frédéric II lui-même était partisan ? (1).

L'ombre sinistre de la guerre planait sur la République : serait-elle emportée par le vent ou se résoudrait-elle en l'orage décisif ? Tel était le secret des prochaines semaines. Dans les Conseils, on se persuadait que si l'on parvenait à doubler heureusement le cap de l'entrée dans la Ligue des Neutres, la neutralité hollandaise serait non seulement maintenue, mais renforcée par l'appui des autres membres de la Ligue. Franchirait-on le cap ou échouerait-on dans cette opération délicate ? Tout dépendait de l'Angleterre.

1. Voir les dépêches de Thulemeyer et l'écho de ce bruit dans les dépêches de La Vauguyon. *A. E. Hollande*, Vol. 542.

III. — L'INTRANSIGEANCE ANGLAISE

A Londres, le vent était à la guerre dans les milieux dirigeants. Présider à une rupture éclatante convenait fort au tempérament de Lord Stormont qui insufflait à ses collègues son ardeur belliqueuse et montrait que le seul moyen de prévenir les désastreux effets de la Ligue des Neutres était d'user de vigueur envers les Provinces-Unies. Double résultat : impressionner les autres neutres, priver l'adversaire du secours néerlandais et éventuellement, en cas de chance, obtenir pour l'Angleterre ce secours.

Par suite, le Comte de Welden se heurtait à une froideur grandissante quand il tentait de défendre le point de vue de la République ; bientôt même il ne put plus que difficilement aborder le noble Lord. Assurément, il n'était point sans disposer encore d'appui dans le monde gouvernemental comme dans la *City*, mais il ne se dissimulait point que cette aide était précaire et de portée médiocre. De même dans le corps diplomatique. Certes, les représentants à Londres des trois membres de la Ligue des Neutres ne restaient point inactifs et cherchaient à se porter médiateurs dans le débat anglo-néerlandais, principalement l'envoyé russe, Simolin, soutenait de son mieux son collègue et s'efforçait de faire admettre par la Grande-Bretagne l'entrée des Provinces-Unies dans la Ligue, montrant dans cette entrée une mesure de conservation, non un acte d'agression. Bien que la Russie fût devenue un facteur important de la politique maritime, il n'avait guère plus de succès dans ses manœuvres que le prince Galitzin à La Haye. Ce dernier voyait aussi son rôle grandir ; il ne se ménageait point en cette période de crise, en ce conflit qui intéressait directement son pays. Galitzin incitait Sir Joseph Yorke à se contenter du désaveu des Etats-Généraux : n'était-ce point là un incident clos désormais ? Quant

à l'entrée dans la Ligue, ce n'était point là motif à guerre puisque les Provinces-Unies n'avaient, ce faisant, nulle mauvaise intention envers l'Angleterre. Le plénipotentiaire russe et ses satellites scandinaves intervenaient vainement pour apaiser un conflit que le Cabinet de Saint-James voulait à tout prix et attisait en conséquence (1).

Le « désaveu spontané » signifié à Yorke dès le 24 novembre était par ce dernier tenu pour nul, car à sa note du 10 novembre, les Etats-Généraux n'avaient point répondu, n'ayant pas encore pris en délibéré ce document. L'ambassadeur connaissait-il la résolution du 20 concernant la Neutralité Armée ? Non peut-être, mais il ne pouvait ignorer les mouvements militaires et navals qui s'opéraient dans les provinces. Ne pouvait-il y voir au moins les préparatifs de la participation à la Ligue ? Néanmoins il ne pouvait se faire illusion ni sur la répugnance des autorités centrales à sévir contre Amsterdam, ni sur l'intention manifeste d'adhérer tôt ou tard à la Ligue des Neutres. L'écho affaibli des débats sur la Neutralité Armée comme l'ajournement indéfini de la discussion de sa note du courant de novembre étaient des symptômes particulièrement clairs, perceptibles à son œil familiarisé avec les évolutions de la politique néerlandaise. Il devait donc avertir son gouvernement en conséquence.

Or, à Londres, la grande majorité du Cabinet était animée d'intentions à la fois énergiques et sévères à l'encontre des Provinces-Unies. Lord Stormont, avocat reconnu de la manière forte, avait conçu le projet, en l'absence de toute sanction des Etats-Généraux contre Amsterdam, de lancer une proclamation pour faire courir sus au commerce de cette ville, arrêter tout navire chargé à destination ou en provenance d'Amsterdam, finalement de saisir comme gage de bonne conduite les établissements des Antilles. Mesures destinées à

1. N. R. A. Engelland, 7008.

frapper directement Amsterdam et surtout à impressionner les villes et provinces de la République, mesures destinées aussi à fournir en vaisseaux, cargaisons et colonies des gages utiles pour s'assurer de la docilité de ce pays envers la Grande-Bretagne. Le Secrétaire d'Etat, avant de mettre à exécution son plan, consulta le 5 décembre Sir Joseph sur l'opportunité d'agir et sur les conséquences probables de cette action sur l'opinion néerlandaise; l'ambassadeur, en présence des événements dont La Haye était le théâtre, jugeait que le recours à la force s'imposait, et le 11 décembre il approuvait chaleureusement le programme dressé par son ministre. Le lendemain, d'accord avec sa Cour, il adressait aux Etats-Généraux une nouvelle note pour réclamer une prompt réponse à sa demande de sanction (1).

Ce memorandum du 12 décembre 1780 était caractéristique. Après un exorde rappelant toute l'amitié manifestée par le roi Georges envers la République, la résolution du 27 novembre était exécutée en quelques mots : « Comme les résolutions de vos Hautes Puissances du 27 novembre étaient le résultat d'une délibération qui ne regardait que l'intérieur de votre gouvernement et qu'il ne s'agissait pas alors de répondre au susdit mémoire, la seule remarque qu'on fera sur ces résolutions est que les principes qui les ont dictées prouvent évidemment la justice de la demande faite par le Roi... » Celui-ci, faisant valoir sa qualité d'offensé par le « traité américano-hollandais », déclarait que l'offense était « une violation de la constitution batave dont il était le garant » et réclamait « une punition exemplaire et une réparation complète ». La conclusion était singulièrement menaçante : « dans le cas d'un déni de justice de votre part ou du silence qui doit être interprété comme un refus, le Roi s'en chargera lui-même. » (2)

1. *S. P. Holl.*, Vol. 573.

2. *A. E. Holl.*, Vol. 542, f. 411 ou *S. P., Holl.*, vol. 573, f. 186.

Non seulement le ton était menaçant, mais l'ambassadeur se faisait pressant, insistant pour obtenir prompt réponse. Bien que toute délibération immédiate de ces messieurs de La Haye à ce sujet fût écartée, il se rendit dès le 14 décembre auprès du président des Etats-Généraux pour faire hâter les débats et obtenir une réponse nette. Le 15, l'assemblée votait une résolution pour prendre *ad referendum* le memorandum et pour exprimer le désir de donner satisfaction à la Grande-Bretagne aussitôt que possible (1) ; elle fixait au 21 l'ouverture des débats, afin de permettre à ses membres de prendre contact avec leurs commettants (2).

Le Cabinet de Saint-James voulait hâter la conclusion de l'affaire, car il désirait, au cas où la rupture serait inévitable, que celle-ci eut lieu avant l'accession à la Ligue, dans le but évidemment de ménager Cathérine II et les puissances scandinaves. C'est pourquoi Lord Stormont notifiait au Comte de Welderen que si ce dernier lui communiquait la note d'accession, il déclarerait les Provinces-Unies non un neutre, mais un allié sans foi, ni loi, et refuserait de recevoir cette communication (3).

L'émotion était vive dans toute la République, et à Amsterdam où l'on n'ignorait pas que l'Angleterre pratiquement entraît en guerre contre la Hollande, contre Amsterdam. Aussi la Régence de cette ville envisageait-elle tous les moyens de donner satisfaction à cette puissance : on suggérait l'envoi d'un régent à Londres pour expliquer la situation et faire des excuses, montrer que le traité était le fait de quelques individus, non de la population, ni de la majorité des pouvoirs locaux. Yorke, pressenti à cet égard, n'approuvait ni ne blâmait ce plan ; il laissait entendre que la destitution de certaines personnes serait agréable à

1. A. E. Holl., Vol. 542, f° 420.

2. N. R. A. Résolut. Jaarg., 1780.

3. S. P. Holl., Vol. 573.

son pays ; van Berckel, Temminck étaient personnellement nommés comme victimes expiatoires. Il comprit trop tard combien de telles exécutions politiques, une telle ingérence de l'étranger étaient susceptibles de nuire à l'influence britannique et il tenta d'atténuer l'effet de ses paroles. Vainement. On se convainquit à Amsterdam que la Grande-Bretagne voulait soit la guerre, soit une capitulation complète, une soumission entière. L'orgueil national et l'esprit d'indépendance s'opposaient également à une telle solution.

Bien qu'à la Haye on fut en grande majorité inquiet, alarmé ou terrifié, on n'osait se résoudre à frapper Amsterdam, et surtout on ressentait un vif dépit de ce que le « désaveu spontané » restât inutile. S'il fallait condamner Amsterdam, ne convenait-il pas de savoir s'il y avait crime et si les Hautes Puissances avaient qualité pour prononcer une sentence à ce sujet ? On convint au cours de délibérations préliminaires, avant la séance du 21 décembre, de renvoyer pour instruction l'affaire à la Cour de Hollande. Ce serait évidemment un nouveau retard, mais les Etats-Généraux se sentaient incapables d'assumer le rôle de juge et d'exécuteur à l'égard d'Amsterdam, d'autant plus que dans cette ville tous les pouvoirs locaux s'élevaient même contre cette solution judiciaire. Le magistrat protestait et le Conseil des trente-six décidait à la quasi-unanimité de soutenir énergiquement la régence (18 décembre). Quant aux Etats de Hollande, ils ne se devaient réunir que le 5 janvier, mais leurs sentiments étaient en majorité favorables à Amsterdam (1).

Tous pensaient, stathouder et conseillers, que le gouvernement britannique, en présence d'une instruction régulière, n'exercerait point de pression nouvelle pour obtenir réponse ou satisfaction immédiate. Si néanmoins ce gouvernement voulait exprimer son mécontentement et recourir à des mesures coercitives, il

1. Corr. diplom. de La Vauguyon, Thulémeyer et Yorke.

ne le pourrait faire qu'après avoir pris connaissance de la future résolution de renvoi à la Cour de Hollande, résolution qui ne serait votée que le 22 décembre.

IV. — LA RUPTURE

Le 21 décembre, les Etats-Généraux rentrent en séance et votent une résolution tendant à consulter la Cour de Hollande sur les faits reprochés à Amsterdam. La résolution est communiquée à Yorke sur-le-champ comme marque de bon vouloir de la République, comme « témoignage authentique d'empressement ». L'ambassadeur décline de recevoir cette communication et réclame une réponse sur le fond de ses mémoires des 10 novembre et 12 décembre (22 décembre). Dans la note de ce jour à l'Assemblée, il refuse de transmettre à son gouvernement une telle réponse dilatoire, laissant au représentant de la République près de Georges III ce soin (1).

Or ce n'étaient plus que discussions stériles. Le 20 décembre avait été publié à Londres un manifeste de Georges III dirigé contre les Provinces-Unies : dans cet acte officiel, le cabinet britannique constatait quatre chefs d'accusation :

- 1° Refus d'exécuter l'alliance de 1678 ;
- 2° Neutralité illusoire et hostile à l'Angleterre comme le prouaient les incidents de Saint-Eustache, l'affaire Paul Jones ;
- 3° Traité conclu par Amsterdam avec les Insurgents en 1778 ;
- 4° Participation des Provinces-Unies à cet acte sous forme de refus de donner satisfaction, ou au moins réponse immédiate (2).

Ce manifeste n'était et ne pouvait qu'être, selon toutes les traditions, que le corollaire, la justification

1. *A. E. Holl.* Vol. 542, f° 475 ou *S. P. Holl.* Vol. 573.

2. *S. P. Holl.* Vol. 573. De la Neutralité Armée, pas un mot et pour cause !

d'une déclaration de guerre. N'était-il pas accompagné d'un ordre en Conseil commandant de courir sus aux bâtiments et marchandises néerlandaises ? (1). Tandis qu'à La Haye on cherchait paisiblement les voies d'accommodement, ne se doutant point de la rupture déjà existante, à Londres on entrait déjà en guerre contre la République.

En effet, dès le 16 décembre (quatre jours avant la publication du manifeste) Lord Stormont avait expédié à son ambassadeur à La Haye l'ordre de rompre. Cet ordre n'était pas parvenu encore à son destinataire six jours plus tard, car la tempête sévissait dans la Mer du Nord et empêchait le service des paquebots. Un second courrier dépêché le 21 décembre subit lui aussi des retards. Bref ce ne fut que dans la soirée du 24 décembre que Sir Joseph Yorke reçut enfin communication des volontés de son gouvernement ; il s'attendait à cette mesure, était prêt à cette éventualité. Il agit donc sur-le-champ.

Le jour de Noël, de grand matin, l'ambassadeur de Grande-Bretagne quittait La Haye, après avoir dans la nuit communiqué au Stathouder, au président des Etats-Généraux et au greffier la décision de sa Cour. Il gagnait Anvers en toute célérité, voulant, comme il l'annonçait dans sa dépêche du 29 décembre (2), impressionner les Néerlandais par sa retraite rapide, leur montrer que la rupture était grave, qu'il s'agissait bien d'une guerre et non d'un simple éloignement de diplomate.

Les quelques jours qui avaient précédé cet événement capital avaient été marqués par un véritable bouleversement politique et économique. Dans toutes les provinces, en apprenant les intentions britanniques de frapper la Hollande, puis le manifeste du 20 dé-

1. *A. E. Holl.* Vol. 542, fo 435 (ordre), fo 437 (manifeste). *S. P. Holl.* Vol. 573.

2. Voir aux *S. P.* la correspondance de Lord Stormont et les dépêches de Yorke, datées d'Anvers, Vol. 573.

cembre, l'opinion avait été en plein désarroi. Les nouvelles des correspondants anglais avaient été lues avec avidité, commentées avec empressement. Ne parlait-on pas de corsaires britanniques prenant la mer pour courir sus aux bâtiments hollandais et frisons, ne signalait-on pas la présence à Londres du Zélandais van Citters, ce familier de l'ambassade anglaise et de Yorke, qui jouait le rôle d'informateur et d'agent pour les relations commerciales de Flessingue avec la côte anglaise (1), et ne tirait-on pas argument de ce fait pour annoncer une négociation particulière de la Zélande avec l'Angleterre ?

Pourtant la Zélande, toujours si réfractaire à suivre l'impulsion des autres provinces, ne restait point alors en arrière et le 21 décembre elle avait appuyé fortement le renvoi à la Cour de Hollande et soutenu la thèse que les Etats-Généraux n'avaient point qualité pour juger les membres de l'Union.

Le départ de Yorke prenait la République à l'improviste. Nul ne s'attendait à une rupture si soudaine. Quelle était la cause de cette initiative anglaise ? Était-ce la déclaration d'adhésion à la Neutralité Armée ? Mais cette déclaration n'était pas encore publique, et en dépit de l'insistance de La Vauguyon pour une publication immédiate, ce ne fut que le 18 décembre (deux jours après l'envoi du premier courrier de Lord Stormont à Yorke) que van Berkenroode notifiait à Vergennes la décision prise le 20 novembre par ces Messieurs de La Haye (1). Était-ce l'entrée dans la Ligue des Neutres ? Moins encore, car cette entrée n'était point chose faite à la mi-décembre et ce ne fut que le 4 janvier 1781 que fut signée la convention russo-néerlandaise (2), et Harris, l'ambassadeur anglais à

1. *A. E. Holl.* Vol. 543. La déclaration fut notifiée à Berlin par l'ambassadeur van Heiden le 20 décembre ; elle ne le fut pas à Londres, et pour cause.

2. Entre la délégation néerlandaise (Swart, les barons de Wassenaar et de Heckeren) et le comte Panine, le comte Ostermann, Bezborodko et Bakounine.

Saint-Pétersbourg, ne pouvait faire connaître un tel résultat à sa Cour que plusieurs semaines plus tard. Mais il n'en était pas moins sûr que ce fut l'imminence de l'entrée dans la Ligue qui détermina la Grande-Bretagne à frapper le coup décisif.

Les autorités de la République n'étaient point seules à être prises à l'improviste, le corps diplomatique de La Haye l'était également. Galitzin ignorait les intentions britanniques et son collègue Simolin, qui alors faisait d'énergiques représentations au sujet de saisies illégitimes, ne les pouvait connaître et n'avait pu le prévenir. La Vauguyon était parti pour Versailles le 14 décembre, persuadé que nul événement d'importance ne surviendrait durant son absence et laissant Berenger comme chargé d'affaires.

Enfin les milieux financiers et commerçants, généralement si avisés, avaient été surpris eux aussi. Les nouvelles venues d'Angleterre avaient été rassurantes jusqu'à la dernière minute.

Les marchés subirent sur l'heure de graves perturbations et en une séance les fonds anglais cédèrent de 2 0/0.

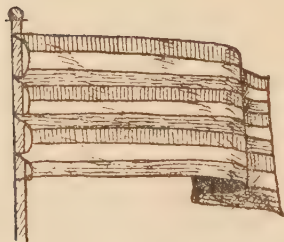
Les Hautes Puissances, face à face avec un danger pressant, firent bravement front. Le 26 décembre, elles décidaient par six voix contre une le rappel du Comte de Welden, elles adressaient aux pouvoirs provinciaux une circulaire pour la mise en défense générale sous la direction du Stathouder (1). De nombreuses conférences s'ouvrirent pour délibérer sur toutes les conséquences immédiates de la rupture : des dépêches étaient expédiées aux colonies comme aux divisions navales en croisière pour faire connaître l'état de guerre imminent. Les Compagnies des Indes s'agitaient aussi pour la protection de leurs comptoirs et possessions. On s'ingéniait pour trouver des moyens pour faire échapper les navires marchands à la menace

1. *N. R. A. Résol.*

des corsaires britanniques dont l'apparition ne pouvait tarder après l'Ordre du Conseil du 20 décembre. Alors que préparatifs militaires et navals s'accéléraient dans toutes les villes et les ports, s'élaborait le lancement d'emprunts pour le compte de l'Union comme de la Hollande (1).

Les Provinces-Unies, pays essentiellement pacifique et neutraliste, se trouvaient donc amenées à faire la guerre, une guerre qui leur était imposée, et ce n'était pas la moindre ironie de cette situation que ce soit le souci de conserver, affermir et protéger cette neutralité même qui ait été la cause directe de la guerre.

1. Corresp. de La Vauguyon.



Pavillon de Hollande

CHAPITRE XVI

LE BILAN DE LA NEUTRALITÉ

1. La Vie aux Provinces-Unies durant la Neutralité.
 2. Les Conséquences politiques de la Neutralité.
-

I. — LA VIE AUX PROVINCES-UNIES DURANT LA NEUTRALITÉ

La nation néerlandaise ne nourrissait point des sentiments particulièrement belliqueux à la fin du xviii^e siècle, et elle avait pu depuis plus de cinquante ans apprécier les avantages d'une sage neutralité, d'une neutralité toute conforme aux habitudes de vie et à l'activité économique du pays. Elle savait également combien redoutable était la puissance anglaise et elle ne se souciait guère d'affronter celle-ci, même attaquée par une partie de ses colonies et par les monarchies bourbon. Était-elle lésée dans ses intérêts matériels, atteinte dans sa fierté nationale, elle cherchait plutôt des accommodements qu'un conflit aigu. Aussi ce ne fut que contrainte et forcée qu'elle dut participer à la guerre, à une guerre qu'on lui déclarait.

Elle semblait n'avoir rien à gagner, tout à perdre en quittant cette neutralité devenue traditionnelle. Sans doute, les conditions d'une époque de paix n'avaient pu subsister jusqu'en cette fin d'année 1780, mais aussi ce n'était pas un régime de guerre qui s'y était substitué ; si des difficultés de toute nature avaient surgi en nombre toujours grandissant depuis 1779, elles n'avaient point cependant entravé, suspendu ou perturbé la vie nationale.

Le commerce extérieur, après l'entrée en guerre de la France, puis celle de l'Espagne, était devenu plus difficile, mais était-ce à dire qu'il eût diminué considérablement ? Nullement. Les taux d'assurance, les prix du frêt avaient pu augmenter, les risques de mer s'étaient accrus par la menace de saisies pratiquées par les belligérants, mais ceux-ci ne recherchaient-ils point à l'envi le pavillon néerlandais pour profiter des avantages d'un transport quelconque, et plus encore d'un transport neutre ? *De Vlag dekt de Lading* ! Ainsi par le fait de la guerre, les Néerlandais redevenaient les rouliers de leurs voisins et même de pays lointains. Malgré les bâtiments et cargaisons perdus, il y avait là une source de profits considérables.

De même la guerre maritime ralentissait et réduisait même en partie le trafic colonial, il ne l'interrompait pas, et les chargements des Antilles, des Guyanes comme des Indes Orientales et d'Afrique arrivaient à Amsterdam et trouvaient là maints acheteurs. Les marchés de toute nature, marchés de denrées coloniales, de matériaux navals, de produits alimentaires demeuraient toujours aussi animés, plus animés même à certains égards qu'avant la guerre, car des belligérants et des neutres venaient volontiers s'y approvisionner, ne pouvant ou n'osant acheter à Londres ou en France. Le trafic illicite, trafic de contrebande, tout dangereux qu'il fût, était fort avantageux pour qui s'y voulait risquer.

Les branches d'activité essentiellement nationale : transport maritime, commerce de commission, constructions navales, prospéraient sous l'afflux des demandes de l'étranger, doublant les demandes intérieures. Le trafic de l'argent, les opérations de banque ne chômaient guère non plus : les places hollandaises servaient d'intermédiaires aux places européennes soit pour l'escompte du papier de change, soit pour des avances, soit pour desancements d'emprunts. Les besoins financiers des gouvernements belligérants, des

particuliers contribuaient à accentuer le mouvement d'échange et de transfert de fonds.

Etait-ce à dire que les Provinces Unies s'enrichissaient follement à demeurer neutres ? Non certes, car si des opérations commerciales et financières, il restait dans le pays des profits certains et considérables, en revanche le coût de la vie haussait lentement et sûrement sous l'intervention des facteurs économiques. La concurrence d'achats des belligérants tout d'abord incitait les vendeurs à relever leurs prix ; d'autre part, le coût de revient augmentait sensiblement tant à la production elle-même que par la majoration des commissions, frais de toute sorte. Si les frais montaient, les primes d'assurance également, le taux d'escompte ne restait pas non plus en arrière. Enfin la rareté de la main d'œuvre n'était pas absolument étrangère au renchérissement général. L'agriculture, l'armement, voire même le négoce se plaignaient amèrement du manque de bras valides ; il en résultait de plus forts salaires d'où cause nouvelle de hausse de prix de revient. Même les produits de la pêche devenaient plus chers tant à cause des risques qu'on courait à sortir des eaux territoriales qu'à cause de la diminution du nombre et de l'importance des équipages (1).

Aussi cette activité économique, cette prospérité étaient plus apparentes que réelles, ou plutôt leur importance devait être réduite à de plus justes proportions. A la charge d'une vie plus chère venait s'adjoindre le fardeau d'impôts plus lourds ; certes, les taxes nouvelles ou l'élévation des taxes existantes correspondaient à des services dus à l'état de neutralité et ils correspondaient aussi à des services dont la nation pouvait directement apprécier les bienfaits, que ce fût le renforcement des escadres pour la protection des côtes ou la formation des convois, que ce fût l'allocation de primes à la navigation et à la pêche, etc.

1. Cf. *Gazettes*.

Si la République n'eût pas été neutre, elle n'aurait pas été en une situation aussi favorable. Le marché commercial extérieur se serait évanoui, ou au moins réduit, l'activité maritime aurait été restreinte, les opérations de bourse auraient été ramenées à une plus faible échelle et les emprunts auraient été plus difficiles à conclure, cependant que la hausse du coût de la vie, la pénurie de main-d'œuvre auraient subsisté et se seraient même aggravées. Quant à la surcharge fiscale, elle eût encore été plus lourde. C'est pourquoi la population néerlandaise ne pouvait se plaindre d'être tenue à l'écart de la belligérance.

Une portion des Provinces-Unies bénéficiait plus encore que les autres des avantages de la neutralité, plus qu'Amsterdam, principal port et grande bourse : c'étaient les possessions antillaises et, à un moindre degré, les établissements de Guyane. Pour ces colonies, tout était profit : le trafic licite, comme celui qui l'était peu, rapportait énormément tant aux transporteurs, vendeurs qu'aux intermédiaires. Ne le voyait-on pas aux nombreux Américains et Anglais, à cette population interlope qui venait à l'abri du pavillon neutre, préparer, mener ou conclure de fructueuses affaires ? Les droits d'entrée dans les ports de Saint-Martin et de Saint-Eustache rapportaient dix fois plus qu'en temps de paix et ces îles connaissaient alors, du fait du rôle des Insurgents dans le conflit, une prospérité que ne leur avait procurée aucune des guerres antérieures. La Compagnie des Indes Orientales pouvait moins se féliciter de voir la guerre d'Amérique fournir à ses possessions une telle prospérité, bien qu'elle-même tirât profit du relèvement du prix des épices et des marchandises de l'Hindoustan.

*
* *
*

Enfin il était un facteur dont les Néerlandais ne pouvaient méconnaître l'existence, un facteur à l'actif

de la neutralité : c'était le repos moral. Point d'inquiétude sur l'avenir de la République, sur le sort réservé aux entreprises commerciales. Grâce à la neutralité aucun danger ne menaçait le territoire national non plus que l'activité nationale, et il ne paraissait pas que l'avenir politique ou économique fût plus sombre. Quelle que fût la teneur des futurs traités de paix, les Provinces-Unies ne pouvaient voir leurs débouchés présents réduits, leur importance politique ou économique diminuée. Bien plus, elles pouvaient espérer légitimement que les belligérants sortiraient affaiblis du conflit et incapables pour quelque temps de concurrencer énergiquement le trafic extérieur et la marine marchande de la République.

Les saisies opérées par les Anglais ou même les autres belligérants n'étaient point de nature à semer l'alarme dans les esprits ou à fausser les conditions du marché. Non seulement elles n'affectaient qu'une portion restreinte de l'activité nationale, mais encore, sauf le cas de contrebande avérée, il était possible d'espérer une restitution — rarement prompte, d'ailleurs — des navires et des cargaisons grâce à l'intervention du Comte de Wolderen. Ce n'est qu'à la fin de 1779 que l'inquiétude commença à percer, une inquiétude que ni les captures antérieures, ni les agissements britanniques à Saint-Eustache n'avaient pu provoquer : c'est que le convoi protégé par Byland avait été dispersé ou fait prisonnier. La protection des convois devenait illusoire et ce à une centaine de milles des eaux territoriales. Au printemps suivant, l'initiative de Catherine II contribua à rasséréner en partie l'horizon politique aux yeux des Néerlandais, mais il fallut l'incident de Saint-Martin, l'affaire des Papiers Laurens pour réveiller l'émoi au sein de toute la population.

Néanmoins, grâce à la neutralité, la nation avait pu jouir de 1775 à 1779 d'un répit complet et c'est à peine si, durant l'année 1780 — sauf durant le dernier trimestre — l'inquiétude avait agité toute la population.

Toutefois, si l'ensemble de la population avait éprouvé jusqu'en 1780 un sentiment de profonde sécurité, il n'en avait pas été de même pour les milieux commerçants et maritimes qui depuis 1777 et plus encore depuis la fin de 1778 avaient vécu en proie à la plus grande insécurité quant aux conditions de la navigation neutre. Négociants, armateurs et pêcheurs avaient souffert du régime de visite, de prises, de déroutement et de presse; les variations dans l'application des systèmes pratiqués par les gouvernements de Londres, de Versailles, variations dues à des facteurs politiques, avaient affecté dans une large mesure l'économie néerlandaise et le monde de la banque et du commerce, s'il ne saluait pas avec joie l'expiration de la neutralité, acceptait au moins la fin d'une époque d'instabilité qui compromettait les intérêts nationaux. La guerre, il est vrai, était de nature à les compromettre plus encore que les subites variations dans les cours de marchés et de change, dans les conditions d'affrètement et d'assurances.

II. — LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA NEUTRALITÉ

Le Gouvernement de La Haye avait pu se flatter quand la guerre maritime était née en Europe, puis avait pris toute son ampleur, que cette crise ne l'affecterait pas plus que les précédentes et que l'expérience acquise de 1756 à 1762 ne serait point inutile. Il constatait en 1780 que ce n'était là qu'illusion et qu'il y avait réellement depuis la Paix de Paris de 1763 quelque chose de changé dans le domaine de la politique navale.

Il avait vainement de 1776 à 1780 voulu tenir égale la balance entre les monarchies bourbon et l'Angleterre, il pouvait avouer à la fin de 1780 que la tactique du juste milieu avait fait faillite et que pour lui la position de neutralité était impossible entre les exi-

gences contradictoires de la Cour de Versailles et du Cabinet de Saint-James. L'intervention de la tsarine à la tête de la Ligue des Neutres serait-elle susceptible de rétablir les conditions de neutralité, c'était là encore un secret de l'avenir, mais pour le passé, nul n'avait été plus endurant, plus prudent, plus soucieux d'éviter tout éclat envers les belligérants que les Provinces-Unies. Le résultat n'en était pas moins la guerre.

A vrai dire, par cette attitude, les Provinces-Unies avaient réussi à esquiver, au moins deux années durant, le fardeau de la belligérance, à maintenir des rapports sinon intimes, du moins presque cordiaux avec chacun des belligérants. Une seule chose avait définitivement sombré au cours de cette période : la conception de l'alliance anglo-néerlandaise surnageant encore après un siècle d'existence comme la dernière épave d'une époque périmée et bien close.

N'était-ce point au fond un témoignage de l'habileté des dirigeants de la République, de leur science diplomatique et gouvernementale, que d'avoir su trente mois durant (1) louvoyer sous ces rafales de l'impérialisme économique et naval de l'Angleterre comme sous le souffle des exigences de ravitaillement de la France ou du régime espagnol de blocus, d'avoir su maintenir en position malgré les orages la neutralité nationale sans cesse menacée et d'avoir conservé le contact presque amical avec toutes ces Cours sans sacrifier ni les principes de Droit des Gens, ni les intérêts commerciaux de la nation ?

En sauvegardant leur neutralité, les Etats-Généraux obtenaient en outre deux résultats également importants : l'un voulu, l'autre imprévu. D'une part, ils conservaient la paix avec leur voisin méridional. Ce n'était pas là un mince avantage si l'on songe à l'esprit entre-

1. Techniquement parlant, la neutralité des Provinces-Unies n'avait pu commencer qu'à la fin de l'ouverture des hostilités entre la France et l'Angleterre en juin 1778. L'Ordre en Conseil du 21 décembre 1780 marquait également l'ouverture des hostilités anglo-néerlandaises.

prenant qui animait Joseph II, beau-frère et allié de Louis XVI, si l'on songe surtout aux causes de conflit qui devaient inciter ce monarque à agir contre les Provinces Unies : affaires des places de la Bavière, navigation de l'Escaut, concurrence d'Amsterdam et d'Ostende, question de délimitation réciproque. Au lendemain du traité de Teschen, alors que le souverain autrichien pouvait chercher une occasion de revanche, un dérivatif à ses mécomptes de Bavière, il n'était point indifférent pour la République de se trouver en état de neutralité, en position de diriger toutes ses forces militaires vers le sud, de tendre ses efforts diplomatiques, économiques et financiers dans une seule direction.

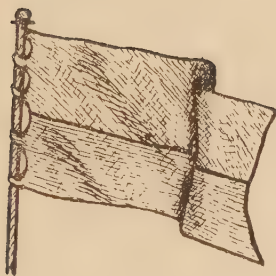
L'autre résultat que nul ne pouvait prévoir était pour les Provinces-Unies de faire partie de la Ligue des Neutres. Si elles eussent été belligérantes, elles n'eussent pu entrer dans cette Ligue organisée par la tsarine, et l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg s'ingéniait à prouver que, par suite de l'affaire des Papiers Laurens, les Hautes Puissances avaient cessé d'être neutres. Que l'accession à la Ligue dût être un bienfait pour les Provinces-Unies, on le pouvait croire, mais à cela l'avenir seul devrait répondre.

*
* *
*

La neutralité avait donc été singulièrement profitable aux Provinces-Unies, et la nation comme le gouvernement ne pouvaient que regretter amèrement sa fin brutale due à l'intransigeance de la Grande-Bretagne. C'était bien le glas de la neutralité que sonnaient le manifeste royal britannique du 20 décembre et l'Ordre en Conseil de la même date. On ne se pouvait méprendre sur la portée de tels actes. Quels que fussent les efforts ultimes des Hautes Puissances, quelle que puissante ou efficace que pût être l'intervention des Cours du Nord, la guerre n'en éclaterait pas moins,

guerre voulue par l'Angleterre et subie par la République en dépit de tous les sacrifices d'intérêt et d'amour propre.

Au moment où expirait l'année 1780, la neutralité hollandaise avait pratiquement vécu après trente mois d'une existence tourmentée.



Pavillon du Texel

ANNEXES

I. — CHIFFRES STATISTIQUES RELATIFS AUX PROVINCES-UNIES (1).

Armée. — Les forces militaires de la République étaient ainsi composées :

42 régiments d'infanterie.....	21,639 hommes
3 — de cavalerie.....	2,448 —
3 — de dragons.....	1,008 —
6 — d'infanterie suisse.....	6,800 —
2 — d'infanterie allemande....	2,178 —

de plus, des corps d'artillerie, du génie et des services spéciaux ; soit au total 38.000 hommes.

Marine. — Les forces navales néerlandaises étaient évaluées à cette époque à environ 80 bâtiments de toutes forces ; c'est là un chiffre existant sur le papier seulement car, outre les bâtiments en chantier, environ 32 bâtiments avaient plus de quatorze ans et, par suite, étaient impropres à participer à des opérations.

La répartition suivant les Amirautés était la suivante pour les bâtiments en service :

Amirauté d'Amsterdam

2 vaisseaux de 76	9 frégates de 36
4 — 64	10 — 24
1 — 60	1 — 10
10 — 54	
6 — 44	
1 — 40	

Amirauté de Meuse

2 vaisseaux de 72	4 frégates de 36
1 — 62	3 — 24
5 — 54	1 — 12

1. Ces chiffres sont tirés soit de rapports diplomatiques français et anglais, soit de l'ouvrage : *la Richesse de la Hollande*, par Elias Luzac (1778).

Amirauté de Zélande

2 vaisseaux de 64	1 frégate de 36
	2 — 24

Amirauté de Frise

1 vaisseau de 54	1 frégate de 36
	1 — 24

Amirauté de Nord-Hollande

1 frégate de 36	1 frégate de 24
-----------------	-----------------

Le coût d'entretien annuel d'une flotte de 60 bâtiments s'élevait à 4.711.600 guldens pour un effectif de 13.780 officiers et matelots. La solde des matelots était fixée à 7 stuyver par jour, celle des officiers à 13 stuyver ; la dépense d'entretien était, selon le type de bâtiments, la suivante :

1 vaisseau de 60 portant 50 officiers et 300 hommes	116.871 Gulden
— 50 avec un équipage global 300 pers,	100.884 —
— 40 — 250 —	84.648 —
1 frégate de 36 — 230 —	78.648 —
— 24 — 150 —	53.256 —

Revenus. — Les revenus de la République se composaient d'impôts de consommation (A) tels que les droits sur les bois, les poids, les ventes, le timbre, etc., de droits d'entrée et de sortie, de l'impôt pour la réfection des digues, du forfait payé par la Compagnie des Indes Orientales et étaient constitués par une contribution que versait chaque province (B). L'importance des revenus des deux catégories A et B était la suivante pour l'année 1778 :

	Florins		C	D
	A	B		
Hollande.....	21.000.000	6.464.300	57,7 %	400 millions
Gueldre.....	2.021.800	622.200	5,8 —	4 —
Utrecht.....	2.120.600	646.300	5,7 —	21 —
Frise.....	4.201.200	1.292.800	11,5 —	32 —
Zélande.....	2.307.000	1.018.100	9,1 —	40 —
Over-Yssel.....	1.285.200	395.800	3,5 —	5 —
Groningue.....	2.100.600	646.300	5,7 —	3 —
Drenthe.....	360.700	110.800	1,0 —	—
Total.....	33.397.400	11.197.200		505 millions
Généralité.....	1.500.000	600.000		

Le total des droits d'entrée et de sortie s'élevait en 1778 à 2 millions de florins, l'impôt pour les digues atteignait une valeur de 6 millions et l'abonnement de la Compagnie des Indes était de 364.000 florins.

Les provinces participaient à certaines dépenses fédérales et aux dépenses extraordinaires selon une proportion fixée pour la contribution, comme en C.

Dette publique. — La dette publique néerlandaise atteignait à cette époque un total légèrement supérieur à un demi-milliard de florins, lequel se répartissait ainsi qu'en D.

II. — LA BRIGADE ÉCOSSAISE AU SERVICE DES PROVINCES-UNIES (1572-1782)

Au cours de la guerre soutenue par les provinces protestantes des Pays-Bas contre l'Espagne, des Écossais servirent sous les drapeaux insurgés et bientôt en 1572 il y eut au service des diverses provinces des compagnies écossaises. Ces éléments épars se groupèrent peu à peu : dès 1586, il y eut deux régiments écossais plus ou moins embryonnaires. Le second régiment n'eut ses cadres au complet que sous Lord Buccleuch en 1603. Vingt-cinq ans plus tard, un troisième régiment fit son apparition. Selon les nécessités militaires ou les besoins d'économie, le nombre de ces régiments varia de deux à quatre. Le quatrième régiment eut une brève existence (1747-1753). Outre ces régiments d'infanterie, il y avait un petit corps de cavalerie.

Le stathouder Guillaume III, partant conquérir le trône d'Angleterre sur les Stuarts, emmena ces troupes écossaises et après son succès les conserva à la solde de la Grande-Bretagne de 1690 à 1700.

Le régime de ces troupes au service de la République était singulièrement distinct du statut des troupes nationales. Non seulement elles touchaient une paye supérieure, non seulement elles avaient un uniforme spécial et employaient la langue écossaise, mais encore elles conservaient la sujétion britannique (les enfants étant soumis à cette allégeance), officiers et soldats prêtaient le même serment que dans l'armée britannique et un *Act* du Parlement d'Angleterre (27 Geo II) permettait à ces officiers de servir dans l'armée

britannique. Enfin leur drapeau portait un champ d'argent à croix de gueules sur laquelle s'épanouissaient une couronne et des chardons d'or.

Au temps de la Guerre d'Amérique, la situation de ces régiments était la suivante :

1^{er} Régiment. — Colonel J. Houston nommé en 1773, uniforme rouge à parements blancs, stationné de 1776 à 1778 à Nimègue, en 1779 à Berg op Zoom, en 1781 à Grave ou Maestricht.

2^e Régiment. — Colonel J. Stuart, titulaire depuis 1754, uniforme rouge à parements jaunes, stationné à Zutphen (1772-1777), à Berg op Zoom (1778), à Arnhem (1779), à Heusder (1780), à Namur (1781).

3^e Régiment. — Colonel J. Gordon de 1758 à 1776, R. Dundas après 1776, uniforme rouge à parements bleus, stationné à Ven Loo (1773-1776), à Berg op Zoom (1777), à Ven Loo (1782).

Lors de la rupture avec la Cour de Londres, la brigade tint garnison — par mesure de prudence — dans les provinces rhénanes et meusiennes. Puis par une résolution du 18 novembre 1782, les Etats Généraux redoutant le danger d'avoir à leur service une troupe si peu nationale (1) décidèrent de disloquer cette brigade et de mettre ces contingents dans l'obligation de prêter serment à la République. Le 1^{er} janvier 1783, la brigade écossaise avait vécu et 55 officiers, restés fidèles à l'allégeance britannique passèrent en Angleterre.

Pour suivre l'histoire intérieure de cette véritable colonie écossaise au sein des Provinces-Unies, consulter *History of the Scots Brigade* dans *Scottish History Society*, Vol. 32, 33 et 38, année 1899, 1900 et 1901.

1. Danger nullement imaginaire car en 1779 certains officiers avaient demandé à Sir Joseph Yorke l'autorisation de servir dans l'armée anglaise contre les monarchies bourbon ou les Américains, démarche renouvelée en janvier 1781 après la rupture anglo-néerlandaise !

Leopold von Klenze

TABLEAU SYNOPTIQUE

1^o Ambassadeurs de la République en Europe. 1776-1780

Berlin.....	Comte van Heiden.
Constantinople.....	De Haeften.
Copenhague.....	Bosc de la Calmette.
Lisbonne.....	Smissaert.
Londres.....	Comte van Welderen.
Madrid.....	Comte van Rechteren.
Paris.....	Lestevenon van Berkenroode.
Saint-Pétersbourg.....	Swart (1).
Stockholm.....	Van Lijnden.
Vienne.....	Comte van Degenfeldt († Mars 1781).

2^o Ambassadeurs Etrangers auprès de la République. 1776-1780

Angleterre.....	Sir Joseph Yorke.
Danemark.....	Baron Juel, Baron de Saint-Saphorin, depuis février 1779.
Empire.....	Baron von Reischach.
Espagne.....	Vicomte de La Herreria.
France.....	Abbé Desnoyers, Duc de La Vauguyon, depuis décembre 1776.
Portugal.....	Da Cunha, jusque septembre 1776. Da Horta, depuis mars 1777.
Prusse.....	Baron von Thulemeyer.
Russie.....	Prince Galitzin.
Sardaigne.....	Comte de Mirabel.
Saxe.....	Du Bois, Chargé d'Affaires.
Suède.....	Baron Nolken. Baron Ehrensværd, depuis septembre 1780.
France (Agent de la Marine)..<	Maillet du Clairon jusqu'en avril 1777. Comte de Lironcourt à partir de cette date.

N.-B. — L'absence de date indique que le titulaire du poste resta en fonction durant toute la période ; les dates d'arrivée — et non de nomination — sont données.

1. La mission extraordinaire des Barons Wassenaar-Staremburg et Heckeren van Brantzenburg arriva à Saint Pétersbourg à la fin d août 1780.

BIBLIOGRAPHIE

En raison du caractère inédit de cette étude, les documents originaux constituent l'élément exclusif de cette bibliographie : les correspondances diplomatiques et pièces d'archives de France, d'Angleterre et des Provinces-Unies constituent toute la trame de la documentation car le rôle des autres puissances continentales dans les affaires de la neutralité hollandaise a été pratiquement négligeable. Les pièces espagnoles, russes, suédoises, danoises ou prussiennes, utilisées en raison de leur rapport direct avec la question de neutralité, sont tirées de publications officielles, sinon des archives précitées.

I. — SOURCES OFFICIELLES

Trois états ont été directement mêlés au problème de la neutralité hollandaise, c'est donc à trois dépôts d'archives qu'il importe de puiser :

1° *Archives du Ministère des Affaires Etrangères de France.* — La *Correspondance Politique*. Série Hollande, volumes 527 à 542, couvrant la période de 1775 à 1780, renseigne sur l'aspect du problème envisagé de Versailles ainsi que sur l'action en Hollande des envoyés français. Toute cette correspondance est également importante, tout au plus pourrait-on écarter comme secondaire le volume 539 consacré à la correspondance de La Vauguyon avec Sartine, faisant double emploi avec les dépêches adressées à Vergennes. Le *Supplément* de cette correspondance contient au volume 20 des pièces intéressantes, notamment les instructions données à La Vauguyon. Par contre, la Série *Documents* ne mérite guère d'être consultée, hormis le volume 48 et, au supplément, le volume 137 qui contiennent des renseignements statistiques utiles ;

2° *Public Record Office à Londres.* — L'autre aspect du problème, l'aspect britannique, est fourni par la correspondance de Sir Joseph Yorke avec son gouvernement ; toute la série des *State Papers, Holland*, volumes 542 à 573, est indispensable à consulter bien que les premiers volumes 542 à 550 concernant la période

1774-1775 ne soient utiles que pour connaître les relations anglo-néerlandaises avant la crise. Nombre de documents coloniaux ont été transmis à l'ambassadeur pour être communiqués à La Haye, aussi est-il peu nécessaire de procéder à des recherches dans les *Colonial Office Papers* : citons cependant la série *Jamaica* volumes 74 à 84 ainsi que le volume 318 de la série *West Indies* pour les affaires antillaises. D'autre part, dans la série *Treaties* on doit signaler les importants documents : traité de 1674 (n° 313) — traité de mars 1678 (n° 320) — traité de juillet 1678 (n° 323) qui figurent en originaux ;

3° *Rijksarchief de La Haye*. — Les archives néerlandaises qu'il convient de consulter relèvent de la grande section dite *Staten General*. Les correspondances diplomatiques sont au premier plan : celle de Lestevenon van Berkenroode, ambassadeur à Versailles, comprend 4 volumes pour cette période (6742 à 6743 *Frankerijk*), plus 1 volume de dépêches secrètes (7327) ; celle du Comte van Welderen, ambassadeur à Londres qui remplit 9 volumes (7001 à 7008, *Engelland*), plus 2 volumes de dépêches secrètes (7352-7353). En outre, on peut feuilleter les dépêches du Comte van Rechteren, ambassadeur à Madrid, pour les événements consécutifs à l'entrée en guerre de l'Espagne (6856-6857, *Spanje*).

En seconde ligne viennent les recueils des résolutions prises par les Etats-Généraux, recueils annuels contenant par ordre chronologique le texte des décisions prises par l'Assemblée (*Resolutie*, années 1775 à 1780). Signalons un précieux index manuscrit établi au milieu du xix^e siècle par un archiviste royal, index des résolutions concernant les questions de commerce et navigation durant la guerre d'Amérique.

Enfin les affaires coloniales d'Amérique jouant un rôle important dans les relations anglo-néerlandaises à cette époque, il importe de prendre connaissance des lettres et rapports expédiés à la Noble Compagnie des Indes Occidentales par les gouverneurs antillais : 4 volumes (*W. I. C.* 630-633) contiennent ces pièces pour la période 1773-1780 ; quant au mémoire d'enquête du gouverneur de Graaff, il constitue avec ses annexes un volume spécial (*W. I. C.* 639).

Dans cette même catégorie de documents, on peut faire rentrer :

4° *Manuscripts of the British Museum : Hardwicke Papers*. — Sous cette désignation se trouvent rangés les papiers de la famille Yorke, notamment la correspondance tant privée qu'officielle (doubles, en général, pour cette dernière) de Sir Joseph Yorke. Peu de volumes portent sur la période 1773-1780 ; néanmoins on peut utiliser les volumes 35433, 35434 et 35444 qui se réfèrent à des questions diplomatiques et commerciales relatives aux Provinces-Unies tandis que le volume 35443 contient les lettres échangées

avec le célèbre jurisconsulte Sir James Marriott au sujet des prises faites sur le pavillon néerlandais ;

5° *Wharton, Diplomatic Correspondence of the American Revolution*. — Ce volumineux recueil de pièces d'archives américaines, publié sur l'ordre du Congrès, fournit tous les documents concernant l'action des Insurgents dans les Provinces-Unies : dépêches, instructions, réponses et rapports.

Signalons que les documents des archives néerlandaises ne sont pas reliés mais sont en liasses classées chronologiquement en l'état même en lequel ils sont parvenus au greffier des Etats-Généraux, les annexes étant incluses dans les dépêches. Les documents du Public Record Office et du British Museum sont reliés chronologiquement mais pas plus que les précédents (sauf de rares exceptions) ils ne sont paginés, foliotés ou numérotés.

Il n'est peut-être point sans intérêt pour les chercheurs d'avoir un tableau de concordance des dépêches diplomatiques dans les divers fonds d'archives.

	Yorke	La Vauguyon	van Berkenroode	van Welderen
1775	Holl. 546-547	Holl. 527-528	S. G. 6742	S. G. 7001
1776	552-554	528-529	6743	7002
1777	555-558	529-531	6744	7003
1778	561-562	532-534	6744	7004
1779	563-566	535-538	6745	7005-6
1780	569-573	540-542	6745	7007-8

II. — SOURCES IMPRIMÉES

L'abondante littérature de l'époque fournit un utile complément aux pièces d'archives et permet mieux que celle-ci de faire revivre l'atmosphère en laquelle se déroulèrent ces événements.

Deux publications, sortes d'annuaires de la vie politique, littéraire et économique, fournissent année par année de précieuses informations d'ensemble, des détails typiques, des renseignements statistiques et souvent des documents officiels. L'une est anglaise, l'*Annual Register* dont les années 1775 à 1780 méritent d'être consultées, l'autre est néerlandaise : *Vaderlandsche Historie vervattende de Geschiedenis der Vereenigde Nederlanden inzonderheid die van Holland van de vroegste tijden af 1749 (—1811)* publiée par Wagenaar.

A côté de ces recueils éclot tout une floraison de brochures et pamphlets officiels, officieux et privés, de feuilles volantes et de

gazettes, en français, en hollandais et parfois en anglais. Leur nombre est infini et on ne saurait en citer même une faible part (1). Toutefois on se doit de mentionner leur existence et leur importance qui réside en ce fait que ces imprimés permettent de faire revivre le cadre et l'atmosphère plus ou moins passionnée de l'action.

De ces documents les uns ont été publiés ostensiblement ou secrètement par les gouvernements tels : *Prepartoirlijk Plan van een Tractaet van Commerce* (20 octobre 1780, publié par le magistrat d'Amsterdam) — *Mémoire justificatif de la Grande-Bretagne* (réponse britannique au Comte de Welderén, 4 mars 1778) — *Observations d'un citoyen d'Amsterdam* (brochure du gouvernement français due à la plume de Rayneval), etc.

D'autres sont dus à la plume de pamphlétaires, de publicistes ou d'hommes politiques souvent demeurés anonymes comme : *Aanmerkingen over den aart der burgerlijke vrijheid naar het Engelsch van Dr Price* (auteur : van der Cappellen), *Les intérêts des Colonies Hollandaises du Sud de l'Amérique*, par C. de St. (écrivain orangiste), etc.

Tout en signalant le caractère d'introduction de la première partie de cette étude, partie destinée à montrer le cadre de l'action, le terrain d'opération des diplomaties et le caractère de la neutralité hollandaise, il convient de dire que les détails relatifs à la constitution des Provinces-Unies ont été empruntés à de nombreux rapports diplomatiques figurant en annexe des dépêches de La Vauguyon et de Yorke tandis que les informations d'ordre économique ou financier ont été prises dans l'ouvrage assez rare d'Elias Luzac (*alias* Vrijaarts) : *La Richesse de la Hollande* publié en 1778 (2).

III. — OUVRAGES MODERNES

Aucune étude d'ensemble ne semble avoir été jusqu'à ce jour consacrée à la Politique de Neutralité des Provinces-Unies de 1776 à 1780 et à la faillite de celle-ci ; même le nombre des travaux qui ont effleuré cette question est singulièrement restreint.

M. Paul Fauchille, dans son livre *La Diplomatie française et la Ligue des Neutres de 1780* (Paris 1893), paraît être le premier à parler des rapports franco-néerlandais durant cette période. Toutefois il s'est exclusivement attaché au point de vue juridique, négligeant de tenir compte des facteurs néerlandais du problème et reléguant à l'arrière-plan facteurs politiques et économiques. Son

1. Parmi les gazettes rédigées en français : *Gazette de Hollande*, *Gazette de Leyde*, *Courrier du Rhin*, etc.

2. *British Museum, North Library*.

livre est donc étrangement unilatéral et ses chapitres sur les Provinces-Unies ne constituent d'ailleurs qu'un simple épisode dans l'étude fort touffue de la première Neutralité Armée.

Dans la brochure intitulée *The Dutch Republic and the American Revolution*, M. F. Edler a entrepris de retracer à grands traits la position des Provinces-Unies durant la Guerre d'Indépendance Américaine. En fait, il a réussi à dresser un utile catalogue de faits et de références sans pouvoir, dans le cadre étroit qu'il s'était fixé, dégager toutes les lignes de l'évolution, si complexe de la politique néerlandaise de 1775 à 1783 (1).

A Leyde en 1924 a paru un livre de M. F. W. van Wijk, sous le titre *De Republiek en America*, ouvrage dans lequel l'auteur cherche à établir le rôle réciproque des Provinces-Unies et des Etats-Unis durant cette période. L'épisode de Paul Jones au Texel est seul traité avec quelqu'ampleur sans cependant que toutes les données de l'incident apparaissent, que l'influence du Cabinet de Versailles soit pénétrée et les responsabilités établies. M. van Wijk semble avoir été quelque peu fasciné par les pamphlets de toute nature suscités par cette crise politique et s'il s'attache un peu trop à traiter de cette littérature, son étude est-elle du moins intéressante et vivante à cet égard.

On se doit de signaler l'article paru dans l'*American Historical Review* (juillet 1903) : *Saint-Eustachius during the American Revolution*, dû à la plume de M. Hilt, article traitant du rôle joué par cette Antille dans le ravitaillement en contrebande des ports insurgés.

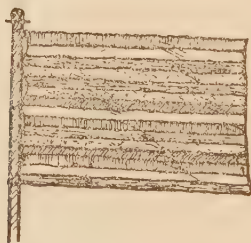
Plusieurs biographies de Paul Jones font une place assez large aux incidents du Texel mais toujours le caractère anecdotique l'emporte sur l'exposé historique; on y trouve cependant des détails pittoresques empruntés à des correspondances : *The Life and Letters of John Paul Jones*, par De Koven (N. Y. 1913, 2 vol.) ; *John Paul Jones*, par *** (N. Y. 1916); *Paul Jones*, par A. C. Buell (Londres, 1900, 2 vol.). sont les principaux ouvrages sur ce sujet.

Enfin le volumineux recueil de Sir Jones Piggott et Omond : *Documentary History of the Armed Neutrality* (Londres 1924) contient de nombreux documents qui, tout en relevant des questions de Neutralité Armée, intéressent la politique néerlandaise de cette époque, en particulier les ordonnances, arrêts, lettres, concernant le régime des prises chez les belligérants.

1. *John Hopkins University*, XXIX, n° 2, 1911.

* * *

Les longues et patientes recherches menées à l'étranger en vue de consulter les nombreux documents relatifs à la Neutralité Hollandaise de 1775 à 1780 nous ont été singulièrement facilitées par l'accueil aussi aimable qu'empressé que nous avons trouvé partout à Londres comme à Bruxelles ou à La Haye et aussi à Paris. Qu'il nous soit permis d'exprimer notre très sincère gratitude au personnel des bibliothèques et dépôts d'archives de ces capitales pour leur précieux concours. C'est avec un plaisir tout particulier que nous adressons nos remerciements les plus chaleureux à M. STONE du *Public Record Office* ainsi qu'à M. BULSMA, le distingué archiviste en chef du *Nederlandsche Rijksarchief*, pour leur si gracieuse et utile assistance.



Pavillon de Vlieland

Vu et admis à soutenance
le 11 Octobre 1924
le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
BRUNOT

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

INDEX

A. — NOMS DE PERSONNES

Les chiffres entre parenthèses renvoient à des biographies

- | | |
|---|---|
| <p>Adams (J.), 122, 124, 129, 280, 282, 337, 371, 373.
 Berckel (v.), 128 n, 178, 226, 382, 387, 403.
 Berenger (161), 165, 166, 407.
 Berkenroode (L. v.), 52, 159, 167, 239, 240 n, 317, 406.
 Bleswick, 51, 164, 176, 230, 233, 240, 325, 341, 348, 348, 373.
 Boetzelaer, 53.
 Byland, 211, 215, 310 ss, 330, 413.
 Capellen (B^{on} v. der), 53, 105, 128, 175, 281, 374, 392.
 Carmichael, 130, 181, 368.
 Castejon, 286, 287.
 Catherine II (V. <i>Russie</i>).
 Cevallos, 34.
 Citters (v.), 153, 406.
 Conyngham, 140.
 Desnoyers, 154.
 Dumas, 125, 131, 176, 180, 266, 281.
 Fagel, 44, 51, 239, 380, 381.
 Fielding, 312 ss.
 Florida-Blanca, 22, 284, 291, 294, 317, 337.
 Franklin, 124, 131, 176, 181, 255, 280, 373.
 Galitzin, 186, 304, 306, 326, 332, 341, 349, 350, 358, 399, 407.
 Graaff (de) (203), 207, 366.
 Guillaume V (49), 94, 103, 230, 242, 250, 264, 320, 344, 381, 386, 388, 392, 397.
 Harris (Sir James), 337, 395, 407.
 Heckeren, 53, 358, 366, 394.
 Heylinger, 203.
 Horneca, 182.
 Howe, 99.
 Hughes, 367.
 Jones (Paul) (258) ss, 307, 310.
 Joseph II (V. <i>Autriche</i>).
 La Herreria (de), 184, 227, 283.</p> | <p>Laurens (Henry), 369.
 La Vauguyon (de) (154), 160, 166, 174, 179, 225, 230, 237, 242, 246, 255, 261, 266, 268, 274, 304, 341, 346, 363, 407.
 Lee, 122, 129, 179, 374.
 Lironcourt (de), 169, 272.
 Louis de Brunswick, 49, 93, 151, 205, 354.
 Marriott, 144.
 Neufville, 179, 183, 262, 281, 374.
 Nolken, (B^{on}). 186.
 O' Reilly, 34.
 Pichot, 291.
 Pinto, 152.
 Rechteren, 52, 284, 290, 317.
 Reischach, 184.
 Reynst, 230, 271, 274, 291.
 Riemersma (de), 215, 261, 271.
 Saint-Saphorin (de), 186.
 Sartine, 170, 219.
 Stormont (Lord), 167, 343, 356, 359, 372, 380, 400, 402, 405.
 Swart, 345, 347, 350, 352, 406 n.
 Thulemeyer, 107, 117 n, 185, 235, 398.
 Vergennes, 154, 161, 167, 170, 174, 178, 225, 238, 336, 341, 362, 406.
 Wassenar (v.), 53, 358, 366, 394.
 Welderen (C^{ie} de), 52, 206, 215, 228, 313, 318, 322, 327, 341, 343, 352, 366, 399, 402, 407, 413.
 Yorke (Sir Joseph), 93, 98, 101, 104, 111, 118, 133, 142 (148), 166, 181, 226, 231, 237, 242, 246, 252, 256, 261, 263, 268, 275, 289, 293, 309, 311, 329, 346, 355, 364, 378, 380, 385, 395, 399, 401, 404.
 Zinovieff, 295, 296.
 Zinzendorf, 63.</p> |
|---|---|

B. — FAITS MILITAIRES ET NAVALS

Amsterdam, 47, 178, 209, 225, 228, 234, 242, 244, 249, 252, 348, 383, 402.
 Anspach, 400, 408.
 Antigua, 214.
 Autriche, 23, 63, 70, 82, 118 n, 184, 227, 300, 393, 416.
 Danemark, 186, 201, 235, 249, 265, 333, 338, 358.
 Dominique, 236.
 Espagne, 22, 32, 78, 169, 198, 218, 251, 253, 285, 298, 309, 317, 323, 329.
 France, 32, 34 (V. *Vergennes*).
 Gibraltar, 285, 323.
 Grande-Bretagne, 29, 32, 62, 78, 88, 195, 219, 336, 343, 396, 404.
 Guyanes, 192, 213, 412.
 Haarlem, 240, 244, 247, 252, 269.
 Hesse, 93, 98, 100.
 Hollande, 47, 72, 95, 130, 159, 176, 209, 240, 245, 255, 265, 269, 288, 324, 348, 353, 403.
 Italie, 24, 199.
 Maroc, 230, 302.
 Nieuw Nederland, 121.
 Pacifique, 22.
 Plymouth, 257.
 Portugal, 22, 88, 187, 285, 298, 359, 379.
 Prusse, 100, 105, 107, 185, 227, 300.
 Russie, 23, 186, 295, 299, 303, 334, 337, 353, 394.

Saint-Christophe, 191, 204, 214.
 Saint-Eustache, 116 n, 127, 189, 194, 213, 366, 412.
 Saint-Martin, 191, 365, 413.
 Saint-Thomas, 201.
 Sainte-Lucie, 236.
 Suède, 186, 201, 235, 249, 321, 333, 358.
 Texel, 257, 311.
 Trèves, 401.
 Waldeck, 102, 108.
 Zélande, 72, 209, 327, 342, 406.

Affaires

de l'*Andrew Doria* (1776), 204.
 du *Baltimore Hero* (1776), 205.
 des Cafés anglais (1777), 142
 du *Concordia* (1779), 294, 325, 333.
 du *Dolphin* (1778), 213.
 des Fromages (1779), 247.
 d'*Helvoetsluys* (1780), 351.
 du *Hendriken Alida* (1777), 143.
 de l'*Indien*, 169, 279, 281.
 du *Polly* (1778), 213.
 du *Smack* (1774), 112.
 du *Twee Broeder* (1776), 143.
 du *Watergeus* (1776), 208.

Décrets français (1779), 224, 225.
 Ordre britannique (1780), 343, 349.
 Pêche néerlandaise, 137.

C. — FAITS DIPLOMATIQUES

Traité américano-hollandais, 373, 397.
 — anglo-russe, (1766), 220, 332.
 — franco-américain (1778), 163.
 — franco-néerlandais (1739), 156 n, 160.
 — ture d'Aïn Ehli Quavaq, 300, 303.

Traité ture de Koutschouk-Kaï-nardji, 295, 299, 303.
 Cartel d'échange (1779), 276.
Casus fœderis, 62, 93, 231, 248, 319, 339, 349.
 Convois limités, 220, 233, 308, 318, 363.
 Neutralité Armée, 332, 353, 296.
 Succession Bavaroise, 300.

Imp. Jouve et Cie 15, rue Racine, Paris — 6176-25
